RESTRICTED

WT/TPR/S/467

18 décembre 2024

(24-8918) Page: 1/166

Organe d'examen des politiques commerciales

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

RAPPORT DU SECRÉTARIAT

UKRAINE

Le présent rapport, préparé pour le deuxième examen de la politique commerciale de l'Ukraine, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé à l'Ukraine des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à Karsten Steinfatt (tél.: 022 739 6759), Rosen Marinov (tél.: 022 739 6391), Xinyi Li (tél.: 022 739 5579) et Iryna Polovets (tél.: 022 73 6306).

La déclaration de politique générale présentée par l'Ukraine est reproduite dans le document WT/TPR/G/467.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur l'Ukraine. Ce rapport a été rédigé en anglais.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ 7
1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE 14
1.1 Principales caractéristiques de l'économie 14
1.2 Évolution économique récente 17
1.2.1 Politique budgétaire 18
1.2.2 Politique monétaire et politique de taux de change 19
1.2.3 Balance des paiements 20
1.3 Résultats en matière de commerce et d'investissement 21
1.3.1 Commerce des marchandises et des services 21
1.3.2 Investissement étranger direct 29
2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT 32
2.1 Cadre général 32
2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale 34
2.3 Accords et arrangements commerciaux 37
2.3.1 OMC 37
2.3.2 Accords régionaux et préférentiels 38
2.3.2.1 Union européenne 41
2.3.2.2 Canada 42
2.3.2.3 Royaume-Uni 43
2.3.2.4 Israël 44
2.3.2.5 Macédoine du Nord 44
2.3.2.6 Türkiye 44
2.3.2.7 ACR en cours de négociation 45
2.3.3 Autres accords et arrangements 45
2.4 Régime d'investissement 46
2.4.1 Cadre juridique et institutionnel 46
2.4.2 Restrictions 48
2.4.3 Mesures d'incitation et promotion 49
2.4.4 Accords internationaux 51
3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE 53
3.1 Mesures visant directement les importations 53
3.1.1 Procédures douanières, évaluation en douane et prescriptions douanières 53
3.1.2 Règles d'origine 58
3.1.3 Droits de douane 59
3.1.3.1 Consolidations tarifaires dans le cadre de l'OMC 59
3.1.3.2 Droits NPF appliqués 60
3.1.3.3 Droits de douane préférentiels 62
3.1.3.4 Exonérations de droits de douane 64
3.1.4 Autres impositions visant les importations 65

3.1.4.1 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) 65
3.1.4.2 Droits d'accise 67
3.1.5 Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation 67
3.1.6 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde 68
3.1.7 Autres mesures visant les importations 70
3.2 Mesures visant directement les exportations 70
3.2.1 Procédures et prescriptions douanières 70
3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements 70
3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation et licences d'exportation 71
3.2.4 Soutien et promotion des exportations 72
3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation 72
3.3 Mesures visant la production et le commerce 73
3.3.1 Mesures d'incitation 73
3.3.2 Normes et autres prescriptions techniques 75
3.3.2.1 Normes et métrologie 75
3.3.2.2 Règlements techniques, évaluation de la conformité et accréditation 77
3.3.3 Prescriptions sanitaires et phytosanitaires 80
3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix 84
3.3.4.1 Politique de la concurrence 84
3.3.4.2 Contrôle des prix 86
3.3.5 Commerce d'État et entreprises publiques 87
3.3.6 Marchés publics 90
3.3.6.1 Évolution récente 91
3.3.6.2 Marchés publics électroniques 93
3.3.6.3 Moyens de faire respecter les règles 94
3.3.7 Droits de propriété intellectuelle 95
3.3.7.1 Aperçu général 95
3.3.7.2 Réformes institutionnelles 96
3.3.7.3 Droit d'auteur et droits connexes 97
3.3.7.4 Propriété industrielle 98
3.3.7.4.1 Marques 98
3.3.7.4.2 Brevets 100
3.3.7.5 Indications géographiques 101
3.3.7.6 Autres DPI 102
3.3.7.7 Moyens de faire respecter les droits 103
4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR 105
4.1 Agriculture 105
4.1.1 Principales caractéristiques 105
4.1.2 Accès aux marchés 110
4.1.3 Soutien interne 111

4.1.4 Mesures à l'exportation 114
4.1.5 Contrôle des prix 115
4.1.6 Autres mesures 116
4.2 Pêche 116
4.3 Industries extractives et énergie 118
4.3.1 Aperçu général 118
4.3.2 Électricité 120
4.3.3 Pétrole et gaz 124
4.3.4 Minéraux non combustibles 126
4.4 Services 130
4.4.1 Services financiers 130
4.4.1.1 Secteur bancaire 132
4.4.1.2 Assurance 135
4.4.1.3 Autres services financiers non bancaires 136
4.4.2 Télécommunications 137
4.4.3 Services de transport 141
4.4.3.1 Aperçu général 141
4.4.3.2 Transport aérien 142
4.4.3.3 Transport maritime et sur les voies navigables intérieures 144
4.4.3.4 Transport ferroviaire 147
4.4.3.5 Transport routier 148
5 APPENDICE – TABLEAUX 150

GRAPHIQUES

Graphique 1.1 Valeur ajoutée brute par activité économique, 2023 14
Graphique 1.2 Balance des paiements, 2017-2023 21
Graphique 1.3 Composition par produit du commerce des marchandises par section du SH, 2017 et 2023 22
Graphique 1.4 Répartition géographique du commerce des marchandises, 2017 et 2023 23
Graphique 1.5 Balance du commerce des services par secteur, 2017-2023 29
Graphique 1.6 Flux entrants d'IED par principal partenaire et secteur, 2017-2023 30
Graphique 1.7 Stock d'IED par partenaire et par secteur, 2017-2023 31
Graphique 2.1 Libéralisation tarifaire dans le cadre des principaux ACR conclus par l'Ukraine 40
Graphique 2.2 Teneur des principaux ACR conclus par l'Ukraine 41
Graphique 3.1 Ventilation des droits par type et taux de droit, 2015 et 2024 60
Graphique 3.2 Importations visées par les mesures correctives commerciales ukrainiennes, 2017-2023 69
Graphique 3.3 Revenus tirés des privatisations, 2017-2023 89
Graphique 3.4 Redevances liées aux exportations et importations de propriété intellectuelle, 2017-2022 95

Graphique 4.1 Exportations de produits agricoles, 2017-2023 107
Graphique 4.2 Exportations de produits agricoles de l'Ukraine, 2021-2023 108
Graphique 4.3 Moyenne des droits (%) par groupe de produits agricoles, 2024 110
Graphique 4.4 Transferts au titre de produits spécifiques, moyenne sur la période 2017-2022 114
Graphique 4.5 Balance commerciale du secteur de l'énergie, 2017-2023 119
Graphique 4.6 Minéraux essentiels (bruts ou semi-transformés), par destination, 2017-2023 128

TABLEAUX

Tableau 2.1 ACR en vigueur et notifiés – 2024 39
Tableau 3.1 Délais pour la présentation de la déclaration sommaire d'entrée 55
Tableau 3.2 Avantages accordés aux opérateurs économiques agréés, 2024 56
Tableau 3.3 Indicateurs de la facilitation des échanges, 2017, 2019 et 2022 57
Tableau 3.4 Structure du tarif NPF, 2015 et 2024 61
Tableau 3.5 Récapitulatif des taux préférentiels appliqués par l'Ukraine, 2024 62
Tableau 3.6 Principales exonérations de droits de douane, 2024 64
Tableau 3.7 Exonérations temporaires de la TVA, 2024 66
Tableau 3.8 Mesures correctives commerciales, janvier 2017-juin 2024 69
Tableau 3.9 Soutien fourni par l'ECA, 2021-2024 73
Tableau 3.10 Programmes de subventions notifiés à l'OMC, 2017-2022 74
Tableau 3.11 Activités de l'AMCU visant à faire respecter la législation, 2017-2023 85
Tableau 3.12 Prix réglementés, 2024 86
Tableau 3.13 Statistiques de base sur les marchés publics, 2017-2023 91
Tableau 3.14 Économies réalisées grâce au système Prozorro 93
Tableau 3.15 Violations identifiées grâce au système Prozorro 93
Tableau 3.16 Plaintes concernant les marchés publics en Ukraine, 2017-2023 94
Tableau 4.1 Production de certains minéraux non combustibles, 2019-2021 126
Tableau 4.2 Exportations de produits miniers (y compris les minéraux essentiels), 2017-2023 127
Tableau 4.3 Services financiers 2017-2023 130
Tableau 4.4 Secteur bancaire, 2017-2024 132
Tableau 4.5 Dix premières banques, août 2024 133
Tableau 4.6 Principaux indicateurs du marché de l'assurance, 2017-2023 135
Tableau 4.7 Principaux indicateurs pour le secteur des télécommunications, 2017-2023 137

ENCADRÉS

Encadré 1.1 Gros plan sur le commerce des marchandises de l'Ukraine, 2003-2024 24
Encadré 2.1 Les Femmes et les MPME 36

APPENDICE – TABLEAUX

Tableau A1. 1 Principaux indicateurs économiques, 2017-2023 150
Tableau A2. 1 Notifications ponctuelles présentées par l'Ukraine, 2017-2024 152
Tableau A2. 2 Participation de l'Ukraine à des procédures de règlement des différends, en tant que défenderesse ou plaignante, dans le cadre de l'OMC, novembre 2015-août 2024 153
Tableau A3. 1 Lignes tarifaires pour lesquelles le taux NPF appliqué est supérieur au taux consolidé, 2024 154
Tableau A3. 2 Récapitulatif des droits NPF appliqués de l'Ukraine, 2024 155
Tableau A3. 3 Contingents tarifaires dans le cadre d'ALE, 2024 158
Tableau A3. 4 Mesures contingentes définitives, 2017-2024 159
Tableau A3. 5 Droits d'exportation, 2024 162
Tableau A3. 6 Principales lois en matière de propriété intellectuelle 164
Tableau A3. 7 Traités de l'OMPI (+ Convention de l'UPOV) en vigueur en Ukraine 165
Tableau A4. 1 Produits auxquels sont appliqués des taux saisonniers 166

RÉSUMÉ

1. L'Ukraine, l'un des pays les plus grands d'Europe, possède des sols fertiles, des ressources en eau abondantes, et des ressources minérales et énergétiques variées. Classée par la Banque mondiale dans la catégorie des économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, elle a le plus faible PIB par habitant parmi les 15 économies émergentes et économies en développement d'Europe (un peu plus de 5 500 USD aux prix courants en 2024), mais le sixième PIB en termes absolus. La guerre, qui a conduit à l'imposition de la loi martiale le 24 février 2022 dans le pays, a profondément influencé l'évolution de la situation pendant la fin de la période considérée (2017-2024). La guerre en cours a non seulement été à l'origine de coûts humains élevés, de pertes économiques importantes et de dommages environnementaux considérables en Ukraine, mais elle a aussi aggravé plusieurs problèmes qui entravent depuis longtemps le développement économique et l'amélioration du niveau de vie du pays, y compris l'insuffisance des investissements, la baisse du ratio du commerce au PIB et la faiblesse de la croissance de la productivité. Malgré les lourdes contraintes imposées par la guerre du côté de l'offre et dans d'autres domaines, l'économie a fait preuve d'une résilience considérable, même si la production reste bien inférieure au niveau enregistré avant la guerre. En outre, les autorités ont pris des mesures importantes pour faire fond sur la grande ouverture du régime commercial de l'Ukraine, portées par une ferme volonté de rejoindre l'Union européenne.

2. Depuis le précédent examen en 2016, le poids du commerce international dans l'économie a continué de diminuer, le ratio du commerce total au PIB étant tombé à 78% en 2023, contre près de 106% en 2016. Cela s'inscrit dans une tendance observée depuis longtemps et imputable à une série de chocs internes et externes. Le dernier de ces chocs, à savoir la guerre en cours, s'est traduit par une chute de 33% de la valeur des exportations entre 2021 et 2022, ce qui a suscité des préoccupations concernant la sécurité alimentaire mondiale, compte tenu du rôle traditionnellement joué par l'Ukraine en tant que grand exportateur de produits agricoles, en particulier de céréales et d'huile de tournesol. Ces préoccupations ont été partiellement dissipées car certains produits agricoles ukrainiens ont continué à être exportés via la mer Noire et d'autres voies fluviales et terrestres, dans des conditions toutefois précaires. Le système commercial mondial a également joué un rôle essentiel dans la prévention d'une crise alimentaire mondiale en 2022, en permettant aux pays tributaires des importations de produits alimentaires en provenance d'Ukraine de trouver d'autres fournisseurs et produits pour répondre à leur demande.

3. La perte d'importance du commerce dans l'économie s'est accompagnée d'un changement marqué de la structure des échanges, qui a été observé au cours de la période considérée, mais qui est aussi manifeste depuis l'accession de l'Ukraine à l'OMC en 2008. En ce qui concerne la composition des échanges, la valeur des produits agricoles dans les exportations totales a plus que triplé entre 2008 et 2023 (passant d'environ 17% à près de 61%), tandis que les parts du fer et de l'acier, qui font depuis longtemps partie des principaux produits exportés par le pays, ont été divisées par cinq pendant la même période (tombant de 38% à environ 7%). Dans le même temps, la répartition géographique des échanges de l'Ukraine a nettement évolué, se détournant de la Fédération de Russie ainsi que d'autres parties de l'ex-Union soviétique pour se réorienter vers l'Union européenne, qui, en 2023, représentait près de 65% de la valeur totale des exportations ukrainiennes de marchandises, contre 27% en 2008.

4. Ces changements reflètent la transition plus large opérée par l'économie ukrainienne, qui s'écarte de certains domaines de spécialisation développés pendant l'ère soviétique. Cette transition crée quant à elle des possibilités d'accroître le niveau généralement faible de participation de l'Ukraine aux chaînes de valeur régionales et mondiales et de tirer parti des secteurs affichant une croissance rapide du commerce. L'un de ces secteurs est celui du commerce des services fournis par voie numérique, dans lequel l'Ukraine obtient de très bons résultats depuis l'examen précédent. Les exportations ukrainiennes de services fournis par voie numérique, dont le montant total a atteint 9,4 milliards d'USD en 2023, sont principalement composées de services informatiques et d'autres services fournis aux entreprises et reposent sur un secteur des technologies de l'information florissant. Entre 2017 et 2023, les exportations ukrainiennes de services fournis par voie numérique ont progressé de 16% par an en moyenne (par rapport à un niveau de référence certes peu élevé), soit plus vite que dans toute autre région du monde, y compris l'Asie, qui connaît pourtant une croissance rapide. Cela met l'Ukraine en bonne place pour tirer parti du commerce des services en tant que catalyseur de la croissance et du développement inclusifs.

5. Grâce à ses ressources minérales diverses et riches, qui comprennent des minéraux essentiels tels que la bauxite, le graphite, le titane et le lithium, l'Ukraine pourrait aussi profiter de la réorganisation des chaînes de valeur mondiales en faveur des technologies sobres en carbone et contribuer à la transition vers des énergies propres. En outre, le pays dispose d'importantes infrastructures de transport et de stockage du gaz naturel, qui pourraient être reconverties pour les gaz renouvelables, et il joue un rôle dans le soutien à la sécurité énergétique de l'Europe.

6. La transformation de l'Ukraine en économie à forte productivité plus profondément intégrée dans les chaînes de valeur mondiales est encore en cours et se heurte à de redoutables défis. La productivité totale des facteurs stagne depuis au moins 10 ans, tandis que les coûts du commerce augmentent depuis 2013 et restent supérieurs d'environ 14% en moyenne à ceux de l'Union européenne.

7. Un facteur clé qui bride la productivité de l'Ukraine est le niveau toujours faible des investissements. La formation brute de capital fixe, qui s'élevait à 17% du PIB en 2023, suit une trajectoire descendante depuis de nombreuses années. Cette évolution traduit des difficultés de longue date concernant l'attraction de l'investissement étranger direct (IED), y compris la faiblesse des institutions, des lacunes dans la mise en œuvre des lois et règlements, la présence généralisée d'entreprises publiques inefficaces dans des secteurs économiques cruciaux, le sous-développement du système financier et, plus récemment, l'incertitude créée par les tensions géopolitiques. Le manque de concurrence sur de nombreux marchés a été identifié comme un autre facteur affectant l'investissement. À cet égard, il a notamment été observé que la présence d'entreprises publiques et de groupements d'entreprises menant des activités sur de multiples marchés et dans plusieurs secteurs économiques avait entravé l'accès aux marchés et réduit les incitations à améliorer l'efficacité.

8. En partie pour répondre au problème du sous-investissement, l'Ukraine cherche à améliorer les conditions globales de l'activité des entreprises depuis le précédent examen. En 2016, elle a adopté plusieurs réformes de son système judiciaire, créant entre autres une Haute Cour anticorruption, qui est entrée en activité en septembre 2019. L'Ukraine donne également la priorité à l'utilisation d'outils numériques pour contribuer à améliorer la transparence, l'intégrité et l'efficacité de son administration publique. Une initiative clé à cet égard consiste à faire tenir l'"État dans un smartphone", dans le but d'offrir un accès numérique à un large éventail de services publics. L'Ukraine a aussi mené une réforme de son régime de propriété intellectuelle (PI) afin de l'aligner sur celui de l'Union européenne et sur les normes internationales. Dans ce cadre, elle a modifié ou remplacé des lois essentielles en matière de PI et mené des réformes institutionnelles, créant entre autres une autorité nationale chargée de la PI et une Haute Cour pour la propriété intellectuelle.

9. Parmi les autres mesures visant à permettre l'investissement étranger et national figurent l'établissement d'un organisme de promotion et de coordination des investissements, l'introduction de nouveaux programmes d'incitations et la collaboration avec des partenaires internationaux pour offrir aux investisseurs une assurance contre les risques pour la sécurité liés à la guerre. D'une manière générale, les investisseurs étrangers établis en Ukraine sont considérés comme des personnes morales nationales et bénéficient du traitement national après leur établissement. Avant l'établissement, des restrictions en matière de propriété étrangère s'appliquent aux terres agricoles, aux services de transport aérien et maritime, au transport de gaz naturel et aux services de radiodiffusion. Les investissements étrangers et les investissements nationaux peuvent être soumis à des restrictions dans les domaines désignés comme "monopoles naturels", y compris le transport par conduites, le stockage de gaz naturel, le transport et la distribution d'électricité, l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et certains services spécialisés dans les ports et les aéroports. Les investisseurs étrangers ne sont, pour la plupart, pas soumis à des processus d'enregistrement, de sélection ou d'approbation. Il existe une exception: l'achat de terrains de l'État et des municipalités par des entreprises étrangères, qui est soumis à un examen préalable. L'investissement privé et l'IED seront cruciaux pour le redressement et la reconstruction de l'Ukraine, dont le coût devrait s'élever à 486 milliards d'USD au cours de la prochaine décennie, selon la Banque mondiale.

10. L'économie ukrainienne est aussi limitée par des tendances démographiques défavorables. La population est tombée d'environ 45 millions de personnes en 2016 à 33,4 millions de personnes en 2024, principalement en raison du faible taux de natalité, de la migration de la main-d'œuvre et de l'exode et du déplacement de la population provoqués par la guerre. Cela a conduit le pays à redoubler d'efforts pour favoriser l'autonomisation économique des femmes, un aspect que les autorités considèrent comme un moteur essentiel des efforts de redressement et de reconstruction

ainsi que de la croissance économique à long terme. Ces efforts comprennent l'adoption d'une stratégie assortie d'objectifs spécifiques pour accroître la contribution économique des MPME, dont bon nombre sont dirigées par des femmes, et un soutien ciblé sur les MPME, prenant la forme de dons et de financements pour le développement de compétences et l'élaboration de plans d'activité.

11. Malgré les nombreuses contraintes auxquelles elle fait face, l'économie ukrainienne s'est montrée résiliente face aux deux grands chocs qu'elle a subis au cours de la période considérée, à savoir la pandémie de COVID-19 et la guerre en cours. Cette guerre a notamment provoqué une chute de 29% du PIB réel en 2022, dans un contexte de graves atteintes aux infrastructures énergétiques, de perturbations des routes commerciales et d'autres contraintes du côté de l'offre. La croissance économique a regagné 5,3% en termes réels en 2023 et devrait augmenter de 3% en 2024. La remarquable résilience de l'économie a été soutenue par l'adaptabilité des ménages et des entreprises, par un financement important de la part des donateurs, par des politiques macroéconomiques adéquates, par les progrès accomplis dans les réformes économiques et relatives à la gouvernance, et par le développement d'autres voies commerciales. Néanmoins, la production reste inférieure de 20% à son niveau d'avant-guerre, une grande partie du capital social a été détruit et l'incertitude est considérable quant à la durée de la guerre.

12. Reconnaissant que le commerce joue un rôle essentiel dans le soutien au redressement et à la reconstruction de l'Ukraine ainsi que dans ses perspectives économiques à long terme, les autorités ont pris des mesures pendant la période considérée pour réformer le régime commercial national. Ces réformes s'inscrivent dans le cadre de la volonté de l'Ukraine de collaborer plus étroitement avec l'Union européenne, dont témoignent l'affirmation de "l'irréversibilité de la trajectoire européenne et euro-atlantique prise par l'Ukraine" figurant dans la Constitution ukrainienne ainsi que la participation du pays à l'OMC et à des accords commerciaux régionaux (ACR).

13. Malgré les difficultés suscitées par la guerre, l'Ukraine continue de participer activement à l'OMC. Pendant la période à l'examen, elle a accepté l'Accord sur les subventions à la pêche, modifié sa liste AGCS pour tenir compte des résultats de l'Initiative conjointe sur la réglementation intérieure dans le domaine des services et ratifié l'Accord sur les marchés publics (AMP). Elle est partie à l'Accord sur les technologies de l'information (mais pas à son élargissement) et participe aux travaux de l'OMC sur le commerce électronique, les MPME, le commerce et l'égalité des genres, et le commerce et la durabilité environnementale. L'Ukraine a un bilan solide en matière de notifications et, en septembre 2024, elle était à jour en ce qui concernait toutes les notifications ordinaires, à l'exception de celles sur le soutien interne dans l'agriculture. Au cours de la période considérée, elle a participé à neuf différends en tant que partie plaignante et à deux en tant que défendeur. Elle est partie à l'Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire.

14. L'Ukraine est partie à 19 ACR. Parmi ces accords figure l'Accord d'association avec l'Union européenne (Accord d'association), qui est entré en vigueur en septembre 2017 et a eu la plus forte incidence sur les échanges de l'Ukraine et ses politiques y relatives. Les autorités estiment que le pays a accompli environ 77% des quelque 1 950 tâches nécessaires pour mettre en œuvre l'Accord d'association. En juin 2022, l'Ukraine a obtenu le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne; un an plus tard, les négociations en vue de son adhésion ont été ouvertes. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a conclu deux nouveaux ACR (avec Israël et le Royaume-Uni) et mis à jour ceux existants avec le Canada et la Macédoine du Nord. L'application de l'ALE de la Communauté d'États indépendants aux relations commerciales entre l'Ukraine et la Fédération de Russie a été suspendue par les deux Parties.

15. En 2024, la moyenne des droits NPF appliqués de l'Ukraine reste peu élevée (4,8%), près de 40% de l'ensemble des lignes tarifaires étant en franchise de droits. La moyenne des droits NPF appliqués était de 9,7% pour les produits agricoles (définition de l'OMC), contre 3,5% pour les produits non agricoles. La structure des droits NPF est complexe: elle comprend 42 taux *ad valorem* différents (en plus des lignes en franchise de droits) et 6 types de taux spécifiques, qui s'appliquent à 134 lignes tarifaires couvrant principalement l'alcool et le tabac. Des taux saisonniers sont appliqués à certains produits agricoles tels que les fleurs coupées, les plantes, les légumes et les fruits. Toutes les lignes tarifaires sont consolidées, mais certains taux appliqués peuvent dépasser le taux consolidé correspondant.

16. Les prescriptions en matière de licences d'importation et d'exportation sont principalement appliquées pour des raisons non économiques, telles que la protection de la santé publique, de la moralité et de l'environnement. Parmi les exceptions figurent les prescriptions en matière de licences appliquées pour administrer un contingent tarifaire à l'importation de sucre de canne brut et pour mettre en œuvre certaines restrictions à l'exportation destinées à prévenir les pénuries sur le marché intérieur pendant la guerre. Plus spécifiquement, au milieu de l'année 2024, l'Ukraine appliquait des prohibitions à l'exportation de sel destiné à la consommation humaine et de gaz naturel ainsi que des contingents d'exportation pour le charbon à coke, le charbon, les combustibles solides obtenus à partir de la houille, et le mazout. Elle interdit aussi les exportations de bois d'œuvre non transformé et de bois d'œuvre d'essences précieuses et rares. Les exportations de maïs, de colza, de tournesol et de blé vers la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la Roumanie sont soumises à un régime de licences accordées sur la base de consultations bilatérales avec ces partenaires commerciaux. L'Ukraine perçoit des taxes sur les exportations de graines oléagineuses, de certains animaux vivants, de peaux et de déchets et débris de métaux ferreux et non ferreux. Elle a suspendu ses relations commerciales bilatérales avec la Fédération de Russie.

17. Pendant la période considérée, l'Ukraine a continué de recourir à des mesures correctives commerciales. En juillet 2024, elle a appliqué 26 mesures antidumping définitives, une mesure de sauvegarde et aucun droit compensateur. Même si le nombre de mesures antidumping définitives a presque doublé depuis le précédent examen, la valeur combinée des importations visées par des mesures correctives commerciales est restée minime: selon les autorités, entre 0,04% et 0,13% des importations totales de marchandises ont été concernées entre 2017 et 2023.

18. Depuis le précédent examen, l'Ukraine a modifié sa législation douanière à plusieurs reprises dans le but d'améliorer la transparence, la responsabilité et l'efficacité des procédures douanières, conformément aux normes de l'UE et aux normes internationales. Un programme d'opérateurs économiques agréés est entré en vigueur en août 2020 et des travaux sont encore en cours pour élargir les fonctionnalités du guichet unique douanier, qui comprend 15 organismes publics en plus des douanes. Au titre de la Convention relative à un régime de transit commun, à laquelle elle a adhéré en octobre 2022, l'Ukraine a également simplifié les procédures de transit douanier appliquées à ses partenaires commerciaux européens. Pendant la période à l'examen, ses résultats globaux en matière de facilitation des échanges, mesurés par l'OCDE, se sont améliorés, mais ils restent inférieurs à la moyenne des économies à revenu élevé de l'OCDE en ce qui concerne la plupart des indicateurs.

19. L'Ukraine a progressé dans la mise en place d'un système solide d'infrastructure qualité. Dans le cadre de la mise en œuvre de son Accord d'association, elle a continué d'abroger ses "normes techniques" obsolètes élaborées avant 1992, tout en harmonisant la législation, les normes et les institutions pertinentes avec celles de l'Union européenne. Une fois que l'harmonisation aura été effectuée dans les secteurs clés, l'Accord d'association prévoit la négociation d'un accord de reconnaissance mutuelle, en vertu duquel l'Ukraine aurait la possibilité de placer des produits industriels sur le marché de l'UE sans qu'il soit nécessaire d'appliquer d'autres procédures d'essai ou d'évaluation de la conformité. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a également supprimé un système de certification obligatoire coûteux et astreignant, qui s'appliquait à certaines marchandises indépendamment de leur niveau de risque.

20. L'Ukraine a continué de mettre à jour son régime SPS, y compris dans le but d'améliorer son système de coordination interne et de lui permettre de respecter ses obligations en matière de transparence dans le cadre de l'OMC. Tous les actes législatifs dans le domaine SPS adoptés pendant l'ère soviétique ont été invalidés à compter du 1er janvier 2017. En outre, l'Ukraine a remanié son cadre juridique applicable aux organismes génétiquement modifiés (OGM). Une nouvelle loi sur les OGM, devant entrer en vigueur pour septembre 2026, prévoit une interdiction permanente du maïs génétiquement modifié et une interdiction temporaire, jusqu'en septembre 2031, des betteraves à sucre et de l'huile de colza génétiquement modifiées. Elle définit également les prescriptions relatives à l'utilisation d'étiquettes faisant référence aux OGM.

21. Afin de limiter les éventuels effets de distorsion des aides d'État sur la concurrence, et dans le cadre des engagements qu'elle a pris au titre de l'Accord d'association, l'Ukraine a introduit une prescription selon laquelle les aides d'État doivent être notifiées à l'autorité chargée de la concurrence aux fins d'une évaluation de l'admissibilité avant leur octroi effectif. Toutefois, l'application de cette prescription, ainsi que d'autres règles de contrôle des subventions, a été suspendue pendant la durée de la loi martiale, plus un an. Aucun autre changement majeur n'a été

apporté au cadre juridique et institutionnel régissant la politique de la concurrence. La Banque mondiale considère que les niveaux de concentration du marché en Ukraine sont élevés et que les incitations offertes aux entreprises pour accroître leur efficacité sont faibles.

22. Le soutien public accordé aux entreprises ukrainiennes prend diverses formes et peut être fourni conjointement par des entités du gouvernement central et des organes exécutifs locaux. La plupart des initiatives visent à promouvoir les exportations, l'entrepreneuriat, la modernisation des technologies, l'innovation, la formation et la durabilité environnementale. Les différentes mesures de soutien peuvent prendre la forme de prêts à taux réduit, d'incitations tarifaires et fiscales, de garanties, de dons et de services de conseil. Un nouveau régime d'incitations pour les "investissements importants", définis comme les investissements d'un montant supérieur à 12 millions d'EUR, a été introduit en février 2021 et offre aux investisseurs des secteurs admissibles un large éventail d'avantages fiscaux, y compris des exonérations de la TVA et des droits de douane sur les importations de nouveaux équipements et composants. Ce régime vient s'ajouter aux nombreux programmes ukrainiens d'exonération des droits de douane, dont certains sont subordonnés à la condition qu'un produit identique ne soit pas produit dans le pays. C'est le cas des médicaments; des équipements et autres produits liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique; des produits utilisés dans les nanotechnologies; des machines agricoles fonctionnant aux biocarburants; et des machines, équipements, composants et matériaux importés par les parcs industriels.

23. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a mis fin à son programme de "cumul de la TVA", qui était son programme de soutien à l'agriculture le plus important lors de l'examen précédent. Dans le même temps, elle a mis en place de nouveaux programmes de soutien à l'agriculture, y compris pour faciliter l'accès des agriculteurs au financement; développer l'horticulture, la culture de baies, la viticulture et les serres; et dédommager les producteurs agricoles pour les dommages causés par la guerre. En 2024, elle a réintroduit un programme ayant précédemment fait l'objet d'une suspension, dans le cadre duquel une partie du coût des machines et équipements agricoles fabriqués dans le pays était remboursée aux producteurs agricoles. Dans l'ensemble, le soutien aux producteurs agricoles est l'un des plus bas parmi les économies pour lesquelles l'OCDE collecte des données.

24. L'Ukraine a adopté la passation électronique de marchés publics pour renforcer la transparence, la compétitivité et l'efficacité de ses systèmes de marchés publics et de privatisation. Depuis août 2016, toutes les entités contractantes doivent utiliser Prozorro, le système ukrainien de marchés électroniques. Les autorités estiment qu'entre 2016 et 2020 – la dernière année pour laquelle des données sont disponibles –, l'utilisation de Prozorro a permis de réaliser des économies d'environ 6 milliards d'USD et contribué à déceler des violations dans 33 348 appels d'offres. Pendant la période considérée, l'Ukraine a adopté une liste des marchandises soumises à des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans le cadre des marchés publics, notamment les pompes, les camions d'incendie et les ambulances. Ces prescriptions ne s'appliquent pas aux marchés couverts par l'AMP ni par les ACR de l'Ukraine. Dans le contexte du lancement, en février 2024, de la plate-forme économique "Made in Ukraine", le Premier Ministre a annoncé que les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux seraient étendues aux marchés de la défense et à d'autres domaines.

25. Il est extrêmement important d'améliorer l'efficacité des principaux secteurs des infrastructures pour assurer le développement économique rapide et soutenu de l'Ukraine. Dans cette optique, le pays a mis en place des réformes dans les secteurs de l'électricité, des transports, des services financiers et des télécommunications depuis le précédent examen.

26. Malgré ses ressources énergétiques abondantes, l'Ukraine reste tributaire des importations d'énergie, y compris de charbon, de gaz naturel, de pétrole brut et de pétrole raffiné. Pour ce qui est de l'électricité, elle a été exportateur net jusqu'en 2022, date à laquelle elle est devenue importateur net à la suite d'attaques continues contre son infrastructure électrique, qui ont entraîné de fréquentes coupures. Afin de renforcer la résilience de son réseau électrique, l'Ukraine a encouragé la production décentralisée d'électricité. En outre, l'Ukraine et l'Europe ont synchronisé leurs réseaux électriques, ce qui a nettement contribué à la sécurité énergétique de l'Ukraine dans le contexte de la guerre. Au cours de la période considérée, le pays a ouvert les marchés de détail et de gros de l'électricité à la concurrence, mis en place des opérateurs de réseaux de transport de l'électricité et du gaz entièrement dégroupés, et renforcé l'indépendance de son organisme de réglementation de l'énergie. L'État continue de jouer un rôle important sur le marché de l'énergie,

y compris au moyen de la réglementation des prix du gaz et de l'électricité, dont il a été constaté qu'elle réduisait la concurrence sur le marché, freinait l'innovation et décourageait l'investissement.

27. Avant 2022, les énergies renouvelables représentaient 11% de la production nationale d'énergie. Afin de promouvoir les énergies renouvelables et d'accroître leur part dans la production totale d'énergie, l'Ukraine applique des régimes d'incitation dans le cadre desquels les producteurs d'électricité renouvelable reçoivent des primes pour l'utilisation d'équipements d'énergie renouvelable d'origine nationale. En outre, elle applique une taxe carbone aux émissions provenant de la production d'électricité et de l'industrie, à un taux toutefois considéré trop bas par le FMI pour encourager la décarbonation à grande échelle et l'amélioration de l'efficacité énergétique. L'Ukraine prévoit de réintroduire la déclaration obligatoire des émissions de gaz à effet de serre (qui a été suspendue en vertu de la loi martiale) pour préparer l'adoption d'un régime national pilote d'échange de droits d'émission.

28. Les coûts de transport sont un facteur déterminant des coûts du commerce en Ukraine, qui a l'un des ratios du volume des transports au PIB les plus élevés en Europe. Cela s'explique par la vaste étendue du territoire de l'Ukraine, sa faible densité de population et sa forte dépendance envers le commerce des produits de base. Les autorités reconnaissent que le secteur des transports et de la logistique du pays est sous-développé, ce qui tient en partie à plusieurs décennies de sous-investissement dans les infrastructures essentielles liées au commerce. La guerre en cours, qui a donné lieu à la destruction des infrastructures essentielles de transport, à de graves perturbations des routes maritimes et à la fermeture de l'espace aérien ukrainien à l'aviation civile, a aggravé bon nombre des difficultés rencontrées par le secteur national des transports.

29. Les progrès accomplis au cours de la période considérée en ce qui concerne la réforme du secteur des transports de l'Ukraine ont été largement portés par les engagements bilatéraux de libéralisation contractés avec l'Union européenne. Parmi les réformes menées figurent l'intégration progressive de l'Ukraine dans le marché intérieur de l'aviation de l'UE, au titre de l'Accord entre l'UE et l'Ukraine sur la création d'un espace aérien commun, qui est appliqué à titre provisoire depuis octobre 2021, et l'élimination des prescriptions en matière de permis applicables à la fourniture de services bilatéraux de transport et de transit par voie terrestre, au titre de l'Accord entre l'UE et l'Ukraine sur le transport de marchandises par voie terrestre, qui est en vigueur depuis décembre 2022. Néanmoins, plusieurs difficultés persistent, y compris en ce qui concerne l'accès au marché des services d'escale dans les aéroports et l'absence de contrôle unifié des zones portuaires, qui peut constituer un obstacle à la coordination des investissements dans les infrastructures portuaires. En outre, le marché ferroviaire fait essentiellement l'objet d'un monopole et n'a pas d'organisme de réglementation indépendant; en conséquence, la société de chemins de fer de l'État, qui est l'acteur dominant sur le marché, affiche un retard en matière d'investissement.

30. Lors du précédent examen de l'Ukraine, le système bancaire traversait une crise profonde, ce qui avait incité le pays à adopter un large éventail de mesures destinées à rétablir la stabilité, à améliorer les règles prudentielles et à renforcer le gouvernement d'entreprise des banques, conformément aux normes de l'UE et aux normes internationales. Pendant la période considérée, l'Ukraine a simplifié le régime de licences applicable aux compagnies d'assurance et mis à jour la législation régissant le secteur des services financiers non bancaires. Le secteur financier est ouvert à la participation étrangère. Bien que les résultats de l'Ukraine en matière d'inclusion financière soient relativement bons (84% des adultes détenaient un compte dans une institution financière en 2021, soit une hausse de 21 points de pourcentage par rapport à 2017), le secteur financier reste relativement sous-développé, ce qui pose des problèmes d'accès au crédit, en particulier pour les MPME. La part du crédit bancaire dans le PIB (11,5% en 2024) a régulièrement diminué au cours de la période considérée. En ce qui concerne spécifiquement le financement du commerce, en 2018, l'Ukraine a créé une Agence de crédit à l'exportation, qui est chargée de l'assurance et de la réassurance des crédits à l'exportation, des contrats internationaux, des garanties bancaires et des investissements (nationaux et étrangers) dans les infrastructures et l'industrie, y compris contre les risques politiques et de sécurité.

31. En Ukraine, le secteur des télécommunications est de plus en plus dominé par les services mobiles et Internet, en phase avec les évolutions mondiales. Les trois opérateurs nationaux dans le segment de la téléphonie mobile sont détenus en partie par des capitaux étrangers. Au cours de la période à l'examen, l'infrastructure des télécommunications a été améliorée et modernisée, tant sur le plan matériel que réglementaire. À la fin de 2021, les réseaux mobiles 4G couvraient 92% de la population, mais le lancement de la 5G, prévu initialement pour fin 2021, a été reporté à 2025 en

raison des complications liées à la guerre en cours. L'Ukraine n'impose pas de restriction à la propriété étrangère des opérateurs de réseaux de télécommunications. Pendant la période à l'examen, une nouvelle loi portant création d'un organisme de réglementation des télécommunications indépendant sur le plan politique a été adoptée. Cette loi autorise aussi les fournisseurs de services de télécommunication à fournir la plupart des services après avoir adressé un préavis à l'organisme de réglementation, plutôt que de les obliger à obtenir une licence. L'Ukraine a réalisé des progrès importants dans la réduction de la fracture numérique, bien que des différences persistent entre les régions en ce qui concerne l'accès à Internet.

32. En résumé, au cours de la période considérée, l'Ukraine a continué de prendre des mesures pour améliorer son régime commercial globalement ouvert, malgré les difficultés causées par la guerre. Son processus d'intégration dans l'UE et son statut de Membre de l'OMC ont constitué un point d'ancrage des réformes des politiques commerciales et liées au commerce qu'elle a adoptées, y compris dans des domaines tels que la facilitation des échanges et de l'investissement, les normes et règlements, et les droits de propriété intellectuelle, ainsi que dans des secteurs de services clés comme l'énergie, les transports, les services financiers et les télécommunications. Des réformes supplémentaires visant à accroître la transparence, à améliorer le climat des affaires, à promouvoir la concurrence et à réduire les coûts du commerce pourraient contribuer à accélérer la transition de l'Ukraine vers une économie à forte productivité et favoriser l'intégration continue de secteurs clés comme l'agriculture, les minéraux et les technologies de l'information dans les chaînes de valeur mondiales, en particulier une fois que la paix sera rétablie. Il est aussi très important de poursuivre et d'approfondir le processus de réforme pour que la reconstruction du pays permette d'établir, avec le soutien adéquat des partenaires internationaux, une économie plus inclusive, résiliente et durable, qui soit en mesure de relever les niveaux de vie de la population ukrainienne.

1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

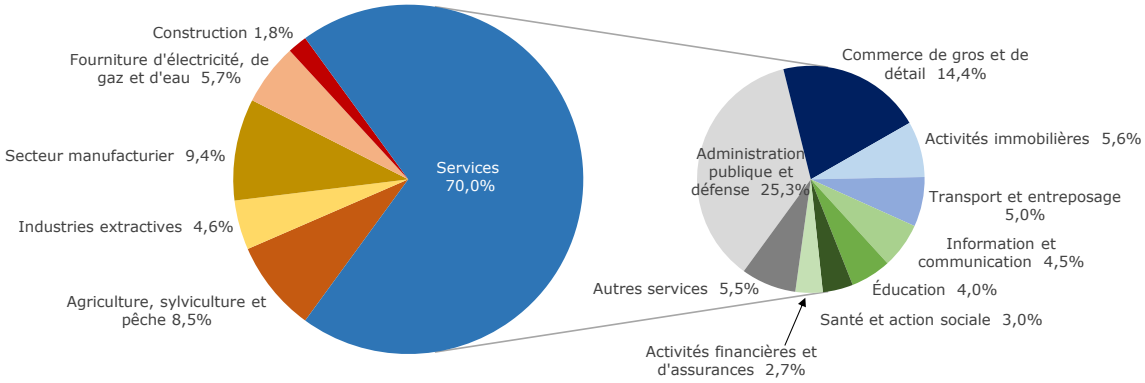
1.1 Principales caractéristiques de l'économie

1.1. L'Ukraine, l'un des pays les plus grands et les plus peuplés d'Europe, possède des sols fertiles, des ressources en eau abondantes, et des ressources minérales et énergétiques riches et variées. Classée par la Banque mondiale dans la catégorie des économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure[1], l'Ukraine a le plus faible PIB par habitant parmi les 15 économies des pays émergents et pays en développement d'Europe[2] (un peu plus de 5 500 USD aux prix courants en 2024), mais le sixième PIB en termes absolus.[3] La guerre menée par la Fédération de Russie en Ukraine a infligé de lourds coûts humains et a entraîné d'importante pertes économiques. À la fin de 2023, la Banque mondiale a estimé les dommages directs subis par les bâtiments et les infrastructures de l'Ukraine à cause de la guerre à 152 milliards d'USD.[4] Cette estimation augmentera avec la poursuite de la guerre.

1.2. Depuis qu'elle est devenue Membre de l'OMC en 2008, l'Ukraine a accompli des progrès pour ce qui est de réorienter son économie, fondée sur les secteurs à faible productivité (qui sont pour la plupart un héritage de l'industrialisation qui a eu lieu à l'époque soviétique), vers les secteurs à forte productivité, bien qu'elle ait été confrontée à de multiples chocs.[5] Entre 2016, année du précédent examen de l'Ukraine, et 2021, année précédant le début de la guerre, la contribution du secteur agricole à la production économique a augmenté, tandis que celle du secteur manufacturier a diminué, conformément à des tendances déjà anciennes. Cette évolution s'est accompagnée d'une expansion du secteur des services. En 2023, le secteur agricole représentait 8,5% de la valeur ajoutée brute, le secteur manufacturier 9,4% et les services environ 70% (graphique 1.1). La forte augmentation de la part du secteur des services dans la production économique depuis le précédent examen est due en grande partie à la croissance rapide des secteurs de l'administration publique et de la défense. L'Ukraine est un exportateur net de produits agricoles et un importateur net d'énergie.

Graphique 1.1 Valeur ajoutée brute par activité économique, 2023

(% de la valeur ajoutée brute aux prix de base courants)



Source: Service d'État des statistiques de l'Ukraine, Economic and Financial Data for Ukraine. Adresse consultée: https://www.ukrstat.gov.ua/imf/pokaze.html#external.

[1] Banque mondiale (2024), *Nouvelle classification des pays en fonction de leur revenu: 2024-2025*. Adresse consultée: https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/nouvelle-classification-des-pays-en-fonction-de-leur-revenu-2024-2025.

[2] Selon le FMI, outre l'Ukraine, la catégorie des "pays émergents et pays en développement d'Europe" comprend l'Albanie, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Fédération de Russie, la Hongrie, le Kosovo (les références au Kosovo doivent être comprises dans le contexte de la résolution n° 1244 du Conseil de sécurité (1999)), la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Pologne, la République de Moldova, la Roumanie, la Serbie et la Türkiye. FMI, *World Economic Outlook Database: Groups and Aggregates Information*. Adresse consultée: https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/April/groups-and-aggregates#cee.

[3] FMI (2024), *World Economic Outlook (October 2024)*. Adresse consultée: https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPDPC@WEO/UKR?zoom=UKR&highlight=UKR.

[4] Banque mondiale (2024), *Ukraine – Third Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA3): February 2022-December 2023*. Adresse consultée: http://documents.worldbank.org/curated/en/099021324115085807/P1801741bea12c012189ca16d95d8c2556a.

[5] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 4.4.

1.3. La transition inachevée de l'économie des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité se traduit par une faiblesse persistante de la croissance de la productivité. Au cours de la décennie qui a suivi la crise financière mondiale de 2008-2009, la croissance de la productivité totale des facteurs a été négative (croissance moyenne de 0,1% par an).[6] Cette situation, qui est aggravée par les conséquences économiques de la guerre, pose d'importantes difficultés en ce qui concerne la capacité future de l'Ukraine d'améliorer son niveau de vie. D'après une étude récente, la diminution du capital humain causée par la guerre, y compris sous forme de baisse des résultats scolaires et de pertes de compétences, entraînera une baisse de 7% de la productivité totale des facteurs d'ici à 2035.[7]

1.4. La diminution de l'importance du commerce international est liée aux résultats médiocres de l'Ukraine sur le plan de la productivité. La part du commerce des marchandises et des services dans le PIB est tombée de près de 106% en 2016 à un peu moins de 78% en 2023, ce qui a limité la contribution que le commerce pouvait apporter en matière d'efficience, de diffusion des technologies et d'accès aux capitaux. Cela s'explique peut-être en partie par la hausse des coûts du commerce, qui ont augmenté de 5,3% depuis 2013, après plusieurs années de diminution. En 2020, dernière année pour laquelle des données de l'OMC sur les coûts du commerce sont disponible, les coûts du commerce de l'Ukraine dépassaient d'environ 14% la moyenne de l'Union européenne.[8] Les coûts relativement élevés du pays dans ce domaine peuvent être en partie dus à des manques d'efficience dans le secteur des transports et de la logistique, qui ont été aggravés par la guerre (section 4.4.3).[9] L'Ukraine se classe au 79ème rang sur 138 économies selon l'indice de performance logistique de la Banque mondiale.[10]

1.5. La participation globale de l'Ukraine aux chaînes de valeur mondiales est limitée, mais les évolutions récentes mettent en évidence des possibilités commerciales latentes (encadré 1.1). Par exemple, une étude publiée en 2020 a permis de recenser plusieurs catégories de produits, dont celle des pièces automobiles, pour lesquelles les exportations existantes en provenance d'Ukraine étaient inférieures à une valeur statistique de référence, ce qui semblait indiquer des possibilités de croissance et de diversification futures des exportations.[11] Les autres domaines offrant des possibilités commerciales peuvent notamment être les minéraux essentiels et le stockage de l'énergie (section 4.3), ainsi que les produits de l'industrie de la défense, qui connaîtrait un essor de l'innovation, en partie en raison de l'augmentation du financement consacré à la recherche-développement, de la passation de marchés militaires et des mesures prises par des entreprises étrangères du secteur de la défense pour établir une présence en Ukraine.[12] En ce qui concerne les services, l'Ukraine a enregistré ces dernières années une croissance rapide des exportations de services fournis par voie numérique, qui est due au dynamisme de son secteur des technologies de l'information (section 1.3.1).

1.6. Afin de tirer parti de ces possibilités commerciales et d'autres, l'Ukraine a décidé d'ancrer ses réformes en matière de politique économique et commerciale dans la législation de l'UE (section 2.2). En février 2019, elle a modifié sa Constitution pour y inscrire sa priorité stratégique

[6] Banque de la Réserve fédérale de Saint-Louis, Base de données FRED, *Total Factor Productivity at Constant National Prices for Ukraine*. Des données sont disponibles jusqu'à 2019. Adresse consultée: https://fred.stlouisfed.org/series/RTFPNAUAA632NRUG.

[7] E. Balázs et C. De La Maisonneuve (2023), *The Impact of the War on Human Capital and Productivity in Ukraine*, Centre for Economic Policy Research. Adresse consultée: https://cepr.org/voxeu/columns/impact-war-human-capital-and-productivity-ukraine.

[8] Indice des coûts du commerce de l'OMC. La dernière année pour laquelle des données sont disponibles est 2020. Adresse consultée: http://tradecosts.wto.org/.

[9] Banque mondiale (2019), *Ukraine Growth Study Final Document: Faster, Lasting and Kinder*, page 76. Adresse consultée: https://documents1.worldbank.org/curated/en/543041554211825812/pdf/Ukraine-Growth-Study-Final-Document-Faster-Lasting-and-Kinder.pdf.

[10] Banque mondiale, Logistics Performance Index. Adresse consultée: https://lpi.worldbank.org/.

[11] M. Hartog *et al.* (2020), "Assessing Ukraine's Role in European Value Chains: A Gravity Equation-cum-Economic Complexity Analysis Approach", *CID Research Fellow and Graduate Student Working Paper* n° 129. Adresse consultée: https://growthlab.hks.harvard.edu/sites/projects.iq.harvard.edu/files/growthlab/files/2020-10-cid-fellows-wp-129-ukraine-role.pdf.

[12] L. Jakes (2024), "Ukraine's Arms Industry Is Growing, but Is It Growing Fast Enough?", *New York Times*, 2 avril. Adresse consultée: https://www.nytimes.com/2024/04/02/us/politics/ukraines-war-weapons-industry-russia.html; et A. Mycyk (2024), "Latest Developments and Trends in Ukraine's Defense Sector", *Dentons*, 27 août. Adresse consultée: https://www.dentons.com/en/insights/articles/2024/august/27/latest-developments-and-trends-in-ukraine-defense-sector.

qui est de devenir membre à part entière de l'UE. Dans cette optique, la politique commerciale ukrainienne et les réformes connexes visent essentiellement à aligner davantage la législation nationale sur celle de l'Union européenne pour que le pays s'intègre dans le marché unique de l'UE avant même de devenir membre à part entière de l'UE.

1.7. La faiblesse des investissements est un autre facteur qui a pesé sur la croissance de la productivité ukrainienne pendant de nombreuses années, ce qui a fait obstacle à de nouvelles améliorations du niveau de vie ukrainien. La formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB était de 17% en 2023, ce qui représente une baisse de plus de 10 points de pourcentage par rapport à son niveau record de 2007.[13] Cela s'explique en partie par les difficultés que l'Ukraine rencontre depuis longtemps pour attirer l'investissement étranger direct (IED), y compris la faiblesse des institutions, la forte participation des entreprises publiques inefficaces dans des secteurs économiques clés et le manque de concurrence sur de nombreux marchés.[14] L'investissement intérieur a aussi été limité par un système financier sous-développé, qui rend difficile l'accès au crédit, en particulier pour les MPME (section 4.4.1).

1.8. L'État continue de jouer un rôle prépondérant dans l'économie ukrainienne. La Banque mondiale a constaté que l'importante présence des entreprises publiques inefficaces dans l'ensemble de l'économie, ainsi que la prédominance persistante des grandes entreprises privées qui entretiennent des liens avec le monde politique, avaient un effet préjudiciable sur l'entrée sur le marché, en atténuant les pressions concurrentielles, en réduisant les mesures d'incitation à l'efficacité, en évinçant l'investissement privé et en compliquant la lutte contre la corruption.[15] Dans ce contexte, l'Ukraine a accompli des progrès dans le renforcement la gouvernance, y compris au moyen des réformes récentes visant à améliorer l'efficacité de la Haute Cour anticorruption et à renforcer les capacités et l'indépendance du Bureau national de lutte contre la corruption (section 2.1).[16] En outre, l'Ukraine a récemment adopté des réformes législatives concernant la gouvernance des entreprises publiques et s'emploie à les mettre en œuvre (section 3.3.5). D'autres réformes en matière de gouvernance sont jugées extrêmement importantes pour mobiliser l'investissement privé en vue de la reconstruction du pays après la guerre.[17]

1.9. L'économie ukrainienne doit faire face à des tendances négatives défavorables. La population ukrainienne est tombée d'environ 45 millions de personnes en 2016 à 33,4 millions de personnes en 2024, principalement en raison des taux de natalité négatifs, de la migration de la main-d'œuvre et de l'exode de la population provoqué par la guerre.[18] D'après les estimations, à la fin de 2023, 6,3 millions d'Ukrainiens étaient partis à l'étranger à cause de la guerre, tandis que 4,9 millions d'Ukrainiens avaient été déplacés à l'intérieur du pays.[19] Cette situation a entraîné de graves perturbations du marché du travail dans l'ensemble de l'économie. D'après les derniers chiffres disponibles, l'espérance de vie à la naissance a reculé de 71,5 ans en 2016 à 68,6 ans en 2022, en partie du fait de la pandémie de COVID-19.[20]

[13] Groupe de la Banque mondiale, *Formation brute de capital fixe (% du PIB) – Ukraine*. Adresse consultée: https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NE.GDI.FTOT.ZS?locations=UA.

[14] A. Ari et G. Pula (2021), "Assessing the Macroeconomic Impact of Structural Reforms in Ukraine", IMF Working Paper WP/21/100, page 5. Adresse consultée: https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2021/04/23/Assessing-the-Macroeconomic-Impact-of-Structural-Reforms-in-Ukraine-50345.

[15] G. Pop *et al.* (2019), *Reducing Market Distortions for a More Prosperous Ukraine: Proposals for Market Regulation, Competition Policy, and Institutional Reform*, Groupe de la Banque mondiale, page 20. Adresse consultée: http://documents.worldbank.org/curated/en/368301553112891891/Reducing-Market-Distortions-for-a-More-Prosperous-Ukraine-Proposals-for-Market-Regulation-Competition-Policy-and-Institutional-Reform.

[16] Transparency International, *Our Work in Ukraine*. Adresse consultée: https://www.transparency.org/en/countries/ukraine.

[17] FMI (2024), *Fourth Review of the Extended Arrangement under the Extended Fund Facility, Request for Modification of a Performance Criterion, and Financing Assurances Review*, IMF Country Report No. 24/199, page 21.

[18] Banque mondiale, *Population, total – Ukraine*. Adresse consultée: https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=UA.

[19] HCR, *Ukraine Situation*. Adresse consultée: https://reporting.unhcr.org/operational/situations/ukraine-situation#:~:text=By%20the%20end%20of%202023,million%20of%20them%20in%20Europe. Données sur les personnes déplacées à l'intérieur du pays communiquées par les autorités.

[20] Banque mondiale (2023), *Espérance de vie à la naissance, total (années) – Ukraine*. Adresse consultée:

1.10. Face à cette évolution démographique défavorable, l'Ukraine a accompli des progrès en ce qui concerne l'amélioration des conditions permettant d'augmenter la part des femmes dans la population active. Selon la Banque mondiale, le pays obtient de bons résultats sur des questions telles que "la liberté de mouvement", "les lois ayant une incidence sur le choix des femmes de travailler ou non", "les contraintes imposées aux femmes qui créent et gèrent une entreprise" et "les lois ayant une incidence sur le montant de la pension de retraite d'une femme".[21] En outre, l'Ukraine a mis en place des programmes de dons ciblant les entrepreneuses (section 3.3.1). Il reste toutefois des défis liés à des questions telles que "les lois ayant une incidence sur le salaire des femmes" et "les lois ayant une incidence sur le travail des femmes après la naissance de leurs enfants".[22] L'Ukraine met en œuvre la Stratégie d'État pour l'égalité des droits et des chances pour les femmes et les hommes à l'horizon 2030[23], et la Stratégie nationale visant à supprimer l'écart salarial entre les genres à l'horizon 2030, qui vise à ramener cet écart de 18,6% à 13,6%. Une participation accrue des femmes à l'activité économique revêt une importance cruciale pour mettre fin aux difficultés démographiques auxquelles l'Ukraine est confrontée et pour soutenir les efforts de reconstruction de l'Ukraine après la guerre et son développement à long terme.

1.11. Les changements climatiques posent des difficultés supplémentaires à l'Ukraine. Le risque accru d'inondations saisonnières et les périodes de sécheresse devraient toucher surtout les secteurs de l'agriculture et de la santé.[24] En 2021, dans le cadre de l'Accord de Paris, l'Ukraine s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 65% d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990. Cet engagement a été suivi en juin 2024 de l'adoption du Plan national en matière d'énergie et de climat à l'horizon 2030, un document stratégique qui vise à promouvoir le développement durable au moyen de politiques environnementales, énergétiques et économiques qui sont cohérentes et se renforcent mutuellement.[25] Si l'Ukraine a investi dans les énergies renouvelables et réduit ses émissions de GES, la guerre a causé d'importants dommages aux infrastructures énergétiques de l'Ukraine, qui ont des répercussions sur la capacité du pays d'atteindre ses objectifs en matière de climat et de sécurité énergétique (section 4.3).[26]

1.2 Évolution économique récente

1.12. Lors du précédent examen, l'Ukraine se remettait de la forte chute du PIB réel (-10% en 2015), qui s'expliquait en grande partie par le conflit politique et militaire et par la détérioration des relations commerciales avec la Fédération de Russie. L'incertitude économique qui en a résulté a entraîné d'importantes sorties de capitaux et une diminution de l'IED et des réserves de change; une dépréciation continue de la hryvnia (UAH), la monnaie nationale; une profonde crise financière; la contraction de la demande de consommation intérieure; la hausse du chômage; et une forte baisse des exportations et des importations.[27]

1.13. Pendant la période à l'examen, la croissance moyenne du PIB réel a été de 3% par an entre 2017 et 2019, ce qui est lié à la reprise progressive de l'activité économique dans la plupart des secteurs (Tableau A1. 1). Cette reprise a été interrompue par la pandémie et la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales qui en a découlé, ce qui a entraîné une diminution du PIB réel de 3,8% en 2020, suivie d'un rebond de 3,4% en 2021. L'Ukraine a adopté en mai 2020 un programme global visant à limiter autant que possible les effets de la pandémie sur l'économie.[28]

https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.LE00.IN?end=2021&locations=UA&start=1960&view=chart.

[21] Groupe de la Banque mondiale, *Women, Business and the Law 2023 Index: Ukraine*. Adresse consultée: https://wbl.worldbank.org/content/dam/documents/wbl/2023/snapshots/Ukraine.pdf.

[22] Groupe de la Banque mondiale, *Women, Business tableau and the Law 2023 Index: Ukraine*.

[23] Résolution du Cabinet des ministres n° 930 du 9 octobre 2020. La Loi sur l'égalité des droits et des chances pour les femmes et les hommes est en vigueur depuis 2015.

[24] Banque mondiale, *Climate Change Knowledge Portal: Ukraine*. Adresse consultée: https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/ukraine/vulnerability.

[25] Gouvernement de l'Ukraine (2024), "Ukraine Approves National Energy and Climate Plan on the Day of the Start of EU Accession Negotiations", 25 juin. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/ukraina-zatverdyla-natsionalnyi-plan-z-enerhetyky-ta-klimatu-v-den-pochatku-peremovyn-pro-vstup-do-ies.

[26] IMF Country Report No. 24/199, page 28.

[27] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 1.

[28] Programme national de stimulation économique visant à surmonter les conséquences négatives des mesures restrictives destinées à prévenir l'apparition et la propagation de la maladie respiratoire aiguë de la COVID-19 causée par le coronavirus SARS-CoV-2 pour la période 2020-2022 et plan d'action pour sa mise en œuvre, approuvés en vertu de la Résolution du Cabinet des ministres n° 534 du 27 mai 2020.

1.14. La guerre a entraîné une diminution du PIB réel de près de 29% en 2022 – le recul le plus marqué jamais enregistré; elle a en outre provoqué une crise humanitaire sans précédent et causé des dommages considérables au capital matériel et humain de l'Ukraine. La récession économique déclenchée par la guerre a réduit à néant les progrès réalisés en matière d'emploi au cours des 10 années précédentes, le taux de chômage ayant presque doublé pour passer de 9,5% en 2017 à 18,4% en 2022 (Tableau A1. 1). La guerre a également fait basculer 7 millions de personnes dans la pauvreté et a annulé 15 années de progrès en matière de réduction de la pauvreté en Ukraine, d'après la Banque mondiale. Environ 24% de la population vit dans la pauvreté, contre un peu plus de 6% avant la guerre.[29] En outre, selon les estimations du Programme alimentaire mondial des Nations Unies, 1 ménage ukrainien sur 3 (soit 11 millions de personnes) est en situation d'insécurité alimentaire.[30]

1.15. Malgré les lourdes contraintes du côté de l'offre qui ont été imposées par la guerre, y compris les dommages majeurs causés aux installations de production d'électricité, l'économie ukrainienne a fait preuve d'une résilience considérable et les taux de croissance du PIB réel estimés pour 2023 et 2024 sont plus élevés que prévu (bien qu'ils soient partis d'un niveau bas).[31] Cette résilience a été soutenue par un financement important de la part des donateurs, par la politique budgétaire souple (section 1.2.1), par la transition réussie vers un régime de taux de change administré (section 1.2.2), par les progrès accomplis dans les réformes économiques et relatives à la gouvernance, par l'adaptabilité des entreprises et des ménages, et par le développement d'autres voies d'exportation.[32] Le FMI estime que l'économie ukrainienne a enregistré une croissance de 5,3% en termes réels en 2023 et il prévoit une croissance de 3% pour 2024.[33] Cependant, les perspectives économiques demeurent extrêmement incertaines en ce qui concerne, en particulier, la durée de la guerre et la poursuite du soutien apporté dans le cadre du financement extérieur.

1.16. En mars 2023, le FMI a approuvé l'accord de 48 mois au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) en faveur de l'Ukraine, qui fait partie d'un ensemble de mesures d'aide financière d'un montant de 122 milliards d'USD financé principalement par la Banque mondiale, l'Union européenne, le FMI, le Groupe des créanciers de l'Ukraine (GCU)[34] et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).[35] En outre, la Facilité pour l'Ukraine de l'Union européenne a pour objet d'apporter un soutien financier pour la reconstruction et la modernisation de l'Ukraine à hauteur de 50 milliards d'EUR pendant la période 2024-2027.[36]

1.2.1 Politique budgétaire

1.17. Le Ministère des finances est chargé de définir et de mettre en œuvre la politique budgétaire. Pendant la période considérée, l'Ukraine a mis en place une planification budgétaire à moyen terme, en commençant par l'adoption, en 2021, d'une déclaration budgétaire triennale pour la période 2022-2024. La politique budgétaire limite le déficit budgétaire annuel à 3% du PIB, la dette du budget de l'État (y compris la dette garantie par l'État) à 60% du PIB et les garanties de l'État à 3% des recettes prévues dans le cadre du fonds général du budget de l'État.[37]

---

[29] Banque mondiale (2023), *The World Bank and Ukraine: Laying the Groundwork for Reconstruction in the Midst of War*. Adresse consultée: https://www.worldbank.org/en/results/2023/11/30/the-world-bank-and-ukraine-laying-the-groundwork-for-reconstruction-in-the-midst-of-war#:~:text=The%20proportion%20of%20Ukrainians%20living,back%2015%20years%20of%20progress.

[30] PAM (2023), *War in Ukraine: How a Humanitarian Tragedy Fed a Global Hunger Crisis*. Adresse consultée: https://www.wfp.org/stories/war-ukraine-how-humanitarian-tragedy-fed-global-hunger-crisis#:~:text=Today%2C%20roughly%20one%20in%20three,bitterly%20cold%20winter%20without%20power.

[31] FMI (2023), *Ukraine: Staff Report for the 2023 Article IV Consultation*, IMF Country Report No. 23/399, page 2.

[32] FMI (2023), *Ukraine: Selected Issues Paper*, IMF Country Report No. 23/400.

[33] FMI (2024), *Fifth Review under the Extended Arrangement under the Extended Fund Facility; Requests for Waivers of Applicability of Performance Criteria; Modification of Performance Criterion; Rephasing of Access; and Financing Assurances Review*, IMF Country Report No. 24/314, tableau 1.

[34] Le GCU se compose de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, du Japon et du Royaume-Uni. Parmi les observateurs auprès du GCU figurent l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, Israël, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la République de Corée, la Suède et la Suisse.

[35] Parlement européen, *Multilateral Financial Assistance to Ukraine – January 2024*. Adresse consultée: https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2023/733763/IPOL_IDA(2023)733763_EN.pdf.

[36] Commission européenne, *La facilité pour l'Ukraine*. Adresse consultée: https://commission.europa.eu/topics/eu-solidarity-ukraine/eu-assistance-ukraine/ukraine-facility_fr.

[37] Résolution du Cabinet des ministres n° 548 du 31 mai 2021 portant approbation de la Déclaration budgétaire pour 2022-2024; et Code du budget, articles 14 et 18.

1.18. À partir de 2022, les restrictions légalement établies sur le plafond du déficit et de la dette ont été suspendues en raison de la guerre. En outre, aucune déclaration budgétaire n'a été publiée pour 2022 et 2023. La planification budgétaire à moyen terme a repris en 2024 et une déclaration budgétaire a été publiée pour la période 2025-2027.[38] Dans la Déclaration budgétaire 2025-2027, une approche graduelle des règles budgétaires est prévue, avec un déficit budgétaire de l'État de 18,2% du PIB en 2025, de 10,3% du PIB en 2026 et de 6,7% du PIB en 2027. Pour garantir un niveau d'endettement soutenable, la Déclaration budgétaire prévoit de ramener à 90% le ratio de la dette publique ou garantie par l'État au PIB d'ici à la fin de 2027.

1.19. Au cours de la période à l'examen, l'Ukraine a mis en œuvre des mesures visant à élargir la base d'imposition et à renforcer l'administration fiscale. Néanmoins, les finances publiques ont été soumises à de fortes pressions: les dépenses totales ont augmenté de près de 270% entre 2021 et 2023, les dépenses liées à la défense ont été multipliées par plus de 16 et celles afférentes à la sécurité ont été multipliées par plus de 3. Les recettes fiscales ont diminué en 2022 et se sont quelque peu redressées en 2023 en raison de résultats meilleurs que prévu dans la catégorie des bénéfices des entreprises et des droits d'accise, qui ont compensé la baisse des recettes générées par d'autres catégories d'impôts telles que les droits d'importation. Les autorités indiquent qu'en 2024, le déficit budgétaire devrait atteindre un niveau record de 38,5 milliards d'USD (21% du PIB), ce qui représenterait une augmentation de 17,5% par rapport à l'année précédente. Le ratio de la dette publique au PIB devrait atteindre presque 100% du PIB en 2024, soit le double de son niveau par rapport aux années qui ont précédé immédiatement la guerre.[39] Les décaissements nets de prêts externes sont la principale source de financement du déficit depuis 2022 et devraient le rester dans un avenir prévisible.

1.2.2 Politique monétaire et politique de taux de change

1.20. La Banque nationale d'Ukraine (NBU) est responsable de la politique monétaire. Son principal objectif à cet égard est d'assurer et de maintenir la stabilité des prix.[40] En octobre 2021, l'Ukraine a adopté une loi visant à renforcer l'indépendance de la NBU.[41] Pendant la période entre le précédent examen de l'Ukraine et le début de la guerre, la NBU a appliqué un régime de ciblage de l'inflation à moyen terme avec un objectif (mesuré en fonction de la croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) en glissement annuel) qui est de 5% sur une période de 9 à 18 mois, conformément à sa Stratégie de politique monétaire pour 2016-2020.[42] La NBU s'est appuyée sur le taux directeur comme principal instrument pour influer sur l'inflation et les prévisions d'inflation.

1.21. Depuis février 2022, la NBU a appliqué un régime "flexible" de ciblage de l'inflation.[43] Dans le cadre de ce régime, la politique monétaire vise à amener l'inflation, mesurée selon l'IPC en glissement annuel, à un objectif de 5% dans les limites de "l'horizon approprié pour la politique", qui est défini comme "une période ne dépassant pas trois ans". Pour ce faire, la NBU utilise un ensemble d'instruments de politique monétaire, tout en cherchant à renforcer l'efficacité de son taux directeur qui est le principal instrument de politique monétaire. D'après les autorités, la NBU prévoit de reprendre progressivement le ciblage complet de l'inflation une fois que la situation économique sera revenue à la normale.

1.22. L'inflation annuelle moyenne pendant la période considérée a oscillé entre un minimum de 2,7% en 2020 et un maximum de 20,2% en 2022 (Tableau A1. 1). L'accélération de l'inflation observée en 2022 était avant tout une conséquence de la destruction des infrastructures et de la capacité de production que la guerre a causée, des perturbations des chaînes d'approvisionnement, des hausses des coûts de production et des augmentations ponctuelles de la demande de certains biens et services. En 2023, l'inflation a reculé pour s'établir à 12,9%, ce qui s'explique par la stabilité du marché des changes et par l'augmentation de l'offre de produits alimentaires et de carburant, qui ont compensé les effets de l'augmentation des prix de l'électricité et des salaires sur les coûts

[38] Résolution du Cabinet des ministres n° 751 du 28 juin 2024 portant approbation de la Déclaration budgétaire pour les années 2025 à 2027.
[39] Parlement européen, *Multilateral Financial Assistance to Ukraine – January 2024*.
[40] NBU, *About Monetary Policy*. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/monetary/about.
[41] Loi n° 1811-IX du 19 octobre 2021 portant modification de certaines lois ukrainiennes concernant des questions relatives à la Banque nationale d'Ukraine.
[42] NBU, *Monetary Policy Strategy for 2016-2020*. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/news/all/strategiya-monetarnoyi-politiki-na-2016-2020-roki.
[43] NBU (2024), *Monetary Policy Guidelines for the Medium Term*. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/files/vWwvXRkXvUZfpCg.

de production. La décision prise par l'Ukraine de fixer des tarifs pour certains services publics a aussi contribué à la réduction du taux d'inflation. Pour 2024, le FMI prévoit un taux d'inflation moyen de 5,8%.[44]

1.23. Au moment du précédent examen de l'Ukraine, la NBU avait amorcé une transition progressive d'un taux de change fixe à un taux de change flexible. Dans sa Stratégie de politique monétaire pour 2016-2020, elle s'est engagée à appliquer un régime de taux de change flottant, en indiquant qu'il devrait servir d'amortisseur.[45] La guerre a amené la NBU à prendre des mesures d'urgence pour stabiliser les prévisions relatives aux taux de change et atténuer les pressions inflationnistes en fixant le taux de change officiel, d'abord à 29,25 UAH par USD en février 2022 puis, étant donné que l'écart entre les taux de change officiel et non officiel et la balance commerciale s'est creusé, à 36,57 UAH par USD en juillet 2022. En octobre 2023, la NBU a abandonné la parité du taux de change au profit d'un régime de taux de change administré.

1.24. Conformément aux Directives de politique monétaire pour la durée de la loi martiale, la NBU a mis en place des contrôles des changes et des capitaux pour soutenir son régime de taux de change fixe.[46] Les autorités indiquent que cette mesure avait pour objet d'empêcher les sorties de capitaux non productives et de protéger les réserves internationales. Les restrictions de change comprenaient des limitations concernant la réalisation de paiements pour certaines importations de marchandises et de services.[47]

1.25. Dans le cadre de la Stratégie d'assouplissement des restrictions de change, de transition vers davantage de flexibilité du taux de change et de retour au ciblage de l'inflation, publiée en juillet 2023, la NBU lève progressivement les contrôles des changes et des capitaux.[48] Par exemple, en mai 2024, elle a supprimé les restrictions de change imposées aux résidents qui effectuent des règlements dans le cadre de transactions d'importation de marchandises (à condition que les marchandises faisant l'objet de ces transactions aient été livrées avant le 23 février 2021). Selon les autorités, la NBU approuvera d'autres mesures visant à assouplir les restrictions de change conformément à une feuille de route publiée dans le cadre de la Stratégie.

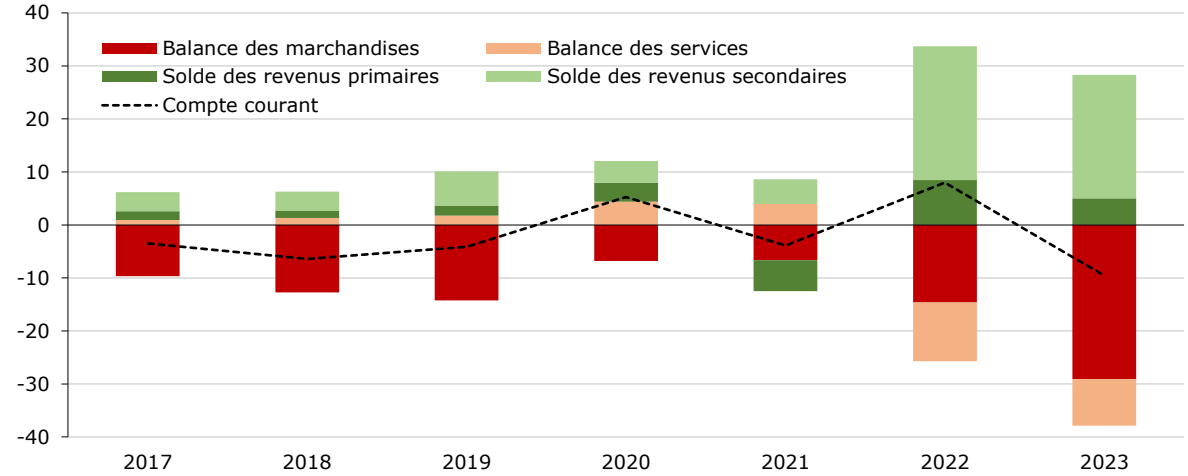
1.2.3 Balance des paiements

1.26. L'Ukraine affiche généralement un déficit du compte courant, ce qui témoigne d'un déséquilibre structurel de longue date entre épargne et investissement, financé par des emprunts à l'étranger. Il en a été de même pendant la majeure partie de la période à l'examen (graphique 1.2). Toutefois, en 2020, le compte courant a enregistré un excédent de près de 5,3 milliards d'USD (3,4% du PIB) en raison de la baisse des importations et de la hausse des prix des produits de base pour les principales exportations (en particulier les métaux, les minéraux et les produits agricoles). En 2022, l'Ukraine a également enregistré un excédent du compte courant d'environ 8 milliards d'USD (4,9% du PIB), attribuable en grande partie à l'aide internationale.[49]

[44] FMI (2024), IMF Country Report No. 24/314, tableau 1.
[45] NBU, *Monetary Policy Strategy for 2016-2020*, page 3.
[46] NBU (2022), *Monetary Policy Guidelines for the Duration of Martial Law*. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/files/vVrAkjBFBVYlRdb.
[47] Résolution du Conseil de la Banque nationale de l'Ukraine n° 18 du 24 février, paragraphe 14.
[48] NBU (2023), *Strategy for Easing FX Restrictions, Transition to Greater Exchange Rate Flexibility and Return to Inflation Targeting*. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/news/all/strategiya-pomyakshennya-valyutnih-obmejen-perehodu-do-bilshoyi-gnuchkosti-obminnogo-kursu-ta-povernennya-do-inflyatsiynogo-targetuvannya.
[49] FMI (2023), IMF Country Report No. 23/399, page 13.

Graphique 1.2 Balance des paiements, 2017-2023

(Millions d'USD)



Source: Banque nationale d'Ukraine, *External Sector Statistics*. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/statistic/sector-external.

1.27. En 2023, le déficit du compte courant, en pourcentage du PIB, a atteint 5,4% (Tableau A1. 1), en raison d'un important déficit du commerce extérieur dû à l'augmentation des besoins d'importation et aux goulets d'étranglement qui avaient une incidence sur les exportations (section 4.1.1). Pour 2024, le FMI prévoit un déficit du compte courant de 5,7% du PIB imputable à une augmentation du déficit commercial, tandis que, selon les prévisions du FMI, la balance des services devrait rester négative.[50] Le financement extérieur a renforcé les réserves internationales brutes, estimées à 40,5 milliards d'USD à la fin de 2023, soit l'équivalent de 5,1 mois d'importations prévues (Tableau A1. 1).

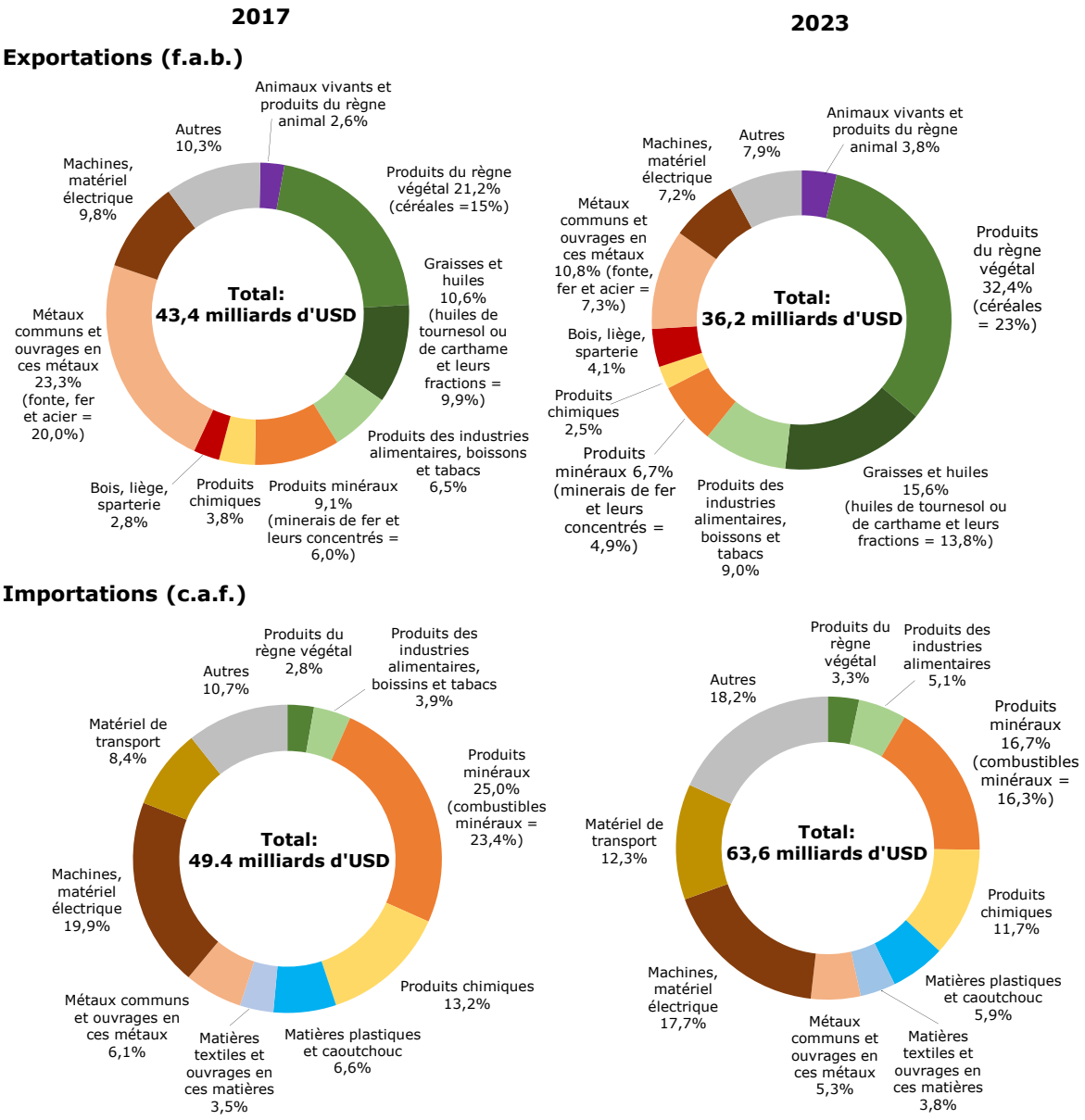
1.3 Résultats en matière de commerce et d'investissement

1.3.1 Commerce des marchandises et des services

1.28. Le ratio du commerce des marchandises au PIB est tombé de presque 80% en 2017 à environ 55% en 2023. Les exportations de marchandises se sont chiffrées à 36,2 milliards d'USD en 2023, contre 65,9 milliards d'USD en 2021. Les produits agricoles, principalement les céréales, ont été les principaux produits exportés, devant les graisses et les huiles, les machines et le matériel électrique. La fonte, le fer et l'acier, qui ont toujours été des produits d'exportation clés, ont représenté 7,3% des exportations de marchandises en 2023, contre 20% en 2017 (graphique 1.3).

[50] FMI (2024), *World Economic Outlook* (avril); et FMI (2023), IMF Country Report No. 23/399, page 13.

Graphique 1.3 Composition par produit du commerce des marchandises par section du SH, 2017 et 2023



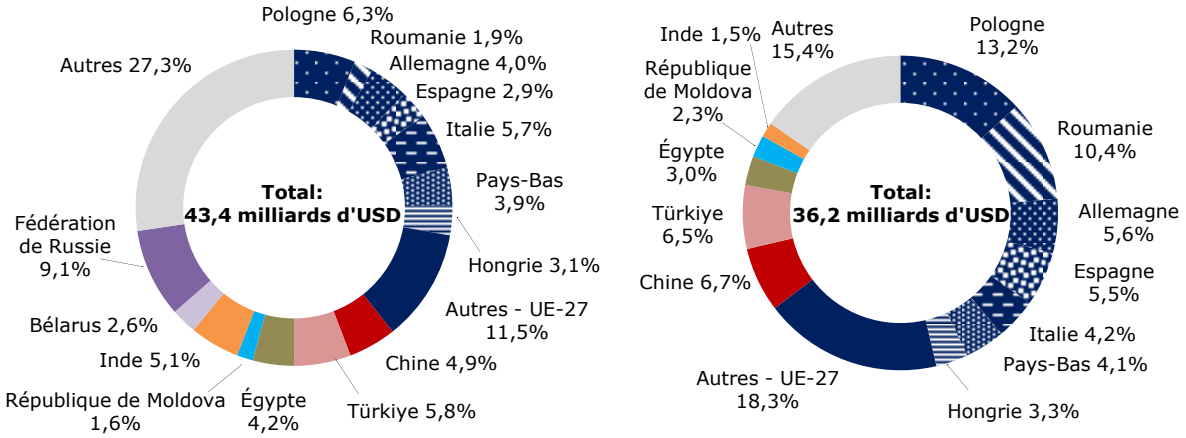
Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU.

1.29. En ce qui concerne la répartition géographique des exportations de marchandises, sa nette réorientation de la Fédération de Russie vers l'Europe s'est poursuivie pendant la période à l'examen. En 2023, près de 65% de la valeur totale des exportations de marchandises avait pour destination l'UE-27 (en particulier la Pologne et la Roumanie), contre environ 40% en 2017 (graphique 1.4). Les parts de toutes les autres régions dans la valeur totale des exportations de marchandises de l'Ukraine ont diminué, parfois de moitié, comme dans le cas de l'Afrique, dont la part est tombée d'un peu plus de 9% de la valeur totale des exportations de marchandises à moins de 5%. La part de l'Asie, qui s'élevait à 21% de la valeur totale en 2021, a reculé de près de 10 points de pourcentage entre 2021 et 2023. Deux marchés importants pour les exportations de marchandises de l'Ukraine – la Chine et la Türkiye – ont vu leurs parts dans la valeur totale des exportations de marchandises ukrainiennes augmenter légèrement au cours de la période considérée.

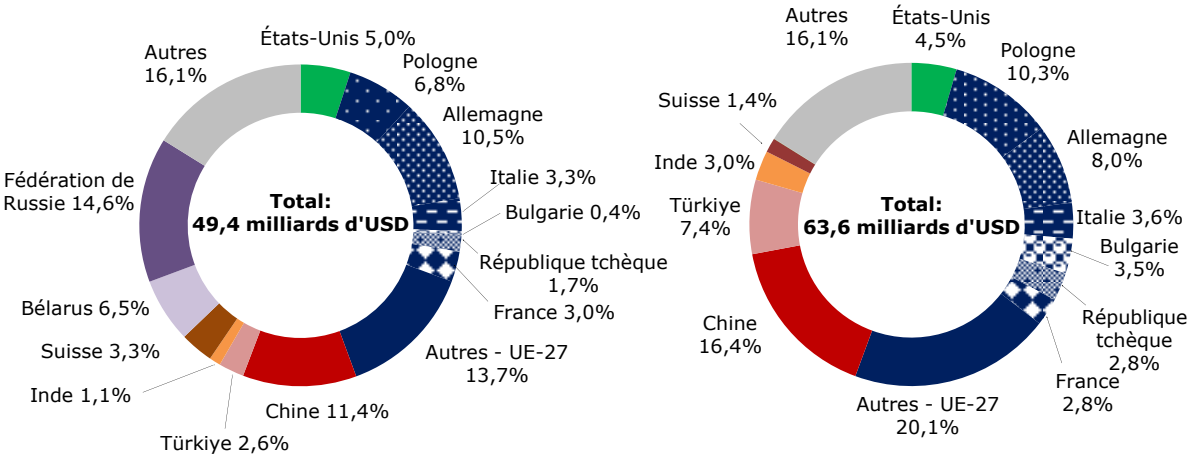
Graphique 1.4 Répartition géographique du commerce des marchandises, 2017 et 2023

2017 **2023**

Exportations (f.a.b.)



Importations (c.a.f.)



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU.

1.30. En 2023, les principales catégories de marchandises importées étaient les machines, y compris le matériel électrique; les produits minéraux (essentiellement des combustibles); le matériel de transport; et les produits chimiques, ce qui traduit les besoins de l'Ukraine en matière de reconstruction et de défense, qui sont en grande partie satisfaits par les produits importés (graphique 1.3). S'agissant de l'origine de ces importations, l'UE-27, avec en tête la Pologne et l'Allemagne, est la principale source des importations de marchandises et elle a représenté 51% de la valeur totale des importations en 2023, contre 39% en 2017 (encadré 1.1). Les parts de la Chine et de la Türkiye ont également augmenté pendant la période à l'examen, tandis que celle des États-Unis a quelque peu diminué (graphique 1.4).

Encadré 1.1 Gros plan sur le commerce des marchandises de l'Ukraine, 2003-2024

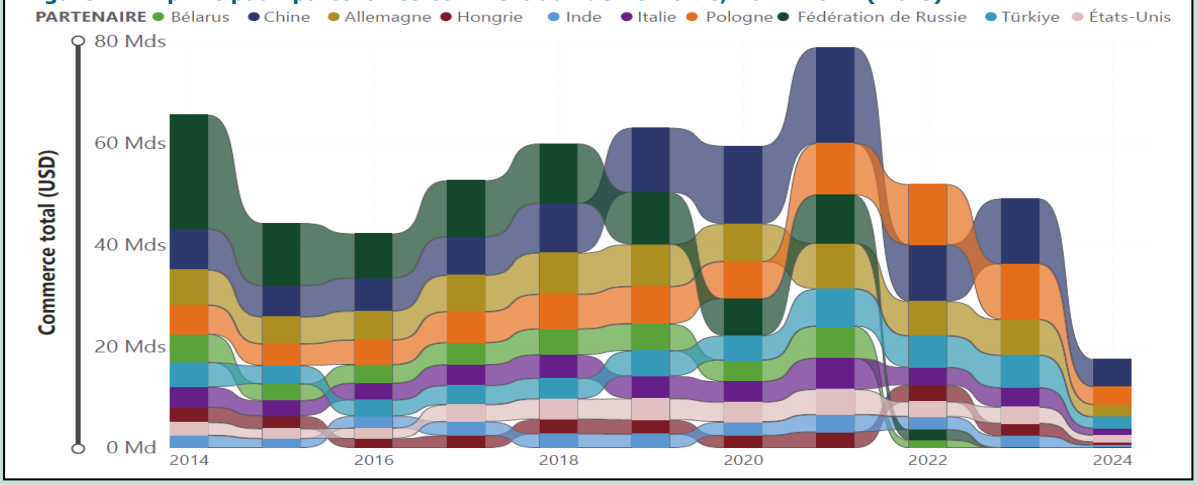
Pendant la majeure partie des années 2000, le commerce de l'Ukraine a connu une expansion régulière, qui a atteint son plus haut niveau au milieu de 2008, année où l'Ukraine a accédé à l'OMC. Le volume des exportations de marchandises a pratiquement doublé entre 2001 et 2008, tandis que celui des importations de marchandises a plus que doublé.

Depuis l'accession de l'Ukraine à l'OMC, ses échanges ont été durement frappés par une série de chocs internes et externes, y compris la crise financière mondiale de 2008-2009 et la pandémie de COVID-19. La guerre en cours est un nouveau choc qui perturbe gravement le commerce de l'Ukraine et l'intégration du pays dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. En valeur, les exportations ukrainiennes ont chuté de 33% entre 2021 et 2022, ce qui a suscité des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire mondiale, compte tenu du rôle essentiel que joue l'Ukraine en tant qu'exportateur de produits agricoles, en particulier de blé, de maïs et d'huile de tournesol. Néanmoins, le système commercial mondial s'est révélé résilient, étant donné que les pays qui dépendaient des importations de produits alimentaires en provenance d'Ukraine avant la guerre ont trouvé d'autres fournisseurs et produits pour compenser cette baisse.[a] Pendant la période de février 2022 à mars 2024, le niveau des importations de l'Ukraine a été inférieur de 128 milliards d'USD à la tendance qui avait été estimée dans l'hypothèse où elles n'auraient pas pâti de la guerre.

En ce qui concerne la composition des échanges, au cours des deux dernières décennies, on a observé dans les exportations de l'Ukraine une augmentation des produits provenant de ressources naturelles (métaux et produits agricoles) et une diminution des produits industriels hautement transformés. Cette évolution se traduit par la part des machines électriques, des machines mécaniques et des véhicules dans les exportations, qui est nettement inférieure à la moyenne mondiale, et par celle des produits primaires, comme les métaux communs et ouvrages en ces métaux, et les graisses et les huiles végétales, qui est bien supérieure à la moyenne mondiale.[b]

S'agissant de la répartition géographique des échanges, l'Ukraine a entretenu par le passé d'importants liens commerciaux avec la Fédération de Russie. Néanmoins, au cours des deux dernières décennies, l'Ukraine a progressivement réorienté la répartition géographique de ses échanges de la Fédération de Russie et du reste de la Communauté d'États indépendants (CEI)[c] vers l'Union européenne (figure 1). Si l'on considère les courants d'échanges en termes d'utilisation finale (biens d'équipement, biens intermédiaires et bien de consommation selon la Classification par grandes catégories économiques (CGCE) Révision 5), depuis 2014 les principales destinations des exportations ukrainiennes de produits finals ont été la Chine, l'Allemagne, la Pologne, les États-Unis, la Türkiye et l'Italie. La Chine est la principale source de produits utilisés comme biens intermédiaires et finals, devant la Pologne, l'Allemagne et la Hongrie.

Figure 1 Dix principaux partenaires commerciaux de l'Ukraine, 2014-2024 (mars)

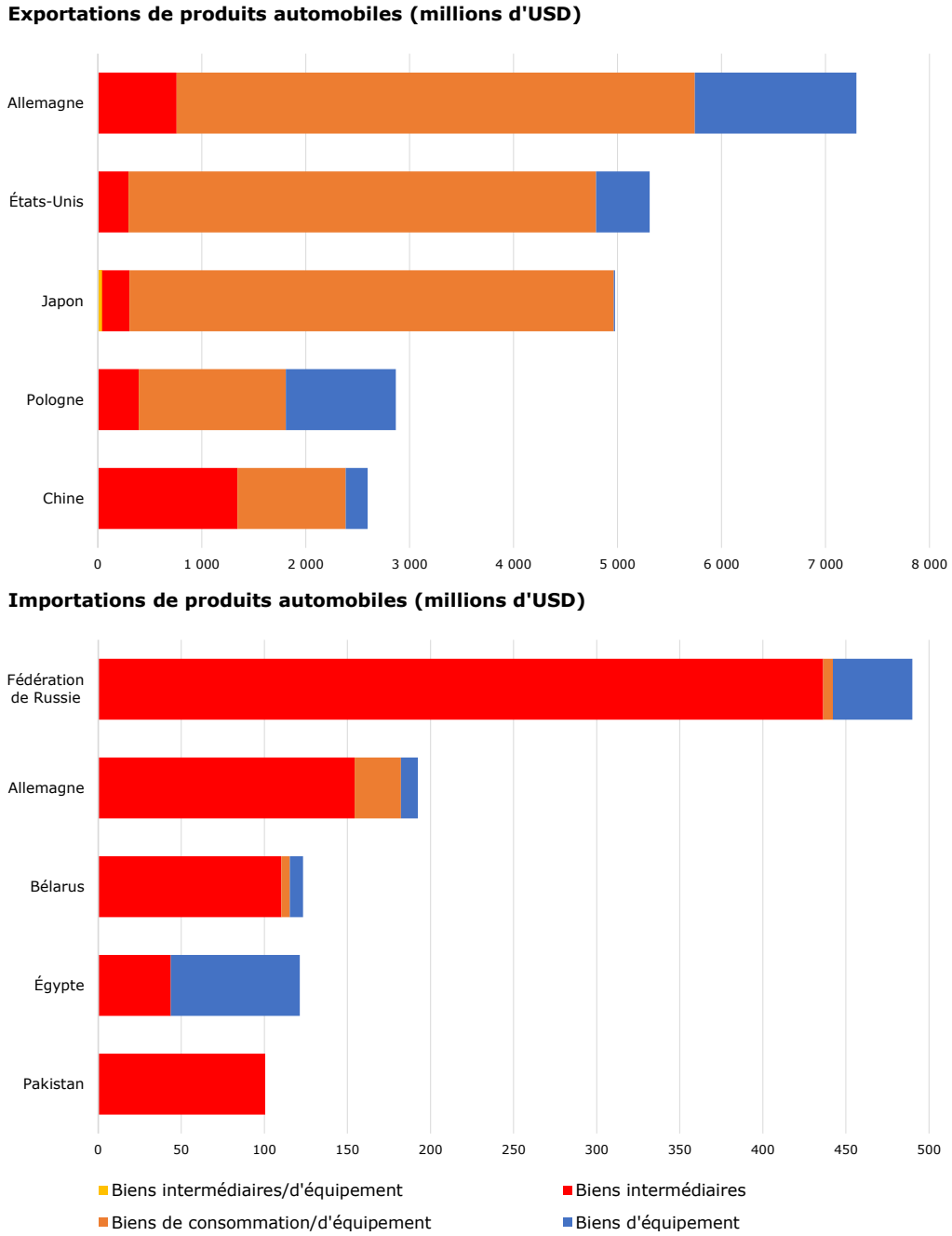


La modification de la répartition géographique des échanges de l'Ukraine est allée de pair avec une diminution de la complexité de ses exportations. La plupart des exportations ukrainiennes les plus complexes étaient traditionnellement destinées au marché de la Fédération de Russie. D'après un document de travail[d] de 2020, la complexité des exportations de l'Ukraine à destination du reste du monde était inférieure à la moyenne mondiale, tandis que la complexité de ses exportations à destination de la Fédération de Russie dépassait largement la moyenne mondiale. Dans ce contexte, les auteurs du document notent que "l'Ukraine [est] bloquée [dans une situation] entre l'effondrement du système de production coordonné au sein de l'ex-URSS et […] une participation encore faible à l'"usine Europe" qui est une solution de remplacement".[e]

Dans ce contexte, certains éléments indiquent que l'Ukraine a commencé à participer à la chaîne d'approvisionnement automobile européenne, y compris en exportant des jeux de fils pour bougies d'allumage d'automobiles.[f] Ces 10 dernières années, les exportations de véhicules automobiles et de leurs parties et accessoires ont été les principales exportations de l'Ukraine ne faisant pas intervenir des ressources naturelles. Les matériels importés ont représenté 29% de la valeur des exportations du secteur automobile ukrainien.[g]

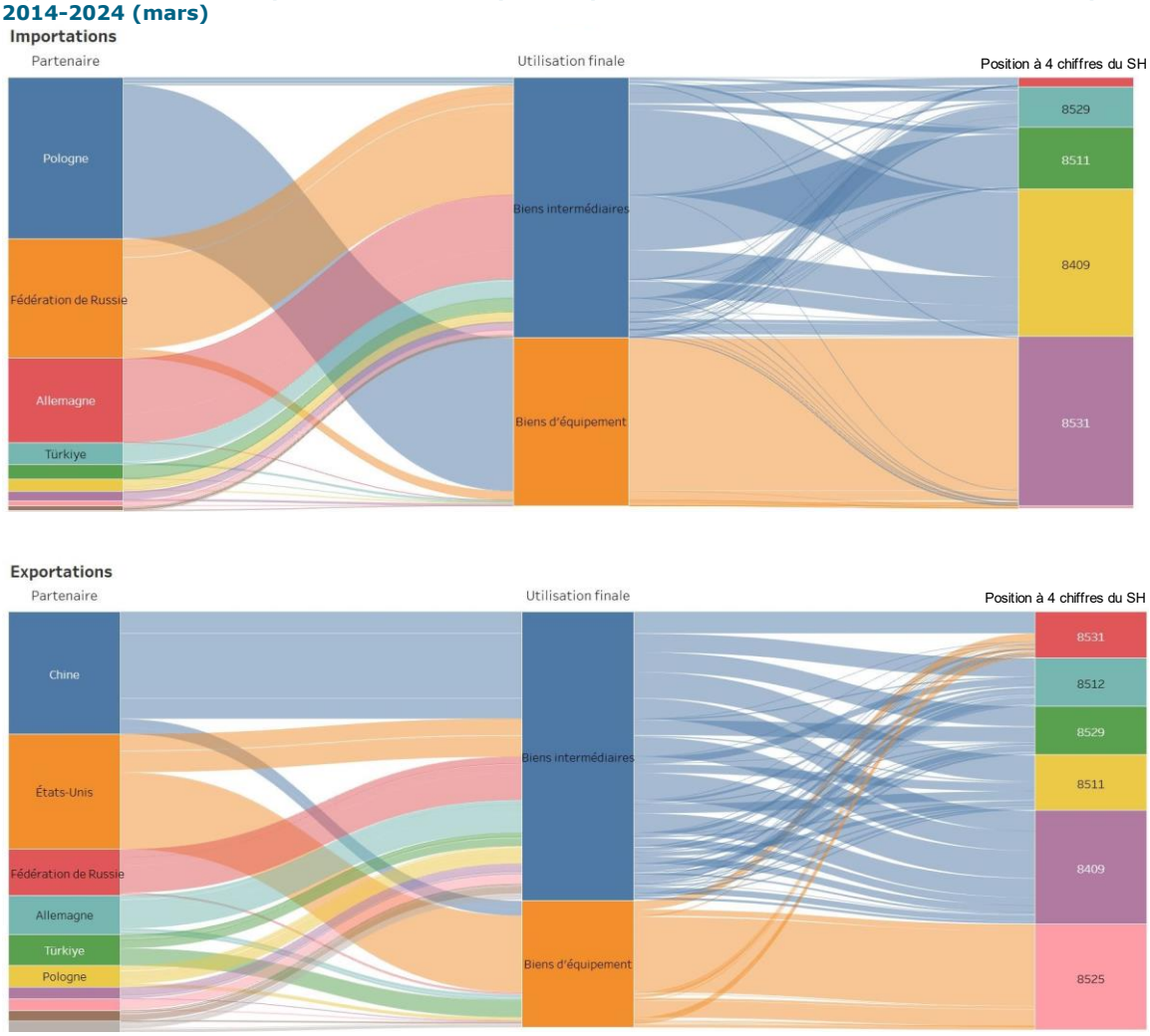
Ces 10 dernières années, la majeure partie des exportations d'automobiles de l'Ukraine, en valeur, se composaient de véhicules de tourisme. Pendant cette période, le premier marché était l'Allemagne, qui représentait 17,2% de la valeur totale des exportations du secteur, devant les États-Unis (12,5%), le Japon (11,6%), la Pologne (6,7%) et la Chine (6,1%). L'Ukraine a aussi exporté certains biens intermédiaires du secteur automobile, notamment des pare-chocs, des pare-brise, des freins et des boîtes de vitesses, vers la Chine, l'Allemagne et la Pologne. En ce qui concerne les importations, l'Ukraine a principalement importé des biens intermédiaires, tels que des kits non assemblés, des moteurs et des pièces de moteurs, de la Fédération de Russie, de l'Allemagne, du Bélarus et du Pakistan (figure 2).

Figure 2 Cinq principaux partenaires commerciaux de l'Ukraine dans l'industrie automobile, 2014-2024 (mars)



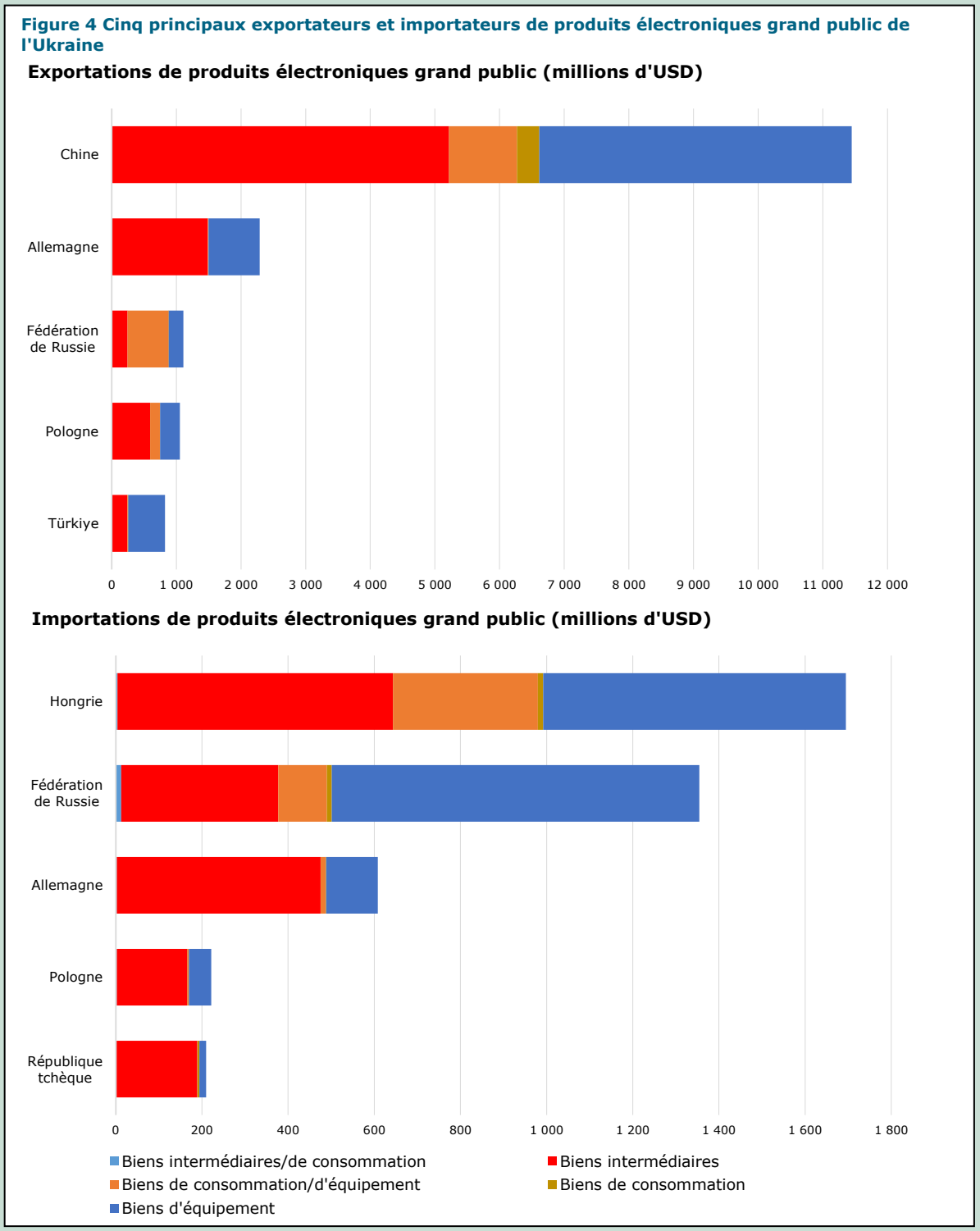
Comme il est suggéré dans plusieurs articles de recherche (voir les sources énumérées plus loin), la participation du secteur automobile ukrainien à la chaîne d'approvisionnement européenne est principalement stimulée par l'IED européen (graphique 1.7), en particulier en ce qui concerne la production de jeux de fils pour bougies d'allumage, de systèmes d'éclairage électrique pour véhicules et d'unités principales d'automobiles (consoles pour tableaux de bord). Ces 10 dernières années, l'Ukraine a enregistré d'importants échanges de ces produits avec l'Allemagne, la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, la Pologne, le Royaume-Uni et la Türkiye (figure 3).

Figure 3 Commerce des pièces automobiles (à l'exception des moteurs et des kits non assemblés), 2014-2024 (mars)



Le début de l'intégration de l'Ukraine dans la chaîne d'approvisionnement automobile européenne semble indiquer le poids qu'elle pourrait avoir dans des secteurs connexes comme celui des appareils et équipements électriques. En particulier, l'Ukraine dispose de possibilités latentes en matière de fabrication de produits électroniques grand public, par exemple, les drones quadricoptères. En ce qui concerne les exportations d'équipements électriques, les intrants étrangers représentent environ la moitié de la valeur de ces exportations. Le commerce des produits électroniques grand public de l'Ukraine présente une structure plus diversifiée, qui contraste nettement avec la concentration régionale de son commerce des automobiles et tient à la nature mondialisée des chaînes de valeur transfrontières de l'électronique grand public. La Hongrie, la Fédération de Russie, l'Allemagne, la Pologne et la République tchèque sont les principales sources des importations de produits électroniques grand public, tandis que la Chine est le premier marché d'exportation de l'Ukraine (figure 4).

Figure 4 Cinq principaux exportateurs et importateurs de produits électroniques grand public de l'Ukraine



Enfin, les produits de base de l'Ukraine jouent un rôle essentiel dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. En particulier, l'Ukraine dispose d'un potentiel considérable en tant qu'important fournisseur mondial de matières premières essentielles, y compris le titane, le lithium, le béryllium, le manganèse, le gallium, l'uranium, le zirconium, le graphite, l'apatite, la fluorite et le nickel, dont bon nombre sont indispensables aux secteurs de la défense, de l'électronique, de l'aviation, de la médecine et de l'énergie verte (section 4.3.4). S'agissant de l'industrie des semi-conducteurs, qui est de nature mondialisée, l'Ukraine répond à environ la moitié de la demande mondiale de néon hautement purifié. En outre, en tant qu'exportateur dominant d'huiles de graines (qui représentent 46% de la production mondiale), l'Ukraine est liée à l'industrie mondiale des cosmétiques, qui utilise les huiles de graines comme intrant pour les crèmes hydratantes.[h]

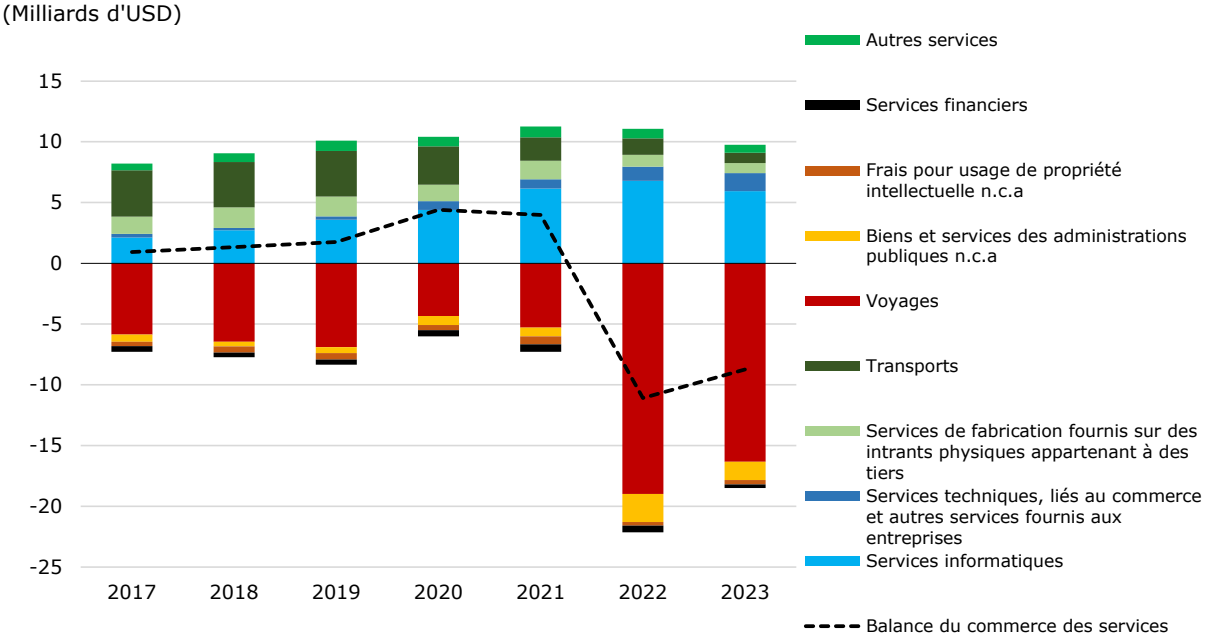
a OMC (2023), *Un an de guerre en Ukraine: L'impact sur le commerce mondial et le développement*. Adresse consultée: https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/oneyukr_f.htm.
b V. Venger *et al.* (2022), "Integration of Ukraine to the Global Value Chains", *Comparative Economic Research Central and Eastern Europe*, vol. 25, n° 2. Adresse consultée https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwid1ree3pKIAxU3hf0HHblSKr0QFnoECBgQAQ&url=https%3A%2F%2Fczasopisma.uni.lodz.pl%2FCER%2Farticle%2Fdownload%2F13832%2F13363%2F33609&usg=AOvVaw0jLJloHdMhEqxPIDi0817R&opi=89978449.
c Communauté d'États indépendants, y compris certains États associés et anciens États membres.
d M. Hartog *et al.* (2020), *Assessing Ukraine's Role in European Value Chains: A Gravity Equation-cum-Economic Complexity Analysis Approach*, Centre for International Development at Harvard University Working Paper, n° 129. Adresse consultée: https://growthlab.hks.harvard.edu/sites/projects.iq.harvard.edu/files/growthlab/files/2020-10-cid-fellows-wp-129-ukraine-role.pdf.
e M. Hartog *et al.* (2020), *Assessing Ukraine's Role in European Value Chains: A Gravity Equation-cum-Economic Complexity Analysis Approach*, Centre for International Development at Harvard University Working Paper, n° 129.
f Banque mondiale (2019), *Ukraine Growth Study Final Document: Faster, Lasting and Kinder.* Adresse consultée: https://documents1.worldbank.org/curated/en/543041554211825812/pdf/Ukraine-Growth-Study-Final-Document-Faster-Lasting-and-Kinder.pdf.
g V. Venger *et al.* (2022), *Integration of Ukraine to the Global Value Chains*, tableau 5.
h R. Crescenzi and O. Harman (2023), "From Local Regions in the EU to Those in Ukraine (And Back Again): How FDI and Global Value Chains Tie Our Local Economies Together", Centre for Economic Policy Research. Adresse consultée: https://cepr.org/voxeu/columns/local-regions-eu-those-ukraine-and-back-again-how-fdi-and-global-value-chains-tie-our.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base des données mensuelles relatives aux exportations et aux importations de l'Ukraine figurant dans la base Trade Data Monitor. Adresse consultée: tradedatamonitor.com.

1.31. L'Ukraine a toujours été un exportateur net de services, essentiellement en raison d'excédents importants dans le domaine des transports, y compris le transport par conduites; des services de télécommunication, d'informatique et d'information; et des autres services fournis aux entreprises. Cependant, en 2022, l'Ukraine est devenue un importateur net de services, ce qui s'explique principalement par les dépenses liées au voyages, qui ont augmenté à cause de la guerre pour passer de 6,3 milliards d'USD en 2021 à 17,2 milliards d'USD en 2023, et par une diminution de l'excédent dans le secteur des transports au cours de la même période (graphique 1.5).

Graphique 1.5 Balance du commerce des services par secteur, 2017-2023

(Milliards d'USD)



Source: Banque nationale d'Ukraine, *External Sector Statistics*. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/statistic/sector-external.

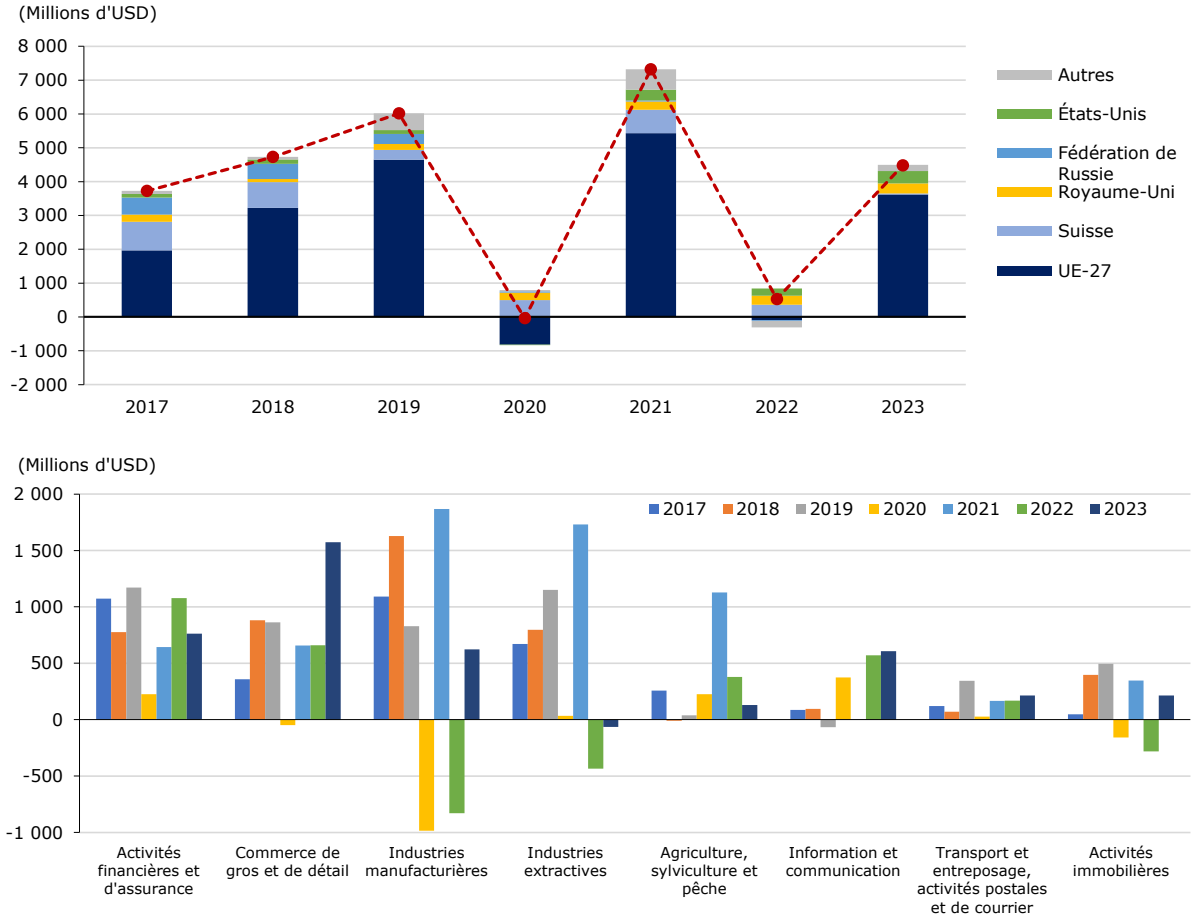
1.32. En 2023, près de 60% des exportations totales de services de l'Ukraine ont été réalisées par voie numérique, contre un peu moins de 27% en 2017.[51] La part croissante des exportations de services fournis par voie numérique dans les exportations totales de services témoigne du rythme rapide auquel les exportations ukrainiennes de ces services ont progressé ces dernières années. Entre 2017 et 2023, les exportations ukrainiennes de services fournis par voie numérique ont progressé de 16% par an en moyenne, soit presque sept fois plus vite que les exportations totales de services, et plus vite que dans toute autre région du monde, y compris l'Asie. Parmi les services fournis par voie numérique que l'Ukraine a exportés en 2023, d'une valeur de 9,4 milliards d'USD, environ 68% étaient des services informatiques et 27% appartenaient à la catégorie des "autres services fournis aux entreprises".

1.3.2 Investissement étranger direct

1.33. Pendant la période 2017-2023, les flux entrants d'IED de l'Ukraine ont connu d'importantes fluctuations, pour s'établir en moyenne à 3,8 milliards d'USD par an. La pandémie et la guerre ont eu une incidence considérable sur les flux entrants d'IED. En moyenne, la principale source d'IED entrants pendant la même période était l'Union européenne, suivie de la Suisse et du Royaume-Uni. Au niveau sectoriel, les flux entrants d'IED dans le secteur manufacturier ont nettement diminué en 2020 en raison de la pandémie. Pendant la période 2017-2023, les principaux bénéficiaires de l'IED étaient, en moyenne, les activités financières et d'assurances, suivies du commerce de gros et de détail, des industries manufacturières et des industries extractives (graphique 1.6).

[51] OMC, Ensemble de données sur le commerce des services fournis par voie numérique. Adresse consultée: https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/gstdh_digital_services_f.htm.

Graphique 1.6 Flux entrants d'IED par principal partenaire et secteur, 2017-2023

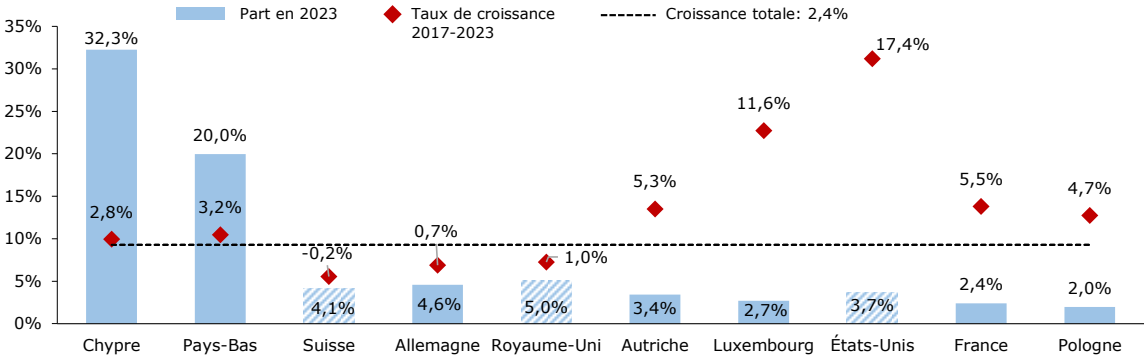


Note: Les statistiques sur l'investissement direct, à partir des données pour 2022, ont été établies sur la base des renseignements disponibles des entreprises qui ont présenté des rapports, et elles seront mises à jour à la réception de renseignements complets après la levée/l'annulation de la loi martiale en Ukraine.

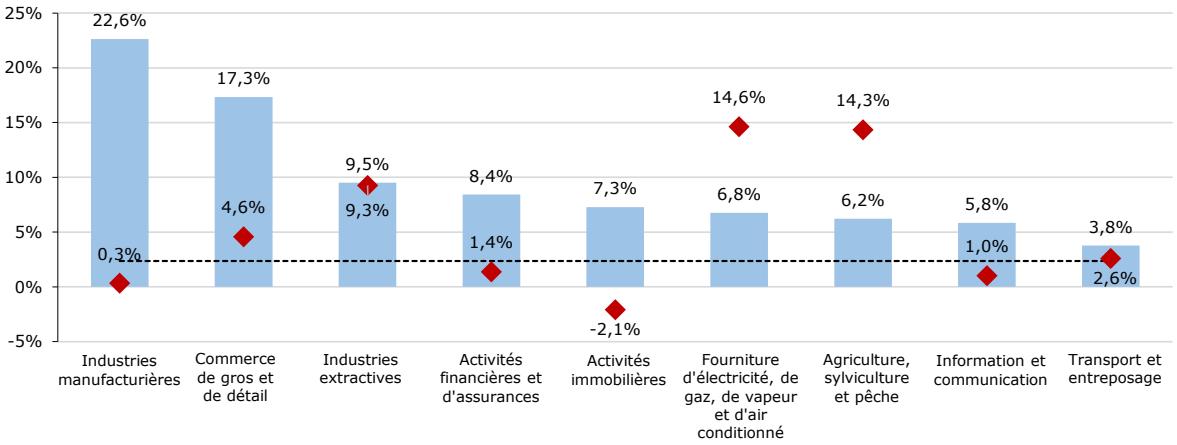
Source: Banque nationale d'Ukraine, *External Sector Statistics*. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/statistic/sector-external.

1.34. Le stock d'IED entrants a atteint 55 milliards d'USD en 2023 et environ les trois quarts du total provenaient de l'Union européenne (principalement Chypre, les Pays-Bas et l'Allemagne). Le stock d'IED entrants se concentre dans le secteur manufacturier (essentiellement les métaux et les produits alimentaires et les boissons), qui représentait environ 23% du total en 2023, devant les industries extractives (9,5%), et l'agriculture et les activités connexes (6,2%) (graphique 1.7).

Graphique 1.7 Stock d'IED par partenaire et par secteur, 2017-2023



Note: L'UE-27 a représenté 74,9% du stock total d'IED entrants et a enregistré un taux de croissance de 3,4%. Les barres grisées correspondent à des États non membres de l'UE.



Note: Les partenaires principaux figurant dans le graphique ont représenté environ 80% du stock total d'IED entrants, et les principaux secteurs environ 88%. À partir de 2022, les statistiques sur l'investissement direct sont fondées sur les renseignements disponibles des entreprises qui ont présenté des rapports; les données seront mises à jour après la levée de la loi martiale et une fois que des renseignements complets auront été reçus.

Source: Banque nationale d'Ukraine, *External Sector Statistics*. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/statistic/sector-external.

2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

2.1 Cadre général

2.1. Conformément à la Constitution ukrainienne du 28 juin 1996, modifiée et complétée pour la dernière fois en 2019, l'Ukraine est une république démocratique qui applique la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.[1] Comme indiqué dans le précédent examen de l'Ukraine[2], le pouvoir législatif est exercé par le Parlement ukrainien (la Verkhovna Rada), qui est composé de 450 députés du peuple élus par vote populaire pour un mandat de 5 ans. La Verkhovna Rada est notamment chargée d'établir les principes directeurs relatifs aux politiques intérieures et extérieures, d'approuver les programmes nationaux en faveur du développement économique, scientifique, social et culturel, ainsi que d'assurer la protection de l'environnement. Pour être incorporés au droit ukrainien, les traités internationaux doivent être ratifiés par la Verkhovna Rada.[3]

2.2. Le Président est le chef de l'État et agit au nom de celui-ci. Le Cabinet des ministres est l'organe suprême du système du pouvoir exécutif. Le Président est élu directement par le peuple et ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs de cinq ans. Il soumet une proposition de Cabinet des ministres, conduit par le Premier ministre, pour approbation par la Verkhovna Rada. Le Cabinet des ministres: i) "assure la mise en œuvre des politiques relatives aux finances, à l'établissement des prix, à l'investissement et à la fiscalité; des politiques liées aux domaines du travail et de l'emploi de la population, de la sécurité sociale, de l'éducation, des sciences et de la culture, de la protection de l'environnement, de la sécurité écologique et de la gestion environnementale"; et ii) "élabore et met en œuvre les programmes nationaux de développement économique […] et social de l'Ukraine".[4]

2.3. La loi martiale est en vigueur en Ukraine depuis le 24 février 2022[5]; son imposition est réglementée par la Loi sur le régime juridique de la loi martiale.[6] Lorsqu'elle est appliquée, les autorités civiles deviennent des administrations militaires à tous les niveaux de gouvernement. Le Président reste le chef de l'État et assure une supervision stratégique des forces armées pendant la période d'application de la loi martiale.[7] Dans le cadre du régime juridique de cette loi, le parlement ne peut être dissous. Si la Verkhovna Rada voit son mandat expirer pendant cette période, elle poursuit ses travaux jusqu'à l'élection d'un nouveau parlement, après la fin du régime juridique de la loi martiale.[8] Les dernières élections présidentielles et parlementaires ont eu lieu en avril 2019 et en juillet 2019, respectivement. Pendant la période d'application de la loi martiale, des restrictions visant les droits et les intérêts des entités juridiques peuvent être imposées (section 2.4).

2.4. En février 2019, la Verkhovna Rada a modifié le préambule et plusieurs articles de la Constitution concernant les compétences de certains organismes gouvernementaux et elle a réaffirmé "l'identité européenne du peuple ukrainien et l'irréversibilité de la trajectoire européenne et euro-atlantique prise par l'Ukraine".[9] Plus particulièrement, les compétences de la Verkhovna Rada comprennent désormais "la définition des principes de la politique intérieure et étrangère [et] la mise en œuvre de la ligne stratégique de l'État en vue d'une pleine adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne".[10] En outre, le Président "est le garant de la mise en œuvre de la ligne stratégique de l'État en vue de la pleine adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne".[11] Le Cabinet des ministres "assure la mise en œuvre de la "ligne stratégique" de l'État en vue de l'obtention par l'Ukraine du statut de membre à part entière de l'Union européenne".[12]

[1] Constitution ukrainienne, articles 5 et 6.
[2] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 2.1.
[3] Constitution ukrainienne, article 9.
[4] Constitution ukrainienne, article 116 3) et 4).
[5] Décret du Président n° 64/2022 sur l'instauration de la loi martiale en Ukraine, approuvé par la Verkhovna Rada (Loi n° 2102-IX du 24 février 2022). Ce décret a été modifié pour la dernière fois le 28 octobre 2024.
[6] Loi n° 389-VIII du 12 mai 2015 sur le régime juridique de la loi martiale.
[7] Loi n° 389-VIII, article 11.
[8] Loi n° 389-VIII, article 12.
[9] Constitution ukrainienne, préambule (modifié par la Loi n° 2680-VIII du 7 février 2019).
[10] Constitution ukrainienne, article 85 5) (modifié par la Loi n° 2680-VIII du 7 février 2019).
[11] Constitution ukrainienne, article 102 (modifié par la Loi n° 2680-VIII du 7 février 2019).
[12] Constitution ukrainienne, article 116 1) (modifié par la Loi n° 2680-VIII du 7 février 2019).

2.5. Au cours de la période à l'examen, plusieurs modifications ont été apportées à la Constitution et aux lois ukrainiennes dans le cadre d'une réforme judiciaire. Plus particulièrement, en juin 2016, la Verkhovna Rada a adopté des modifications de la Constitution et promulgué la Loi sur le pouvoir judiciaire et le statut des juges afin de réorganiser et d'optimiser le système judiciaire conformément aux principes fondamentaux de l'état de droit et aux normes européennes relatives au droit à un procès équitable.[13]

2.6. L'appareil judiciaire ordinaire a été simplifié, le nombre de niveaux ayant été réduit de quatre à trois à la suite de la suppression des hautes cours spécialisées.[14] Le système compte donc maintenant trois degrés: i) la Cour suprême (plus haute juridiction de droit commun, elle comprend la grande chambre et quatre cours de cassation: civile, pénale, administrative et commerciale); ii) les cours d'appel, compétentes pour connaître des recours contre les décisions des juridictions inférieures; et iii) les tribunaux de district (juridictions de droit commun qui connaissent des affaires en première instance). Il existe deux organes principaux pour la gouvernance judiciaire: i) le Conseil supérieur de la justice, chargé de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire, de superviser les activités des juges et de prendre des décisions liées à leur nomination et aux mesures disciplinaires qui leur sont applicables; et ii) la Haute commission de qualification des juges, chargée de sélectionner et d'évaluer les juges, ainsi que de proposer des candidats à des fonctions judiciaires.

2.7. La Loi sur le pouvoir judiciaire et le statut des juges prévoit la création de deux hautes cours spécialisées, qui agissent comme des juridictions de première instance et des cours d'appel dans certaines catégories d'affaires. La Haute Cour anticorruption est entrée en fonctions en septembre 2019. Elle a pour objectifs d'une part, l'administration de la justice de façon à protéger les individus, la société et l'État contre la corruption et les infractions connexes, et d'autre part, le contrôle judiciaire des enquêtes préliminaires sur ces infractions et du respect des droits, des libertés et des intérêts des personnes dans le cadre des procédures pénales.[15] En outre, la Haute Cour pour la propriété intellectuelle a été créée en 2017[16], mais aucun juge n'a encore été nommé.

2.8. Le Bureau national de lutte contre la corruption de l'Ukraine et le Bureau du Procureur spécialisé dans la lutte contre la corruption ont été établis en 2015. Ils sont chargés de prévenir et de détecter les faits de corruption et les infractions pénales connexes, ainsi que de conduire des enquêtes à ce sujet.

2.9. Les décisions rendues par les tribunaux d'États tiers, les tribunaux internationaux et les organes judiciaires internationaux, et les décisions analogues émanant d'autres organisations internationales, acquièrent force obligatoire sur le territoire ukrainien dans les conditions énoncées par la loi et conformément aux traités internationaux ratifiés par la Verkhovna Rada.[17]

2.10. Les opérateurs économiques étrangers peuvent recourir à l'arbitrage commercial international auprès de la Cour d'arbitrage commercial international (CCIC) de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Ukraine. Sous réserve d'un accord entre les parties, les cas suivants peuvent être portés devant la CCIC: i) les différends découlant de relations contractuelles ou de relations de droit civil dans le contexte d'activités de commerce extérieur et d'activités économiques internationales, si au moins une des parties est établie à l'étranger; et ii) les différends entre des entreprises à participation étrangère et des organisations internationales établies en Ukraine, ainsi que les différends entre les membres de celles-ci et les différends entre celles-ci et d'autres personnes morales ukrainiennes.[18]

2.11. Le Ministère de l'économie reste le principal organisme chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de l'Ukraine en matière d'économie et d'investissement, ainsi que de coordonner les efforts interdépartementaux de coopération économique et commerciale entre l'Ukraine et l'Union européenne. Plus particulièrement, il examine l'application de la législation relevant de ses

[13] Loi n° 1402-VIII du 2 juin 2016 sur le pouvoir judiciaire et le statut des juges, préambule.

[14] En 2016, les trois tribunaux suivants ont été supprimés et leurs fonctions transférées à des chambres spéciales de la Cour suprême de l'Ukraine: i) la Haute Cour spécialisée pour les affaires civiles et pénales; ii) la Haute Cour administrative de l'Ukraine; et iii) la Haute Cour commerciale de l'Ukraine.

[15] Loi n° 2447-VIII du 7 juin 2018 sur la Haute Cour anticorruption, article 3.

[16] Décret du Président n° 299/2017 du 29 septembre 2017 portant création de la Haute Cour pour la propriété intellectuelle.

[17] Loi n° 1402-VIII, article 13.8.

[18] Statuts de la Cour d'arbitrage commercial international de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Ukraine, article 2.

compétences, élabore des propositions d'améliorations législatives et soumet celles-ci au Cabinet des ministres.[19] Certaines responsabilités liées au commerce sont également attribuées à d'autres institutions, comme la Banque nationale d'Ukraine (NBU), les autorités douanières, le Comité antimonopole et la Commission intergouvernementale du commerce international.[20]

2.12. Le Conseil du commerce international a été créé en 2017 en tant qu'organe consultatif temporaire du Cabinet des ministres pour assurer les tâches suivantes: i) faciliter la coordination des mesures prises par les ministères, les autorités relevant du pouvoir exécutif central et d'autres organes travaillant dans le domaine du commerce international; soutenir la croissance des exportations; et simplifier les procédures liées au commerce international; ii) contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de textes normatifs visant à promouvoir les marchandises, les travaux et les services ukrainiens sur les marchés étrangers; iii) élaborer des propositions et des recommandations en matière de politique commerciale concernant, entre autres choses, la définition et la mise en œuvre de la position de l'Ukraine à l'OMC; iv) trouver des solutions aux difficultés rencontrées au cours de la mise en œuvre de la politique de l'État dans le domaine du commerce international de l'Ukraine; et v) contribuer à l'établissement et à la retouche des projets de textes normatifs dans les domaines de responsabilité du Conseil.[21] Le Conseil est présidé par le Premier Vice-Premier-Ministre-Ministre de l'économie et compte des représentants de divers ministères, de la Verkhovna Rada, du Bureau du Président et de la NBU. D'après les autorités, les réunions du Conseil du commerce international ont été suspendues en raison de la guerre.

2.13. En 2019, l'Ukraine a créé le Ministère de la transformation numérique, dont le mandat est de "faire tenir l'État dans un smartphone" d'ici à 2024, de manière à accroître la transparence, à réduire la corruption et à améliorer la confiance du public dans l'État. Ce ministère est responsable de la formulation et de la mise en œuvre des politiques dans les domaines de la numérisation, de l'économie numérique et des innovations numériques; de l'administration publique électronique et de la démocratie électronique; du développement de la société de l'information; des données ouvertes; du développement des ressources nationales d'information électronique et de l'interopérabilité; du développement des infrastructures pour l'accès à Internet et aux télécommunications à haut débit; du commerce et des transactions électroniques; et du développement du secteur des technologies de l'information.[22] Le projet phare du Ministère, "Diia", repose sur un écosystème numérique qui offre un vaste éventail de services, comme "Diia Education", une plate-forme nationale pour la reconversion et les compétences numériques; "Diia Business", un projet national de développement de l'entrepreneuriat et des exportations (section 3.2.4); et "Diia City", un régime juridique et fiscal spécial pour le développement d'entreprises des technologies de l'information. Des services de numérisation spécialisés ont été créés au sein de la plupart des organismes gouvernementaux, ainsi qu'un nouveau poste de directeur de la transformation numérique et de ministre adjoint chargé de la numérisation dans chaque ministère.[23]

2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale

2.14. Les politiques commerciales et liées au commerce de l'Ukraine constituent un élément clé de la stratégie économique générale du pays, qui vise à redynamiser l'économie, à attirer l'investissement étranger et à créer des emplois (section 1.1). Au centre de cette stratégie se trouve l'objectif de devenir membre de l'Union européenne, qui oriente nettement les politiques et réformes commerciales de l'Ukraine. Les efforts déployés par celle-ci visent largement à renforcer l'alignement de sa législation sur l'acquis de l'UE[24], comme indiqué dans l'Accord d'association UE-Ukraine. De nombreux règlements ont été mis en œuvre au cours de la période considérée dans le but d'adapter

[19] Résolution du Cabinet des ministres n° 459 du 20 septembre 2014 sur les questions traitées par le Ministère de l'économie.

[20] Loi n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures.

[21] Résolution du Cabinet des ministres n° 455 du 4 juillet 2017 sur l'établissement du Conseil du commerce international.

[22] Résolution du Cabinet des ministres n° 856 du 18 septembre 2019 sur le Ministère de la transformation numérique de l'Ukraine.

[23] OCDE (2023), *SME Policy Index: Eastern Partner Countries 2024*, page 405. Adresse consultée: https://www.oecd.org/en/publications/2023/12/sme-policy-index-eastern-partner-countries-2024_12e74bf3.html#:~:text=The%20SME%20Policy%20Index%3A%20Eastern,EU%20and%20international%20best%20practice.

[24] L'acquis est l'ensemble des droits et obligations communs qui sont contraignants pour tous les États membres de l'UE. Les pays candidats doivent accepter l'acquis avant de pouvoir rejoindre l'Union européenne.

les politiques commerciales et économiques de l'Ukraine aux conditions de guerre et aux difficultés économiques et financières qui en découlent.

2.15. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a adopté plusieurs documents programmatiques exposant ses principaux objectifs de politique commerciale. En décembre 2017, le Cabinet des ministres a approuvé la Stratégie d'exportation (Feuille de route stratégique pour le développement du commerce) de l'Ukraine pour 2017-2021, qui vise à promouvoir les exportations de produits fondés sur les connaissances et l'innovation. Cette stratégie définit trois objectifs stratégiques: i) créer un environnement favorable qui stimule le commerce et l'innovation en vue de diversifier les exportations; ii) développer les services d'appui aux entreprises et au commerce qui améliorent la compétitivité des entreprises, en particulier les MPME; et iii) renforcer les aptitudes et les compétences des entreprises, en particulier les MPME, qui participent au commerce international.[25] L'Ukraine prévoyait de mettre à jour sa stratégie d'exportation en 2022. Cette mise à jour a cependant été suspendue en raison de la guerre, et l'Ukraine étudie la nécessité d'établir un document stratégique distinct pour soutenir les exportations pendant et après le conflit.

2.16. En 2021, l'Ukraine a adopté la Stratégie économique nationale pour la période allant jusqu'à 2030 (NES-2030), qui a été appliquée jusqu'au 24 février 2022.[26] La NES-2030 n'a pas été abrogée, mais la mise à jour qui était prévue n'a pas eu lieu en raison de la guerre. Cette stratégie définit les principales priorités suivantes pour la politique économique de l'Ukraine: i) intégration européenne et euro-atlantique; ii) décarbonation de l'économie; iii) développement de l'économie numérique; iv) tolérance zéro face à la corruption; v) égalité des genres; vi) liberté économique; vii) concurrence libre et loyale, et égalité d'accès pour toutes les entités économiques en ce qui concerne la création, le développement et l'exploitation des entreprises; et viii) développement de l'entrepreneuriat, de l'innovation et des compétences.

2.17. Dans le domaine de la politique économique internationale et du commerce, la NES-2030 fixe les objectifs stratégiques suivants: i) assurer un commerce mutuellement avantageux avec les partenaires commerciaux et élargir l'accès aux marchés étrangers; ii) améliorer la compétitivité des marchandises et services ukrainiens, créer une image positive de l'Ukraine et assurer la présence des producteurs ukrainiens sur les marchés internationaux; iii) moderniser les infrastructures à la frontière et veiller à l'efficacité de la réglementation douanière; et iv) mettre en œuvre une politique d'importation équilibrée en procédant à une évaluation globale de ses effets potentiels, afin de stimuler l'investissement plutôt que les importations de biens de consommation.[27]

2.18. En mars 2024, le Cabinet des ministres a approuvé la Facilité pour l'Ukraine, qui a été entérinée par la Commission et le Conseil de l'UE le 15 avril et le 14 mai, respectivement.[28] La Facilité servira de base à la mise en œuvre du programme de soutien financier d'un montant de 50 milliards d'EUR que l'Union européenne a mis en place en faveur de l'Ukraine pour la période 2024-2027. D'après les autorités, si la Facilité ne constitue pas une stratégie globale de développement national, elle prévoit un certain nombre de réformes du secteur public et de l'économie qui devraient contribuer à l'intégration européenne et au développement économique durable de l'Ukraine.[29]

2.19. La Facilité comprend trois piliers:

- le pilier I prévoit la fourniture d'une assistance technique à l'Ukraine, sous forme de dons et de prêts, pour un montant total de 38,3 milliards d'EUR, qui réponde aux besoins financiers de l'Ukraine, le but étant de maintenir la stabilité macrofinancière tout en soutenant des réformes et des investissements en faveur du redressement, de la reconstruction et de la modernisation du pays;

[25] Résolution du Cabinet des ministres n° 1017-r du 27 décembre 2017 portant approbation de la Stratégie d'exportation de l'Ukraine (Feuille de route stratégique pour le développement du commerce) pour 2017-2021.

[26] Résolution du Cabinet des ministres n° 179 du 3 mars 2021 portant approbation de la Stratégie économique nationale pour la période allant jusqu'à 2030.

[27] Résolution du Cabinet des ministres n° 179, Axe n° 5: Politique économique internationale et commerce.

[28] Ukraine Facility 2024-2027. Adresse consultée: https://www.ukrainefacility.me.gov.ua/en/.

[29] Gouvernement de l'Ukraine (2024), "Government Approves Plan to Implement Ukraine Facility Programme", 18 mars. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/uriad-zatverdyv-plan-dlia-realizatsii-prohramy-ukraine-facility.

- le pilier II comprend le "Cadre d'investissement pour l'Ukraine", qui vise à attirer et à mobiliser des investissements publics et privés en faveur du redressement et de la reconstruction de l'Ukraine conformément au principe "reconstruire en mieux", en mettant un accent particulier sur les technologies vertes et numériques de manière à favoriser des entreprises résilientes dont les produits et les processus soient conformes aux normes de l'UE;

- le pilier III est axé sur la fourniture d'une assistance technique et des mesures de soutien destinées à faciliter l'alignement de l'Ukraine sur les lois et réglementations de l'UE.

2.20. Au total, la Facilité comprend plus de 150 indicateurs dans 69 domaines de réforme devant être mis en œuvre par l'Ukraine d'ici à 2027. Le financement au titre de ce programme est subordonné aux résultats obtenus au regard de ces indicateurs.

2.21. Au cours de la période considérée, le Cabinet des ministres a adopté un certain nombre de stratégies sectorielles visant à améliorer les résultats de l'Ukraine en matière de commerce et d'investissement, y compris en ce qui concerne l'agriculture, la pêche, l'énergie, les parcs industriels, le secteur de l'innovation et les MPME (encadré 2.1 et sections 3.3.1 , 4.1 , 4.2 et 4.3).[30]

Encadré 2.1 Les Femmes et les MPME

D'après les données communiquées par les autorités, les MPME (soit les entreprises qui comptent moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions d'EUR, ou dont le bilan annuel total est inférieur à 43 millions d'EUR) constituent l'épine dorsale de l'économie ukrainienne: elles représentent 99,9% de l'ensemble des entités commerciales, fournissent près de 77% des emplois et contribuent à un peu plus de 70% de la valeur ajoutée. Si la majorité des MPME ukrainiennes exercent dans le domaine du commerce de gros et de détail (37,4%), ces dernières années, le nombre de ces entreprises dans le secteur des technologies de l'information et de la communication a augmenté (15% en 2023 contre 9,1% en 2018). En Ukraine, la plupart des MPME fonctionnent en tant qu'entrepreneurs individuels, et elles employaient en moyenne 6,4 personnes en 2021.

D'après le PNUD, les pertes financières enregistrées par les MPME en raison de la guerre varient considérablement selon les régions et les secteurs, les plus touchés étant le secteur de la construction et les entreprises de l'est et du sud de l'Ukraine.[a] Parmi les MPME, seulement 9,5% ont rapporté ne pas avoir enregistré de pertes financières; en moyenne, les MPME ont enregistré des pertes chiffrées à 227 000 USD. Cependant, les MPME ukrainiennes ont fait preuve d'une remarquable résilience. Si au début de la guerre, 64% d'entre elles ont suspendu temporairement ou cessé leurs activités, une grande majorité les a reprises depuis. En octobre 2023, 9,6% des entreprises ayant suspendu leurs activités étaient face à un risque imminent de fermeture définitive.

L'Ukraine a fait d'importants progrès dans la promotion d'un environnement plus favorable pour les MPME, conformément à la Stratégie pour le développement des PME (2017-2020).[b] D'après les autorités, les principales réalisations comprennent la simplification des processus commerciaux, y compris les procédures de création et de fermeture d'entreprise; l'amélioration des régimes de licences d'activité; et l'octroi d'un soutien financier à des groupes spécifiques. En outre, la transformation numérique de l'Ukraine a permis aux MPME de mieux appréhender les prescriptions réglementaires. Le portail Diia Business fonctionne comme un guichet unique, offrant aux entrepreneurs les ressources essentielles pour la création et le développement de leur entreprise, l'étude des possibilités financières et l'expansion sur les marchés mondiaux.

Le 30 août 2024, l'Ukraine a approuvé la Stratégie en faveur de la reprise, du développement durable et de la transformation numérique des petites et moyennes entreprises jusqu'en 2027 (Stratégie 2027 en faveur des PME).[c] Quatre objectifs y sont définis: i) rétablir et simplifier les conditions de l'activité des entreprises; ii) promouvoir un développement innovant, la transformation numérique et une transition verte; iii) renforcer le capital humain et promouvoir une culture d'entrepreneuriat; et iv) renforcer la compétitivité et stimuler les exportations. Cette stratégie contient des objectifs chiffrés à atteindre d'ici à 2027, consistant par exemple à accroître de 50% de la production des PME (par rapport aux niveaux de 2021) et à porter à 74% la part des PME dans la valeur ajoutée totale. Elle définit également des mesures destinées à garantir l'égalité des chances et un soutien pour des groupes spécifiques, comme les personnes handicapées, les anciens combattants et les

[30] Il s'agit notamment de la Stratégie de développement du secteur de la pêche jusqu'en 2030, approuvée par la Résolution du Cabinet des ministres n° 402-p du 2 mai 2023; de la Stratégie énergétique à l'horizon 2050, approuvée par la Résolution du Cabinet des ministres n° 373-p du 21 avril 2023; de la Stratégie de développement des parcs industriels pour la période 2023-2030, approuvée par la Résolution du Cabinet des ministres n° 176-p du 24 février 2023; de la Stratégie de gestion des forêts à l'horizon 2035, approuvée par la Résolution du Cabinet des ministres n° 1777-p du 29 décembre 2021; de la Stratégie de développement du secteur de l'innovation à l'horizon 2030, approuvée par la Résolution du Cabinet des ministres du 10 juillet 2019; et de la Stratégie de promotion de l'investissement privé dans l'agriculture à l'horizon 2023, approuvée par la Résolution du Cabinet des ministres n° 595-p du 5 juillet 2019.

personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi qu'à promouvoir l'inclusion en fonction du genre, de l'âge et de l'origine ethnique.

L'Ukraine estime que le renforcement des MPME et l'autonomisation des entrepreneuses revêtent une importance cruciale pour ses efforts de redressement et de reconstruction, ainsi que pour la stabilité économique à long terme. La part d'entreprises individuelles dirigées par des femmes a fortement augmenté depuis le début de la guerre, passant de 47% en 2022 à environ 60% en 2023. L'Ukraine a lancé plusieurs programmes destinés à soutenir les entrepreneuses. Le Programme CREATE, en particulier, fournit un soutien allant jusqu'à 15 000 USD pour les entrepreneuses travaillant dans les industries manufacturières et les industries de transformation. Le Programme Pochatok ("début") aide les femmes à renforcer leurs compétences et à élaborer des plans d'activités efficaces en temps de crise. D'après le Ministère de la transformation numérique, 200 femmes ont reçu un soutien financier d'un montant total de 22,6 millions d'UAH (environ 610 000 USD) dans le cadre de ce programme. De plus, 55% des subventions relevant du Programme Vlasna Sprava ("auto-entreprise") ont été accordées à des femmes, et 48% à des entreprises détenues par d'anciens combattants.

L'Ukraine a également fait d'importants progrès s'agissant de l'intégration de considérations liées à l'égalité des genres dans sa politique économique. En 2017, elle a supprimé des restrictions qui interdisaient auparavant aux femmes d'exercer quelque 450 professions dont il était estimé qu'elles impliquaient des conditions de travail nocives et dangereuses. En août 2022, le Cabinet des ministres a adopté la Stratégie d'État pour l'égalité des droits et des chances pour les femmes et les hommes à l'horizon 2030, et il a approuvé le Plan d'action pour sa mise en œuvre pour la période 2022-2024.[d] D'après les estimations des autorités, l'écart de rémunération entre les genres a reculé de 26% en 2015 à 18,6% en 2021 dans le pays. Conformément à la Stratégie nationale visant à supprimer l'écart salarial entre les genres à l'horizon 2030, l'Ukraine entend abaisser cet écart à 13,6% d'ici à 2030.[e]

a PNUD (2024), *Assessment of the Impact of War on Micro, Small, and Medium Enterprises in Ukraine*, février. Adresse consultée: https://www.undp.org/ukraine/publications/assessment-wars-impact-micro-small-and-medium-enterprises-ukraine.
b Résolution du Cabinet des ministres n° 504-p du 24 mai 2017.
c Ministère de l'économie (2024), "*Government Approves SME Development Strategy until 2027 and Operational Action Plan for 2024-2027*", 2 septembre. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/uriad-skhvalyv-stratehiiu-rozvytku-maloho-ta-serednoho-biznesu-do-2027-roku-ta-operatsiinyi-plan-zakhodiv-na-2024-2027-roky.
d Bureau du Commissaire gouvernemental pour la politique relative au genre (2022), "Le gouvernement a approuvé la Stratégie d'État pour l'égalité des droits et des chances pour les femmes et les hommes à l'horizon 2030", 12 août. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/news/uriadom-skhvaleno-derzhavnu-stratehiiu-zabezpechennia-rivnykh-prav-ta-mozhlyvostei-zhinok-i-cholovikiv-na-period-do-2030-roku.
e Gouvernement de l'Ukraine (2023), "Le gouvernement prévoit d'abaisser l'écart salarial entre les genres de 18,6% à 13,6% d'ici à 2030", 14 octobre. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/news/uriad-planuie-do-2030-roku-skorotyty-hendernyi-rozryv-v-oplati-pratsi-z-186-do-136.

Source: Secrétariat de l'OMC.

2.3 Accords et arrangements commerciaux

2.3.1 OMC

2.22. L'Ukraine est Membre de l'OMC depuis le 16 mai 2008. L'Organe d'examen des politiques commerciales a déjà examiné une fois les politiques commerciales et liées au commerce de l'Ukraine. Selon les autorités, la politique commerciale ukrainienne est un élément clé de son programme de développement économique général et un catalyseur de la croissance économique. Elles notent également que l'Ukraine cherche à participer activement aux travaux de l'OMC et à être un partenaire commercial fiable malgré les difficultés qu'elle rencontre. L'Ukraine a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) en décembre 2015. D'après les données notifiées, le taux de mise en œuvre des engagements au titre de l'AFE pour le pays est de 100%. Le 16 mars 2016, l'Ukraine a accepté l'Amendement de l'Accord sur les ADPIC, ce qui confère un caractère permanent à la décision sur les brevets et la santé publique initialement adoptée en 2003. Le 17 août 2023, l'Ukraine a transmis son instrument d'acceptation de l'Accord sur les subventions à la pêche à l'OMC.

2.23. L'Ukraine est Partie à l'Accord sur les technologies de l'information mais ne participe pas à son élargissement. Le 18 avril 2016, elle a ratifié l'Accord sur les marchés publics (AMP) révisé et est devenue officiellement Partie à cet accord le 18 mai 2016 (section 3.3.6). Elle participe à l'Initiative conjointe sur la réglementation intérieure dans le domaine des services. Le processus de

certification de la liste de l'Ukraine dans le cadre de cette initiative s'est achevé[31], et les engagements entreront en vigueur une fois que le pays aura achevé les procédures d'approbation internes pertinentes. L'Ukraine participe également à l'Initiative conjointe sur le commerce électronique, au Groupe de travail informel sur les MPME, au Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres, et aux discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale. Elle est partie à l'Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire (AMPA).

2.24. À l'OMC, la "priorité indéniable" de l'Ukraine est la réforme du règlement des différends.[32] L'Ukraine a suggéré que "résoudre les tensions commerciales en soulevant des préoccupations commerciales" pourrait contribuer à alléger la charge qui pèse sur le système de règlement des différends de l'OMC.[33] Elle soutient le moratoire relatif aux droits de douane sur les transmissions électroniques et son contenu, ainsi que l'"objectif commun" des Membres de l'OMC de convenir de disciplines additionnelles sur les subventions à la pêche.[34] Le 25 février 2024, lors de la treizième Conférence ministérielle, l'Ukraine s'est jointe au Groupe de Cairns, un groupe de nations exportatrices de produits agricoles qui préconise la libéralisation du commerce des produits agricoles.[35] Elle est favorable à une "libéralisation substantielle et progressive des marchés agricoles, en tenant compte des considérations autres que d'ordre commercial et de la nécessité d'accorder un traitement spécial et différencié aux pays en développement Membres".[36]

2.25. L'Ukraine affiche un solide bilan en matière de présentation de notifications à l'OMC. En septembre 2024, elle était à jour en ce qui concernait les notifications[37] ordinaires, à l'exception de celles sur le soutien interne dans l'agriculture, qui sont en suspens pour chaque année depuis 2013. Pendant la période considérée, l'Ukraine a présenté des notifications ponctuelles sur l'administration des contingents tarifaires pour l'agriculture, les subventions à l'exportation de produits agricoles, les formalités de licences d'importation, l'inspection avant expédition, les règles d'origine, les sauvegardes, la facilitation des échanges, les obstacles techniques au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires, l'évaluation en douane, les services, la propriété intellectuelle et les marchés publics (Tableau A2. 1).

2.26. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a participé à neuf différends en tant que partie plaignante et à deux en tant que défendeur (Tableau A2. 2).

2.3.2 Accords régionaux et préférentiels

2.27. L'Ukraine est partie à 19 accords commerciaux régionaux (ACR), qui ont tous été dûment notifiés à l'OMC (tableau 2.1). Au cours de la période considérée, elle a conclu deux nouveaux ACR (avec Israël et le Royaume-Uni) et mis à jour ses ALE existants avec le Canada et la Macédoine du Nord. L'application de l'ALE de la Communauté d'États indépendants[38] (CEI) aux relations commerciales entre l'Ukraine et la Fédération de Russie a été suspendue par les deux Parties.

2.28. L'Ukraine perçoit les ACR comme un instrument efficace lui permettant d'accroître ses volumes d'exportation et de diversifier ses échanges. Selon les autorités, conclure des ACR aide aussi à promouvoir et à protéger les intérêts économiques des producteurs et des exportateurs ukrainiens, notamment en contribuant à créer des conditions favorables au développement du commerce et de la coopération économique.

[31] Document de l'OMC S/L/533 du 26 février 2024.
[32] Document de l'OMC WT/MIN/ST/126 du 26 février 2024.
[33] Document de l'OMC WT/MIN (24)/ST/126 du 26 février 2024.
[34] Document de l'OMC WT/MIN(24)/ST/126 du 26 février 2024.
[35] Déclaration de la 43ème réunion ministérielle du Groupe de Cairns. Adresse consultée: https://www.cairnsgroup.org/news/statement/43rd-cairns-group-ministerial-meeting.
[36] Document de l'OMC WT/MIN(24)/ST/126 du 26 février 2024.
[37] Comme indiqué sur le portail de notification de l'OMC. Adresse consultée: https://notifications.wto.org/en/status-by-member/ukraine.
[38] Communauté d'États indépendants, y compris certains États associés et anciens États membres.

Tableau 2.1 ACR en vigueur et notifiés – 2024

Accord	Date d'entrée en vigueur	Champ d'application	Série de document de l'OMC
Canada-Ukraine	01/07/2024[a]	Marchandises et services	WT/REG486 WT/REG388
Royaume-Uni-Ukraine	01/01/2021	Marchandises et services	WT/REG435
Israël-Ukraine	01/01/2021	Marchandises	WT/REG444
UE-Ukraine	01/09/2017	Marchandises et services	WT/REG353
Monténégro-Ukraine	01/01/2013	Marchandises et services	WT/REG338
Traité portant établissement d'un ALE entre les membres de la Communauté d'États indépendants (CEI)[b]	20/09/2012	Marchandises	WT/REG343
AELE[c]-Ukraine	01/06/2012	Marchandises et services	WT/REG315
Bélarus-Ukraine	11/11/2006	Marchandises	WT/REG246
République de Moldova–Ukraine	19/05/2005	Marchandises	WT/REG249
Groupe GUAM (Azerbaïdjan, Géorgie, République de Moldova et Ukraine)	10/12/2003	Marchandises et services	WT/REG383
Tadjikistan-Ukraine	11/07/2002	Marchandises	WT/REG251
Macédoine du Nord-Ukraine	05/07/2001	Marchandises	WT/REG248
Kazakhstan-Ukraine	19/10/1998	Marchandises	WT/REG247
République kirghize-Ukraine	19/01/1998	Marchandises	WT/REG74
Arménie-Ukraine	18/12/1996	Marchandises	WT/REG171
Azerbaïdjan-Ukraine	02/09/1996	Marchandises	WT/REG245
Géorgie-Ukraine	04/06/1996	Marchandises	WT/REG121
Ouzbékistan-Ukraine	01/01/1996	Marchandises	WT/REG253
Turkménistan-Ukraine	04/11/1995	Marchandises	WT/REG252

a Fait référence à l'entrée en vigueur de l'ALE modernisé Canada-Ukraine. L'Accord initial était entré en vigueur le 1er août 2017.
b Arménie, Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, République kirghize, République de Moldova et Ukraine. Depuis le 1er janvier 2016, l'application de l'ALE de la CEI aux relations commerciales entre l'Ukraine et la Fédération de Russie a été suspendue (CEI: Communauté d'États indépendants, y compris certains États associés et anciens États membres).
c L'Association européenne de libre-échange, qui réunit l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse.

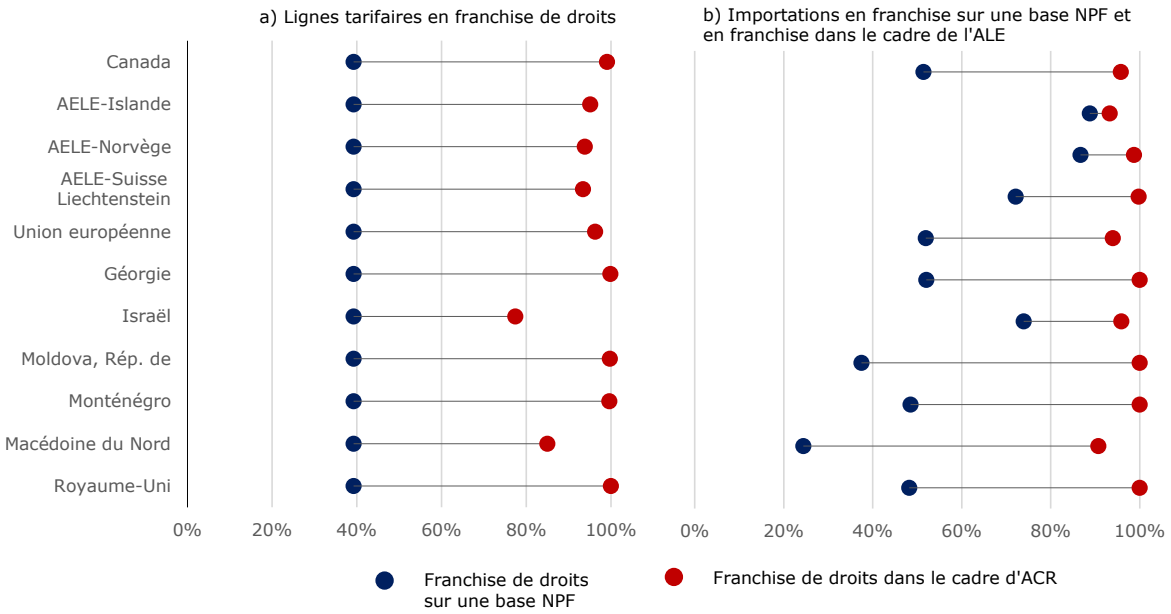
Source: Renseignements compilés par le Secrétariat de l'OMC, d'après la base de données sur les ACR.

2.29. Avec près de 40% de ses lignes tarifaires en franchise de droits sur une base NPF, l'Ukraine libéralise plus de 90% de son tarif douanier dans la plupart des ACR (graphique 2.1). Il existe des exceptions, à savoir l'ACR conclu avec Israël, dans lequel la libéralisation tarifaire par l'Ukraine couvre environ 77% du tarif[39], et l'ACR conclu avec la Macédoine du Nord, dans lequel la libéralisation tarifaire couvre 85% du tarif.

2.30. En moyenne, 60% de la valeur totale des importations relevant d'un groupe spécifique de neuf ACR peuvent entrer en Ukraine en franchise de droits sur une base NPF (graphique 2.1). Néanmoins, les parts varient considérablement d'un ACR à un autre: les importations qui ne sont assujetties à aucun droit sur une base NPF représentent ainsi entre 24% (en provenance de la Macédoine du Nord) et 89% (en provenance d'Islande) de la valeur totale. Le Secrétariat estime que si les préférences en matière de franchise de droits étaient pleinement utilisées par les partenaires commerciaux de l'Ukraine dans le cadre de ces neuf ACR, environ 95% de la valeur des importations en provenance des partenaires d'ACR entreraient en Ukraine en franchise de droits.[40]

[39] L'ACR avec Israël sera pleinement mis en œuvre en 2025. D'après les données du Secrétariat, 16,5% des lignes tarifaires de l'Ukraine resteront passibles de droits après la fin de la mise en œuvre.
[40] La part réelle des importations en provenance des partenaires d'ALE qui entrent en Ukraine en franchise de droits dans le cadre de chaque ACR ne peut pas être estimée en raison du manque de données.

Graphique 2.1 Libéralisation tarifaire dans le cadre des principaux ACR conclus par l'Ukraine



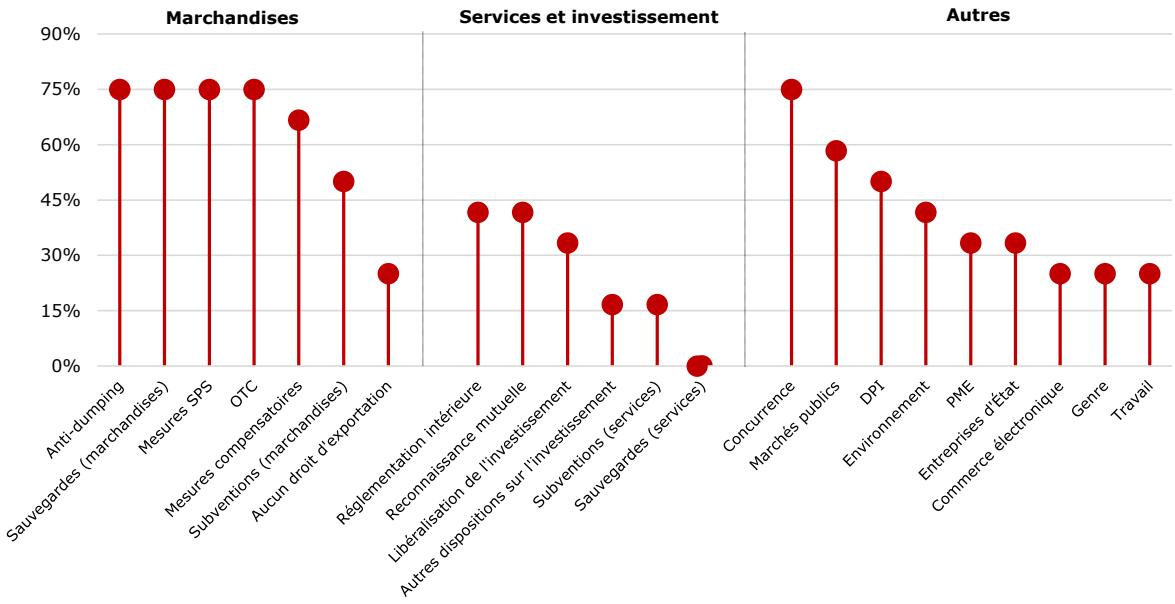
Note: Le graphique a) montre la part des lignes tarifaires en franchise de droits dans le cadre du régime NPF (en bleu) par rapport à celles d'un ACR (en rouge). Les chiffres sont fondés sur les renseignements tarifaires de 2024 communiqués par les autorités. Le graphique b) montre la différence entre la part des importations de l'Ukraine en provenance des partenaires d'ACR pouvant entrer en franchise de droits dans le cadre d'un ACR spécifique (en rouge) et la part des importations bilatérales de l'Ukraine bénéficiant de la franchise de droits sur une base NPF (en bleu). Les chiffres sont calculés sur la base des données relatives aux importations de 2023 par partenaire au niveau de la ligne tarifaire.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités; et données issues de la base Trade Data Monitor (https://tradedatamonitor.com/).

2.31. Les ACR conclus par l'Ukraine visent plusieurs domaines de politique générale au-delà de l'accès aux marchés. S'agissant des dispositions relatives aux marchandises, les domaines de politique générale les plus courants visés dans 12 des ACR de l'Ukraine pour lesquels des données sont disponibles sont les mesures antidumping, les sauvegardes, les OTC et les mesures SPS; environ 75% des ACR contiennent des dispositions relatives à ces domaines (graphique 2.2). Sur les 12 ACR examinés, les deux tiers contiennent des dispositions sur les droits compensateurs, la moitié sur les subventions et un quart sur les prohibitions à l'exportation. En ce qui concerne les dispositions relatives aux services, les domaines de politique générale les plus fréquemment visés par ces ACR sont la réglementation intérieure et la reconnaissance mutuelle (42% des ACR), devant la libéralisation de l'investissement (33% des ACR). Aucun des 12 ACR examinés ne contient de dispositions sur les subventions pour les services. S'agissant des autres domaines de politique générale au-delà des marchandises et des services, les dispositions relatives à la concurrence, aux marchés publics et aux droits de propriété intellectuelle sont les plus fréquemment incluses dans ces ACR (entre 75% et 47%), tandis que la part de ces ACR contenant des dispositions relatives aux PME, aux entreprises d'État, au commerce électronique, à l'environnement, au travail et au genre est relativement faible (entre 25% et 42%).

Graphique 2.2 Teneur des principaux ACR conclus par l'Ukraine

(% des ACR)



Note: Les calculs sont fondés sur des renseignements concernant 12 accords (Canada, AELE, Union européenne, Géorgie, GUAM (Azerbaïdjan, Géorgie, République de Moldova), CEI (Communauté d'États indépendants, y compris certains États associés et anciens États membres), Azerbaïdjan, Israël, Monténégro, Macédoine du Nord, Royaume-Uni et Turkménistan).

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC d'après la base de données sur les ACR.

2.32. Les sous-sections suivantes examinent brièvement les ACR conclus par l'Ukraine qui sont entrés en vigueur depuis le précédent examen, qui a eu lieu en 2016.

2.3.2.1 Union européenne

2.33. L'Accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine (Accord d'association UE-Ukraine) est entré en vigueur le 1er septembre 2017. Les principales caractéristiques de cet accord, qui a été appliqué à titre provisoire entre novembre 2014 et septembre 2017, sont décrites dans le précédent examen de l'Ukraine.[41] En 2019, l'Union européenne et l'Ukraine ont modifié l'Accord pour augmenter le contingent appliqué par l'Union européenne pour les viandes de volaille et les préparations à base de viande de volaille originaires de l'Ukraine (section 3.1.3).[42] Dans le cadre de l'Accord d'association, une zone de libre-échange approfondi et complet a été appliquée à titre provisoire entre l'Union européenne et l'Ukraine depuis janvier 2016.

2.34. Les autorités estiment à 77% les progrès globaux réalisés par l'Ukraine en matière de respect des obligations découlant de l'Accord d'association UE-Ukraine entre 2014 et 2023.[43] Les progrès sont estimés sur la base d'un ensemble de tâches (environ 1 950 au total) énoncées dans le Plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne.[44] Les Parties estiment que les progrès les plus importants ont été réalisés dans les domaines suivants: la propriété intellectuelle; les statistiques et l'échange de renseignements; la politique humanitaire; la

[41] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1, section 2.3.2.1.

[42] Accord sous la forme d'échange de lettres entre l'Ukraine et l'Union européenne portant modification des préférences commerciales pour les viandes de volaille et les préparations à base de viande de volaille prévues par l'Accord d'association entre l'Ukraine, d'une part, et l'Union européenne, la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'autre part, ratifié par la Loi n° 345-IX du 5 décembre 2019.

[43] Gouvernement de l'Ukraine, *Report on Implementation of the Association Agreement between Ukraine and the European Union for 2023.* Adresse consultée: https ://www.kmu.gov.ua/storage/app/sites/1/55-GOEEI/aa-implementation-report-for-2023_ENG_2.pdf.

[44] Le Plan d'action a été approuvé par la Résolution du Cabinet des ministres n° 1106 du 25 octobre 2017 (telle que modifiée).

justice, la liberté, la sécurité et les droits de l'homme; l'éducation, la formation et la jeunesse; et le dialogue politique, la sécurité nationale et la défense.[45]

2.35. Le 23 juin 2022, l'Ukraine a obtenu le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne. Le 25 juin 2024, l'Union européenne a ouvert des négociations relatives à son adhésion.

2.36. En moyenne, un peu plus de 90% des importations de l'UE en provenance de l'Ukraine sont entrées dans l'Union européenne en franchise de droits entre 2017 et 2023, soit dans le cadre du régime NPF (en moyenne 59% des importations de l'UE en provenance de l'Ukraine), soit sur la base de préférences (en moyenne 32% des importations de l'UE en provenance de l'Ukraine).

2.37. En vertu de son Règlement sur des mesures commerciales autonomes, l'Union européenne a temporairement suspendu les droits d'importation, les contingents tarifaires et les mesures de défense commerciale appliquées à l'Ukraine. Cette suspension est entrée en vigueur le 4 juin 2022 et a été renouvelée le 6 juin 2023 et le 6 juin 2024. Les mesures actuelles resteront en vigueur jusqu'au 5 juin 2025. Dans le cadre d'un mécanisme de sauvegarde automatique, la Commission de l'UE peut réintroduire des contingents tarifaires si les importations de volailles, d'œufs, de sucre, d'avoine, de maïs, de gruaux ou de miel dépassent certains niveaux.

2.38. L'Union européenne et l'Ukraine ont conclu un Accord sur le transport de marchandises par voie terrestre, qui est entré en vigueur en décembre 2022.[46] Dans le cadre de l'Accord, les transporteurs routiers basés dans l'Union européenne ou l'Ukraine ne sont pas tenus d'obtenir des permis pour les voyages entre l'Union européenne et l'Ukraine (ou les trajets impliquant un transit à travers l'une des Parties). En 2024, l'Accord a été prorogé d'un an, jusqu'en juin 2025, avec la possibilité d'une prorogation automatique jusqu'à la fin de 2025.

2.3.2.2 Canada

2.39. L'Accord de libre-échange Canada-Ukraine (ALECU) a été signé le 11 juillet 2016 et est entré en vigueur le 1er août 2017; il prévoit la possibilité d'un réexamen dans les deux ans suivant son entrée en vigueur. Les Parties ont négocié une mise à jour de l'Accord (ALECU modernisé), qui a été signée le 22 septembre 2023 et est entrée en vigueur le 1er juillet 2024.[47]

2.40. L'ALECU modernisé conserve l'accès aux marchés pour les marchandises établi dans l'Accord précédent et introduit de nouveaux chapitres sur l'investissement (chapitre 17), le commerce transfrontières des services (chapitre 18), l'élaboration et l'administration des mesures (chapitre 19), les services financiers (chapitre 20), l'admission temporaire des hommes et des femmes d'affaires (chapitre 21), les télécommunications (chapitre 22) et les bonnes pratiques de réglementation (chapitre 26). En outre, il comporte de nouveaux chapitres sur le commerce et le genre (chapitre 23), le commerce et les PME (chapitre 24), et le commerce et les peuples autochtones (chapitre 25). L'ALECU modernisé suspend l'Accord sur la protection et la promotion des investissements étrangers entre l'Ukraine et le Canada.

2.41. En outre, l'ALECU modernisé a mis à jour certains chapitres existants. En particulier, les Parties ont activé une disposition préexistante (article 3.3) concernant le cumul de l'origine, qui permet de prendre en considération les matières de toute non-Partie avec laquelle le Canada et l'Ukraine ont tous deux des ALE[48] au moment de la détermination de l'origine d'un produit. En outre, le chapitre sur le commerce numérique (chapitre 8) contient de nouveaux engagements concernant le transfert transfrontières de renseignements, l'emplacement des données, la communication du code source, les données relatives au gouvernement ouvert et la protection des données personnelles. Le chapitre actualisé sur l'environnement (chapitre 13) comprend des dispositions

[45] Gouvernement de l'Ukraine (2024), "*Report on the Implementation of the EU-Ukraine Association Agreement for 2023 Published*", 20 mars. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/opublikovano-zvit-pro-vykonannia-uhody-pro-asotsiatsiiu-mizh-ukrainoiu-ta-ies-za-2023-rik.

[46] Accord sur le transport de marchandises par route, *Journal officiel de l'Union européenne*, L 179, Vol. 65, 6 juillet 2022, pages 4 à 10.

[47] Texte de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine de 2023. Adresse consultée: https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ukraine/text-texte/2023/toc-tdm.aspx?lang=eng.

[48] Actuellement, l'Association européenne de libre-échange et les États membres de l'UE, Israël et le Royaume-Uni.

reconnaissant l'importance de pratiques commerciales et de politiques relatives au changement climatique qui se renforcent mutuellement, notamment au moyen d'approches axées sur le marché et de mesures climatiques liées au commerce. Il introduit aussi de nouvelles dispositions pour relever les défis environnementaux mondiaux, y compris en ce qui concerne la pollution et les déchets plastiques, la diversité biologique, la qualité de l'air, la gestion des produits chimiques, la couche d'ozone et la pollution par les navires, ainsi que des engagements concernant la pêche, la gestion des ressources forestières et l'agriculture durables, la promotion des produits et services environnementaux et l'économie circulaire. Enfin, le nouvel ALECU comprend également un chapitre complet actualisé sur le travail (chapitre 14).

2.42. Les dispositions relatives au règlement des différends de l'ALECU modernisé s'appliquent, en particulier, aux chapitres 13 et 14 sur l'environnement et le travail, et ne s'appliquent pas aux chapitres 6 (Mesures sanitaires et phytosanitaires), 12 (Propriété intellectuelle), 16 (Coopération liée au commerce), 9 (Politique en matière de concurrence) et 10 (Monopoles désignés et entreprises appartenant à l'État).

2.43. Dans le cadre de l'ALECU initial, la période de transition pour l'élimination des droits de douane a pris fin le 1er janvier 2024. En conséquence, les droits de douane sur les produits non agricoles ont été éliminés. Pour les produits agricoles, les droits de douane ont été supprimés ou réduits de 20% à 50% en dessous du taux NPF. D'après les calculs du Secrétariat[49], après la mise en œuvre intégrale des engagements concernant la libéralisation tarifaire, l'Ukraine continue d'appliquer des droits NPF sur 101 lignes tarifaires (SH2012) des sections I (animaux vivants), II (légumes), III (graisses et huiles animales ou végétales) et IV (produits des industries alimentaires) du SH. Pour sa part, le Canada continuera d'appliquer des droits NPF sur 111 lignes (SH2017) après la pleine mise en œuvre. L'Ukraine s'est également engagée à mettre en place un contingent tarifaire préférentiel pour certains produits du porc en provenance du Canada (section 3.1.3). Compte tenu de la guerre, le Canada accordera à l'Ukraine une période de 10 ans pour la transition entre ses engagements existants au titre de l'AGCS et ceux proposés dans le chapitre modernisé sur les services financiers.

2.44. Le 9 juin 2022, le Canada a introduit des mesures correctives commerciales temporaires visant les importations de marchandises en provenance de l'Ukraine[50], qui ont été prorogées jusqu'au 9 juin 2025. En vertu de ces mesures, le Canada n'applique ni droits de douane, ni droits antidumping, ni droits compensateurs aux importations originaires de l'Ukraine, à quelques exceptions près.

2.3.2.3 Royaume-Uni

2.45. Le 8 octobre 2020, l'Ukraine et le Royaume-Uni ont signé l'Accord politique, de libre-échange et de partenariat stratégique (Accord Ukraine-Royaume-Uni), qui est entré en vigueur le 1er janvier 2021. L'Accord s'inspire des dispositions commerciales de l'Accord d'association UE-Ukraine. Il prévoit la libéralisation des conditions du commerce des marchandises et des services entre l'Ukraine et le Royaume-Uni à un niveau qui n'est pas inférieur à celui prévu dans l'Accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne.

2.46. Plusieurs modifications ont été apportées à l'Accord Ukraine-Royaume-Uni depuis son entrée en vigueur. Un premier amendement adopté en mai 2022 a supprimé tous les droits de douane et contingents tarifaires dans le cadre du commerce bilatéral avant le calendrier initial de mise en œuvre de l'Accord. Une autre modification apportée en février 2024 a permis de proroger l'élimination temporaire de tous les droits de douane et contingents tarifaires dans le cadre du commerce bilatéral jusqu'au 31 mars 2029, sauf pour les volailles et les œufs, qui restent en franchise de droits et sans contingent jusqu'au 31 mars 2026. Les deux Parties ont ratifié cette modification.[51]

2.47. Le 20 mars 2023, les Parties ont signé l'Accord sur le commerce numérique (DTA), qui est en vigueur depuis le 1er septembre 2024 et qui remplace la section sur le commerce électronique (section 6 du chapitre 6) de l'Accord Ukraine-Royaume-Uni. Le DTA vise: i) à éviter les obstacles non nécessaires à l'utilisation et au développement des systèmes de commerce numérique; ii) à

[49] Document de l'OMC WT/REG388/1 du 21 mars 2018.
[50] Décret de remise visant des marchandises de l'Ukraine (SOR/2022-127).
[51] L'Ukraine l'a fait par le biais de la Loi n° 3924-IX du 22 août 2024.

promouvoir l'interopérabilité des cadres nationaux en vue de faciliter le commerce numérique; iii) à renforcer la coopération afin d'élaborer des cadres internationaux pour régir le commerce numérique; et iv) à adopter des cadres internationaux et nationaux appropriés.

2.48. Le DTA porte sur les domaines suivants: marchés numériques ouverts et inclusifs, flux de données, sauvegardes pour les consommateurs et les entreprises, systèmes de commerce numérique, services financiers et partenariats technologiques.[52] En particulier, il interdit aux Parties d'imposer des droits de douane sur les transmissions électroniques et exige qu'elles établissent des cadres juridiques pour les contrats conclus par voie électronique.[53] En outre, les Parties sont tenues d'adopter ou de maintenir un cadre juridique qui prévoit la protection des données personnelles des personnes physiques, ainsi que des mesures qui protègent les consommateurs exerçant des activités commerciales en ligne.[54] Le DTA envisage également une coopération pour l'inclusion numérique et les PME.[55]

2.3.2.4 Israël

2.49. L'Ukraine a signé, le 21 janvier 2019, un ALE avec Israël, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2021. D'après les calculs du Secrétariat[56], à la suite de la pleine mise en œuvre des engagements de libéralisation tarifaire pris par l'Ukraine au titre de l'Accord en 2025, 1 771 lignes du tarif douanier ukrainien (représentant 16,5% du total des lignes) resteraient soumises à des droits de douane. S'agissant du tarif douanier d'Israël, 579 lignes (soit 6,8% du total des lignes) resteraient passibles de droits après la mise en œuvre complète des engagements de libéralisation tarifaire du pays au titre de l'Accord en 2027. D'après les calculs du Secrétariat, 23% des importations d'Israël en provenance de l'Ukraine resteront passibles de droits après la mise en œuvre intégrale des engagements tarifaires découlant de l'Accord, contre 0,4% des importations de l'Ukraine en provenance d'Israël.[57]

2.50. L'Accord ne vise pas le commerce des services. Les Parties sont convenues d'engager des négociations sur la poursuite de la libéralisation du commerce des services dans un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de l'Accord.

2.3.2.5 Macédoine du Nord

2.51. Le 6 octobre 2022, l'Ukraine et la Macédoine du Nord ont actualisé leur ALE, qui avait été signé en 2001. La mise à jour comprend de nouveaux engagements de réduction des droits de douane sur les produits agricoles. Plus précisément, l'Ukraine était convenue d'éliminer les droits visant 535 lignes tarifaires agricoles (définition de l'OMC) en 2022, 195 autres lignes visant des produits agricoles devant être éliminées d'ici à 2025 ou 2027, et 21 lignes supplémentaires devant bénéficier de réductions progressives entre 20% et 50% des taux NPF appliqués d'ici à 2027. En outre, l'Ukraine a établi un contingent tarifaire de 40 millions de litres pour le vin originaire de Macédoine du Nord.[58]

2.3.2.6 Türkiye

2.52. L'Ukraine et la Türkiye ont signé un ALE le 3 février 2022. La Türkiye a ratifié l'Accord le 1er août 2024, tandis que l'Ukraine n'a pas encore achevé son processus de ratification interne. L'Accord vise le commerce des marchandises (sections II et III) et des services (sections IV et V) et comprend des dispositions sur le commerce électronique (section VI), la concurrence (section VII)

[52] Département du commerce international du Royaume-Uni, *UK-Ukraine DTA: Agreement Explainer*. Adresse consultée: https://www.gov.uk/government/publications/uk-ukraine-digital-trade-agreement-agreement-explainer/uk-ukraine-dta-agreement-explainer.

[53] Accord sur les échanges numériques entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Ukraine, articles 132-B.1 et 132-D.

[54] Accord sur les échanges numériques entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Ukraine, articles 132-J.3 et 132-R.2.

[55] Accord sur les échanges numériques entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Ukraine, articles 132-T et 132-U.

[56] Document de l'OMC WT/REG444/1 du 8 octobre 2021.

[57] Document de l'OMC WT/REG444/1 du 8 octobre 2021.

[58] Le Secrétariat de l'OMC n'a pas eu directement accès aux données tarifaires nécessaires pour effectuer une analyse équivalente pour la Macédoine du Nord.

et le règlement des différends (section VIII). Il prévoit aussi la possibilité d'appliquer des mesures de sauvegarde bilatérales.[59]

2.53. D'après le Ministère de l'économie, dès l'entrée en vigueur de l'Accord, l'Ukraine éliminera immédiatement les droits d'importation pour environ 56% des produits industriels et 11,5% des produits agricoles. Par ailleurs, selon ce même ministère, pour 43% des produits industriels et près de 54% des produits agricoles, les droits de douane seront éliminés sur des périodes de transition allant jusqu'à 5 ans pour les produits industriels et jusqu'à 10 ans pour les produits agricoles.[60] Dès son entrée en vigueur, l'Accord prévoit l'élimination par la Türkiye des droits d'importation pour environ 93,4% des produits industriels et 7,6% des produits agricoles. Après l'expiration des périodes de transition allant jusqu'à sept ans, la Türkiye supprimera les droits d'importation pour 1,5% des produits industriels et 28,5% des produits agricoles.

2.3.2.7 ACR en cours de négociation

2.54. L'Ukraine et les Émirats arabes unis ont annoncé la conclusion des négociations sur leur Accord global de partenariat économique en avril 2024.[61]

2.55. L'Ukraine a présenté une demande formelle d'adhésion à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) en mai 2023. En juin 2023, l'Ukraine et les États de l'Association européenne de libre-échange (AELE) (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse) ont annoncé le début des négociations en vue de la modernisation de l'ALE entre l'AELE et l'Ukraine. L'Ukraine négocie également un ALE avec la Tunisie. Les négociations avec la Serbie et Singapour ont été suspendues.

2.3.3 Autres accords et arrangements

2.56. L'Ukraine bénéficie actuellement des systèmes généralisés de préférences (SGP) du Canada et du Japon, ainsi que du SGP des États-Unis mais, en attendant le renouvellement de ce dernier, elle ne reçoit pas de traitement tarifaire préférentiel dans ce cadre.

2.57. Le 5 juin 2017, l'Ukraine a signé un Accord de coopération commerciale avec la Thaïlande, qui est entré en vigueur le 5 octobre 2018. Cet accord vise à renforcer la collaboration commerciale et économique entre les Parties. Il promeut également la création de missions commerciales et crée une Commission mixte pour le commerce pour étudier les moyens de renforcer et de diversifier les relations commerciales entre l'Ukraine et la Thaïlande.[62]

2.58. Le 23 mars 2017, l'Ukraine a adhéré à la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales de l'OCDE et aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.[63] Le 5 juillet 2022, elle a présenté une demande d'adhésion à l'OCDE.[64]

---

[59] Le texte final de l'Accord sera disponible après la fin du processus de ratification. Le projet de texte peut être consulté sur le site Web du Ministère de l'économie, à l'adresse suivante: https://me.gov.ua/Documents/List?lang=uk-UA&id=a584be2b-268e-4c61-b0fa-489b49dbb9fd&tag=UgodaProVilnuTorgivliuMizhUriadomUkrainiTaUriadomTuretskoiRespubliki.

[60] Gouvernement de l'Ukraine (2024), "*Government Support Ratification of the Free Trade Agreement between Ukraine and the Republic of Turkey*", 7 mai. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/uriad-pidtrymav-ratyfikatsiiu-uhody-pro-vilnu-torhivliu-mizh-ukrainoiu-ta-turetskoiu-respublikoiu.

[61] Même si le texte de l'Accord n'a pas été encore rendu public, les Parties ont déclaré qu'elles étaient parvenues à des accords sur une libéralisation importante de l'accès aux marchés des marchandises et des services. Gouvernement de l'Ukraine (2024), "*Unique Agreement: Ukraine and UAE Adopt Joint Statement on the Conclusion of Negotiations on the Comprehensive Economic Partnership Agreement*", 29 avril. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/unikalna-uhoda-ukraina-ta-obiednani-arabski-emiraty-ukhvalyly-spilnu-zaiavu-shchodo-zavershennia-perehovoriv-shchodo-uhody-pro-vseosiazhne-ekonomichne-partnerstvo-mizh-uriadamy-ukrainy-ta-oae.

[62] Accord commercial entre le gouvernement de l'Ukraine et le gouvernement du Royaume de Thaïlande. Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/764_003-17#Text.

[63] Gouvernement de l'Ukraine (2021), "*Government Approved a Draft Letter to the OECD Requesting Accession to the Council Recommendation*", 6 octobre. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/uryad-shvaliv-proekt-lista-do-oesr-pro-zapit-shchodo-priyednannya-do-rekomendaciyi-radi.

[64] Gouvernement de l'Ukraine (2022), "Denys Shmyhal Submits an Application for Ukraine 's Accession to the OECD", 5 juillet. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/denys-shmyhal-peredav-zaiavku-na-vstup-ukrainy-do-oesr.

Le Conseil de l'OCDE a reconnu l'Ukraine en tant que membre potentiel de l'OCDE en octobre 2022 et a demandé au Secrétaire général de l'OCDE de lancer un dialogue initial sur l'adhésion.[65]

2.59. Le 1er décembre 2018, l'Ukraine a adhéré à la Convention paneuroméditerranéenne (PEM), qui régit les règles d'origine préférentielles entre 24 Parties contractantes européennes et méditerranéennes[66] (section 3.1.2).

2.60. Le 1er octobre 2022, l'Ukraine a adhéré à la Convention sur le transit commun, le cadre international pour le transit douanier de marchandises qui garantit des procédures simplifiées entre l'Union européenne et les pays partenaires (Islande, Macédoine du Nord, Norvège, Royaume-Uni, Serbie, Suisse, Türkiye et Ukraine) (section 3.1.1).

2.4 Régime d'investissement

2.61. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a déployé d'importants efforts pour améliorer son climat de l'investissement. Néanmoins, d'importantes difficultés sont apparues en raison de la guerre en cours, ce qui a entraîné une forte baisse du stock d'investissement étranger direct (IED), qui est tombé de 65,8 milliards d'USD en 2021 à un peu moins de 51 milliards d'USD en 2022 (section 1.3.2). Selon la NES-2030, l'Ukraine fait l'objet d'un sous-investissement systématique: elle reçoit moins de 0,1% de l'IED mondial. Cette situation s'explique par un système judiciaire de moindre qualité, une cote de crédit plus faible, un environnement politique et sécuritaire moins stable, et des incitations moins attrayantes par rapport à d'autres partenaires commerciaux de la région (section 1.1). L'investissement privé et l'IED seront cruciaux pour le redressement et la reconstruction de l'Ukraine, dont le coût devrait s'élever à 486 milliards d'USD au cours de la prochaine décennie, selon la Banque mondiale.[67]

2.4.1 Cadre juridique et institutionnel

2.62. Au niveau national, le Cabinet des ministres est chargé de superviser la mise en œuvre de la politique d'investissement et le Ministère de l'économie est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de cette politique.[68] La NBU administre la réglementation des changes, définit les procédures pour les transactions en devises et collabore avec les institutions financières internationales pour développer les marchés financiers et assurer la stabilité macrofinancière. Au niveau régional, les programmes et projets de promotion de l'investissement sont élaborés et mis en œuvre par les administrations publiques locales et les autorités municipales.[69]

2.63. Pendant la période considérée, l'Ukraine a créé l'organe dénommé Commissaire du gouvernement pour les investissements, l'appel à l'aide financière dans la loi martiale, la formation du Fonds de redressement et de transformation économiques, le Fonds de soutien aux MPME, le Fonds de restauration des propriétés et des infrastructures détruites, le Fonds pour le service et le remboursement de la dette de l'État, le Fonds pour l'armée et le Fonds de soutien humanitaire. Cet organe, créé en 2016, coordonne les efforts visant à attirer l'investissement, à gérer l'aide financière dans la loi martiale et à soutenir les MPME.[70] L'Agence de crédit à l'exportation, créée en 2018, est

[65] OCDE, l'Ukraine et l'OCDE. Adresse consultée: https://www.oecd.org/en/countries/ukraine/ukraine-and-the-oecd.html#:~:text=Responding%20to%20Ukraine's%20request%20for,launch%20an%20initial%20accession%20dialogue.

[66] Les Parties contractantes à la Convention PEM sont l'Albanie, l'Algérie, la Bosnie-Herzégovine, l'Égypte, les îles Féroé, la Géorgie, l'Islande, Israël, la Jordanie, le Kosovo (les références au Kosovo s'entendent dans le contexte de la Résolution n° 1244 (1999) du Conseil de sécurité), le Liban, le Liechtenstein, la Macédoine du Nord, le Maroc, le Monténégro, la Norvège, la Palestine, la République de Moldova, la Serbie, la Suisse, la Tunisie, la Türkiye, l'Ukraine et l'Union européenne.

[67] Banque mondiale (2024), *Ukraine – Third Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA3)*, février 2022-décembre 2023. Adresse consultée: https://documents1.worldbank.org/curated/fr/099021324115085807/pdf/P1801741bea12c012189ca16d95d8c2556a.pdf.

[68] Acte législatif du Ministère de l'économie (modifié), adopté au titre de la Résolution du Cabinet des ministres n° 459 du 20 août 2014, paragraphe 3.

[69] Voir la Loi n° 1560-XII du 18 septembre 1991 sur les activités d'investissement (modifiée).

[70] Voir l'Acte législatif sur le Commissaire du gouvernement pour les investissements, l'appel à l'aide financière dans la loi martiale, la formation du Fonds de redressement et de transformation économiques, le Fonds de soutien aux MPME, le Fonds de restauration des propriétés et des infrastructures détruites, le Fonds pour le service et le remboursement de la dette de l'État, le Fonds pour l'armée, le Fonds de soutien

chargée de l'assurance et de la réassurance des crédits à l'exportation, des contrats de commerce extérieur et des investissements liés au développement des infrastructures et de l'industrie ukrainiennes, y compris contre la guerre et/ou les risques politiques (section 3.2.5).

2.64. Depuis sa création en 2018, UkraineInvest fait office d'organisme de promotion des investissements.[71] Il fournit des services de consultation et d'analyse et élabore des propositions pour améliorer le climat de l'investissement, protéger les droits d'investissement et développer des projets d'investissement clés. UkraineInvest a soutenu plus de 30 projets d'investissement pour une valeur de 2,7 milliards d'EUR en 2023, et 10 projets d'investissement supplémentaires pour une valeur de plus d'1,3 milliard d'EUR au premier semestre 2024. AdvantageUkraine est une initiative de promotion de l'investissement lancée en 2022 pour fournir aux investisseurs potentiels des renseignements sur les possibilités d'investissement dans divers secteurs de l'économie.[72]

2.65. En mai 2024, l'Ukraine a établi le Conseil des investissements stratégiques, un organe consultatif temporaire auprès du Cabinet des ministres. Les principales fonctions du Conseil sont: i) la coordination des priorités stratégiques de la mise en œuvre des investissements publics; et ii) l'élaboration de propositions visant à améliorer l'efficacité des investissements publics et la législation en la matière.[73] Le Conseil des investissements stratégiques est présidé par le Premier Ministre et se compose du Ministre des finances (Vice-Président), du Premier Vice-Premier Ministre (le Ministre de l'économie), des Vice-Premiers Ministres et des Ministres. Selon les autorités, le Conseil des investissements stratégiques évalue la faisabilité stratégique des projets, conformément aux objectifs stratégiques fixés dans le cadre de la Facilité pour l'Ukraine.

2.66. Le cadre réglementaire de base de l'IED est resté globalement inchangé depuis l'examen précédent. Les lois qui définissent le cadre réglementaire pour l'établissement et le fonctionnement des activités économiques des investisseurs étrangers comprennent la Loi sur les activités d'investissement[74], la Loi sur la protection des investissements étrangers[75] et la Loi sur le régime de l'investissement étranger.[76] En outre, des lois spécifiques réglementent les régimes relatifs à l'IED pour certaines catégories d'investissements, y compris la Loi sur le soutien de l'État aux projets réalisant des investissements importants en Ukraine[77], la Loi sur les parcs industriels[78], la Loi sur les partenariats public-privé[79] et la Loi sur les accords de partage de la production.[80] La Loi sur les mécanismes financiers de la promotion de l'activité exportatrice[81] réglemente l'assurance de l'IED contre la guerre et les risques politiques.

2.67. La Loi sur les activités d'investissement prévoit l'égalité des droits et des conditions pour les investisseurs nationaux et étrangers, tandis que la Loi sur le régime de l'investissement étranger établit des normes de base pour la protection de l'IED, telles que le traitement national, l'interdiction de l'expropriation, les garanties sur le retour des investissements en cas de cessation (liquidation) et le rapatriement des bénéfices.[82] La Loi sur le régime de l'investissement étranger donne une définition large des termes "investisseur" et "investissement", ce dernier recouvrant l'acquisition d'actions, la constitution de personnes morales, l'acquisition de droits fonciers ou l'utilisation de ressources naturelles, l'acquisition de biens mobiliers ou immobiliers et l'acquisition de droits de concession.[83] La Loi contient également une clause de stabilisation, qui protège les investissements étrangers contre des conditions moins favorables résultant de modifications législatives (à quelques exceptions près) pendant une période pouvant aller jusqu'à 10 ans.[84]

humanitaire (modifié pour la dernière fois le 16 mars 2022), adopté au titre de la Résolution du Cabinet des ministres n° 647 du 8 août 2016.

[71] Voir la Résolution du Cabinet des ministres n° 174-p du 21 mars 2018.

[72] AdvantageUkraine. Adresse consultée: https://advantageukraine.com.

[73] Résolution du Cabinet des ministres n° 549 du 14 mai 2024 sur l'établissement du Conseil des investissements stratégiques.

[74] Loi n° 1560-XII du 18 septembre 1991 sur les activités d'investissement (modifiée).

[75] Loi n° 1540a-XII du 10 septembre 1991 sur la protection des investissements étrangers (modifiée).

[76] Loi n° 93/96-BP du 19 mars 1996 sur le régime de l'investissement étranger (modifiée).

[77] Loi n° 1116-IX du 17 décembre 2020 sur le soutien de l'État aux projets réalisant des investissements importants en Ukraine (modifiée), entrée en vigueur en février 2021.

[78] Loi n° 5018-VI du 21 juin 2012 sur les parcs industriels (modifiée).

[79] Loi n° 2404-VI du 1er juillet 2010 sur le partenariat public-privé.

[80] Loi n° 1039-XIV du 14 septembre 1999 sur les accords de partage de la production.

[81] Loi n° 1792-VIII du 20 décembre 2016 sur les mécanismes financiers de la promotion de l'activité exportatrice (modifiée).

[82] Loi n° 93/96-BP du 19 mars 1996 sur le régime de l'investissement étranger (modifiée), articles 7-12.

[83] Loi n° 93/96-BP (modifiée), article 3.

[84] Loi n° 93/96-BP (modifiée), article 8.

2.68. La Loi ukrainienne sur les principes fondamentaux de l'expropriation forcée en Ukraine des propriétés de la Fédération de Russie et de ses résidents autorise l'expropriation de propriétés appartenant directement ou indirectement à la Fédération de Russie et à des personnes morales affiliées d'une manière ou d'une autre à la Fédération de Russie.[85]

2.69. Pendant le régime de la loi martiale, le commandement militaire, en coordination avec les administrations militaires, peut imposer des restrictions aux droits et intérêts des personnes morales, y compris: i) l'aliénation forcée de propriétés privées pour les besoins de l'État, avec une compensation intégrale de la valeur de la propriété aliénée; ii) l'utilisation des installations et de la main-d'œuvre des entreprises à des fins de défense; iii) des changements dans l'activité commerciale (ajustement des horaires de travail et mise en œuvre de changements dans les activités de production et les conditions de travail); et iv) des contrôles des documents, des propriétés, des véhicules et des marchandises.[86]

2.4.2 Restrictions

2.70. D'une manière générale, les investisseurs étrangers établis en Ukraine sont considérés comme des personnes morales nationales et bénéficient du traitement national après leur établissement. Avant l'établissement, les investisseurs étrangers ne sont, pour la plupart, pas soumis à des processus d'enregistrement, de sélection ou d'approbation.[87] Il existe une exception: l'achat de terrains de l'État et des municipalités par des entreprises étrangères établies, qui est soumis à un examen préalable en vertu du Code foncier et nécessite l'approbation du Cabinet des ministres (et de la Verkhovna Rada dans le cas de terrains appartenant à l'État).[88] Les terrains sur lesquels sont situés les objets de la privatisation sont exemptés de cette prescription. Les entreprises étrangères ne peuvent pas acheter de terres agricoles (section 4.1.6).[89]

2.71. L'Ukraine applique certaines restrictions à la participation étrangère en ce qui concerne les services de transport aérien et maritime (sections 4.4.3.2 et 4.4.3.3), ainsi que les privatisations (section 3.3.5). Seuls les citoyens ukrainiens peuvent être les bénéficiaires effectifs et les participants clés des sociétés de radiodiffusion. Les personnes détenant des intérêts importants dans une société fournissant des services de radiodiffusion ne peuvent pas être enregistrées dans des zones extraterritoriales, selon la liste établie par le Cabinet des ministres.[90] Les services notariaux ne peuvent être fournis que par des citoyens ukrainiens.[91]

2.72. Les investissements étrangers (et nationaux) peuvent être soumis à des restrictions dans les domaines désignés comme "monopoles naturels" en vertu de la Loi sur les monopoles naturels. Ces domaines comprennent le transport par conduites (de pétrole brut, de produits pétroliers, de gaz naturel et d'autres substances); le stockage de gaz naturel au-delà de certains volumes; le transport et la distribution d'électricité; l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire; le contrôle du trafic aérien; la fourniture et la distribution centralisées d'eau; la fourniture de chauffage centralisé; les services spécialisés dans les ports et les aéroports, tels que déterminés par le Cabinet des ministres; et l'enfouissement des déchets ménagers (sections 4.3 et 4.4.3). En outre, 30 activités commerciales sont soumises à une autorisation préalable du gouvernement ("licence d'activité"), qui s'applique aussi bien aux investisseurs étrangers qu'aux investisseurs nationaux. Les licences d'activité peuvent être refusées pour des raisons de sécurité nationale.

2.73. En vertu du Code du commerce, le montant total de la participation d'un investisseur étranger dans certains secteurs ou territoires peut faire l'objet d'une limitation ou d'une interdiction légale fondée sur les exigences en matière de sécurité nationale.[92] Comme l'ont expliqué les autorités, aucune restriction de ce type n'avait été établie par la loi en octobre 2024.

[85] Loi n° 2116-IX du 3 mars 2022 sur les principes fondamentaux de l'expropriation forcée en Ukraine des propriétés de la Fédération de Russie et de ses résidents.
[86] Loi n° 389-VIII du 12 mai 2015 sur le régime juridique de la loi martiale, article 8.
[87] Loi n° 1390-VIII du 31 mai 2016 portant modification de plusieurs textes législatifs de l'Ukraine concernant la suppression de l'enregistrement obligatoire des investissements étrangers.
[88] Code foncier, article 129.
[89] Code foncier, article 130.
[90] Loi n° 2849-IX du 13 décembre 2022 sur les médias, article 24.1. Cette disposition ne s'applique pas aux fournisseurs de services de communication électronique appartenant à l'État et dont la part de l'État est de 100%.
[91] Loi n° 3425-XII du 2 septembre 1993 sur les services notariaux.
[92] Code du commerce, articles 116.5 et 394.4.

2.74. La Stratégie en matière de sécurité économique jusqu'en 2025 reconnaît que la présence de capitaux étrangers dans des secteurs stratégiques de l'économie constitue un risque potentiel pour la production nationale.[93] En outre, la Stratégie reconnaît que l'absence d'un mécanisme de filtrage de l'IED dans les entités d'importance stratégique pour la sécurité nationale de l'Ukraine constitue un risque pour la sécurité de l'investissement et de l'innovation.[94] Afin de définir les termes "secteurs stratégiques" ou "entités d'importance stratégique", le Ministère de l'économie a élaboré une proposition de loi sur les investissements étrangers dans les entités d'importance stratégique pour la sécurité nationale, qui comprend une liste de 38 activités d'importance stratégique.[95] Le projet de loi a été retiré de l'ordre du jour de la Verkhovna Rada en septembre 2021, et il n'y a pas eu d'autres tentatives pour définir des branches de production ou des activités d'importance stratégique depuis lors. En octobre 2024, le Ministère de l'économie élaborait un projet de loi sur le filtrage des investissements étrangers directs.

2.75. Le 24 février 2022, la NBU a mis en œuvre des mesures de restriction des changes, y compris une interdiction de rapatriement des dividendes pour les investisseurs étrangers (section 1.2.2). Depuis le 13 mai 2024, elle a assoupli les restrictions, permettant aux investisseurs étrangers de transférer à l'étranger les dividendes perçus à partir du 1er janvier 2024 (dans une limite mensuelle de 1 million d'EUR).[96]

2.4.3 Mesures d'incitation et promotion

2.76. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a mis en place des mesures d'incitation pour certains investissements dans des secteurs donnés, conformément à la Loi sur le soutien de l'État aux projets réalisant des investissements importants en Ukraine, qui est entrée en vigueur en février 2021, et a mis à jour son cadre réglementaire régissant le fonctionnement des parcs industriels.

2.77. Depuis la modification de cette loi en août 2023, un investissement doit dépasser 12 millions d'EUR et générer un nombre minimum d'emplois (avec un niveau de salaire minimum) pour être considéré comme "important" et donc donner droit à des mesures d'incitation. En outre, les investissements doivent être réalisés dans l'un des domaines suivants: industries de transformation (à l'exclusion de la fabrication et de la vente de produits du tabac, d'alcool éthylique, de cognac et d'alcools de fruits, ainsi que de boissons alcooliques); production de biogaz et de biométhane; extraction de ressources naturelles (à l'exception de la houille, du lignite, du pétrole brut et du gaz naturel) en vue de leur transformation ultérieure et/ou de leur enrichissement; gestion des déchets; transport; entreposage; services postaux et services de courrier; logistique; éducation; recherche et développement; soins de santé; arts et culture; sports; tourisme, y compris l'hôtellerie; et communications électroniques.

2.78. Les mesures d'incitation prévues par la Loi comprennent des exonérations de l'impôt sur les sociétés (sauf pour les projets miniers impliquant une extraction de minéraux en vue d'une transformation ultérieure et/ou d'un enrichissement); une réduction des taux d'imposition foncière et des loyers ou des exonérations de l'impôt foncier; des exonérations de droits de douane et de TVA sur les importations de nouveaux équipements et composants; la possibilité de louer des terrains appartenant à l'État ou aux municipalités (avec un droit de préemption pour acquérir le terrain à l'expiration du contrat d'investissement); et une compensation pour certains coûts liés aux infrastructures supportés par l'investisseur.[97] La valeur totale des mesures d'incitation prévues par la Loi ne doit pas dépasser 30% de la valeur de l'investissement.

2.79. La Loi empêche certains types d'entreprises de bénéficier de mesures d'incitation pour des raisons de sécurité nationale, de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, ou d'endettement excessif. Les entreprises enregistrées dans une administration extraterritoriale ou

[93] Décret du Président relatif à la Décision du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine du 11 août 2021 sur la Stratégie en matière de sécurité économique de l'Ukraine jusqu'en 2025, paragraphe 10.

[94] Décret du Président relatif à la Décision du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine du 11 août 2021 sur la Stratégie en matière de sécurité économique de l'Ukraine jusqu'en 2025, paragraphe 14.

[95] Projet de loi sur les investissements étrangers dans les entités d'importance stratégique pour la sécurité nationale de l'Ukraine. Adresse consultée: https://w1.c1.rada.gov.ua/pls/zweb2/webproc4_1?pf3511=70997.

[96] Résolution du Conseil de la NBU n° 18 du 24 février 2022 sur le fonctionnement du système bancaire pendant le régime de la loi martiale.

[97] Loi sur le soutien de l'État aux projets réalisant des investissements importants en Ukraine, article 3.

contrôlées par des entités enregistrées dans de telles administrations ne peuvent pas non plus bénéficier de mesures d'incitation.[98] En octobre 2024, le gouvernement a signé les deux premiers accords d'investissement spéciaux pour soutenir un projet impliquant des investissements importants.[99]

2.80. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a mis à jour son cadre réglementaire régissant le fonctionnement des parcs industriels.[100] Les modifications apportées à la Loi sur les parcs industriels ont été en partie motivées par l'objectif fixé dans la NES-2030[101] d'attirer 8 milliards d'USD d'investissements dans le secteur manufacturier par le biais du mécanisme des parcs industriels d'ici à 2030.[102] Dans le cadre de ces modifications, les conditions d'exploitation et d'enregistrement des parcs industriels ont été précisées et des incitations fiscales supplémentaires ont été mises en place pour les résidents des parcs industriels. Les autorités considèrent que le système des parcs industriels, en place depuis 2012, reste largement sous-utilisé.

2.81. La Loi modifiée prévoit des mesures d'incitation pour les entreprises membres d'un parc industriel, qui sont définies comme suit: "une entité, quelle qu'en soit la forme de propriété, enregistrée sur le territoire (dans les limites) du parc industriel, qui, conformément à la législation, a acquis le droit à un terrain et/ou à un autre bien immobilier (en tout ou partie) dans le parc industriel, a conclu un accord avec la société de gestion sur l'exercice d'activités économiques dans le parc industriel conformément au concept dudit parc, et exerce des activités exclusivement dans l'industrie de transformation, le traitement des déchets industriels et/ou ménagers".[103]

2.82. Les mesures d'incitation en faveur des entreprises membres d'un parc industriel peuvent prendre les formes suivantes[104]: i) exonération de droits de douane et de TVA sur les importations d'équipements admissibles (machines) et de leurs composants; ii) exonération de l'impôt sur les sociétés, sous conditions[105]; iii) exonération de l'impôt foncier; et iv) taux d'imposition préférentiels pour les biens immobiliers autres que les terrains.

2.83. Les entreprises ne peuvent pas être enregistrées en tant que créateurs, gestionnaires ou membres de parcs industriels pour des raisons de sécurité nationale.[106]

2.84. Depuis le 26 juillet 2024, le Ministère de l'économie est responsable de la mise en œuvre de la politique relative aux parcs industriels. Il en sera ainsi jusqu'à la création d'une agence spécialisée, prévue pour le 1er janvier 2025.[107]

2.85. La Stratégie de développement des parcs industriels pour la période 2023-2030, approuvée en février 2023, a pour objectif premier l'introduction du modèle de "parc éco-industriel", qui fonctionnera selon les principes de l'économie circulaire et servira d'outil pour la mise en œuvre de stratégies de développement régionales et sectorielles.[108]

[98] Loi sur le soutien de l'État aux projets réalisant des investissements importants en Ukraine, article 7.

[99] Ordonnance du Cabinet des ministres n° 945-p du 4 octobre 2024 sur la conclusion d'un accord d'investissement spécial entre le Cabinet des ministres de l'Ukraine, la LLC 'Astarta-Kyiv' et la LLC 'Astarta Agro Protein; et Ordonnance du Cabinet des ministres n° 946-p du 4 octobre 2024 sur la conclusion d'un accord d'investissement spécial entre le Cabinet des ministres de l'Ukraine, la LLC 'Bukovel' et la LLC 'Akvapark'.

[100] Loi n° 5018-VI du 21 juin 2012 sur les parcs industriels (modifiée).

[101] Voir la Stratégie économique nationale pour la période allant jusqu'en 2030 (modifiée), adoptée au titre de la Résolution du Cabinet des ministres n° 179 du 3 mars 2021 portant approbation de la Stratégie économique nationale pour la période allant jusqu'en 2030.

[102] Loi n° 1710-IX du 7 septembre 2021 portant modification de la Loi de l'Ukraine sur les parcs industriels et d'autres actes législatifs de l'Ukraine en vue d'attirer les investissements dans le secteur industriel de l'économie en stimulant la création de parcs industriels; Loi n° 2331-IX du 21 juin 2022 portant modification de l'article 287 du Code des douanes de l'Ukraine en vue de la création de conditions favorables à l'exploitation des parcs industriels en Ukraine; et Loi n° 2330-IX du 21 juin 2022 portant modification du Code fiscal de l'Ukraine en vue de la création de conditions favorables à l'exploitation de parcs industriels en Ukraine.

[103] Loi sur les parcs industriels, article premier.

[104] Loi sur les parcs industriels, article 34.

[105] Voir l'article 142 du Code fiscal.

[106] Loi sur les parcs industriels, article 7.

[107] Loi portant modification de la Loi de l'Ukraine sur les parcs industriels et d'autres actes législatifs de l'Ukraine en vue d'attirer les investissements dans le secteur industriel de l'économie en stimulant la création de parcs industriels, section II, "Dispositions finales", paragraphe 3.

[108] Voir la Stratégie de développement des parcs industriels pour la période 2023-2030, approuvée au titre de l'Ordonnance du Cabinet des ministres n° 176-p du 24 février 2023.

2.86. Selon les autorités, sur les 97 parcs industriels enregistrés en octobre 2024, 20 accueillaient des entreprises résidentes et seules 11 d'entre elles remplissaient les conditions pour être considérées comme des "membres d'un parc industriel" et donc bénéficier des avantages prévus. Dans sa dernière notification concernant les subventions, l'Ukraine indique qu'un montant total de 167 300 UAH a été accordé au titre du programme relatif aux parcs industriels (sous la forme d'exonérations de l'impôt foncier) en 2022, la dernière année pour laquelle des données sont disponibles.[109] Les données communiquées par les autorités pour la période 2023-2024 montrent que les entreprises membres d'un parc industriel ont reçu 77,5 millions d'UAH sous la forme d'exonérations fiscales sur leurs bénéfices, et 323,8 millions d'UAH sous la forme d'exonérations de droits d'importation pour les nouveaux équipements et composants. Selon les autorités, au 10 septembre 2024, le Ministère de l'économie avait reçu des demandes de la part de 17 parcs industriels pour la mise en œuvre de 44 projets d'une valeur totale de plus de 1,2 milliard d'UAH, qui sont traités dans l'ordre de présentation des demandes.

2.87. La Loi sur le régime de l'investissement étranger introduit le concept de "société à participation étrangère" et, pour cette catégorie, prévoit certaines mesures d'incitation, y compris des exonérations de droits de douane sur les avoirs étrangers importés en Ukraine pendant au moins trois ans à titre de contribution en nature au capital statutaire de ces sociétés.[110] Pour qu'une personne morale soit considérée comme une "société à participation étrangère", elle doit atteindre le seuil minimum de 10% d'actions étrangères dans son capital statutaire.[111]

2.88. Certains Membres de l'OMC et institutions internationales proposent également une couverture d'assurance pour les risques politiques et sécuritaires liés aux investissements en Ukraine, notamment l'Agence multilatérale de garantie des investissements du Groupe de la Banque mondiale, la Société de financement du développement international des États-Unis, l'Union européenne au titre du cadre d'investissement pour l'Ukraine et la S.A. polonaise d'assurance des crédits à l'exportation (KUKE).

2.4.4 Accords internationaux

2.89. Depuis 1992, l'Ukraine a signé 75 accords bilatéraux d'investissement, dont 64 sont actuellement en vigueur. Ces accords comprennent à la fois des normes fondamentales de protection et des clauses de règlement des différends.[112] Au cours de la période considérée, l'Ukraine a signé deux nouveaux accords bilatéraux d'investissement, avec la Türkiye[113] et avec le Qatar.[114] L'accord bilatéral d'investissement avec le Canada, conclu en 1994, a été suspendu en raison de l'entrée en vigueur du CUFTA modernisé. L'Ukraine a adopté une loi abrogeant son accord bilatéral d'investissement avec la Fédération de Russie, avec effet au 7 septembre 2023.[115]

2.90. Les ALE signés par l'Ukraine ne comportent généralement pas de chapitres sur l'investissement, à l'exception notable du CUFTA modernisé (section 2.3.2).

[109] Document de l'OMC G/SCM/N/401/UKR du 6 septembre 2023.
[110] Loi sur le régime de l'investissement étranger, article 18; et Code des douanes, article 287, partie 2.
[111] Loi sur le régime de l'investissement étranger, article premier.
[112] CNUCED, Investment Policy Hub (IIAs by Economy: Ukraine). Adresse consultée: https://investmentpolicy.unctad.org/international-investment-agreements/countries/219/ukraine.
[113] Accord entre le gouvernement de l'Ukraine et le gouvernement de la République de Türkiye concernant la promotion et la protection réciproques des investissements, ratifié par la Loi n° 2528-VIII du 6 septembre 2018.
[114] Accord sur la promotion et la protection réciproque des investissements entre le gouvernement de l'Ukraine et le gouvernement de l'État du Qatar, entériné le 20 mars 2018 et ratifié par la Loi n° 2691-VIII du 28 février 2019.
[115] Loi n° 3329-IX du 10 août 2023 portant abrogation de l'Accord entre le Cabinet des ministres de l'Ukraine et le gouvernement de la Fédération de Russie sur la promotion et la protection réciproque des investissements. En application de la "clause d'extinction" de l'accord bilatéral d'investissement, les investissements ukrainiens et russes réalisés sur le territoire de l'autre Partie contractante avant l'abrogation de l'accord restent protégés par ce dernier pendant les 10 années suivant son abrogation, c'est-à-dire jusqu'au 7 septembre 2033. (Voir l'Accord entre le Cabinet des ministres de l'Ukraine et le gouvernement de la Fédération de Russie sur la promotion et la protection réciproque des investissements, article 14.3). En outre, le 3 octobre 2022, l'Ukraine a adopté la loi qui énonce les principes et les conditions de la saisie forcée en Ukraine des biens de la Fédération de Russie et de ses résidents, et qui précise le régime juridique de ces biens saisis. (Voir la Loi n° 2116-IX du 3 mars 2022.)

2.91. L'Ukraine est partie au Traité relatif à la Charte de l'énergie, à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (Convention CIRDI) et à la Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères.

3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

3.1 Mesures visant directement les importations

3.1.1 Procédures douanières, évaluation en douane et prescriptions douanières

3.1. Le principal texte législatif régissant les questions douanières est le Code des douanes, adopté en 2012 et modifié à plusieurs reprises depuis.[1] Selon les autorités, les modifications visaient à renforcer la transparence, la responsabilité et l'efficacité des procédures douanières.

3.2. Le Ministère des finances est chargé de l'élaboration et, par l'intermédiaire du Service des douanes de l'État (SCS), de la mise en œuvre de la politique douanière.[2] La Stratégie nationale en matière de recettes pour la période 2024-2030 identifie plusieurs priorités pour la réforme des douanes, y compris la mise en œuvre de mesures de lutte contre la corruption, la modernisation numérique alignée sur les normes de l'UE et la coopération avec les milieux d'affaires par le biais d'initiatives telles qu'un nouveau service d'assistance.

3.3. Une évaluation réalisée par la Commission européenne de la capacité de l'Ukraine à se conformer aux conditions d'adhésion à l'UE, publiée en 2023, indique que le Code des douanes ukrainien est aligné sur la législation douanière de l'UE dans des domaines clés tels que le transit et les opérateurs économiques agréés (OEA), mais que des travaux supplémentaires sont nécessaires dans des domaines tels que les zones franches, les renseignements préalables au départ et à l'arrivée, et le droit d'être entendu.[3] Depuis la publication de cette évaluation, l'Ukraine a apporté des modifications additionnelles à son Code des douanes dans le but de l'aligner davantage sur la législation de l'UE. Une étape importante à cet égard a été l'adoption des lois nécessaires pour adhérer à la Convention relative à un régime de transit commun et à la Convention sur la simplification des formalités dans les échanges de marchandises, ce que l'Ukraine a fait en octobre 2022.[4] Ces conventions visent à rendre les mouvements transfrontières de marchandises entre les parties[5] plus efficaces et plus simples, y compris au moyen de dispositions relatives à un document administratif unique et à un système de transit électronique (voir ci-après). En outre, le 22 août 2024, le Parlement ukrainien (Verkhovna Rada) a adopté la Loi portant modification du Code des douanes ukrainien en ce qui concerne la mise en œuvre de certaines dispositions du Code des douanes de l'Union européenne. Selon le Ministère des finances, l'adoption de la loi "rapproche l'Ukraine de l'application intégrale de la législation douanière de l'Union européenne et achève effectivement l'incorporation de la majeure partie de la législation douanière de l'UE […] dans la législation ukrainienne".[6]

---

[1] Code des douanes n° 4495–VI du 13 mars 2012, tel que modifié. Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/en/4495-17#Text (en anglais).

[2] Résolution du Cabinet des ministres n° 375 du 20 août 2014 portant approbation du Règlement relatif au Ministère des finances.

[3] Commission européenne (2023), *Analytical Report Following the Communication from the Commission to the European Parliament, the European Council and the Council Commission Opinion on Ukraine's Application for Membership of the European Union*, Document de travail des services de la Commission (2023) 30 version définitive, 1er février 2023, page 43.

[4] Le Président a signé les lois suivantes nécessaires à l'adhésion aux Conventions: Loi n° 2555-IX du 30 août 2022 sur l'adhésion de l'Ukraine à la Convention relative à un régime de transit commun; la Loi n° 2554-IX du 30 août 2022 sur l'adhésion de l'Ukraine à la Convention sur la simplification des formalités dans les échanges de marchandises; et la Loi n° 2510-IX du 15 août 2022 portant modification du Code des douanes de l'Ukraine sur certaines questions de mise en œuvre du chapitre 5 du titre IV de l'Accord d'association entre l'Ukraine, d'une part, et l'Union européenne, la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'autre part. Pour mettre en œuvre ces lois, le Conseil des ministres a adopté les résolutions suivantes: i) Résolution n° 1090 du 27 septembre 2022 portant modification de la Résolution du Conseil des ministres de l'Ukraine n° 450 du 21 mai 2012 et portant invalidation de la Résolution du Conseil des ministres de l'Ukraine n° 681 du 5 août 2020; et ii) Résolution n° 1091 du 27 septembre 2022 portant approbation de la liste de certaines marchandises importées sur le territoire douanier de l'Ukraine et/ou transitant à travers le territoire ukrainien sans qu'une garantie de paiement des droits de douane ne soit fournie aux autorités douanières.

[5] Ces deux conventions s'appliquent aux États membres de l'UE, aux membres de l'AELE, à la Macédoine du Nord, à la Serbie, à la Türkiye, à l'Ukraine et au Royaume-Uni.

[6] Gouvernement de l'Ukraine (2024), "La Verkhovna Rada a adopté le projet de loi du Ministère des finances rapprochant l'Ukraine de la mise en œuvre intégrale de la législation douanière de l'UE (n° 10411)", 22 août. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/news/verkhovna-rada-pryiniala-v-tsilomu-zakonoproekt-minfinu-shcho-nablyzhaie-ukrainu-do-povnoho-zastosuvannia-mytnoho-zakonodavstva-ies-10411.

3.4. L'Ukraine a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'OMC le 16 décembre 2015. D'après les données notifiées, le taux de mise en œuvre de l'AFE par l'Ukraine a atteint 100% en février 2022. Dans le cadre de ses efforts pour mettre en œuvre l'Accord, le pays a demandé une assistance et un soutien pour le renforcement des capacités pour 11 mesures. Le Groupe de travail sur la facilitation des échanges du Conseil du commerce international fait office de comité national de la facilitation des échanges de l'Ukraine dans le cadre de l'AFE.[7] Il se compose de représentants d'organismes publics (Ministère de l'économie, Ministère des finances, Ministère de la politique agraire et de l'alimentation, Ministère du développement des communautés et des territoires (Ministère des infrastructures jusqu'en août 2024), Bureau du Président, SCS, Service d'État pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de la protection du consommateur et Autorité ukrainienne des ports maritimes) et d'entreprises. Les autorités ont indiqué qu'en raison de la guerre, les réunions du Groupe de travail avaient été suspendues. L'Ukraine est partie contractante à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (telle que modifiée), également appelée Convention de Kyoto révisée.

3.5. En vertu du Code des douanes, l'Administration des douanes doit publier des "renseignements récapitulatifs" sur la législation douanière en ukrainien, dans les langues officielles des pays voisins de l'Ukraine et dans d'autres langues étrangères "reconnues comme étant les langues les plus couramment parlées".[8] Les autorités ont indiqué que ces résumés étaient mis à la disposition du public, pour examen, dans les bureaux de douane dans les langues spécifiées dans le Code des douanes. Sur demande, l'Administration des douanes doit également offrir aux parties intéressées des consultations gratuites concernant la réglementation douanière.[9] L'Administration des douanes doit répondre aux demandes de consultations dans un délai de 30 jours sous la forme (orale, écrite ou électronique) demandée par le requérant. Des consultations entre le SCS et les opérateurs économiques sur les projets de textes réglementaires sont menées dans le cadre d'un mécanisme formel visant à assurer la participation du public à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de l'État.[10]

3.6. Les demandes de décisions anticipées doivent être adressées par écrit aux autorités douanières. Des décisions anticipées peuvent être demandées pour les questions relatives à la classification douanière et à la détermination de l'origine. Les décisions anticipées relatives à la classification douanière doivent être rendues dans un délai de 30 jours suivant la présentation de la demande, tandis que celles relatives à l'origine doivent être rendues dans un délai de 150 jours.[11] Les décisions anticipées sont généralement valables trois ans. Selon les autorités, le nombre de décisions anticipées relatives à la classification s'est élevé en moyenne à 174 par an entre 2017 et 2021, avant de retomber à 33 en 2022 en raison de la guerre en cours. Depuis lors, le nombre de décisions préliminaires a augmenté pour atteindre 104 en 2023 et 54 en 2024 (période allant de janvier à octobre). L'Administration des douanes n'a rendu aucune décision anticipée relative à l'origine au cours de la période considérée.

3.7. La législation ukrainienne prévoit 14 régimes douaniers différents, y compris la mise en libre pratique, l'exportation finale, la réimportation, la réexportation, le transit, l'importation temporaire, l'exportation temporaire, l'entreposage en douane, la zone franche, le commerce en franchise, la transformation à l'intérieur du territoire douanier et la transformation en dehors du territoire douanier. Le recours à un représentant en douane est facultatif. Les entreprises qui fournissent des services de représentation en douane doivent obtenir un permis auprès du SCS, lequel tient un registre de ces entreprises.[12] Pour obtenir un permis, ces entreprises doivent résider légalement en Ukraine.

3.8. Les importateurs (ou leurs représentants) doivent présenter une "déclaration sommaire d'entrée" avant l'arrivée des marchandises au poste de contrôle douanier (tableau 3.1).

[7] Résolution du Cabinet des ministres n° 455 du 4 juillet 2017 sur l'établissement du Conseil du commerce international.

[8] Code des douanes, article 20.3.

[9] Code des douanes, article 21.1.

[10] Résolution du Conseil des ministres n° 996 du 3 novembre 2010 sur la participation du public à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique publique.

[11] Code des douanes, article 23.5

[12] Code des douanes, articles 404 et 405. Le registre peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: https://cabinet.customs.gov.ua/brok/reg/list.

Tableau 3.1 Délais pour la présentation de la déclaration sommaire d'entrée

Mode	Délai
Maritime	4 heures avant l'arrivée
Fluvial	2 heures avant l'arrivée
Aérien	4 heures avant l'arrivée, ou au moment du départ si le vol dure moins de 4 heures
Ferroviaire	2 heures avant l'arrivée, ou 1 heure avant l'arrivée si le voyage dure moins de 4 heures
Routier	1 heure avant l'arrivée

Source: Code des douanes, article 194[2].

3.9. Les importateurs (ou leurs représentants) doivent présenter une déclaration en douane dans les 10 jours ouvrables suivant la livraison des marchandises au bureau de douane de destination.[13] Cette livraison peut s'accompagner d'une déclaration en douane préliminaire.[14] Dans le cadre de cette déclaration, les marchandises peuvent être importées dans un délai de 30 jours à compter de la date d'enregistrement de la déclaration par les autorités douanières. Avant le 7 novembre 2024, l'Administration des douanes pouvait autoriser, sous réserve d'une analyse des risques, la mainlevée des marchandises importées dans le cadre d'une déclaration en douane préliminaire sans qu'il soit nécessaire de présenter les marchandises en douane pour contrôle. Cette possibilité n'est plus en vigueur.[15] Une déclaration préliminaire est requise pour l'importation de marchandises assujetties à des droits d'accise.

3.10. Les déclarations sous forme électroniques et sur papier (ou leurs copies numérisées portant la signature électronique de l'importateur ou de son représentant) sont acceptées.[16] Selon les autorités, la part des déclarations en douane déposées sur support papier en 2024 représentait seulement 0,36% du nombre total de déclarations traitées.

3.11. Le SCS gère le Guichet unique pour le commerce international, qui est accessible en ligne pour les négociants et les représentants des douanes à l'aide de clés numériques.[17] En juillet 2024, 15 organismes publics, en plus de l'Administration des douanes, participaient au guichet unique, conformément à la législation. Les autorités ont indiqué qu'au fur et à mesure de l'adoption des textes réglementaires pertinents, les travaux se poursuivraient pour élargir les fonctionnalités du guichet unique et ses participants. En vertu du Code des douanes, les données communiquées par le biais du guichet unique doivent être harmonisées pour éviter que les importateurs ou leurs représentants fournissent à plusieurs reprises les mêmes données à différents organismes publics, institutions et organisations ayant des fonctions de contrôle ou d'autorisation en ce qui concerne le mouvement transfrontières des marchandises.[18] Ces mêmes autorités, institutions et organisations publiques doivent communiquer à l'Administration des douanes toute approbation pertinente aux fins du dédouanement par le biais du guichet unique.[19] Le guichet unique offre aux utilisateurs la possibilité de s'acquitter des droits de douane, impositions et taxes dus.

3.12. En vertu du Code des douanes, le dédouanement ne doit pas prendre plus de quatre heures ouvrables à compter du moment où les marchandises (et tous les documents et renseignements requis) sont présentées à l'Administration des douanes.[20] Le Code des douanes définit une liste exhaustive des circonstances dans lesquelles le délai de dédouanement peut dépasser ce délai.[21] Le délai de dédouanement moyen des marchandises dans le cadre du régime douanier d'importation (hors envois soumis à un contrôle additionnel dans le cadre du système de gestion des risques) était de 89 minutes en octobre 2024, soit une réduction de 18% par rapport à 2021. Les renseignements sur les délais moyens de dédouanement dans le cadre des régimes d'exportation, d'importation et de transit douanier sont mis à jour tous les mois et publiés en ligne (https://data.gov.ua).

[13] Code des douanes, article 263.
[14] Code des douanes, article 259.
[15] Loi n° 141-IX du 2 octobre 2019, section II "Dispositions finales et transitoires", paragraphe 2.
[16] Code des douanes, article 257.1.
[17] SCS, *Portail Web d'information unifié de l'État – Guichet unique pour le commerce international*. Adresse consultée: https://cabinet.customs.gov.ua/.
[18] Code des douanes, article 331.6.
[19] Code des douanes, article 331.
[20] Code des douanes, article 255.1.
[21] Code des douanes, article 255.2.

3.13. Le Code des douanes prévoit neuf formes de contrôle douanier, y compris la vérification des documents, l'examen des marchandises, l'audit administratif et le contrôle après dédouanement.[22] La forme précise du contrôle douanier est choisie par les agents des douanes à partir d'un système de gestion des risques et/ou de gestion automatisée des risques.[23] Les critères utilisés pour déterminer le profil de risque d'une expédition comprennent les caractéristiques des marchandises expédiées, leur moyen de transport, la "nature de [l']opération économique extérieure" et les caractéristiques des entités engagées dans la transaction commerciale.[24] Les autorités ont indiqué que, d'une manière générale, la documentation relative à la gestion des risques était fondée sur le Recueil de l'OMD sur la gestion des risques en matière douanière. Aucun renseignement concernant la part des expéditions faisant l'objet d'une vérification des documents et d'autres formes de contrôle, y compris l'examen physique des marchandises, n'a été communiqué au Secrétariat. Le contrôle après dédouanement peut être effectué dans un délai de 30 jours civils à compter de la mainlevée des marchandises. Par ailleurs, l'Administration des douanes peut également procéder à des audits sur place et hors site, programmés ou non, pour vérifier le respect de la législation douanière.[25] Les autorités ont indiqué qu'un projet pilote de mise en œuvre du contrôle après dédouanement avait débuté en novembre 2023.[26] Selon elles, en 2023, 115 déclarations en douane ont fait l'objet de contrôles après dédouanement, dont 53 ont été achevés (donnant lieu à des versements au budget de l'État d'un montant total d'environ 530 000 UAH cette même année).

3.14. L'Ukraine met en œuvre un programme d'OEA depuis août 2020.[27] Tout fabricant, exportateur, importateur, courtier en douane, transporteur, transitaire et propriétaire ou utilisateur d'entrepôts résident peut demander le statut d'OEA. Il existe deux types de statut d'OEA: OEA-C (simplification) et OEA-S (sécurité et sûreté). Une même entreprise peut avoir les deux types de statut d'OEA. Les critères d'obtention de chaque type de statut d'OEA, ainsi que les conditions à respecter, sont énoncés dans le Code des douanes.[28] Les entités ayant le statut d'OEA peuvent bénéficier de plusieurs avantages (tableau 3.2). Les autorités ont indiqué que le programme ukrainien d'OEA était fondé sur le Cadre de normes de l'OMD visant à sécuriser et faciliter le commerce mondial et sur les meilleures pratiques énoncées dans la législation douanière de l'Union européenne. La dernière évaluation de la Commission de l'UE indique que l'Ukraine doit accroître l'utilisation de son système d'OEA et finaliser le système informatique associé pour pouvoir bénéficier de la reconnaissance mutuelle avec le programme d'OEA de l'UE. En octobre 2024, 58 entreprises détenaient une autorisation d'OEA-C et 2 autres entreprises détenaient à la fois des autorisations d'OEA-C et d'OEA-S.[29]

Tableau 3.2 Avantages accordés aux opérateurs économiques agréés, 2024

Avantages	OEA-C	OEA-S
Accomplissement prioritaire des formalités douanières	Oui	Oui
Niveau de risque plus faible attribué dans le cadre du processus de dédouanement	Oui	Oui
Utilisation de voies de circulation prioritaires	Oui	Oui
Utilisation du logo d'OEA.	Oui	Oui
Préavis d'inspection matérielle	Non	Oui
Procédure de déclaration simplifiée	Oui	Non
Garantie globale ou dispense de garantie[a]	Oui	Non
Possibilité de mainlevée dans les installations de l'OEA	Oui	Non
Possibilité d'appliquer soi-même des scellés d'un modèle spécial[b]	Oui	Oui

a Y compris la possibilité de réduire le montant de base de la garantie financière globale.
b En vertu du Code des douanes, des "scellés d'un modèle spécial" doivent être apposés sur les marchandises, les unités de conditionnement individuelles ou d'autres emballages, les conteneurs ou les moyens de transport commerciaux avant la présentation de la déclaration en douane, et des renseignements sur ces scellés doivent être inclus dans la déclaration en douane.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base du Code des douanes, chapitre 2.

[22] Code des douanes, article 336.
[23] Code des douanes, article 320.1.
[24] Code des douanes, article 362.2.
[25] Code des douanes, article 345.3.
[26] Ordonnance n° 411 du 21 août 2023 du SCS sur l'introduction d'une recommandation et d'un projet pilote technique pour la mise en œuvre du contrôle après dédouanement.
[27] Loi n° 141-IX du 2 octobre 2019 portant modification du Code des douanes de l'Ukraine en ce qui concerne certains aspects du fonctionnement des opérateurs agréés et du Règlement n° 1092 du 27 septembre 2022 du Cabinet des ministres.
[28] Code des douanes, articles 12.3 et 14.
[29] SCS, *Portail Web d'information unifié de l'État – Guichet unique pour le commerce international: Registre national unifié des opérateurs économiques agréés*. Adresse consultée: https://cabinet.customs.gov.ua/aeopubliclist.

3.15. L'Ukraine a adhéré à la Convention relative à un régime de transit commun en octobre 2022. Celle-ci vise à simplifier les procédures de transit douanier entre ses parties contractantes (l'Islande, la Macédoine du Nord, la Norvège, le Royaume-Uni, la Serbie, la Suisse, la Türkiye et l'Union européenne, en plus de l'Ukraine), y compris par le biais de garanties financières mutuellement reconnues et d'une réduction des contrôles pour les marchandises en transit. L'Ukraine a également adhéré au nouveau système de transit informatisé, un outil informatique permettant de gérer et de contrôler les procédures de transit dans le cadre de la Convention. En tant que partie contractante à la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (Convention TIR), l'Ukraine applique la procédure TIR aux mouvements de transit qui ne sont pas visés par la Convention relative à un régime de transit commun. Elle n'accepte plus les carnets TIR délivrés par l'Association des transporteurs routiers internationaux de la Fédération de Russie depuis 2014.[30]

3.16. S'agissant du commerce électronique, les marchandises envoyées par courrier international ou par service de messagerie en un envoi d'une valeur maximale de 150 EUR sont exonérées de droits de douane et autres taxes.[31] Dans le cas contraire, elles sont assujetties à un droit de douane de 10% et à une taxe de 20%, calculés sur la valeur de l'envoi supérieure à 150 EUR. Les marchandises assujetties à des droits d'accise sont soumises à des droits de douane et à des taxes, quelle que soit leur valeur.

3.17. Depuis 2017, l'Ukraine a amélioré ses résultats globaux en ce qui concerne les indicateurs de facilitation des échanges mesurés par l'OCDE.[32] Cela témoigne d'améliorations dans tous les domaines, à l'exception des "documents", où les résultats se sont détériorés au cours de la période considérée, et des "décisions anticipées", de la "coopération externe entre les organismes présents aux frontières" et de la "gouvernance et impartialité", où les résultats sont restés constants (tableau 3.3). Malgré l'amélioration générale, les résultats de l'Ukraine restent inférieurs à la moyenne des économies à revenu élevé de l'OCDE pour tous les indicateurs de la facilitation des échanges, à l'exception des "procédures de recours", pour lesquelles l'Ukraine enregistre de meilleurs résultats que les économies à revenu élevé de l'OCDE.

Tableau 3.3 Indicateurs de la facilitation des échanges, 2017, 2019 et 2022

	2017	2019	2022	Pays de l'OCDE à revenu élevé (2022)
Indicateurs de la facilitation des échanges de l'OCDE (de 0 à 2 (meilleur score))				
Moyenne de la facilitation des échanges	0,997	1,048	1,075	s.o.
A-Disponibilité des renseignements	1,05	1,05	1,10	1,85
B-Participation de la communauté commerciale	1,57	1,67	1,67	1,81
C-Décisions anticipées	1	1	1	1,806
D-Procédures de recours	1,44	1,63	1,63	1,57
E-Redevances et impositions	1,54	1,58	1,58	1,85
F-Documents	0,89	0,78	0,78	1,8
G-Automatisation	0,54	0,67	0,92	1,85
H-Procédures	0,62	0,80	0,80	1,71
I-Coopération entre les organismes nationaux présents aux frontières	0,46	0,50	0,50	1,62
J-Coopération entre les organismes étrangers présents aux frontières	0,64	0,64	0,64	1,6
K-Gouvernance et impartialité	1,22	1,22	1,22	1,93

s.o. Sans objet.

Source: OCDE, *Indicateurs de la facilitation des échanges*. Adresse consultée: https://www.oecd.org/fr/themes/facilitation-des-echanges.html.

[30] UNECE News (2014), "TIR Carnets Issued by the Association of International Road Carriers (ASMAP) of the Russian Federation No Longer Accepted in Ukraine", 17 octobre. Adresse consultée: https://unece.org/tir-carnets-issued-association-international-road-carriers-asmap-russian-federation-no-longer-0.

[31] Code des douanes, articles 234, 277 et 374; et Code fiscal, article 196.

[32] OCDE, *Indicateurs de la facilitation des échanges*. Adresse consultée: https://www.oecd.org/fr/themes/facilitation-des-echanges.html.

3.18. La principale méthode utilisée par l'Administration des douanes pour déterminer la valeur en douane des marchandises est la valeur transactionnelle.[33] Si la valeur en douane ne peut pas être déterminée sur cette base, le Code des douanes prévoit d'autres méthodes d'évaluation à utiliser selon un ordre défini, conformément à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.[34] Les valeurs transactionnelles utilisées sont les valeurs c.a.f. L'Administration des douanes peut vérifier la valeur en douane dans le cadre de contrôles douaniers fondés sur une analyse des risques. Selon les autorités, 90% de la valeur totale en douane des marchandises est déterminée à partir de la principale méthode d'évaluation. Lors de l'examen précédent de l'Ukraine en 2016, l'Administration des douanes utilisait des "valeurs de référence unifiées" dans le cadre de son système de gestion des risques pour évaluer le risque de sous-facturation.[35] Selon les autorités, la législation sur laquelle repose cette pratique est arrivée à expiration le 13 octobre 2016.

3.19. Une déclaration de valeur en douane est requise si certaines dépenses spécifiées dans la législation[36] ont été ajoutées au prix effectivement payé ou soustraites de celui-ci, ou si l'acheteur et le vendeur sont des parties liées. Sur la base de la vérification de la valeur en douane, l'Administration des douanes peut accepter la valeur déclarée ou la rejeter, auquel cas elle doit fournir une explication écrite des motifs et de la méthode utilisée pour ajuster la valeur en douane. Si l'importateur n'est pas d'accord avec la décision de l'Administration des douanes d'ajuster la valeur en douane, celle-ci doit autoriser la mainlevée des marchandises moyennant le paiement des droits de douane et des taxes sur la base de la valeur déclarée, majorés d'une garantie couvrant le montant additionnel contesté.

3.20. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a notifié à l'OMC des modifications apportées à certaines dispositions du Code des douanes relatives à l'évaluation en douane.[37] Ses réponses les plus récentes à la liste récapitulative de questions datent de 2008.[38] Sa notification concernant le traitement des montants des intérêts et l'évaluation des supports informatiques date également de 2008.[39]

3.21. Les décisions douanières peuvent faire l'objet d'un recours administratif conformément aux dispositions du Code des douanes ou d'un recours directement auprès d'un tribunal.[40] Si un recours administratif et un recours judiciaire sont introduits simultanément à l'encontre d'une décision douanière et que le tribunal engage une procédure dans l'affaire, l'appel administratif ne peut se poursuivre. Selon les autorités, 4 832 recours administratifs et judiciaires ont été introduits à l'encontre de décisions relatives à l'évaluation en douane en 2021; 3 724 en 2022; 9 414 en 2023; et 3 326 au cours de la période allant de janvier à août 2024.

3.22. Les formalités douanières accomplies à l'extérieur des installations des douanes sont assujetties à une redevance d'un montant compris entre 20 EUR et 50 EUR par heure, selon qu'elles interviennent pendant les heures ouvrables ou en dehors. Une redevance de 40 EUR ou 50 EUR s'applique aux formalités douanières accomplies dans les installations des douanes en dehors des heures ouvrables. Les formalités douanières accomplies dans les installations des douanes pendant les heures ouvrables ne sont soumises à aucun frais supplémentaire.

3.1.2 Règles d'origine

3.23. L'Ukraine applique des règles d'origine non préférentielles et préférentielles.

3.24. Les dispositions relatives aux règles d'origine non préférentielles sont contenues dans le Code des douanes.[41] Les règles d'origine non préférentielles sont utilisées pour mettre en œuvre des restrictions quantitatives à l'importation, des mesures contingentes et des mesures de santé publique et de sécurité. Elles sont également utilisées dans le cadre des marchés publics et de la collecte de statistiques commerciales. Pour prouver l'origine dans le cadre des règles d'origine non

[33] Code des douanes, article 57.2.
[34] Code des douanes, chapitre 9.
[35] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 3.2.8.
[36] Code des douanes, articles 58.10 et 58.11.
[37] Document de l'OMC G/VAL/N/1/UKR/3 du 31 octobre 2022.
[38] Document de l'OMC G/VAL/N/2/UKR/1 du 29 mai 2008.
[39] Document de l'OMC G/VAL/N/3/UKR/1 du 29 mai 2008.
[40] Code des douanes, chapitre 4.
[41] Code des douanes, section II.

préférentielles, l'Administration des douanes peut exiger l'un des documents suivants, en fonction du but spécifique pour lequel les règles d'origine non préférentielles sont utilisées: un certificat d'origine, une déclaration d'origine certifiée, une déclaration d'origine ou un "certificat de la désignation régionale des marchandises".[42]

3.25. L'Ukraine applique des règles d'origine préférentielles dans le cadre de ses ACR (section 2.3.2). Dans le cadre de l'Accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne, les règles d'origine applicables sont celles spécifiées dans la Convention PEM.[43] Depuis le 1er décembre 2023, l'Ukraine met en œuvre un autre ensemble de règles d'origine "transitoires" (parallèlement à celles de la Convention PEM) en attendant l'adoption de la Convention PEM révisée. Les règles transitoires s'appliquent jusqu'au 1er janvier 2025, date à laquelle la Convention PEM révisée entrera en vigueur. D'ici là, les opérateurs économiques peuvent choisir entre les règles d'origine transitoires et celles de la Convention PEM. En vertu des règles d'origine transitoires, le cumul diagonal est autorisé pour tous les produits, à condition que les partenaires participant au cumul appliquent des règles d'origine identiques.[44] Le "cumul total" (qui permet d'utiliser davantage de matériaux provenant de pays tiers) est autorisé pour tous les produits, à l'exception des textiles et des vêtements relevant des chapitres 50 à 63 du SH, qui sont soumis à des règles spéciales.

3.1.3 Droits de douane

3.26. Les droits de douane ne constituent pas une source de recettes fiscales importante pour l'Ukraine. Entre 2017 et 2022, dernière année pour laquelle des données sont disponibles, les recettes provenant des droits d'importation ont représenté en moyenne 3,6% du total des recettes fiscales.

3.1.3.1 Consolidations tarifaires dans le cadre de l'OMC

3.27. Les engagements de consolidation souscrits par l'Ukraine figurent dans la Liste CLXII annexée à son protocole d'accession. Ses derniers engagements certifiés suivent la nomenclature du SH2017.[45]

3.28. Toutes les lignes tarifaires du tarif douanier de l'Ukraine sont consolidées, rendant le régime commercial plus prévisible. La plupart des lignes sont consolidées à des taux *ad valorem*. Les lignes qui ne sont pas consolidées comprennent 10 lignes visant la bière, le vin mousseux et certains produits du tabac, qui sont consolidés à des taux spécifiques et deux lignes visant les préparations utilisées dans la fabrication de boissons, dont le taux consolidé correspond au droit spécifique ou au droit *ad valorem*, si celui-ci est plus faible. Environ 30% des lignes tarifaires sont consolidées à 0% et près de 96% des lignes tarifaires sont consolidées à 15% ou moins. Les produits assujettis aux taux *ad valorem* les plus élevés sont le sucre (50%) et l'huile de tournesol (30%). L'équivalent *ad valorem* du taux spécifique auquel le vin mousseux est consolidé est de 35,8%.

3.29. Il ressort d'une comparaison entre les derniers engagements de consolidation certifiés de l'Ukraine qui suivent la nomenclature du SH2017, et le tarif douanier de l'Ukraine de 2024, établi selon la nomenclature du SH2022, que les taux appliqués dépassent les niveaux consolidés correspondants pour 21 lignes tarifaires (Tableau A3. 1). Dans le cas de deux de ces lignes (3924100000 (vaisselle et autres articles pour le service de la table ou de la cuisine) et 5601300000 (tontisses, nœuds et noppes (boutons) de matières textiles)), les autorités ont indiqué avoir constaté l'existence d'un écart entre la version papier en ukrainien du tarif de l'Ukraine et la version officielle en anglais. La version en ukrainien indique un droit consolidé de 6,5% correspondant à la ligne tarifaire 3924100000 et un droit consolidé de 3,8% correspondant à la ligne tarifaire 5601300000.

[42] Code des douanes, article 41.1.

[43] Les dispositions relatives aux règles d'origine prévues par la Convention PEM figurent à l'annexe 2 de son appendice I.

[44] Commission européenne, *Guidance: Transitional PEM Rules of Origin* (v1.0 – 16 août 2021), document TAXUD/E4/AM/GD. Adresse consultée: https://taxation-customs.ec.europa.eu/customs-4/international-affairs/pan-euro-mediterranean-cumulation-and-pem-convention_en.

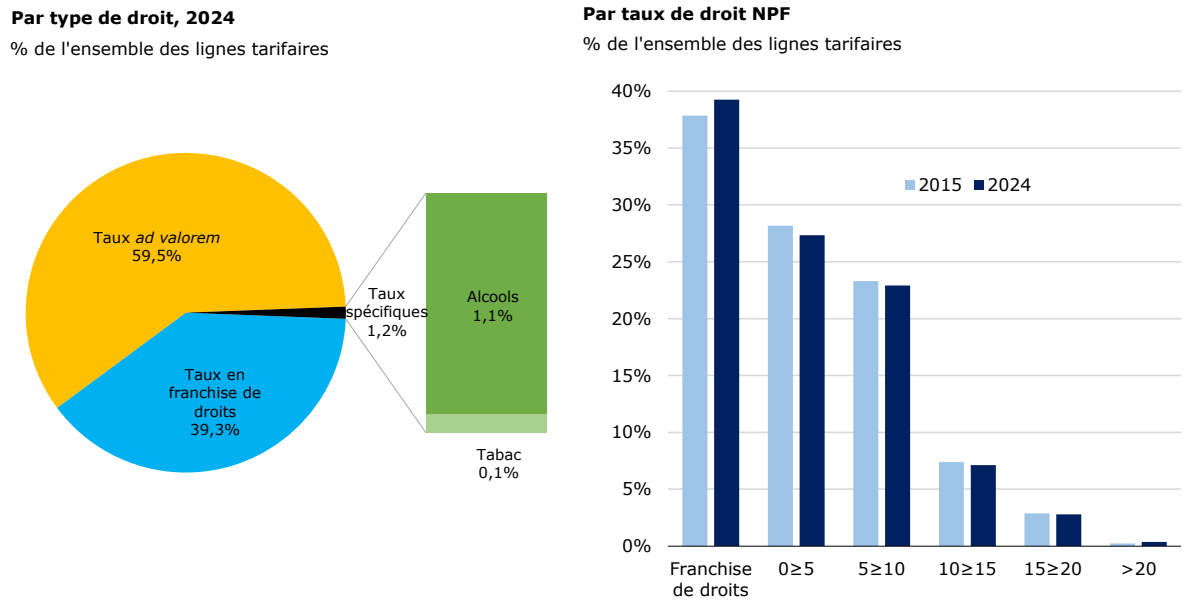
[45] Document de l'OMC WT/Let/1649 du 26 janvier 2024.

3.1.3.2 Droits NPF appliqués

3.30. Les taux de droits appliqués aux importations sont spécifiés dans le tarif douanier d'octobre 2022.[46] La Verkhovna Rada doit adopter une loi pour les modifier. Le tarif douanier prévoit deux types de taux de droits d'importation: le taux NPF et le taux "plein". Le taux plein est appliqué aux importations en provenance de pays non Membres de l'OMC, sauf si ceux-ci ont conclu un accord commercial préférentiel avec l'Ukraine. Tous les autres partenaires commerciaux sont assujettis au taux NPF (ou à un taux préférentiel, selon le cas). Le taux plein est identique au taux NPF, sauf pour 12,5% des lignes tarifaires, pour lesquelles le taux plein est plus élevé. L'Ukraine interdit toutes les importations en provenance de la Fédération de Russie (section 3.2.3).

3.31. Le tarif douanier est fondé sur la nomenclature du SH2022 et comprend 11 008 lignes tarifaires au niveau des positions à 10 chiffres du SH (chapitres 1 à 97). La structure des droits NPF est complexe: elle comprend 42 taux *ad valorem* différents (outre la franchise de droits) et 6 taux non *ad valorem*. Près de 99% des lignes tarifaires sont soumises à des droits *ad valorem* (graphique 3.1). Environ 39% des lignes tarifaires sont en franchise de droits, 27% sont soumises à des taux de 5% ou moins (mais supérieurs à 0%), 23% sont soumises à des taux supérieurs à 5% mais inférieurs ou égaux à 10%, et 10% sont soumises à des taux supérieurs à 10%. Les taux les plus courants sont 0%, 5% et 10%, qui pris ensemble représentent environ 72% de l'ensemble des lignes tarifaires. Des droits non *ad valorem* sont appliqués à 134 lignes tarifaires visant principalement les alcools (1,1% de l'ensemble des lignes tarifaires) et le tabac (0,1% de l'ensemble des lignes tarifaires). Tous les droits non *ad valorem* prennent la forme de taux spécifiques. Des taux saisonniers sont appliqués à certains produits agricoles tels que les fleurs coupées, les plantes, les légumes et les fruits (Tableau A4. 1).

Graphique 3.1 Ventilation des droits par type et taux de droit, 2015 et 2024



Note: La structure tarifaire de 2015 comporte 10 460 lignes tarifaires, tandis que celle de 2024 comporte 11 008 lignes tarifaires au niveau des positions à 10 chiffres. Environ 0,2% de l'ensemble des lignes n'apparaissent pas sur le graphique de droite en raison de l'absence d'équivalents *ad valorem* (EAV).

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

3.32. Par rapport au tarif en vigueur au moment de l'examen précédent de l'Ukraine (tarif douanier de 2015), un peu plus de 1% des lignes tarifaires ont vu leur taux diminuer, tandis que 0,2% ont vu leur taux augmenter. Par ailleurs, 88% des lignes tarifaires sont restées inchangées (en raison de modifications dans la nomenclature du SH, il n'a pas été possible de comparer les taux de droits de 2015 et de 2024 pour les 10% de lignes tarifaires restantes). Les lignes tarifaires qui ont augmenté entre 2015 et 2024 appartenaient aux catégories de produits "fibres, fils et tissus naturels" (7 lignes tarifaires) et "autres produits textiles" (17 lignes tarifaires). Les lignes tarifaires

[46] Loi n° 2697-IX du 19 octobre 2022 sur le tarif douanier de l'Ukraine.

qui ont diminué appartenaient à ces deux mêmes catégories (117 lignes tarifaires) ainsi qu'aux catégories "soie et laine" (1 ligne tarifaire) et "fibres, fils et tissus de fibres synthétiques ou artificielles" (5 lignes tarifaires). Ces changements n'ont pas eu d'effet notable sur le niveau global de protection tarifaire nominale, qui reste faible. La moyenne simple des taux NPF appliqués, qui s'élevait à 4,8% en 2024, n'a guère changé par rapport à l'examen précédent (4,9%). Il en va de même pour la part des lignes tarifaires soumises à des taux de nuisance (supérieurs à 0% mais inférieurs ou égaux à 2%) et la part des lignes tarifaires soumises à des crêtes tarifaires (crêtes nationales et internationales) (tableau 3.4).

Tableau 3.4 Structure du tarif NPF, 2015 et 2024

(%, sauf indication contraire)

	Taux NPF appliqué	
	2015	2024
Lignes tarifaires consolidées (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	100	100
Moyenne simple des taux	4,9	4,8
Produits agricoles (définition OMC)	9,6	9,7
Produits non agricoles (définition OMC)	3,6	3,5
SH 01-24	8,5	8,5
SH 25-97	3,7	3,6
Lignes tarifaires en franchise de droits (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	37,9	39,3
Contingents tarifaires (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	0,04	0,04
Droits non *ad valorem* (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	1,0	1,2
Droits non *ad valorem* sans EAV (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	0,2	0,2
Crêtes tarifaires nationales (% de l'ensemble des lignes tarifaires)[a]	6,1	6,0
Crêtes tarifaires internationales (% de l'ensemble des lignes tarifaires)[b]	3,1	3,2
Coefficient de variation	1,2	1,2
Taux de nuisance appliqués (% de l'ensemble des lignes tarifaires)[c]	7,6	7,7
Nombre total de lignes tarifaires	10 460	11 008
Taux *ad valorem*	10 355	10 874
En franchise de droits	3 960	4 321
Taux spécifiques	105	134

a Les crêtes tarifaires nationales sont les taux supérieurs au triple de la moyenne simple globale des taux appliqués.
b Les crêtes tarifaires internationales sont les taux supérieurs à 15%.
c Les taux de nuisance sont les taux supérieurs à zéro, mais inférieurs ou égaux à 2%.

Note: Le tarif douanier de 2015 est fondé sur la nomenclature du SH2012, et le tarif douanier de 2024 sur celle du SH de 2022. Les calculs sont effectués au niveau des lignes tarifaires nationales (à 10 chiffres), en excluant les taux contingentaires et en incluant les EAV. Les calculs tiennent compte, lorsqu'ils sont disponibles, des EAV communiqués par les autorités ukrainiennes (d'après les importations de 2014 pour le tarif de 2015 et celles de 2023 pour le tarif de 2024).

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

3.33. La moyenne simple des taux de droits NPF de 9,7% sur les produits agricoles (définition de l'OMC) est plus de 2,5 fois supérieure au taux moyen sur les produits non agricoles (3,5%) (tableau 3.5 et Tableau A3. 1). Le sucre brut et l'huile de tournesol sont assujettis aux droits *ad valorem* les plus élevés (50% et 30%, respectivement). Certains vins, qui sont assujettis à des taux spécifiques, bénéficient également d'une protection tarifaire nominale élevée, avec des équivalents *ad valorem* allant de 30,3% pour le Prosecco à 54,5% pour certains autres vins.[47] Les catégories de produits[48] présentant les parts les plus faibles de lignes en franchise de droits (3% ou moins des lignes tarifaires pour chaque catégorie de produits) sont les boissons non alcooliques, les vêtements, les préparations de fruits et légumes, les préparations alimentaires, les graisses et huiles animales et les résidus de l'industrie alimentaire. En revanche, toutes les lignes tarifaires sont en franchise de droits dans les catégories de produits suivantes: pâte de bois, papier et imprimés; produits pharmaceutiques; équipements médicaux; épices; semi-conducteurs; soie et laine; composants électroniques; coton; et huiles brutes.

[47] Les équivalents *ad valorem* ont été communiqués par les autorités et calculés sur la base des données relatives aux importations pour 2023.
[48] Classés conformément aux catégories utilisées dans les négociations commerciales multilatérales menées à l'OMC.

3.34. L'Ukraine maintient un contingent tarifaire dans le cadre de son régime tarifaire NPF, comme le prévoit les engagements qu'elle a pris dans le cadre de son accession à l'OMC. Ce contingent s'applique au sucre de canne brut (deux lignes relevant des positions 1701.13 et 1701.14 du SH) et a un volume annuel de 267 800 tonnes, qui est attribué exclusivement aux Membres de l'OMC suivant l'ordre de présentation des demandes. Le taux de droit contingentaire est fixé à 2% et le taux hors contingent à 50% (section 4.1).

3.1.3.3 Droits de douane préférentiels

3.35. L'Ukraine applique des droits préférentiels aux importations qui répondent aux prescriptions en matière d'origine dans le cadre de chacun de ses ALE (section 2.3.2).

3.36. La part des lignes tarifaires qui bénéficiaient de la franchise de droits dans le cadre des ALE conclus par l'Ukraine en septembre 2024 varie considérablement, allant d'environ 77% dans le cas de l'ALE avec Israël à pratiquement 100% dans le cas des ALE avec le Canada, la Géorgie, le Monténégro, la République de Moldova et le Royaume-Uni (tableau 3.5). La moyenne simple des taux de droits est égale ou inférieure à 0,7% pour tous les ALE conclus par l'Ukraine, à l'exception de ceux avec Israël et la Macédoine du Nord.

Tableau 3.5 Récapitulatif des taux préférentiels appliqués par l'Ukraine, 2024

	Moyenne simple (%)	Fourchette tarifaire (%)	Part des lignes soumises à des droits non *ad valorem* (%)	Part des lignes en franchise de droits (%)	Part des crêtes tarifaires[a] (%)	Part des taux de nuisance[b] (%)
Taux NPF appliqué	**4,8**	**0-54,5**	**1,2**	**39,3**	**3,2**	**7,7**
Produits agricoles (définition OMC)	9,7	0-54,5	5,9	15,1	14,3	4,1
Produits non agricoles (définition OMC)	3,5	0-25	0,0	45,5	0,3	8,6
Canada	**0,1**	**0-50**	**0,0**	**99,0**	**0,2**	**0,0**
Produits agricoles (définition OMC)	0,5	0-50	0,0	95,4	0,8	0,0
Produits non agricoles (définition OMC)	0,0	0-0	0,0	100,0	0,0	0,0
AELE-Islande	**0,5**	**0-50**	**0,0**	**95,1**	**0,4**	**0,4**
Produits agricoles (définition OMC)	2,0	0-50	0,0	84,9	1,9	0,0
Produits non agricoles (définition OMC)	0,1	0-15	0,0	97,8	0,0	0,5
AELE-Norvège	**0,7**	**0-50**	**0,0**	**93,8**	**0,6**	**0,4**
Produits agricoles (définition OMC)	2,7	0-50	0,0	78,5	2,7	0,0
Produits non agricoles (définition OMC)	0,1	0-15	0,0	97,8	0,0	0,5
AELE, Suisse et Liechtenstein	**0,7**	**0-50**	**0,0**	**93,4**	**0,6**	**0,4**
Produits agricoles (définition OMC)	2,9	0-50	0,0	76,5	2,7	0,0
Produits non agricoles (définition OMC)	0,1	0-15	0,0	97,8	0,0	0,5
Union européenne	**0,3**	**0-50**	**0,0**	**96,2**	**0,3**	**0,3**
Produits agricoles (définition OMC)	1,4	0-50	0,0	87,1	1,5	0,0
Produits non agricoles (définition OMC)	0,1	0-8,4	0,0	98,6	0,0	0,3
Géorgie	**0,0**	**0-50**	**0,0**	**99,9**	**0,1**	**0,0**
Produits agricoles (définition OMC)	0,2	0-50	0,0	99,3	0,3	0,0
Produits non agricoles (définition OMC)	0,0	0-0	0,0	100,0	0,0	0,0
Israël	**2,0**	**0-54,5**	**1,2**	**77,4**	**2,7**	**3,7**
Produits agricoles (définition OMC)	8,3	0-54,5	5,9	27,6	12,6	4,3
Produits non agricoles (définition OMC)	0,3	0-20	0,0	90,3	0,1	3,6

	Moyenne simple (%)	Fourchette tarifaire (%)	Part des lignes soumises à des droits non *ad valorem* (%)	Part des lignes en franchise de droits (%)	Part des crêtes tarifaires[a] (%)	Part des taux de nuisance[b] (%)
Moldova, Rép. de	**0,1**	**0-50**	**0,0**	**99,7**	**0,1**	**0,0**
Produits agricoles (définition OMC)	0,2	0-50	0,0	98,6	0,4	0,0
Produits non agricoles (définition OMC)	0,0	0-0	0,0	100,0	0,0	0,0
Monténégro	**0,1**	**0-50**	**0,0**	**99,6**	**0,1**	**0,0**
Produits agricoles (définition OMC)	0,4	0-50	0,0	98,1	0,4	0,0
Produits non agricoles (définition OMC)	0,0	0-0	0,0	100,0	0,0	0,0
Macédoine du Nord	**1,6**	**0-54,5**	**1,2**	**85,0**	**2,6**	**0,6**
Produits agricoles (définition OMC)	7,1	0-54,5	5,9	38,4	12,5	1,6
Produits non agricoles (définition OMC)	0,2	0-20	0,0	97,0	0,1	0,3
Royaume-Uni	**0,0**	**0-0**	**0,0**	**100,0**	**0,0**	**0,0**
Produits agricoles (définition OMC)	0,0	0-0	0,0	100,0	0,0	0,0
Produits non agricoles (définition OMC)	0,0	0-0	0,0	100,0	0,0	0,0
Arménie	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
Kazakhstan	0,1	0-50	0,0	99,9	0,1	0,0
République kirghize	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
Tadjikistan	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
Turkménistan	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
Ouzbékistan	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0

a Les crêtes tarifaires internationales sont les taux supérieurs à 15%.
b Les taux de nuisance sont les taux supérieurs à zéro, mais inférieurs ou égaux à 2%.

Note: Le tarif de 2024 est fondé sur la nomenclature du SH2022. Les calculs sont effectués au niveau des lignes tarifaires nationales (à 10 chiffres), en excluant les taux contingentaires et en incluant les EAV. Les calculs tiennent compte, lorsqu'ils sont disponibles, des EAV communiqués par les autorités ukrainiennes (d'après les importations de 2023 pour le tarif de 2024). Le Secrétariat a harmonisé les tarifs douaniers des ALE avec la Géorgie, le Monténégro, la République de Moldova et le Royaume-Uni, fondés sur différentes nomenclatures du SH (SH1996, SH2002, SH2012 et SH2017, respectivement), avec la liste des droits appliqués de 2024 (nomenclature du SH2022).

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

3.37. Tous les produits non agricoles (définition de l'OMC) dans le cadre des ALE conclus avec le Canada, la Géorgie, le Monténégro, la République de Moldova et le Royaume-Uni sont admis en franchise de droits. Dans le cadre de plusieurs autres ALE (Association européenne de libre-échange (AELE), Union européenne et Macédoine du Nord), des parts relativement faibles (allant jusqu'à 3%) des lignes tarifaires correspondant à des produits non agricoles restent passibles de droits, tandis que dans le cadre de l'ALE avec Israël, la part des lignes tarifaires correspondant à des produits non agricoles passibles de droits est de près de 10% (tableau 3.5).

3.38. Les produits agricoles (définition de l'OMC) continuent de bénéficier d'une protection tarifaire dans le cadre de certains ALE conclus par l'Ukraine, bien qu'à un niveau inférieur en moyenne par rapport au régime NPF. La moyenne simple des droits appliqués aux produits agricoles dans le cadre de ces accords va de 0,2% dans le cadre des ALE avec la Géorgie et la République de Moldova à 7,1% dans le cadre de l'ALE avec la Macédoine du Nord et 8,3% dans le cadre de celui avec Israël, soit un peu moins que la moyenne simple des taux NPF de 9,7% visant les produits agricoles. Alors que moins de 5% des lignes tarifaires visant des produits agricoles sont passibles de droits en vertu des ALE conclus par l'Ukraine avec le Canada, la Géorgie, le Monténégro et la République de Moldova, dans le cadre de certains autres ALE conclus par l'Ukraine, la part de ces lignes peut atteindre 24% (ALE avec la Suisse), 62% (ALE avec la Macédoine du Nord) et 72% (ALE avec Israël). Dans le cadre des ALE conclus avec le Canada, la Macédoine du Nord et l'Union européenne, l'Ukraine accorde un accès aux marchés pour certains produits agricoles au moyen de contingents tarifaires assortis de taux de droits contingentaires nuls (Tableau A3. 3 et section 4.1).

3.1.3.4 Exonérations de droits de douane

3.39. L'Ukraine accorde un large éventail d'exonérations de droits de douane (tableau 3.6).

3.40. Plusieurs exonérations de droits de douane sont accordées à condition qu'aucun produit identique à ceux bénéficiant de l'exonération ne soit produit en Ukraine. C'est le cas de certains médicaments[49]; des équipements et autres produits liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique[50]; des produits utilisés dans les nanotechnologies[51]; des machines agricoles fonctionnant aux biocarburants; et des machines, équipements, composants et matériaux importés par les parcs industriels destinés à être utilisés dans ces derniers (et non assujettis à des droits d'accise).[52] Les importations effectuées par les parcs technologiques de machines, d'équipements, de composants et de matériaux qui ne sont pas produits en Ukraine sont assujetties à des droits de douane, mais le parc technologique peut bénéficier d'un crédit pour le montant des droits de douane acquittés.[53]

Tableau 3.6 Principales exonérations de droits de douane, 2024

Programme	Portée	En vigueur jusqu'au	Recettes sacrifiées (milliers d'UAH)[a]
Secteur des ressources (déchets)	Déchets et débris de métaux ferreux et non ferreux; déchets de papier et de carton	01/01/2027	431 706
Projet "Air Express" (périphérique de Kyïv)	Biens destinés au développement de l'infrastructure de transport dans la ville et l'oblast de Kyïv	Pendant la durée du projet	-
Industrie aéronautique	Biens destinés au développement ou à la fabrication, à la réparation, au rééquipement, à la modification ou à l'entretien d'aéronefs et de moteurs d'aéronefs par des entreprises de construction aéronautique visées à l'article 2 de la Loi de l'Ukraine sur le développement de l'industrie aéronautique	01/01/2025	121 190
Transports respectueux de l'environnement	Véhicules à moteurs électriques	01/01/2026	6 860 008
Transports respectueux de l'environnement	Machines agricoles fonctionnant aux biocarburants non produites en Ukraine	Aucune date d'expiration	-
Transports respectueux de l'environnement	Véhicules équipés de moteurs à combustion interne à allumage par étincelles fonctionnant exclusivement au gaz naturel méthane comprimé, au gaz naturel méthane liquéfié ou au biogaz	01/01/2026	-
Grands projets d'investissement	Nouveaux équipements (machines) et leurs composants destinés à la mise en œuvre d'un projet réalisant des investissements "importants"	01/01/2035	-
Entreprises de construction de machines	Carrosserie de voitures de tourisme	Aucune date d'expiration	11 655
Entreprises de construction de machines	Biens destinés à la création ou à la modernisation d'installations de production servant à la production industrielle de véhicules	01/01/2031	25 755
Secteur manufacturier[b]	Équipements et composants importés par des entreprises de l'industrie de transformation exclusivement pour l'usage dans leurs propres activités de production	01/01/2037	-
Secteur manufacturier	Nouveaux équipements (machines) et leurs composants importés par les entreprises membres d'un parc industriel	Aucune date d'expiration	191 835

[49] Code du commerce, article 282.1, point 13.
[50] Code des douanes, article 282.1, points 14, 16 et 17.
[51] Code du commerce, article 282.1, point 16.
[52] Code des douanes, article 287.6.
[53] Code des douanes, article 287.5.

Programme	Portée	En vigueur jusqu'au	Recettes sacrifiées (milliers d'UAH)[a]
Industries de pointe, industrie aéronautique et industrie aérospatiale	Équipements, composants et matériaux importés par un parc scientifique et ses partenaires aux fins de la mise en œuvre du parc	Pendant la durée du projet	-

\- Néant. Aucune exonération de droits de douane n'a été accordée au titre du programme au cours de la période allant de janvier à août 2024.

a Janvier-août 2024.
b À l'exclusion des importations de composants destinés à la production de matériels de défense.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.41. En juillet 2024, les importations d'un large éventail de produits effectuées par le secteur de la défense nationale faisaient l'objet d'exonérations de droits de douane. En outre, sous la loi martiale, l'Ukraine exempt des droits de douane le gaz naturel et les produits importés par le "secteur agro-industriel", y compris les pochettes et sacs en polymères destinés à l'entreposage de produits agricoles; les tubes et tuyaux en plastique; les contenants pour textiles en vrac; et les remorques et semi-remorques autochargeuses ou autodéchargeuses destinées au transport de produits agricoles.

3.1.4 Autres impositions visant les importations

3.42. En vertu de l'article 9 du Code fiscal, l'Ukraine applique des droits d'accise et la TVA en plus des droits de douane. Entre 2017 et 2022, dernière année pour laquelle des données sont disponibles, les recettes tirées de la TVA ont représenté en moyenne 52% des recettes fiscales totales, tandis que les recettes tirées du droit d'accise ont représenté en moyenne près de 16% des recettes fiscales totales.

3.43. L'Ukraine a consolidé les "autres droits et impositions" à 0% dans sa liste concernant les marchandises.

3.1.4.1 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

3.44. Les ventes de produits d'origine nationale et de produits importés, ainsi que les services fournis en Ukraine par des résidents et des non-résidents sont assujettis à la TVA. La TVA est perçue au taux standard de 20% ou à des taux réduits de 0%, 7% ou 14%. À l'importation, la TVA est calculée sur la base de la valeur des marchandises en hryvnia ukrainienne, majorée des droits applicables, y compris le droit d'accise, et sa perception s'effectue à la frontière en même temps que ces autres taxes.

3.45. Le taux réduit de TVA de 7% s'applique principalement à l'offre intérieure et aux importations de certains médicaments et équipements médicaux destinés à être utilisés dans le cadre d'essais cliniques et d'essais cliniques post-commercialisation; à la fourniture de certains services tels que les événements culturels ou la distribution de billets pour des manifestations sportives; et à la fourniture de services d'hébergement temporaire par des hôtels et d'autres établissements. Le taux réduit de TVA de 14%, introduit en février 2021, s'applique à l'offre intérieure et aux importations de produits agricoles relevant des positions 1001, 1003, 1005, 1201, 1205 et 1206.00 du SH.

3.46. Les biens et les services exportés depuis l'Ukraine bénéficient d'un taux nul aux fins de la TVA. Les services de transport international, l'entretien des aéronefs effectuant des vols internationaux et les approvisionnements pour navires maritimes, aéronefs et engins spatiaux bénéficient également d'un taux nul, tout comme les services de fabrication à façon, à condition que les produits obtenus soient réexportés d'Ukraine.

3.47. En vertu du Code fiscal, certaines ventes de biens et de services sont exonérées de la TVA. Il s'agit notamment des importations de produits liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, et des importations de nouveaux équipements utilisés dans les industries de la transformation, de l'enlèvement, du traitement et de l'élimination des déchets, et de la récupération des matériaux. L'exonération de la TVA sur certains équipements de production d'énergies renouvelables et à haut rendement énergétique est subordonnée à la non-disponibilité d'un produit

identique d'origine nationale. Le transport en transit de marchandises et de voyageurs et les pièces qui lui sont destinées; les produits importés par des établissements scientifiques et d'enseignement; et les composants utilisés pour produire du matériel de défense dans le cadre de marchés publics sont également exonérés de la TVA, de même que les services d'enseignement supérieur fournis par des établissements d'enseignement agréés, y compris ceux qui fournissent des services de télé-enseignement par le biais d'Internet.

3.48. Certaines transactions n'entrent pas dans le champ d'application du régime de la TVA, y compris l'émission, la vente et l'échange de valeurs mobilières, les services d'assurance et de réassurance, les services de gestion d'actifs, les opérations de change, la réorganisation d'entités juridiques et les services de fret et de transitaire fournis à des non-résidents fournissant des services de transport maritime international.

3.49. Des exonérations de TVA peuvent aussi être accordées à titre temporaire (tableau 3.7). L'exonération de la TVA sur les importations de marchandises dans les secteurs de l'aviation et de la construction navale est subordonnée à la non-disponibilité de produits nationaux similaires.

Tableau 3.7 Exonérations temporaires de la TVA, 2024

Activité faisant l'objet d'une exonération	Fin de l'exonération
Distribution et projection publique de films ukrainiens ou étrangers	1er janvier 2025
Importation de marchandises destinées aux secteurs de l'aviation et de la construction navale en l'absence de produits nationaux similaires	1er janvier 2025
Importation et fourniture de véhicules équipés de moteurs à combustion interne à allumage par étincelles fonctionnant exclusivement au gaz naturel méthane comprimé, au gaz naturel méthane liquéfié ou au biogaz	1er janvier 2026
Importation de nouveaux équipements et de leurs composants par un contribuable-investisseur réalisant des investissements importants uniquement aux fins de la mise en œuvre d'un grand projet d'investissement dans le cadre d'un accord d'investissement spécial	1er janvier 2035
Marchandises et services fournis par des entreprises établies par des organismes publics pour les personnes handicapées	1er janvier 2025
Fourniture et importation de déchets et rebuts de métaux ferreux et non ferreux	1er janvier 2027
Importation de composants par des entreprises qui possèdent, créent ou modernisent des installations de production pour leur propre production industrielle de véhicules équipés exclusivement de moteurs électriques ou de moteurs à combustion interne à allumage par étincelles fonctionnant exclusivement au gaz naturel comprimé	1er janvier 2031
Importation d'équipements et de composants par des entreprises commerciales admissibles exclusivement destinés à être utilisés dans leurs propres activités de production	1er janvier 2037

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.50. Les entreprises de l'économie numérique non résidentes qui fournissent des services grand public à des consommateurs situés en Ukraine doivent s'enregistrer au titre de la TVA et percevoir et verser la TVA sur la fourniture de biens imposables aux consommateurs situés en Ukraine. L'obligation d'enregistrement au titre de la TVA s'applique aux entreprises de l'économie numérique non résidentes dont le chiffre d'affaires provenant de transactions assujetties à la TVA au cours de l'année civile précédente est supérieur à 1 million d'UAH.

3.51. L'Ukraine dispose d'un système électronique pour l'administration de la TVA depuis 2015. Néanmoins, lors du précédent examen, des préoccupations ont été exprimées au sujet des retards dans le traitement de certains remboursements de la TVA, ainsi que de l'opacité des critères régissant ces remboursements.[54] En réponse, l'Ukraine a indiqué que le Ministère des finances avait publié une ordonnance[55] établissant un processus transparent de remboursement de la TVA et que le délai de traitement des remboursements de la TVA avait été ramené à environ deux mois (avril 2016).[56] En vertu de l'article 200 du Code fiscal, les contribuables pouvant bénéficier d'un remboursement doivent faire l'objet de contrôles réalisés par l'autorité compétente aux fins de l'approbation de leurs demandes. Un contrôle sur place a lieu dans les 20 jours suivant la date limite

[54] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 3.2.6.

[55] Ordonnance n° 1128 du 14 novembre 2014 portant approbation des critères de détermination du respect des obligations relatives à la taxe sur la valeur ajoutée par les contribuables pouvant bénéficier d'une compensation budgétaire automatique de la taxe sur la valeur ajoutée.

[56] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Add.1 du 1er août 2016, page 72.

de dépôt de la déclaration d'impôt. Si nécessaire, un contrôle sur pièces (non programmé) peut intervenir dans les 40 jours suivant la date limite de dépôt de la déclaration d'impôt. Depuis octobre 2024, et pendant toute la durée de la loi martiale, les contribuables ayant de bons antécédents bénéficient d'un processus de contrôle accéléré (5 jours pour les contrôles sur place et 10 pour les contrôles sur pièces). En outre, les autorités ont indiqué que, depuis avril 2017, l'administration des remboursements de la TVA avait été entièrement automatisée et qu'un registre des demandes de remboursement de la TVA affichait automatiquement le montant des remboursements dus. Les données du registre sont accessibles au public, à l'exception des coordonnées bancaires sensibles.

3.1.4.2 Droits d'accise

3.52. Les produits soumis aux droits d'accise comprennent l'alcool éthylique, les distillats alcooliques, les boissons alcooliques et la bière (à l'exception du kvas fermenté vivant); les produits du tabac, les tabacs et succédanés de tabac fabriqués, les tabacs bruts ou non fabriqués, les déchets de tabac et les liquides utilisés dans les cigarettes électroniques; le carburant; les véhicules automobiles pour le transport de personnes (et leurs carrosseries, remorques et semi-remorques), les motocycles, les véhicules pour le transport de 10 personnes ou plus et les véhicules pour le transport de marchandises; et l'électricité. En vertu du Code fiscal, les taux des droits d'accise sont spécifiques pour tous les produits, à l'exception des cigarettes, qui sont assujetties à des taux composites (spécifiques et *ad valorem*), et de l'électricité, qui est assujettie à un taux *ad valorem*. Les taux applicables à l'éthanol, aux boissons alcooliques, aux tabacs et produits du tabac, aux succédanés de tabac fabriqués, aux produits et succédanés contenant du tabac et de la nicotine et aux liquides utilisés dans les cigarettes électroniques sont libellés en hryvnia, tandis que ceux applicables aux autres produits sont libellés en euros.

3.53. Les taux des droits d'accise, qui sont révisés chaque année, sont identiques pour les produits importés et les produits d'origine nationale. Ils sont spécifiés à l'article 215 du Code fiscal. Pour les véhicules automobiles, les taux des droits d'accise sont plus faibles pour les véhicules neufs que pour les véhicules anciens. Pour les véhicules automobiles pour le transport de 10 personnes ou plus, les taux des droits d'accise dépendent du type de moteur et de sa cylindrée, ainsi que de l'âge du véhicule. Les taux des droits d'accise sont multipliés par 50 si le véhicule a été utilisé pendant plus de 8 ans. S'agissant des véhicules automobiles pour le transport de marchandises, le taux du droit d'accise est multiplié par 40 pour les véhicules utilisés entre 5 et 8 ans, et par 50 pour les véhicules utilisés depuis plus de 8 ans.

3.54. Les importations de marchandises assujetties à l'accise (à l'exception des combustibles) utilisées comme intrants dans la production d'autres marchandises assujetties à l'accise destinées à la vente en Ukraine, et les exportations et importations de carrosseries de véhicules automobiles utilisées pour la production de véhicules automobiles relevant de la position 8703 du SH ne sont pas soumises aux droits d'accise. En outre, pendant la durée de la loi martiale, certaines ventes à l'État de combustibles destinés à la défense et à la protection civile sont exonérées de droits d'accise.

3.1.5 Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation

3.55. D'une manière générale, l'Ukraine applique des prohibitions à l'importation pour des raisons liées à la protection de la santé, de la moral et de l'environnement, conformément aux conventions internationales auxquelles elle est partie.[57] Au cours de la période considérée, elle a interdit l'importation de publications et d'imprimés répondant à certains critères d'origine ou de paternité à compter de juin 2023.[58] En outre, elle a continué de proroger la validité d'une prohibition temporaire à l'importation, en vigueur depuis janvier 2016, pour une série de marchandises originaires de la Fédération de Russie.[59] Par le biais d'actes juridiques distincts, le Cabinet des ministres a également interdit toutes les importations de marchandises en provenance de la Fédération de Russie et les exportations vers ce pays, quelle que soit leur origine, à compter d'avril et septembre 2022, respectivement.[60]

[57] La liste actuelle des marchandises visées par des prohibitions à l'importation, à l'exportation et/ou en transit peut être consultée à l'adresse suivante: https://customs.gov.ua/en/tovari-shchodo-iakikh-diiut-obmezhennia.

[58] Loi n° 2309-IX du 19 juin 2022.

[59] Résolution n° 1147 du 30 décembre 2015, telle que modifiée.

[60] Résolutions n° 426 du 9 avril 2022 et n° 1076 du 27 septembre 2022.

3.56. Au cours de la période considérée, aucune modification importante n'a été apportée au cadre institutionnel régissant l'imposition de mesures non tarifaires.[61] La liste des marchandises dont l'importation et/ou l'exportation sont soumises à un régime de licences et le volume des contingents d'importation/d'exportation sont approuvés chaque année par le Cabinet des ministres, sur recommandation du Ministère de l'économie.[62] Des modifications ont été apportées à la législation ukrainienne concernant, entre autres, les substances appauvrissant la couche d'ozone et les gaz à effet de serre fluorés, les substances chimiques et les déchets dangereux.[63]

3.57. L'Ukraine applique un régime de licences non automatiques à divers produits.[64] Ce régime vise principalement à prévenir les atteintes à l'environnement, à la santé des personnes et des animaux et à la préservation des végétaux, et à contrôler les importations de produits classés dans la catégorie des armes et de produits soumis à des contingents ou faisant l'objet de mesures correctives commerciales. Les autorités ont indiqué que les importations relevant de 226 lignes tarifaires étaient soumises à des procédures de licences non automatiques en 2024. Les licences ou permis d'importation doivent être obtenus avant le dédouanement. Selon les autorités, les licences d'importation peuvent être demandées par voie électronique mais continuent d'être délivrées sur papier. Néanmoins, une fois une licence délivrée, une version électronique est déposée au Guichet unique pour le commerce international aux fins de la facilitation du dédouanement.

3.58. Les autorités ont également indiqué que, bien qu'il n'y ait pas de chevauchement dans les attributions des différents organismes habilités à délivrer les licences, l'octroi de certaines licences ou permis d'importation pouvait nécessiter une coordination préalable et un échange de renseignements entre les organismes compétents. En règle générale, les permis d'importation sont délivrés gratuitement, tandis que les licences d'importation coûtent généralement 780 UAH. La perception de cette redevance a été suspendue pendant la durée de la loi martiale.[65] Il peut être fait appel du refus d'accorder une licence devant les tribunaux, conformément aux dispositions du Code des procédures administratives.

3.59. Certaines marchandises, telles que les distillats d'alcool, l'alcool éthylique et le papier et les filtres à cigarettes, ne peuvent être importées que par les titulaires d'une licence d'activité correspondante.

3.60. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a régulièrement communiqué à l'OMC des réponses annuelles au questionnaire sur les procédures de licences d'importation et des notifications bisannuelles des restrictions quantitatives (y compris les prohibitions à l'importation/l'exportation). En outre, elle a régulièrement notifié (au moyen de notifications ponctuelles de modifications) l'introduction ou la modification de restrictions à l'importation et à l'exportation déjà notifiées.[66]

3.1.6 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde

3.61. Le cadre institutionnel et la législation fondamentale de l'Ukraine en matière de mesures correctives commerciales sont restés inchangés pendant la période considérée.[67] Le Ministère de l'économie reste chargé de procéder aux enquêtes antidumping, aux enquêtes en matière de droits compensateurs et aux enquêtes en matière de sauvegardes et d'engager les procédures de réexamen (collecte et analyse de données). Les pouvoirs décisionnels concernant l'ouverture d'enquêtes, l'application de mesures contingentes et leur modification restent confiés à la Commission interdépartementale du commerce international (ICIT).[68] Les autorités ont indiqué que les projets de loi sur les mesures de sauvegarde, sur la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping et sur la protection contre les importations subventionnées étaient en cours d'examen à la Verkhovna Rada.

---

[61] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 3.2.7.

[62] Résolutions n° 1018 du 20 décembre 2017; n° 1136 du 27 décembre 2018; n° 1109 du 24 décembre 2019; n° 1329 du 28 décembre 2020; n° 1424 du 29 décembre 2021; n° 1466 du 27 décembre 2022; et n° 1402 du 27 décembre 2023.

[63] Lois n° 376-IX du 12 décembre 2019, n° 2804-IX du 1er décembre 2022 et n° 2320 du 20 juin 2022.

[64] Document de l'OMC G/LIC/N/3/UKR/17 du 27 septembre 2024.

[65] Résolution n° 241 du 10 mars 2022.

[66] Voir, par exemple, les addenda aux documents de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/5 et G/MA/QR/N/UKR/6.

[67] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 3.2.10.

[68] Les décisions de l'ICIT sont publiées au Journal officiel (Uryadovyi Courier) et sur le site Web du Ministère de l'économie: https://me.gov.ua/Documents/List?lang=ukUA&tag=OfitsiiniPovidomlenniaProRishenniaMizhvidomchoiKomisiiZMizhnarodnoiTorgivli.

3.62. Si des enquêtes antidumping et en matière de droits compensateurs peuvent être ouvertes simultanément pour un même produit, des droits antidumping et des droits compensateurs ne peuvent être appliqués simultanément à des marchandises importées par un même fournisseur.[69] Dans certains cas, l'ICIT peut ouvrir une enquête d'office (en l'absence de plainte de la part de producteurs ukrainiens). Les autorités ont indiqué qu'aucune procédure d'office n'avait été ouverte à ce jour.

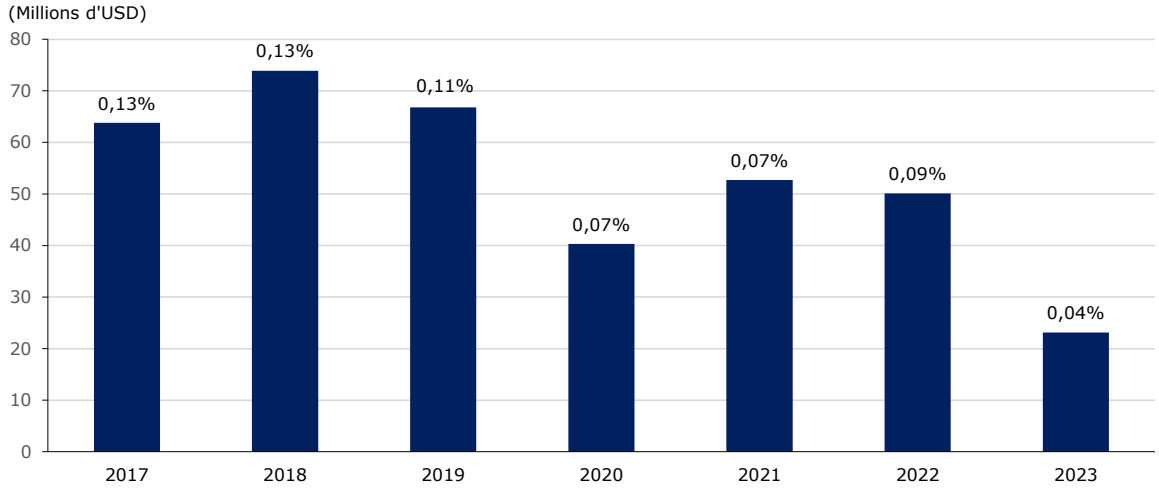
3.63. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a présenté régulièrement aux comités de l'OMC concernés des rapports semestriels concernant les actions antidumping et compensatoires, ainsi que des notifications ponctuelles concernant les mesures de sauvegarde.[70] Les mesures antidumping ont été la forme de mesure corrective commerciale la plus fréquemment utilisée au cours de cette période (tableau 3.8). Au cours de la période 2017-2023, la valeur combinée des importations visées par les mesures correctives commerciales ukrainiennes a oscillé entre 23,1 millions d'USD et 73,9 millions d'USD, soit environ 0,04% et 0,13% des importations totales de marchandises, respectivement (graphique 3.2).

Tableau 3.8 Mesures correctives commerciales, janvier 2017-juin 2024

Type	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Enquêtes et réexamens engagés	7	8	14	11	17	0	1	6
Antidumping	6	7	10	7	11	0	1	5
Droits compensateurs	0	1	0	0	0	0	0	0
Sauvegardes	1	0	4	4	6	0	0	1
Mesures provisoires imposées	0	0	0	2	0	1	0	0
Déterminations finales	5	4	11	15	14	4	4	2
Droits définitifs/engagements en matière de prix imposés	3	2	7	7	7	0	4	0
Maintien des mesures	1	0	3	3	3	0	0	1
Absence de mesures finales/clôture de l'enquête	1	2	1	5	4	4	0	1

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

Graphique 3.2 Importations visées par les mesures correctives commerciales ukrainiennes, 2017-2023



Note: Les chiffres inscrits au-dessus des barres correspondent à la part des importations visées dans les importations totales de marchandises.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.64. En juillet 2024, on dénombrait 26 mesures antidumping définitives (couvrant 33 flux commerciaux bilatéraux) et 1 mesure de sauvegarde en vigueur, contre 14 mesures antidumping définitives (couvrant 16 flux commerciaux bilatéraux) et une mesure compensatoire en janvier 2017.

[69] Loi n° 331-XIV du 22 décembre 1998, article 27.

[70] OMC, *Notification Portal: Status by Member*. Adresse consultée: https://notifications.wto.org/en/status-by-member/ukraine.

Une mesure de sauvegarde a été suspendue, et 19 autres mesures correctives commerciales sont arrivées à expiration entre janvier 2017 et juin 2024 (Tableau A3. 4). Cinq des mesures en vigueur au mois de juillet 2024 étaient en vigueur depuis 5 ans ou plus, et 4 autres depuis plus de 10 ans. Cinq des mesures correctives commerciales qui sont arrivées à expiration entre janvier 2017 et juin 2024 étaient également en vigueur depuis plus de 10 ans.

3.65. Les mesures antidumping de l'Ukraine visant les importations de nitrate d'ammonium ont fait l'objet d'une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC au cours de la période à l'examen.[71]

3.1.7 Autres mesures visant les importations

3.66. La Loi ukrainienne sur les activités économiques extérieures prévoit l'application de mesures de rétorsion en réponse à des actions discriminatoires et/ou inamicales d'autres États, unions douanières ou groupements économiques.[72] Au cours de la période considérée, l'Ukraine a mis en œuvre les mesures de rétorsion suivantes: i) une suspension temporaire du traitement préférentiel pour les importations de marchandises d'origine russe; ii) une interdiction temporaire d'importation de certaines marchandises d'origine russe; iii) une interdiction d'importer des marchandises importées de la Fédération de Russie; iv) un droit spécial (16,08%) sur les barres d'acier laminées à chaud d'origine bélarussienne; et v) un droit spécial temporaire (35%) sur certains véhicules automobiles d'origine bélarussienne.[73]

3.2 Mesures visant directement les exportations

3.2.1 Procédures et prescriptions douanières

3.67. Les procédures douanières à l'exportation sont régies par le Code des douanes. Le recours à un représentant en douane est facultatif. Le dédouanement des marchandises destinées à l'exportation est effectué par les douanes sur la base d'une déclaration en douane, qui doit être présentée auprès de l'Autorité douanière qui se chargera du dédouanement dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la livraison des marchandises destinées à l'exportation dans les installations de cette autorité. La forme de contrôle douanier appliquée aux exportations est déterminée par l'application d'un système de gestion des risques et/ou de gestion automatisée des risques. Les exportateurs peuvent demander le statut d'OEA (section 3.2.1).[74]

3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements

3.68. L'Ukraine perçoit des taxes sur les exportations de graines oléagineuses, de certains animaux vivants, de peaux, et de déchets et débris de métaux ferreux et non ferreux (Tableau A3. 5).[75] Le droit d'exportation sur le gaz naturel (à l'état liquéfié ou gazeux) et le gaz autre que le gaz naturel, introduit en 2008 (puis supprimé en 2014 pour les exportations destinées aux membres de la Communauté de l'énergie), reste en vigueur, bien qu'il n'ait pas été appliqué depuis début 2022, lorsque l'Ukraine a adopté un contingent d'exportation nul pour le gaz naturel. Le droit d'exportation et le contingent nul ne s'appliquent qu'au gaz produit en Ukraine, et non au gaz en transit. Depuis le précédent examen, l'Ukraine a réduit les taux des taxes à l'exportation perçues sur les peaux, qui sont tombés de 22% à 20%, et elle a augmenté les taux des taxes à l'exportation qui frappent certains déchets et débris de métaux ferreux, qui sont passés de 10 EUR par tonne à 180 EUR par tonne.

[71] OMC, *Ukraine – Mesures antidumping visant le nitrate d'ammonium*. Adresse consultée: https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds493_f.htm.

[72] Loi n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures, article 29.

[73] Résolutions n° 1146 et n° 1147 du 30 décembre 2015; Décision n° 467/2020/4411-03 du 25 novembre 2020; et Décision n° 486/2021/4411-03 du 22 avril 2021 (abrogée par la Décision n° 519/2021/4411-03 du 6 décembre 2021).

[74] Loi n° 141-IX du 2 octobre 2019 portant modification du Code des douanes de l'Ukraine en ce qui concerne certains aspects du fonctionnement des opérateurs agréés et Règlement du Cabinet des ministres n° 1092 du 27 septembre 2022.

[75] Loi n° 180/96-BP du 7 mai 1996 sur les droits d'exportation appliqués au bétail et au cuir brut; Loi n° 1033-XIV du 10 septembre 1999 sur les taux de droits d'exportation appliqués à certains types de cultures de graines oléagineuses; Loi n° 216-IV du 24 octobre 2002 sur les droits d'exportation appliqués aux déchets et débris ferreux; Loi n° 441-V du 13 décembre 2006 sur les taux de droits d'exportation appliqués aux débris de métaux ferreux alliés, aux débris de métaux non ferreux et à leurs produits semi-ouvrés; et Loi n° 309-VI du 3 juin 2008 portant modification de certains actes législatifs de l'Ukraine.

3.69. Conformément aux engagements qu'elle a pris dans le cadre de son accession à l'OMC, l'Ukraine est convenue de réduire à 10% le taux de droit d'exportation appliqué aux graines oléagineuses; à 10% celui appliqué aux animaux vivants de l'espèce bovine et aux animaux vivants des espèces ovine et caprine; à 20% celui visant les peaux; à 10 EUR par tonne celui visant les déchets et débris de métaux ferreux; et à 15% (mais pas moins de 0,2 EUR par kilogramme) celui appliqué aux débris de métaux non ferreux.[76]

3.70. Les formalités douanières accomplies hors des locaux des douanes (aussi bien pendant les heures de travail qu'en dehors) ou dans leurs locaux mais en dehors des heures de travail donnent lieu au paiement d'une redevance (section 3.2.1).

3.71. Les exportations bénéficient d'un taux de TVA nul.

3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation et licences d'exportation

3.72. L'Ukraine effectue des contrôles à l'exportation pour des raisons non économiques et économiques. Les contrôles à l'exportation pour des raisons non économiques, dont nombre sont dérivées d'engagements intergouvernementaux, visent les objets culturels; les espèces menacées d'extinction; les déchets et produits chimiques dangereux; les matières radioactives; les substances qui appauvrissent la couche d'ozone; les stupéfiants; les produits qui portent atteinte aux droits de propriété intellectuelle; et les produits militaires et produits à double usage, entre autres.[77] L'Ukraine peut instaurer des contrôles à l'exportation en réponse à des mesures de sanction adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ou de manière autonome. Les exportations à destination de la Fédération de Russie sont interdites.[78]

3.73. Le Cabinet des ministres publie chaque année une liste des produits soumis à des contrôles à l'exportation, accompagnée de leurs codes du SH respectifs.[79] Au milieu de l'année 2024, plusieurs mesures de contrôle des exportations étaient en place pour prévenir les pénuries graves de produits essentiels pendant la guerre. Il s'agissait notamment de prohibitions à l'exportation de sel destiné à la consommation humaine et de gaz naturel; et de contingents pour le charbon à coke, le charbon, l'anthracite, les briquettes, boulets et combustibles solides similaires obtenus à partir de la houille, et le mazout. À différents moments depuis février 2022, plusieurs produits agricoles et engrais minéraux et chimiques ont été assujettis à des contrôles à l'exportation, y compris des interdictions, pour assurer l'approvisionnement intérieur (section 4.1.4). Une prohibition à l'exportation de bois de chauffage a également été appliquée, avant d'être supprimée en mars 2024. L'Ukraine a notifié à l'OMC ces mesures de contrôles à l'exportation et les précédentes.[80]

3.74. Dans le contexte de la COVID-19, l'Ukraine a adopté des prohibitions temporaires à l'exportation de certains équipements de protection individuelle et de désinfectant.[81] Ces mesures ne sont plus en vigueur.

3.75. L'Ukraine interdit les exportations de bois d'œuvre non transformé relevant de la position 4403 du SH, et de bois d'œuvre d'essences précieuses et rares (acacia, chêne, cerisier, poirier, noyer, châtaignier, if, sycomore et genévrier).[82] Elle applique également un contingent sur la consommation intérieure de bois d'œuvre non transformé local, qui est limitée à 25 millions de mètres cubes par an. L'Agence d'État pour les ressources forestières est chargée de surveiller la consommation intérieure de bois d'œuvre non transformé d'origine nationale. Selon les autorités, ces mesures ont été adoptées à des fins de conservation.

[76] Document de l'OMC WT/ACC/UKR/152 du 25 janvier 2008, paragraphe 232.
[77] Loi n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures, article 17; et Loi n° 549-IV du 20 février 2003 sur le contrôle par l'État des transferts internationaux de produits militaires et à double usage.
[78] Résolution du Cabinet des ministres n° 1076 du 27 septembre 2022 portant interdiction de l'exportation de marchandises depuis l'Ukraine vers le territoire douanier de la Fédération de Russie.
[79] La liste la plus récente figure dans la Résolution du Cabinet des ministres n° 1402 du 29 décembre 2021 portant approbation de la liste des marchandises dont l'exportation et l'importation sont soumises à un régime de licences et des contingents pour 2024.
[80] La dernière de ces notifications figure dans le document de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/7 du 26 septembre 2024.
[81] Document de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/4/Add.2 du 31 mars 2020.
[82] Loi n° 2860-IV du 8 septembre 2005 sur les modalités de la réglementation par l'État des opérations commerciales liées à la vente et à l'exportation de bois d'œuvre. Voir aussi le document de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/6 du 30 septembre 2022.

3.76. L'Ukraine gère les restrictions à l'exportation par le biais de prescriptions en matière de licences publiées par l'organisme compétent.

3.2.4 Soutien et promotion des exportations

3.77. L'Office de promotion de l'entrepreneuriat et des exportations (EEPO), créé à l'origine en 2016 en tant qu'Office de promotion des exportations[83], est une institution publique chargée de soutenir et de promouvoir les exportations ukrainiennes. Rebaptisé et élargi en 2021, l'EEPO s'emploie à favoriser les partenariats entre les entreprises ukrainiennes et les entreprises étrangères, à promouvoir les biens et services ukrainiens à l'étranger et à aider les entreprises à mettre en place des stratégies d'exportation durables à long terme. Financé par l'État et dans le cadre de projets internationaux, l'EEPO disposait d'un budget de 0,8 million d'USD en 2023 et d'une équipe de 40 personnes.

3.78. L'EEPO gère le Portail Web national des exportations[84], conçu comme un guichet unique permettant aux exportateurs ukrainiens d'accéder à des outils d'évaluation du degré de préparation à l'exportation, à des guides sur le démarrage d'une activité d'exportation et à des renseignements sur le marché. Il propose aux exportateurs des activités de formation et de renforcement des capacités, des études de marché ciblées et des études diagnostiques sur l'exportation, ainsi que des orientations sur les possibilités de marchés publics à l'étranger. Il participe en outre à des expositions internationales, organise des missions commerciales et tient un catalogue des exportateurs ukrainiens. Les services de l'EEPO sont gratuits pour les entreprises.

3.79. Au cours de la période considérée, le Ministère des affaires étrangères a lancé une plate-forme destinée à aider les exportateurs ukrainiens à trouver des partenaires commerciaux à l'étranger avec le soutien des missions diplomatiques ukrainiennes.[85]

3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation

3.80. Selon les autorités, l'Ukraine n'accorde aucune subvention à l'exportation.

3.81. L'un des grands changements survenus au cours de la période considérée a été la création en 2018 de l'Agence de crédit à l'exportation (ECA) de l'Ukraine, qui s'emploie à atténuer les risques liés aux activités d'exportation, à améliorer l'accès des exportateurs au financement et à stimuler l'expansion à grande échelle des exportations de marchandises, de services et de travaux ukrainiens.[86] L'ECA offre des services d'assurance et de réassurance pour les crédits à l'exportation, les contrats internationaux, le cautionnement bancaire et les investissements directs (vers l'Ukraine et en Ukraine). D'après les autorités, elle est juridiquement habilitée à offrir d'autres services – assurance sur affacturage, assurance sur lettre de crédit, contre-garanties aux exportateurs ukrainiens, participation à des programmes de compensation partielle des intérêts sur les crédits à l'exportation et activités de conseil – même si elle n'en proposait aucun en août 2024.

3.82. Peuvent bénéficier du soutien de l'ECA les exportateurs de marchandises et de services ukrainiens, à l'exclusion de certaines matières premières et autres marchandises spécifiées dans la législation et considérées à "faible valeur ajoutée".[87] La valeur des contrats d'exportation facilités par les assurances et les garanties de crédit proposées par l'ECA a augmenté rapidement depuis 2021, tout comme la valeur des prêts garantis par l'assurance de l'ECA et le nombre d'exportateurs qui ont recours aux services de l'Agence (tableau 3.9). Entre janvier et juillet 2024, les principales destinations des exportations couvertes par les services de l'ECA ont été la Pologne, les Émirats arabes et l'Azerbaïdjan, tandis que les principaux produits visés par le soutien de l'ECA ont été le lait et les produits laitiers, le bois et les produits du bois, les jouets, les vêtements et les légumes transformés.[88]

[83] Ordonnance du Cabinet des ministres n° 199 du 28 mars 2018 sur la création de l'Office d'État pour la promotion des exportations de l'Ukraine.
[84] Diia Business. Adresse consultée: https://imp.export.gov.ua.
[85] Plate-forme Nazovni. Adresse consultée: https://nazovni.online/en.
[86] Loi n° 1792-VIII du 20 décembre 2016 sur les mécanismes financiers de la promotion de l'activité exportatrice (modifiée).
[87] Loi n° 1792-VIII, article 8.
[88] Gouvernement de l'Ukraine (2024), "Made in Ukraine: Since the Beginning of the Year, ECA has Supported Exports Worth UAH 4.84 Billion", 19 août. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/zrobleno-v-ukraini-z-pochatku-roku-eka-pidtrymalo-eksport-na-484-mlrd-hrn.

Tableau 3.9 Soutien fourni par l'ECA, 2021-2024

	2021	2022	2023	2024[a]
Valeur des contrats d'exportation facilités par les activités de l'ECA (millions d'UAH)	82,3	3 176	7 839,17	4 980
Valeur des prêts garantis par l'assurance de l'ECA (millions d'UAH)	12,55	274,67	1 065,41	389,74
Nombre d'exportateurs	6	35	74	41

a Données jusqu'en septembre 2024.

Source: ECA Ukraine, *Results of ECA Work*. Adresse consultée: https://www.eca.gov.ua/.

3.83. Suite à la modification en novembre 2023 de la Loi sur les mécanismes financiers destinés à stimuler les activités d'exportation[89], l'ECA a été chargée d'offrir pour certains investissements (vers l'Ukraine et en Ukraine) des services d'assurance contre les risques liés à la sécurité et aux politiques spécifiés dans la législation. En accord avec la Banque nationale d'Ukraine, le Cabinet des ministres a publié une liste des risques liés à la sécurité et aux politiques qui peuvent être couverts par l'assurance de l'ECA, ainsi que les conditions et modalités d'assurance de ces risques.[90] Pour être admis à bénéficier de ces services d'assurance, les investisseurs ukrainiens et étrangers doivent détenir plus de 10% des parts dans un projet d'investissement basé en Ukraine et visant à la création d'installations ou d'infrastructures "destinées au développement des activités de transformation et d'exportation".[91] Les banques qui mettent des fonds à disposition pour ces investissements peuvent également bénéficier d'une assurance contre ces risques liés à la sécurité et aux politiques. En septembre 2024, l'ECA a signé le premier contrat d'assurance contre les risques de guerre dans le cadre d'un prêt à l'investissement.

3.84. Il a été noté que l'ECA devra obtenir des fonds supplémentaires pour remplir son rôle en matière d'assurance des investissements contre les risques de guerre, que ce soit au moyen de crédits budgétaires supplémentaires ou de capitaux provenant d'investisseurs extérieurs.[92] Son capital autorisé atteint 2 milliards d'UAH et les autorités notent que l'ECA, en collaboration avec le Cabinet des ministres et le Ministère de l'économie, prend des mesures pour l'augmenter.

3.85. L'UkrEximBank, entièrement détenue par l'État et troisième banque d'Ukraine en termes d'actifs, joue un rôle prépondérant dans la fourniture d'un financement du commerce aux entreprises ukrainiennes. Elle participe à des programmes de financement du commerce de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et de la Société financière internationale.

3.3 Mesures visant la production et le commerce

3.3.1 Mesures d'incitation

3.86. Les entreprises ukrainiennes peuvent bénéficier d'un soutien officiel sous diverses formes. Certaines mesures d'encouragement sont financées et appliquées conjointement par les entités du gouvernement central et les organes exécutifs locaux. Certains programmes d'incitation peuvent être régionaux, sectoriels ou à visée spécifique. La plupart des initiatives visent à promouvoir l'entrepreneuriat, la modernisation des technologies, l'innovation, la formation de la main-d'œuvre, les exportations (section 3.2.4) et la durabilité environnementale. Les différentes mesures de soutien peuvent prendre la forme de prêts à taux réduit, d'incitations tarifaires et fiscales, de garanties, de dons et de services de conseil. Adoptées en 2023, les mesures d'incitation de l'Ukraine en faveur de la transition énergétique verte prévoient une prime de soutien à la production d'énergie renouvelable subordonnée à l'utilisation de matériel fabriqué en Ukraine (section 4.3.2).[93]

[89] Loi n° 3497-IX du 22 novembre 2023.

[90] Résolution du Cabinet des ministres n° 388 du 9 avril 2024 portant approbation de la liste des risques militaires et politiques et des modalités et conditions d'assurance (réassurance) de tels risques dans le cadre des activités de l'Agence de crédit à l'exportation.

[91] Gouvernement de l'Ukraine (2024), "ECA Insures First Investment Loan Against War Risks: Yuliia Svyrydenko", 16 septembre. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/eka-zastrakhuvalo-pershyi-investkredyt-vid-voiennykh-ryzykiv-iuliia-svyrydenko.

[92] Y. Shapoval et O. Shpanel-Yukhta (2023), "Can ECA Become a Driver of Ukrainian Exports?", *Vox Ukraine*. Adresse consultée: https://voxukraine.org/en/can-eca-become-a-driver-of-ukrainian-exports.

[93] Loi n° 3220-IX du 30 juin 2023.

3.87. Les notifications présentées par l'Ukraine au Comité des subventions et des mesures compensatoires de l'OMC couvrent la période 2017-2022. Outre les incitations accordées aux exploitants et résidents de parcs industriels et les incitations aux investissements "importants" (section 2.4.3), les autorités ont signalé des programmes de soutien en faveur de l'industrie spatiale, de l'industrie de la construction aéronautique et de l'industrie des transports respectueux de l'environnement (tableau 3.10).

Tableau 3.10 Programmes de subventions notifiés à l'OMC, 2017-2022

Description	Objectif	Montant total décaissé (millions d'UAH)[a]
Industrie spatiale (4 octobre 2018-1er janvier 2023)		
• Exonérations des droits de douane et de la TVA pour les importations (jusqu'au 1er janvier 2023) • Exonération de la taxe foncière (jusqu'au 1er janvier 2033)	Préserver et développer le potentiel scientifique, technique, technologique et de production de l'industrie spatiale	758,2
Industrie aéronautique (1er janvier 2017-1er janvier 2025)		
• Exonérations des droits de douane et de la TVA pour les importations • Exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés (les fonds libérés doivent être réinvestis dans l'activité) • Exonération de la taxe foncière	Encourager l'investissement pour la modernisation de l'industrie de la construction aéronautique et promouvoir l'utilisation efficiente des installations de production et de recherche-développement existantes	3 067,4
Industrie des transports respectueux de l'environnement (1er janvier 2022-1er janvier 2031)		
• Exonérations des droits de douane et de la TVA pour les importations de marchandises approuvées	Promouvoir la production industrielle de véhicules de transport respectueux de l'environnement	0,007

a Pour la période 2021-2022.

Source: Documents de l'OMC G/SCM/N/343/UKR du 16 juillet 2019; G/SCM/N/372/UKR du 14 juillet 2021; et G/SCM/N/401/UKR du 6 septembre 2023.

3.88. Les autres incitations fiscales qui sont entrées en vigueur au cours de la période considérée sont notamment les suivantes: i) une exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés (jusqu'au 1er janvier 2037) pour certaines entreprises de l'industrie de transformation établies après le 1er janvier 2022; ii) une exonération de la TVA (jusqu'au 1er janvier 2037) pour les ventes intérieures de la production propre et les importations d'équipements et de composants de certaines entreprises; iii) une exonération du droit d'accise pour les importations et achats sur le marché intérieur de tabac non fermenté par les usines de fermentation du tabac, ainsi que pour la vente par ces dernières de tabac fermenté aux fabricants de produits du tabac; et iv) une déduction temporaire des versements en instance non recouvrés sur le revenu imposable des producteurs d'électricité.[94] L'Ukraine a également établi un droit préférentiel pour le transport de l'électricité vers les "entreprises d'électrométallurgie vertes" dont les émissions de CO_2 ne dépassent pas un certain seuil (section 4.3.2).[95]

3.89. Le Fonds pour le développement de l'entrepreneuriat (EDF) de l'Ukraine, supervisé par le Ministère des finances, fournit des ressources financières à 46 banques partenaires pour la rétrocession de prêts aux MPME à des conditions favorables. Les activités de l'EDF sont financées par le budget de l'État. Les autorités indiquent que les crédits se sont élevés à 2 milliards d'UAH en 2020, 4,07 milliards d'UAH en 2021, 6,3 milliards d'UAH en 2022 et 16 milliards d'UAH en 2023. Au cours de la période considérée, l'EDF a mis en œuvre des programmes horizontaux pour la fourniture de prêts, de crédits-bails, de financement de contrats d'affacturage et de microcrédits, ainsi que des programmes ayant une portée sectorielle (combustibles et énergie, agriculture, secteur manufacturier et services d'hébergement) et régionale (régions de Kyïv et de Lviv). Les autorités indiquent que les programmes de l'EDF ont profité à 40 395 bénéficiaires pendant la période 2020-2023, les principaux secteurs bénéficiaires étant l'agriculture, le commerce et le secteur manufacturier.

[94] Lois n° 1914-IX du 30 novembre 2021 et n° 2480-IX du 29 juillet 2022.
[95] Lois n° 2019-VIII du 13 avril 2017, article 33; et n° 810-IX du 21 juillet 2020.

3.90. En juillet 2022, l'Ukraine a lancé le mécanisme eRobota, qui offre des contributions financières non remboursables (dons) destinées à stimuler l'entrepreneuriat, le développement des entreprises et la création d'emplois.[96] Les programmes de dons au titre de ce mécanisme sont axés sur la création d'entreprise, les vétérans et les membres de leurs familles, l'horticulture, l'agriculture sous serre et les entreprises de l'industrie de transformation. Les autorités indiquent qu'en octobre 2024, près de 20 500 micro-dons avaient été octroyés dans le cadre de ce mécanisme, pour un montant total de plus de 6 milliards d'UAH. En avril 2024, le Ministère de l'économie a lancé le programme de dons "CREATE" pour soutenir les petites et moyennes entreprises détenues par des femmes (encadré 2.1).

3.91. Les entreprises qui sont principalement actives dans certains secteurs d'activité (industries extractives, construction, transformation, approvisionnement en eau, assainissement et gestion des déchets ou fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation) sont exonérées de la taxe foncière sur les bâtiments industriels dont elles sont propriétaires et qu'elles utilisent à leurs fins prévues.[97] Le Code fiscal ukrainien autorise également les conseils de villages, de villes et de municipalités à mettre en place certaines incitations fiscales en matière de propriété foncière et de biens immobiliers en faveur des parcs industriels et des projets d'investissement pour lesquels d'importants investissements sont réalisés.

3.3.2 Normes et autres prescriptions techniques

3.92. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a continué de prendre des mesures importantes pour moderniser et actualiser son système d'infrastructure qualité. Les autorités estiment qu'un solide système d'infrastructure qualité est nécessaire pour accroître la compétitivité des produits ukrainiens sur les marchés mondiaux. Les travaux de l'Ukraine en matière d'infrastructure qualité sont principalement axés sur l'alignement de ses systèmes de normalisation, de métrologie, de réglementation technique, d'évaluation de la conformité, d'accréditation et de surveillance du marché avec ceux de l'Union européenne. Dans cette optique, l'Ukraine a continué d'abroger les "normes techniques" obsolètes héritées de l'ère soviétique tout en transposant progressivement les normes européennes en normes nationales; d'adopter des règlements techniques reposant sur la législation de l'UE et les normes internationales; et de lancer des réformes administratives et institutionnelles pour aligner son système de normalisation, de métrologie, d'accréditation, d'évaluation de la conformité et de surveillance du marché avec celui de l'Union européenne. Au cours de la période considérée, elle a également supprimé un système de certification obligatoire coûteux et contraignant qui s'appliquait à certaines marchandises indépendamment de leur niveau de risque.

3.3.2.1 Normes et métrologie

3.93. La Loi sur la normalisation[98], entrée en vigueur en 2015, est le principal texte législatif de l'Ukraine régissant la normalisation. Dans le cadre des efforts déployés par le pays pour moderniser et actualiser son système d'infrastructure qualité, les autorités indiquent que depuis 2015, l'Ukraine a modifié 125 lois pour les aligner sur la Loi sur la normalisation.

3.94. Le Ministère de l'économie est compétent en matière de normalisation. Le Centre pour la recherche scientifique et la formation en matière de normalisation, de certification et de qualité (UkrNDNC), une entreprise d'État, constitue l'organisme national de normalisation.[99] Dans les domaines couverts par la Loi sur la normalisation, les normes nationales sont élaborées et adoptées par l'UkrNDNC. Dans les autres domaines, elles peuvent être élaborées et adoptées par d'autres entités, y compris le Ministère de l'éducation (normes d'enseignement), le Ministère des finances (normes comptables), le Cabinet des ministres (normes d'évaluation des biens immobiliers) et l'organe de normalisation militaire (normes militaires). L'UkrNDNC a indiqué avoir accepté le Code

[96] Ministère de l'économie (2022), "The Government Launches a System of Grants for Entrepreneurship Development", 22 juin. Adresse consultée: https://me.gov.ua/News/Detail?lang=en-GB&id=a81dc693-b718-4385-abe2-b1c5137a7044&title=TheGovernmentLaunchesASystemOfGrantsForEntrepreneurshipDevelopment.

[97] Code fiscal de l'Ukraine, Loi n° 2755-VI du 2 décembre 2010, article 266.

[98] Loi n° 1315-VII du 5 juin 2014 sur la normalisation.

[99] Décret du Cabinet des ministres n° 1163-p du 26 novembre 2014 sur la désignation de l'entreprise publique chargée de remplir les fonctions d'organisme national de normalisation.

de pratique figurant à l'Annexe 3 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce de l'OMC.[100] Il élabore un programme de travail annuel, disponible en ligne (en ukrainien seulement).[101]

3.95. En vertu de la Loi sur la normalisation, l'élaboration des normes nationales est confiée à des comités techniques créés par l'UkrNDNC et doit se faire conformément aux prescriptions de la Loi et des normes pertinentes.[102] Entre autres principes clés, les normes nationales ne doivent pas créer d'obstacles techniques au commerce et doivent reposer sur des normes internationales et régionales.[103] Les normes nationales doivent être adoptées par consensus et, de manière générale, la possibilité de formuler des observations sur les projets de normes nationales doit être ménagée.[104] Les avis relatifs aux projets de normes et aux normes approuvées sont publiés en ligne dans le bulletin officiel de l'UkrNDNC[105], et au format papier dans le journal "Standards". L'application des normes nationales est volontaire, sauf si elle est rendue obligatoire par un acte juridique.[106]

3.96. En vertu de la Loi sur la normalisation, les réponses aux observations relatives aux projets de normes nationales présentées par des organismes de normalisation étrangers ou par des organisations internationales ou régionales de normalisation qui se conforment au Code de pratique de l'OMC doivent être fournies "dans un délai bref, mais au plus tard à la date d'adoption".[107] Toute réponse doit contenir une explication justifiant la nécessité de s'écarter des normes internationales ou régionales.

3.97. Selon les données communiquées par les autorités, l'Ukraine recensait 45 625 normes nationales en février 2024, dont 66% étaient harmonisées avec les normes européennes et 18% avec les normes internationales. Les autorités indiquent que des efforts continuent d'être déployés pour aligner les 3 439 normes nationales restantes sur les normes européennes et internationales. Les domaines visés par le plus grand nombre de normes sont notamment les technologies de production alimentaire (923 normes); l'agriculture (701 normes); et l'environnement, la santé et la sécurité (329 normes). On recensait 165 comités techniques en activité travaillant sur la normalisation. L'UkrNDNC tient des catalogues en ligne des normes nationales et des comités techniques.[108] Le site Web en question est disponible en ukrainien seulement.

3.98. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a continué d'abroger les normes GOTS (norme "Gosudarstvenny") appliquées dans les États de l'ancien bloc soviétique. Selon le Ministère de l'économie, 12 090 normes GOTS avaient été abrogées en janvier 2019.[109] La plupart des 1 173 normes GOTS restantes ont également été abrogées depuis. Ainsi, en septembre 2024, 115 d'entre elles restaient en vigueur. Les autorités notent que les normes GOTS qui restent en vigueur portent sur les besoins de l'Ukraine en matière de défense et que leur respect est obligatoire.

3.99. L'UkrNDNC est devenu membre affilié du Comité européen de normalisation (CEN) et du Comité européen de normalisation électrotechnique (CENELEC) en janvier 2023, et il a obtenu le statut d'observateur auprès de l'Institut européen de normalisation des télécommunications (ETSI) en 2018. L'Ukraine est membre à part entière de la Commission électrotechnique internationale (CEI) et de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). L'UkrNDNC a conclu des accords de coopération bilatéraux avec les organismes de normalisation de l'Allemagne, de l'Autriche, de

[100] ISO, Système d'information sur les normes OMC-ISO*:* Liste des organismes à activité normative. Adresse consultée: https://tbtcode.iso.org/fr/list-of-standardizing-bodies.html.

[101] UkrNDNC, *Programme of Work on National Standardization*. Adresse consultée: https://uas.gov.ua/standardization/prohrama-robit-z-natsionalnoi-standa/.

[102] Ces normes sont notamment les suivantes: DSTU 1.2:2015 *National standardization: Rules of works on national standardization*; DSTU 1.5:2015 *National standardization: Rules of development, formulation and presentation of national normative documents*; et DSTU 1.7:2015 *National standardization: Rules and methods for adoption of international and regional normative documents*.

[103] Loi sur la normalisation, article 17.

[104] Loi sur la normalisation, article 20.

[105] UkrNDNC, *Bulletin*. Adresse consultée: https://uas.gov.ua/information-center/visnyk; et UkrNDNC, *Notification on the Development of National Standards*. Adresse consultée: https://uas.gov.ua/standardization/rozrobka-ta-skasuvannia/povidomlennia-pro-rozroblennia-natsion-15.

[106] Loi sur la normalisation, article 23.

[107] Loi sur la normalisation, article 20.4.

[108] Ces catalogues en ligne peuvent être consultés à l'adresse suivante: https://uas.gov.ua/.

[109] Ministère de l'économie (2019), "Since January 1, 2019 more than 90% of Soviet GOSTs Became Null and Void in Ukraine", 22 janvier. Adresse consultée: https://www.me.gov.ua/News/Detail?lang=en-GB&id=add7e769-93af-4611-b3f9-d64e647e0784&title=SinceJanuary1-2019-MoreThan90-OfSovietGostsBecameNullAndVoidInUkraine.

l'Azerbaïdjan, du Canada, de la Chine, de Chypre, des États-Unis, de la France, de la Géorgie, de la Lituanie, de la République de Moldova, de la République tchèque, de la Pologne, de la Serbie, de la Suède et de la Türkiye.

3.100. La Loi sur la métrologie et les activités métrologiques[110], entrée en vigueur en janvier 2016, est le principal texte législatif régissant la métrologie. Elle vise à aligner le cadre juridique relatif à la métrologie de l'Ukraine avec la législation de l'UE et les normes internationales, et à établir une séparation entre les entités chargées de la réglementation, du contrôle et des activités économiques en matière de métrologie.[111] L'Ukraine dispose de quatre instituts nationaux de métrologie, dont l'un (Kharkiv) aurait subi de lourds dommages à cause de la guerre.[112] Par ailleurs, sept entreprises d'État mènent des activités et offrent des services dans le domaine de la métrologie, y compris l'étalonnage. L'Ukraine est membre à part entière de l'Organisation internationale de la métrologie légale (OIML) et de la Conférence générale des poids et mesures, et membre associé de l'Association européenne des instituts nationaux de métrologie.

3.3.2.2 Règlements techniques, évaluation de la conformité et accréditation

3.101. La Loi sur les règlements techniques et l'évaluation de la conformité[113], entrée en vigueur en février 2016, et sa législation d'application régissent l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité. La principale priorité de l'Ukraine dans ce domaine est de faire en sorte que les marchandises ukrainiennes soient conformes aux prescriptions réglementaires qui régissent l'accès au marché de l'UE. Dans cette optique, l'Ukraine a élaboré le Plan d'action pour la mise au point du Système de réglementation technique pendant la période allant jusqu'à 2025.[114]

3.102. Les règlements techniques qui prévoient des procédures d'évaluation de la conformité doivent être adoptés en vertu de lois ou de textes du Cabinet des ministres. Ceux qui ne prévoient pas l'application de procédures d'évaluation de la conformité peuvent être approuvés par des textes de l'autorité exécutive centrale compétente ou par le Service de sécurité. Selon les autorités, conformément à la politique de réglementation de l'Ukraine, les organismes réglementaires doivent élaborer des plans annuels de leurs activités réglementaires. Ces plans doivent être approuvés au plus tard le 15 décembre de l'année précédant leur mise en œuvre et publiés sur Internet ou imprimés dans un média à grand tirage.

3.103. En vertu de la Loi sur les règlements techniques et l'évaluation de la conformité, les projets de règlements techniques sont soumis aux observations du public pendant une période d'au moins 60 jours.[115] Toute personne intéressée, y compris étrangère, peut présenter des observations à leur sujet. Les projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité sont publiés à des fins de consultation publique sur le site Web officiel de l'autorité exécutive centrale chargée de leur élaboration. Le délai minimal entre la publication du règlement technique et son entrée en vigueur doit être d'au moins six mois. Selon les autorités, les projets de règlements techniques sont soumis à une analyse d'impact de la réglementation pour évaluer leurs effets sur les principaux intérêts nationaux, y compris leur incidence sur le commerce international, les flux d'investissement (y compris les investissements étrangers), la position de l'Ukraine dans les classements mondiaux et le respect des obligations internationales. Les autorités notent en outre que les règlements techniques qui reposent sur la législation pertinente de l'UE sont exemptés de l'analyse d'impact de la réglementation.

3.104. Dans le cadre de l'Accord d'association UE-Ukraine, l'Ukraine doit aligner sa législation, ses institutions et ses normes en matière de produits sur celles de l'Union européenne dans des secteurs clés. Une fois le processus d'alignement achevé, l'Accord d'association prévoit la négociation d'un Accord sur l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels (ACAA). En vertu du futur ACAA, qui est un type d'accord de reconnaissance mutuelle, l'Ukraine aurait la possibilité de placer les produits industriels visés par l'ACAA sur le marché unique de l'UE aux mêmes conditions

[110] Loi n° 1314-VII du 5 juin 2014 sur la métrologie et les activités métrologiques.
[111] Document de l'OMC G/TBT/2/Add.100/Rev.5 du 10 avril 2015.
[112] Commission européenne (2023), *Ukraine 2023 Report*, Commission Staff Working Document SWD(2023) 699 final, 8 novembre 2023, page 90.
[113] Loi n° 124-VIII du 15 janvier 2015 sur les règlements techniques et l'évaluation de la conformité.
[114] Résolution du Cabinet des ministres n° 1145 du 22 septembre 2021.
[115] Loi n° 124-VIII, article 17.5.

qu'un État membre de l'UE, c'est-à-dire sans qu'il soit nécessaire d'appliquer d'autres procédures d'essai ou de mise en conformité.

3.105. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a continué d'adopter des règlements techniques fondés sur les directives pertinentes de l'UE. Dans le même temps, le Ministère de l'économie a approuvé les Règles régissant l'établissement de listes de normes nationales aux fins de l'application des règlements techniques.[116] Suite à cela, les ministères ont approuvé plusieurs listes de normes, y compris sur le matériel électrique à basse tension; la compatibilité électromagnétique des équipements; les machines; la sécurité générale des produits; les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles; la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques; la sécurité des jouets; les ascenseurs; les équipements sous pression; les équipements de protection individuelle; et les instruments de mesure réglementés. Les produits et procédés ou méthodes de production connexes qui sont conformes aux normes nationales spécifiées dans ces listes sont présumés conformes aux règlements techniques pertinents qui leur sont applicables.

3.106. En règle générale, les procédures d'évaluation de la conformité destinées à assurer le respect des règlements techniques sont spécifiées dans ces derniers. Elles peuvent prévoir des évaluations de la conformité de première, deuxième ou tierce partie. Les règlements techniques précisent également les cas dans lesquels un produit soumis à une évaluation de la conformité doit porter une marque de conformité, qui doit être apposée par le fabricant ou son représentant autorisé.

3.107. Le type de certification requis dépend de facteurs tels que le risque et les caractéristiques du produit. Alors que l'Ukraine a continué d'accroître son utilisation de la certification fondée sur les risques au cours de la période à l'examen, la liste des produits soumis à son "régime de certification obligatoire" a été progressivement réduite avant d'être finalement supprimée en janvier 2018. Le régime de certification obligatoire de l'Ukraine a été décrit dans le cadre de l'examen précédent et couvrait les marchandises, sans tenir compte de leur niveau de risque.[117]

3.108. La procédure de reconnaissance des résultats des évaluations de la conformité réalisées à l'étranger est régie par la Loi sur les règlements techniques et l'évaluation de la conformité. En vertu de cette loi, les résultats des évaluations de la conformité effectuées à l'étranger sont reconnus et acceptés en Ukraine s'ils garantissent le même niveau (ou un niveau plus élevé) de conformité avec les règlements techniques applicables que celui garanti par l'évaluation de la conformité en Ukraine (et même si les procédures d'évaluation de la conformité étrangères et ukrainiennes diffèrent). Les organismes ukrainiens d'évaluation de la conformité sont autorisés à reconnaître et à accepter les résultats des procédures d'évaluation de la conformité réalisées à l'étranger uniquement si l'organisme d'évaluation de la conformité étranger a été dûment accrédité et a conclu un accord sur la reconnaissance des résultats de l'évaluation de la conformité avec l'organisme ukrainien d'évaluation de la conformité. En outre, les organismes nationaux d'accréditation qui délivrent une accréditation aux organismes d'évaluation de la conformité en Ukraine et à l'étranger doivent être membres d'une organisation internationale ou régionale d'accréditation, ou avoir conclu un accord de reconnaissance mutuelle avec une telle organisation pour les types d'activités d'évaluation de la conformité pertinents. L'organisme ukrainien d'évaluation de la conformité reste seul responsable de la délivrance du document de conformité concerné, sous sa propre responsabilité, qu'il s'appuie ou non sur les résultats de l'évaluation de la conformité effectuée par un organisme d'évaluation de la conformité accrédité étranger.

3.109. Les autorités notent que les organismes ukrainiens d'évaluation de la conformité ont conclu des accords de reconnaissance mutuelle des résultats de l'évaluation de la conformité avec les organismes pertinents de l'Allemagne, de la Bulgarie, de la Chine, du Danemark, de l'Espagne, de l'Italie, de la Lettonie, de la Norvège, de la Pologne, de la République de Corée, de la République slovaque, de la République tchèque, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Türkiye.

[116] Ministère de l'économie, *Lists of National Standards under Technical Regulations*. Adresse consultée: https://me.gov.ua/Documents/List?lang=uk-UA&id=fbe1ad1b-6d48-407e-a2bd-aae55f31afec&tag=PerelikiNatsionalnikhStandartivPidTekhnichniReglamenti.

[117] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 3.4.2.

3.110. Le système d'accréditation de l'Ukraine est régi par la Loi sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité[118], entrée en vigueur en juin 2001. L'Agence nationale d'accréditation de l'Ukraine (NAAU) est l'organisme national d'accréditation et mène ses activités sous l'égide du Ministère de l'économie. La NAAU est responsable de l'accréditation des laboratoires d'essai et d'étalonnage; des organismes de certification des systèmes de gestion; des organismes de certification des personnes; des organismes d'inspection; des organismes de certification de produits, de procédés et de services; des fournisseurs d'essais professionnels; et des organismes de vérification. En septembre 2024, on recensait 1 102 organismes d'évaluation de la conformité accrédités (717 laboratoires d'essai; 53 laboratoires médicaux; 38 laboratoires d'étalonnage; 64 organismes de certification des systèmes de gestion; 16 organismes de certification de personnes; 113 organismes de certification de produits, de procédés et de services; 112 organismes d'inspection; 7 organismes de vérification; et 5 fournisseurs d'essais professionnels).[119] La NAAU est membre de la catégorie A de la Coopération européenne pour l'accréditation (EA) et signataire de l'Accord multilatéral de l'EA. Elle est également membre à part entière de la Coopération internationale d'accréditation de laboratoires (ILAC) et du Forum international de l'accréditation (IAF).

3.111. Le Service d'État pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la protection du consommateur assure la surveillance étatique du marché des produits énumérés dans la Liste des produits dont le marché fait l'objet d'une surveillance de la part des autorités de l'État chargées de la surveillance du marché.[120] Ces dernières années, la surveillance du marché n'a été effectuée que dans des circonstances exceptionnelles, conformément à la loi martiale. Plus précisément, entre mars 2022 et septembre 2024, les mesures de surveillance du marché par l'État destinées à garantir la conformité avec les règlements techniques pertinents n'ont visé que les lampes à usage domestique non dirigées, le matériel électrique à basse tension, la compatibilité électromagnétique du matériel et les machines.[121] En septembre 2024, le Cabinet des ministres a partiellement rétabli les inspections de routine effectuées par les autorités de surveillance du marché pour certains types de produits non alimentaires susceptibles de présenter des risques potentiels pour les consommateurs. Ces produits sont notamment les jouets pour enfants, les ascenseurs et le matériel connexe, les appareils électriques et électroniques, les appareils de chauffage et d'autres marchandises.[122]

3.112. Le Ministère de l'économie est le point d'information de l'Ukraine dans le cadre de l'Accord OTC de l'OMC. L'Ukraine a continué de notifier périodiquement au Comité OTC les projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité. Entre le 1er avril 2016 et le 1er avril 2024, elle a présenté 327 notifications – y compris des révisions des notifications périodiques et des addenda (mais aucun corrigendum) –, dont 183 étaient nouvelles.

3.113. D'après la Classification internationale pour les normes (ICS), les nouvelles notifications présentées pendant la période à l'examen concernaient principalement les domaines de la technologie alimentaire (domaine 67 de l'ICS, avec environ 14% des nouvelles notifications pour lesquelles un domaine de l'ICS a été identifié[123]); de l'équipement ménager et commercial, des loisirs et des sports (domaine 97 de l'ICS, 11% des notifications); de l'agriculture (domaine 65 de l'ICS, 10% des notifications); des technologies de la santé (domaine 11 de l'ICS, 10% des notifications); de l'environnement, de la protection de la santé et de la sécurité (domaine 13 de l'ICS, 10% des notifications); de la fluidique et des composants à usage général (domaine 23 de l'ICS, 9% des notifications); de l'électrotechnique (domaine 29 de l'ICS, 7% des notifications); et du génie chimique (domaine 71 de l'ICS, 7% des notifications).

[118] Loi n° 2407 du 17 mai 2001 sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité.

[119] Commission européenne (2023), *Ukraine 2023 Report*, Commission Staff Working Document SWD(2023) 699 final, 8 novembre 2023, page 90.

[120] Telle qu'approuvée par la Résolution du Cabinet des ministres n° 1069 du 28 décembre 2016.

[121] Résolution du Cabinet des ministres n° 303 du 13 mars 2022 sur la levée des mesures de supervision (contrôle) et de surveillance du marché par l'État dans le cadre de la loi martiale.

[122] Résolution du Cabinet des Ministre n° 1052 du 6 septembre 2024 portant modification de la Résolution du Cabinet des ministres n° 303 du 13 mars 2022 sur la levée des mesures de supervision (contrôle) par l'État et de surveillance par l'État du marché dans le cadre de la loi martiale et de la Résolution n° 550 du 3 mai 2022 sur la levée du contrôle par l'État des produits non alimentaires dans le cadre de la loi martiale.

[123] Sur les 183 notifications concernant de nouveaux règlements techniques, 58 ne précisaient pas de domaine de l'ICS.

3.114. Par ailleurs, l'Ukraine a régulièrement présenté des mises à jour de sa notification concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord OTC de l'OMC. Pendant la période considérée, aucune préoccupation commerciale spécifique n'a été soulevée au Comité OTC concernant les mesures de l'Ukraine.

3.3.3 Prescriptions sanitaires et phytosanitaires

3.115. Depuis le dernier examen, l'Ukraine a continué d'actualiser et de moderniser son régime SPS. Les efforts déployés dans ce domaine étaient largement motivés par l'engagement pris par le pays au titre de l'Accord d'association avec l'Union européenne de "rapprocher" sa législation SPS de celle de l'Union européenne.[124] Selon les autorités, à la fin de 2023, l'Ukraine avait rempli 82% de ses obligations en matière de rapprochement de sa législation SPS. Tous les actes législatifs dans le domaine SPS adoptés pendant l'ère soviétique sont devenus caducs à compter du 1er janvier 2017.[125]

3.116. Le Ministère de la politique agraire et de l'alimentation est compétent en matière de politique dans les domaines de la préservation des végétaux, de la santé vétérinaire, du bien-être animal, des médicaments vétérinaires, de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, des produits d'origine animale, de l'identification des animaux et de l'enregistrement et de l'agriculture biologique; le Ministère de la santé est compétent dans les domaines de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des questions vétérinaires et autres ayant une incidence sur la santé publique, telles que la sécurité et l'homologation des additifs, les limites maximales de résidus, les matériaux destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires et les critères microbiologiques; tandis que le Ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles est compétent dans les domaines des OGM, des pesticides et des produits agrochimiques. Le Service d'État pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la protection du consommateur (SSUFSCP), qui exerce ses activités sous l'égide du Cabinet des ministres, met en œuvre les politiques SPS, y compris le contrôle des importations. Créé en 2015 pour consolider les activités de contrôle dans le domaine SPS au sein d'un unique organisme, le SSUFSCP est devenu pleinement opérationnel pendant la période considérée.[126] Le point de contact du Codex pour l'Ukraine est le Centre de recherche L. I. Medved sur la toxicologie préventive et la sécurité sanitaire des produits alimentaires et chimiques du Ministère de la santé.[127]

3.117. Les autorités notent que l'élaboration de projets de mesures SPS relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et aux questions vétérinaires et phytosanitaires relève de la responsabilité de groupes de travail spécialisés établis par le ministère compétent, composés des autorités compétentes de l'administration publique et d'experts extérieurs, y compris de représentants d'institutions scientifiques, de laboratoires, d'organisations professionnelles et d'organisations non gouvernementales. Les projets de mesures SPS sont soumis aux dispositions relatives aux consultations publiques qui s'appliquent aux projets de règlement en général (section 3.3.2.2).

3.118. En vertu de la Loi établissant les principes et les exigences de base concernant la sécurité sanitaire et la qualité des produits alimentaires, tous les projets de mesures sanitaires "qui ne sont pas conformes aux normes internationales, ou auxquels aucune norme internationale ne s'applique, ou dont il est attendu qu'ils aient une incidence considérable sur la capacité d'exportation des partenaires commerciaux intéressés" doivent être notifiés à l'OMC au moins 60 jours avant l'élaboration du projet final correspondant.[128] Les observations reçues suite à la communication et à la publication de mesures sanitaires nouvelles ou modifiées, dont l'adoption est proposée, doivent être prises en compte "sur une base non discriminatoire avant l'adoption de telles mesures".[129] Les

[124] Stratégie globale de mise en œuvre de la législation sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, Résolution du Cabinet des ministres n° 228-p du 24 février 2016.
[125] Ordonnance du Cabinet des ministres n° 94-p du 20 janvier 2016 sur la reconnaissance de la perte de validité et de l'inapplicabilité sur le territoire de l'Ukraine des actes de la législation sanitaire.
[126] Ordonnance du Cabinet des ministres sur les questions relatives au Service d'État pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la protection du consommateur, adoptée le 6 avril 2016.
[127] Codex Alimentarius, *À propos du Codex: Membres*. Adresse consultée: https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/about-codex/members/detail/fr/c/15710/.
[128] Loi n° 771/97-VR du 23 décembre 1997 établissant les principes et les exigences de base concernant la sécurité sanitaire et la qualité des produits alimentaires, partie 5 de l'article 15.
[129] Loi n° 771/97-VR, partie 6 de l'article 15.

mesures sanitaires urgentes peuvent être prises avant leur notification à l'OMC, qui doit se faire sans tarder. Les mesures phytosanitaires et vétérinaires sont soumises aux mêmes dispositions.[130]

3.119. Le Ministère de l'économie est l'autorité responsable des notifications SPS et le point d'information SPS de l'Ukraine. À la réunion du Comité SPS de l'OMC qui s'est tenue en mars 2024, l'Ukraine a informé ses partenaires commerciaux qu'elle menait des travaux visant à mettre à jour son cadre législatif en vue d'améliorer son système de coordination interne et de lui permettre de respecter ses obligations en matière de transparence dans le cadre de l'OMC, et qu'elle avait notamment récemment adopté un décret relatif à la facilitation de la coopération entre son autorité nationale responsable des notifications et d'autres organismes compétents.[131]

3.120. Les mesures SPS doivent reposer sur: i) les principes scientifiques et les preuves scientifiques existantes; et ii) les normes, directives ou recommandations internationales.[132] L'Ukraine est membre de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA, anciennement OIE), de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), de l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP) et de la Commission du Codex Alimentarius. En réponse à une question posée dans le cadre du précédent examen, les autorités ukrainiennes ont indiqué que lorsque les normes SPS européennes diffèrent des normes internationales, l'Ukraine donne la priorité à l'utilisation des normes internationales.[133]

3.121. En l'absence de normes, directives ou recommandations internationales, ou lorsque ces instruments sont jugés insuffisants pour garantir un niveau adéquat de protection de la santé des personnes, des mesures sanitaires doivent être élaborées sur la base d'une évaluation des risques.[134] Lorsque les "fondements scientifiques" permettant de réaliser l'analyse des risques sont insuffisants ou en cas d'urgence, les mesures doivent être élaborées sur la base "des renseignements pertinents existants des organisations internationales compétentes ou des mesures sanitaires appliquées par les partenaires commerciaux intéressés".[135] Pour faire en sorte que les mesures sanitaires ne soient appliquées "que dans la mesure nécessaire" pour protéger la santé des personnes, la législation dispose également que ces mesures (y compris celles qui sont prises dans des situations d'urgence) doivent être réexaminées et mises à jour si de nouvelles preuves scientifiques sont disponibles ou si des observations importantes sont communiquées par les partenaires commerciaux de l'Ukraine.[136] La législation adopte une approche analogue pour ce qui est de l'élaboration des mesures vétérinaires.[137] En ce qui concerne les mesures phytosanitaires, elle dispose que l'élaboration et le réexamen de telles mesures doivent être effectués "sur la base […] des résultats de l'analyse des risques effectuée conformément à la méthodologie élaborée par les organisations internationales, et des renseignements reçus des organisations internationales et utilisés par les partenaires commerciaux intéressés".[138]

3.122. Les denrées alimentaires importées (ou nationales) doivent satisfaire aux prescriptions énoncées dans la législation ukrainienne en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, et aux paramètres de qualité des produits alimentaires. Les denrées alimentaires d'origine animale, les aliments pour animaux d'origine animale, le foin, la paille et les sous-produits d'origine animale ne peuvent être importés qu'à partir d'un établissement inscrit au Registre des pays et établissements en provenance desquels les importations (expéditions) vers le territoire douanier de l'Ukraine sont autorisées.[139] Le Registre peut être consulté sur le site Web du SSUFSCP.[140] Les produits d'origine animale provenant d'établissements inscrits dans des registres approuvés par la

[130] Loi n° 2498-XII du 25 juin 1992 sur la médecine vétérinaire, article 25; et Loi n° 3348-XII du 30 juin 1993 sur la phytoquarantaine, article 19.
[131] Document de l'OMC G/SPS/R/112 du 23 mai 2024, page 8.
[132] Loi n° 771/97-VR, article 15; et Loi n° 2498-XII, article 22.
[133] Document de l'OMC WT/TPR/M/334/Add.1 du 14 juin 2016, page 111.
[134] Loi n° 771/97-VR, article 15.
[135] Loi n° 771/97-VR, article 15.
[136] Loi n° 771/97-VR, article 15.
[137] Loi n° 2498-XII, article 22.
[138] Loi n° 3348-XII, article 16.
[139] Loi n° 2042 du 18 mai 2017 sur le contrôle par l'État de la conformité à la Loi sur les produits alimentaires, les aliments pour animaux, les sous-produits animaux, les médicaments vétérinaires et le bien-être animal, article 61.
[140] SSUFSCP, *Food Safety and Veterinary Medicine Registers*. Adresse consultée: https://dpss.gov.ua/bezpechnist-harchovih-produktiv-ta-veterinarna-medicina/reyestri.

Commission européenne peuvent également être importés en Ukraine.[141] Les demandes d'inscription au Registre sont évaluées par le SSUFSCP sur la base d'une évaluation des risques. Les importations d'animaux vivants et de leur matériel de reproduction sont autorisées si elles proviennent d'établissements dont le SSUFSCP a déterminé qu'ils se conformaient à la législation ukrainienne, ou lorsqu'il existe un accord d'équivalence entre l'Ukraine et le pays exportateur.[142] La Liste des pays et établissements à partir desquels l'importation d'animaux vivants et de leur matériel de reproduction est autorisée est disponible sur le site Web officiel du SSUFSCP.[143]

3.123. Le SSUFSCP est chargé d'effectuer les contrôles SPS. À cet égard, les autorités notent qu'il suit une approche fondée sur les risques. Elles indiquent en outre que les taux d'inspection matérielle des envois de produits pour l'alimentation humaine et animale d'origine animale oscillent entre 20% et 50%. Dans le cas des importations de produits pour l'alimentation humaine et animale d'origine non animale (auxquels aucun système de registre ne s'applique), près de 5% des envois font l'objet d'une inspection matérielle.

3.124. Lorsqu'ils réalisent des contrôles à la frontière, les fonctionnaires du SSUFSCP peuvent décider d'assujettir les importations visées à d'autres contrôles (par exemple à des analyses en laboratoire) ou traitements, sur la base du profil de risque de chaque envoi. Les essais en laboratoire réalisés à des fins de contrôle SPS (y compris à la frontière) sont effectués par des laboratoires accrédités agréés par le SSUFSCP. La Résolution du Cabinet des ministres n° 10 du 10 janvier 2019 a porté approbation de la procédure et des critères d'autorisation des laboratoires accrédités, y compris des laboratoires de référence, à des fins de contrôle officiel. Les montants des redevances à acquitter pour les contrôles SPS sont réglementés et ne peuvent pas être supérieurs au coût du service.[144] D'après certaines publications, les capacités de l'Ukraine en termes de personnel, d'équipement et d'accréditation des laboratoires sont "généralement satisfaisantes".[145] Les autorités indiquent qu'entre 3% et 5% des envois de produits pour l'alimentation humaine et animale sont soumis à une analyse en laboratoire.

3.125. En raison de la guerre en cours, l'Ukraine a modifié certaines procédures SPS, y compris celles qui ont trait aux contrôles phytosanitaires à l'importation.[146] L'Ukraine a suspendu les essais et analyses phytosanitaires de certaines importations qui, en vertu de la loi martiale, sont soumises exclusivement à un contrôle visuel, sauf dans les cas suivants: i) le certificat phytosanitaire requis fait défaut; ii) une différence est constatée entre le certificat phytosanitaire et l'envoi lui-même; ou iii) un contrôle visuel révèle une infection ou des dégâts causés par des organismes nuisibles réglementés. Les produits visés par cette mesure comprennent les produits relevant des chapitres 7 (légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires); 8 (fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons); 9 (café, thé, maté et épices), 10 (céréales); 11 (produits de la minoterie; malt; amidons et fécules; inuline; gluten de froment); et 12 (graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles ou médicinales; pailles et fourrages) du SH.

3.126. Les importations de végétaux ou de produits végétaux doivent être accompagnées d'un certificat phytosanitaire délivré par l'autorité de protection phytosanitaire du pays exportateur. Les semences et les pesticides importés en Ukraine doivent être enregistrés, de même que les importateurs de ces produits. Un certificat vétérinaire international est exigé pour importer des

[141] Ordonnance du Ministère de la politique agraire et de l'alimentation n° 118 du 1er avril 2014 portant reconnaissance de l'équivalence du mécanisme de l'UE de contrôle de la fabrication et de la distribution des produits et matières premières d'origine animale.

[142] Ordonnance du Ministère de la politique agraire et de l'alimentation n° 553 du 16 novembre 2018 portant approbation des exigences régissant l'importation (envoi) sur le territoire douanier de l'Ukraine d'animaux vivants et de leur matériel de reproduction, de produits alimentaires d'origine animale, de productions fourragères, de foin, de paille, ainsi que de sous-produits d'origine animale et de produits issus de leur transformation.

[143] SSUFSCP, *Food Safety and Veterinary Medicine Registers*. Adresse consultée: https://dpss.gov.ua/bezpechnist-harchovih-produktiv-ta-veterinarna-medicina/reyestri.

[144] Arrêté conjoint du Ministère du développement économique, du commerce et de l'agriculture et du Ministère des finances n° 2836/835 du 31 décembre 2020, et Loi n° 2042 du 18 mai 2017 sur le contrôle par l'État de la conformité à la Loi sur les produits alimentaires, les aliments pour animaux, les sous-produits animaux, les médicaments vétérinaires et le bien-être animal, article 63.

[145] Commission européenne (2023), *Ukraine 2023 Report*, Commission Staff Working Document SWD(2023) 699 final, 8 novembre 2023, page 133.

[146] Résolution n° 398 du 1er avril 2022 sur certaines questions relatives aux mesures et procédures phytosanitaires et aux mesures de contrôle par l'État dans les domaines de la médecine vétérinaire, de la sécurité et de certains indicateurs de qualité des produits alimentaires sous la loi martiale.

animaux vivants, des produits d'origine animale (non destinés à la consommation humaine), du matériel de reproduction, des produits biologiques, du matériel pathologique et des médicaments et substances vétérinaires. Un "certificat international" doit être présenté avec le "document vétérinaire général d'importation" pour importer des produits alimentaires d'origine animale, des aliments pour animaux, du foin, de la paille et des sous-produits animaux.[147] Le formulaire du document vétérinaire général d'importation a été approuvé par le Cabinet des ministres et est disponible en ligne.[148] Les formulaires utilisés pour les certificats internationaux qui doivent être joints aux importations spécifiques de partenaires commerciaux sont également disponibles en ligne.[149] Aucun certificat international n'est requis pour importer des produits pour l'alimentation humaine et animale d'origine non animale, selon les autorités. Seuls les additifs alimentaires et les substances aromatiques, les médicaments vétérinaires et les aliments pour animaux enregistrés précédemment peuvent être importés. Au cours de la période à l'examen, l'Ukraine a progressivement éliminé son système de certification obligatoire pour les produits alimentaires nationaux et importés, qui avait été décrit dans son précédent examen.[150]

3.127. L'Ukraine a l'intention d'adopter la plate-forme de l'Union européenne pour la délivrance de certificats zoosanitaires et phytosanitaires pour les importations, dénommé TRACES. En mars 2024, elle a informé le Comité SPS de l'OMC des progrès qu'elle a accomplis dans la mise en œuvre de la solution ePhyto de la CIPV, avec le soutien de donateurs nationaux et internationaux.[151]

3.128. Les opérateurs du secteur de l'alimentation sont assujettis à des prescriptions en matière de traçabilité, qui s'appliquent aux denrées alimentaires produites dans le pays, importées et exportées.[152] Ils doivent être en mesure d'identifier à la fois leurs fournisseurs immédiats et leurs clients, conformément à une exigence de traçabilité en amont et en aval ("one-step forward, one-step back"). Selon les autorités, les travaux actuellement menés pour mettre en place un registre national des établissements du secteur alimentaire (accessible sur le portail national Diia) faciliteront la traçabilité des produits alimentaires.[153]

3.129. Les importations de viandes et de produits carnés traités avec des médicaments vétérinaires stimulant la croissance préalablement enregistrés sont autorisées, sous réserve du respect des limites maximales de résidus définies par la Commission du Codex Alimentarius. D'après les autorités, aucun médicament vétérinaire stimulant la croissance n'a été enregistré en Ukraine.

3.130. L'Ukraine interdit l'importation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) qui n'ont pas été dûment enregistrés conformément à la Loi sur le système d'État pour la biosécurité appliqué à la création, à l'expérimentation, au transport et à l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés, ainsi que des produits fabriqués avec des OGM. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a remanié son cadre juridique applicable aux OGM en adoptant la Loi sur la réglementation par l'État des activités de génie génétique et le contrôle par l'État de la circulation des organismes et produits génétiquement modifiés pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires.[154] Cette nouvelle loi vise à aligner la législation ukrainienne relative aux OGM sur celle de l'Union européenne. Avec une entrée en vigueur fixée au 26 septembre 2026, elle prévoit une interdiction permanente du maïs génétiquement modifié et une interdiction temporaire, jusqu'en septembre 2031, des betteraves à sucre et de l'huile de colza génétiquement modifiées. La Loi définit également les prescriptions relatives à l'utilisation d'étiquettes faisant référence aux OGM. Les produits qui contiennent plus de 0,9% d'OGM (en poids) doivent porter la mention "Contient des OGM". En vertu de la nouvelle Loi, des registres distincts seront créés pour les variétés végétales agricoles à base d'OGM, les races animales et les sources d'OGM dans les produits pour l'alimentation humaine et

[147] Loi n° 2042 du 18 mai 2017 sur le contrôle par l'État de la conformité à la Loi sur les produits alimentaires, les aliments pour animaux, les sous-produits animaux, les médicaments vétérinaires et le bien-être animal, article 41.

[148] Résolution du Cabinet des ministres n° 570 du 18 juillet 2018. Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/570-2018-%D0%BF?lang=en#n10.

[149] SSUFSCP, *Agreed Forms of Certificates*. Adresse consultée: https://dpss.gov.ua/en/international-cooperation/veterinary-and-safety/certificates-import-ukraine/agreed-forms-certificates.

[150] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 3.4.3.

[151] Document de l'OMC G/SPS/R/112 du 23 mai 2024, page 8.

[152] Loi n° 771/97-VR, article 22.

[153] Document de l'OMC G/SPS/R/112 du 23 mai 2024, page 8.

[154] Loi n° 3339-IX du 23 août 2023 sur la réglementation par l'État des activités de génie génétique et le contrôle par l'État de la circulation des organismes et produits génétiquement modifiés pour garantir la sécurité alimentaire.

animale, et les demandes d'enregistrement d'OGM seront rendues publiques. Le Ministère de la santé, le Ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles et le Ministère de la politique agraire et de l'alimentation seront chargés de mettre en œuvre différents aspects de la nouvelle Loi, de concert avec la Commission interdépartementale d'État sur l'évaluation des risques liés aux OGM, nouvellement créée, et avec le Centre scientifique et méthodologique pour les essais OGM.

3.131. L'Ukraine a continué de notifier périodiquement au Comité SPS de l'OMC ses mesures SPS. Entre le 1er avril 2016 et le 1er avril 2024, elle a présenté 175 notifications – y compris des révisions des notifications périodiques et des appendices (mais pas de corrections) –, dont 108 étaient de nouvelles notifications SPS, parmi lesquelles on compte 6 notifications de mesures d'urgence. Pour 19 de ses notifications, l'Ukraine a indiqué que la mesure notifiée était conforme à la norme internationale pertinente; pour 4 d'entre elles, elle a précisé que la mesure notifiée n'était pas conforme à la norme internationale pertinente; pour 5 d'entre elles enfin, l'Ukraine a indiqué que la mesure notifiée était une mesure de facilitation des échanges.[155]

3.132. Au cours de la même période, deux préoccupations commerciales spécifiques ont été soulevées au Comité SPS de l'OMC à l'encontre de l'Ukraine. Elles avaient trait aux restrictions imposées aux importations de porc en provenance du Brésil suite à l'apparition en 2018 d'un foyer de peste porcine dans l'État brésilien de Ceará, et aux restrictions à l'importation imposées en raison de l'encéphalopathie spongiforme bovine.[156]

3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix

3.3.4.1 Politique de la concurrence

3.133. La politique de la concurrence reste régie par un ensemble de principes fondamentaux énoncés dans la Constitution, certaines dispositions du Code civil et du Code du commerce, ainsi que par la Loi sur la protection de la concurrence, la Loi sur la protection contre la concurrence déloyale et la Loi sur les aides d'État aux entreprises commerciales.[157] Le Comité antimonopole ukrainien (AMCU) reste chargé de faire respecter la politique de la concurrence, y compris par le contrôle *ex ante* des fusions et des aides d'État, les enquêtes sur les comportements anticoncurrentiels et les décisions (administratives) de première instance.[158] La principale modification apportée au cadre relatif à la politique de la concurrence pendant la période considérée a été la mise en œuvre d'un contrôle des aides d'État en juillet 2017. En outre, l'Ukraine a adopté un ensemble de modifications portant sur les procédures et les questions institutionnelles, notamment le pouvoir de mener les enquêtes et de faire respecter les règles, le contrôle des fusions et le programme de clémence, qui ont pris effet le 1er janvier 2024 et visent à harmoniser le droit ukrainien de la concurrence avec celui de l'Union européenne.[159]

3.134. Depuis le 2 août 2017, les aides d'État doivent être notifiées à l'AMCU aux fins d'une évaluation de l'admissibilité avant leur octroi effectif.[160] Une aide d'État est définie comme toute mesure de soutien accordée au titre des ressources des organes exécutifs étatiques ou locaux qui favorise une entreprise spécifique, ou un type particulier d'activité économique, et qui fausse ou menace de fausser la concurrence. L'AMCU tient un registre contenant des renseignements sur les fournisseurs, les bénéficiaires et les types d'aides d'État. Entre autres, le contrôle des aides d'État ne s'applique pas à l'agriculture, à la pêche, aux incitations accordées aux parcs industriels, ni à la fourniture de services d'intérêt économique général. L'application de la législation ukrainienne relative aux aides d'État est suspendue pendant la durée de la loi martiale, plus un an.[161]

---

[155] Plate-forme ePing de l'OMC. Adresse consultée: https://www.epingalert.org/fr.

[156] Plate-forme ePing de l'OMC, "Restrictions de l'Ukraine visant les produits du porc (ID 463)" et "Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (ID 193)". Adresse consultée: https://epingalert.org/fr/Search/TradeConcerns.

[157] Constitution de l'Ukraine n° 254к/96-BP du 28 juin 1996; et Lois n° 435-IV et n° 436-IV du 16 janvier 2003; n° 2210-III du 11 janvier 2001; n° 236/96-VR du 7 juin 1996; et n° 1555-VII du 1er juillet 2014.

[158] Après la proclamation de la loi martiale en Ukraine, l'AMCU a suspendu ses activités d'enquête et d'application des règles entre mars et juin 2022 pour ce qui est des actions concertées et du contrôle des fusions.

[159] Loi n° 3295-IX du 9 août 2023.

[160] Les circonstances dans lesquelles les aides d'État peuvent être jugées admissibles sont énoncées aux articles 5 et 6 de la Loi n° 1555-VII du 1er juillet 2014.

[161] Loi n° 2134-IX du 15 mars 2022.

3.135. Le régime de la concurrence de l'Ukraine ne s'applique pas aux pratiques anticoncurrentielles axées sur les exportations (y compris les cartels), lorsque ces pratiques n'ont aucun effet sur le marché intérieur. L'AMCU peut ouvrir des enquêtes d'office ou suite à une plainte déposée par toute partie affectée.[162] Dès lors que l'AMCU a rendu une décision positive concernant une violation de la législation ukrainienne sur la concurrence, les parties lésées peuvent engager une action en compensation pour les dommages subis devant un tribunal de commerce.[163] Dans certaines circonstances, la Loi sur la protection de la concurrence prévoit de doubler le montant des dommages.[164]

3.136. La législation ukrainienne ne prévoit pas de responsabilité pénale en cas de violation du droit de la concurrence. L'AMCU peut rendre des ordonnances pour faire respecter ses décisions concernant un comportement illicite et imposer des amendes.[165] Bien que l'obligation d'obtenir une licence pour les droits de propriété intellectuelle puisse être utilisée comme mesure corrective pour l'approbation conditionnelle des fusions, les autorités indiquent que l'AMCU n'a pas eu recours à cette possibilité pendant la période considérée.

3.137. Dans le cadre de son programme de clémence mis en œuvre en 2012 et révisé en 2023, l'AMCU peut exonérer de toute responsabilité la partie qui révèle en premier une action concertée anticoncurrentielle et qui coopère à l'enquête. Une réduction des amendes, comprise entre 50% et 20%, est également admissible pour les requérants ultérieurs qui ont pris part à l'action concertée et qui coopèrent à l'enquête de l'AMCU. Depuis le 1er janvier 2024, les entreprises faisant l'objet d'une enquête pour des actions concertées ou des abus de position dominante peuvent demander un arrangement à l'amiable avant que l'AMCU n'ait rendu ses conclusions préliminaires. Les modalités de l'arrangement doivent inclure l'admission de sa culpabilité par le défendeur, l'arrêt de la violation et l'élimination de toutes conséquences en échange d'une réduction de 15% de l'amende correspondante. Les autorités indiquent que l'AMCU n'a reçu aucune demande de clémence et n'a conclu aucun arrangement à l'amiable pendant la période considérée.

3.138. Les concentrations économiques nécessitent l'approbation préalable de l'AMCU dès lors: i) que les indicateurs relatifs à la valeur globale de toutes les Parties à la concentration dépassent 30 millions d'EUR et que les indicateurs relatifs à la valeur en Ukraine d'au moins deux des parties dépassent 4 millions d'EUR pour chacune, ou ii) que l'indicateur relatif à la valeur en Ukraine d'au moins une Partie dépasse 8 millions d'EUR et que le chiffre d'affaires (ventes) d'au moins une autre Partie dépasse 150 millions d'EUR.[166] L'AMCU n'est pas compétent pour examiner les fusions non notifiables, sauf si une demande d'approbation de la fusion a été présentée volontairement. Le Cabinet des ministres de l'Ukraine peut annuler une décision de l'AMCU de bloquer une fusion si l'effet positif escompté pour l'intérêt public l'emporte sur les effets négatifs d'une restriction de la concurrence. Sur la période 2017-2023, 29 fusions ont été approuvées sous réserve de mesures correctives (tableau 3.11).

Tableau 3.11 Activités de l'AMCU visant à faire respecter la législation, 2017-2023

(Nombre, sauf indication contraire)

Description	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires ouvertes	928	770	1 218	809	892	438	673
Plainte	372	201	230	163	166	66	131
Enquête ouverte d'office	556	569	988	646	726	372	542
Affaires closes	817	538	853	614	546	280	686
Abus de position dominante	158	38	81	54	53	45	80
Actions concertées	157	142	322	268	196	73	290
Contrôle des fusions							
Notifications de fusions présentées	..	542	586	564	907	558	589

[162] L'AMCU peut aussi mener des études sur l'ensemble du marché, y compris de sa propre initiative, dont les conclusions pourraient justifier l'ouverture de procédures pour violation de la législation sur la concurrence.

[163] Des recours indépendants et simultanés peuvent être formés contre des décisions de l'AMCU devant l'autorité chargée de la concurrence elle-même et devant un tribunal de commerce.

[164] Loi n° 2210-III du 11 janvier 2001, article 50.

[165] Le montant de l'amende dépend de la nature et de la gravité de la violation et peut atteindre 10% du chiffre d'affaires de l'entreprise sur l'année précédente, ou jusqu'à trois fois le montant des bénéfices obtenus illégalement.

[166] L'indicateur relatif à la valeur désigne la valeur totale des actifs d'une entreprise (à compter du dernier jour de son exercice budgétaire) ou le volume total des ventes (au cours de l'exercice précédent), le chiffre le plus élevé étant retenu.

Description	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Notifications de fusions examinées	602	447	439	477	592	379	312
Approuvées sans conditions	600	447	436	467	590	373	306
Approuvées sous réserve de mesures correctives	2	0	3	10	2	6	6
Bloquées	0	0	0	0	0	0	0
Montant total des amendes (millions d'UAH)	1 803,2	277,2	8 671,9	1 635,6	7 237,2	557,9	2 585,9
Recours	239	182	255	283	152	77	130
Décisions initiales annulées/modifiées	33	14	16	20	16	17	26

.. Non disponible.

Source: AMCU.

3.139. Les accords commerciaux préférentiels conclus par l'Ukraine avec le Canada, le Royaume-Uni et l'Union européenne contiennent des dispositions relatives à la coopération dans le domaine de la politique de la concurrence. L'AMCU a conclu des accords de coopération avec les autorités chargées de la concurrence de l'Autriche, de la Bulgarie, de la France, de la Géorgie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, de la République de Moldova, de la République slovaque, de la République tchèque, de la Suisse et de la Türkiye.[167] En règle générale, ces accords contiennent des dispositions sur le partage de renseignements non confidentiels, la prévention des conflits et la confidentialité. En outre, l'Ukraine participe activement aux travaux d'instances internationales dans le domaine de la politique de la concurrence, et notamment le Réseau international de la concurrence et le Comité de la concurrence de l'OCDE.

3.3.4.2 Contrôle des prix

3.140. De manière générale, l'Ukraine maintient un contrôle des prix sur les marchandises et les services qui ont une grande importance sur le plan social ou une incidence décisive sur l'inflation, et sur ceux qui sont fournis par des entités en situation de monopole ou en position dominante sur un marché (tableau 3.12).[168]

Tableau 3.12 Prix réglementés, 2024

Description	Entité compétente
Électricité fournie aux ménages	Cabinet des ministres
Gaz naturel fourni aux producteurs d'électricité qui exploitent des centrales thermiques, des installations de production mixte de chaleur et d'électricité, des turbines à gaz et des centrales à moteur à gaz	Cabinet des ministres
Gaz naturel fourni aux producteurs de systèmes de chauffage centralisé	Cabinet des ministres
Gaz naturel fourni aux organismes financés par le budget de l'État (établissements de soins de santé détenus par l'État ou des municipalités, et organisations religieuses)	Cabinet des ministres
Gaz naturel fourni aux foyers d'hébergement et aux bâtiments résidentiels	Cabinet des ministres
Services de transport (points d'entrée et de sortie), de distribution et de stockage (pompage) de gaz naturel	Commission nationale de réglementation de l'énergie et des services publics
Transport de pétrole et de produits pétroliers par les conduites principales pour les clients en Ukraine	Commission nationale de réglementation de l'énergie et des services publics
Services de contrôle (opérations et processus) du transport et de la distribution d'électricité	Commission nationale de réglementation de l'énergie et des services publics
Services de distribution d'électricité	Commission nationale de réglementation de l'énergie et des services publics
Services universels sur le marché de l'électricité	Commission nationale de réglementation de l'énergie et des services publics
Services de dernier recours sur le marché de l'électricité	Commission nationale de réglementation de l'énergie et des services publics
Services de fourniture de chauffage centralisé et d'eau chaude	Administrations locales
Services centralisés d'approvisionnement en eau et d'assainissement	Commission nationale de réglementation de l'énergie et des services publics/administrations locales

[167] L'AMCU a mis fin à l'accord de coopération conclu avec son organisme homologue du Bélarus par le biais de la Résolution n° 14-rp du 21 novembre 2023.

[168] Loi n° 5007-VI du 21 juin 2012.

Description	Entité compétente
Services de contrôle technique des infrastructures des gaines de câble pour les télécommunications	Commission nationale de réglementation par l'État des communications électroniques, du spectre des fréquences radioélectriques et de la fourniture de services postaux
Travaux et services effectués par le Centre national des fréquences radio	Commission nationale de réglementation par l'État des communications électroniques, du spectre des fréquences radioélectriques et de la fourniture de services postaux
Services postaux universels (courriers intérieurs, simples et recommandés, sans valeur déclarée pesant jusqu'à 50 grammes et cartes postales)	Commission nationale de réglementation par l'État des communications électroniques, du spectre des fréquences radioélectriques et de la fourniture de services postaux
Services de terminaison de gros pour le trafic intérieur des communications vocales fixes et mobiles	Commission nationale de réglementation par l'État des communications électroniques, du spectre des fréquences radioélectriques et de la fourniture de services postaux
Produits alimentaires non biologiques d'origine nationale: farine de blé (de qualité supérieure), lait pasteurisé (teneur en matières grasses de 2,5%), pain de seigle, pain allongé, œufs de poule (catégorie C1), carcasses de poulets et quarts de carcasses, et huile de tournesol	Cabinet des ministres

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.141. La Commission nationale de réglementation de l'énergie et des services publics (NEURC) fixe les tarifs pour les grands fournisseurs de services de chauffage centralisé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Les tarifs des fournisseurs de plus petite taille sont fixés par les organes exécutifs locaux suivant une méthode définie par le Cabinet des ministres. La NEURC fixe également les tarifs pour certains marchés de fourniture d'électricité, ceux du gaz naturel (transport, distribution et stockage) et ceux du pétrole et des produits pétroliers (transport par les conduites principales). La Commission nationale de réglementation par l'État des communications électroniques, du spectre des fréquences radioélectriques et de la fourniture de services postaux (NCEC) fixe les tarifs dans les secteurs des communications électroniques, du spectre des fréquences radioélectriques et des services postaux universels.

3.142. Le Service d'État pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la protection du consommateur est la principale entité chargée de veiller au respect des prescriptions relatives à la création, à l'établissement et à l'application des prix réglementés par l'État.[169] Lors de l'imposition de la loi martiale en février 2022, l'Ukraine a adopté un cadre institutionnel élargi, en vertu duquel les autorités fiscales, les administrations militaires régionales (oblast) et le Service d'État pour le contrôle des médicaments et des drogues doivent partager temporairement les pouvoirs de surveillance des prix avec le Service d'État pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la protection du consommateur.[170]

3.143. En juin 2023, afin d'assurer la stabilité des prix à la consommation dans le contexte de la loi martiale, les autorités ont également fixé un plafond de majoration (10%) pour une liste de produits alimentaires d'origine nationale, sauf ceux étiquetés comme biologiques. La liste comprend la farine de blé (de qualité supérieure), le lait pasteurisé (teneur en matières grasses de 2,5%), le pain de seigle, le pain allongé, les œufs de poule (catégorie C1), les carcasses de poulets et les quarts de carcasses, et l'huile de tournesol.[171]

3.3.5 Commerce d'État et entreprises publiques

3.144. Dans ses notifications à l'OMC, l'Ukraine a indiqué l'existence d'une entreprise commerciale d'État, Ukrspyrt, qui était la seule autorisée par le Cabinet des ministres à importer, à exporter ou à pratiquer le commerce de gros, de l'alcool éthylique (position 2207 du SH) jusqu'au 30 juin 2020.[172] Depuis le 1er juillet 2020, ces activités sont ouvertes, *de jure*, aux entreprises ayant dûment obtenu une licence, quel que soit le type de propriété.

[169] Résolution n° 667 du 2 septembre 2015.
[170] Résolution n° 223 du 6 mars 2022.
[171] Résolution n° 650 du 19 juin 2023.
[172] Documents de l'OMC G/STR/N/17/UKR du 22 août 2019, G/STR/N/18/UKR du 1er juillet 2020, G/STR/N/19/UKR du 4 juillet 2022 et G/STR/N/20/UKR du 10 juillet 2024.

3.145. Les organes exécutifs du gouvernement et des administrations locales conservent une participation totale ou partielle dans un large éventail d'entreprises. Certaines de ces entreprises ont des activités non commerciales et sont financées par des allocations budgétaires, tandis que d'autres opèrent, du moins en partie, dans le domaine commercial. Les entreprises publiques ont toujours une empreinte considérable dans l'économie ukrainienne, que cela soit dans l'agriculture (y compris la sylviculture et la pêche), le secteur manufacturier, les produits chimiques, les télécommunications, le transport et l'entreposage, l'énergie et les industries extractives, les services publics, la construction, l'immobilier, les soins de santé, les services vétérinaires, les services financiers, le commerce de gros et de détail, les services d'hôtellerie, l'éducation, ou les services professionnels, scientifiques et techniques.[173]

3.146. D'après les données communiquées au niveau du gouvernement central, au 1er janvier 2024, l'État détenait une participation majoritaire dans 3 088 entreprises publiques, contre 3 636 au 1er janvier 2017.[174] Quelque 75 organes exécutifs géraient des biens de la République, y compris des entreprises d'État, des entreprises financées par le budget (kazenne), des organismes publics, des sociétés, des entreprises commerciales, des sociétés par actions, des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés de portefeuille. En outre, on estime que l'Ukraine compte environ 14 000 entreprises détenues par des municipalités.[175]

3.147. Les autorités indiquent qu'en janvier 2024, seules 896 entreprises publiques étaient opérationnelles et que 314 d'entre elles n'étaient pas rentables. Sur la période 2022-2024, l'Ukraine a créé 16 nouvelles entreprises publiques dont les domaines d'activité couvraient les services financiers, le commerce des produits de base, la recherche en biotechnologie, l'information et la communication, l'entretien des installations, la sylviculture, la défense et le transport par conduites. Pendant la période considérée, l'AMCU a sanctionné des entreprises publiques pour leur implication dans 28 cas d'abus de position dominante et 14 cas d'actions concertées anticoncurrentielles.

3.148. La principale loi qui régit les entreprises publiques ukrainiennes est la Loi sur la gestion des biens de l'État.[176] Certains biens de l'État, y compris les actifs gérés par des entreprises publiques, restent protégés contre certaines formes d'action en justice.[177] La législation pertinente comprend également différents textes juridiques qui réglementent le paiement des dividendes, les mesures de soutien de l'État, les obligations de service public (OSP), et l'établissement de rapports financiers et la divulgation de renseignements financiers, entre autres aspects de la gouvernance et des résultats des entreprises publiques.

3.149. Pendant la période considérée, l'Ukraine a promulgué une nouvelle Loi sur la privatisation des biens détenus par l'État et les municipalités, ainsi que des règlements régissant la privatisation par voie d'enchères électroniques.[178] Les autorités ont également adopté des lois précisant la procédure de fermeture des entreprises publiques sur décision du Fonds des biens de l'État ukrainien (SPFU) et le processus de réforme des entreprises publiques du complexe militaro-industriel.[179] En outre, les efforts continus pour renforcer la gouvernance des entreprises publiques ont abouti, en février 2024, à l'adoption d'un ensemble de modifications législatives qui ouvrent la voie à la mise en place d'un nouveau système de gouvernement d'entreprise et à l'élaboration d'une Politique relative aux biens de l'État.[180]

[173] Selon les autorités, les entreprises publiques employaient 190 747 personnes au total en 2023, contre 362 473 en 2017. D'après les données disponibles, la part du "secteur étatique" dans l'économie ukrainienne est tombée de 9,4% en 2017 à 8% en 2020. En 2020, la part des entreprises publiques dépassait 25% dans les catégories d'activités suivantes: fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et de climatisation; transport, entreposage, et services postaux et de courrier; et services professionnels, scientifiques et techniques. Adresse consultée: https://me.gov.ua/Documents/List/3f9cbf0b-24bf-48f8-8360-04d559e41d60?lang=uk-UA&tag=UpravlinniaDerzhavnimSektoromEkonomikiIs&pageNumber=1.

[174] Fonds des biens de l'État ukrainien, *Unified Register of State Property Objects*. Adresse consultée: https://www.spfu.gov.ua/ua/content/civil-access-data--Edinij-reestr-ob-ektiv-derzhavnoi-vlasnosti.html.

[175] OCDE (2021), *OECD Review of the Corporate Governance of State-Owned Enterprises: Ukraine*.

[176] Loi n° 185-V du 21 septembre 2006.

[177] Les dispositions pertinentes figurent dans le Code du commerce de l'Ukraine (Loi n° 436-IV du 16 janvier 2003), le Code ukrainien de procédure sur les faillites (Loi n° 2597-VIII du 18 octobre 2018), la Loi n° 1404-VIII du 2 juin 2016 sur les procédures d'application et le Moratoire sur la vente forcée de biens (Loi n° 2864-III du 29 novembre 2001).

[178] Loi n° 2269-VIII du 18 Janvier 2018 et Résolutions n° 432 et n° 433 du 10 mai 2018.

[179] Loi n° 3037-IX du 11 avril 2023 et Loi n° 1630-IX du 13 juillet 2021.

[180] Loi n° 3587-IX du 22 février 2024.

3.150. Le Cabinet des ministres est chargé à titre principal de l'élaboration des politiques concernant la gestion des biens de l'État et de l'attribution des obligations de service public aux entreprises publiques. Depuis mars 2024, il est également chargé d'approuver la Politique relative aux biens de l'État, qui fournirait des orientations pour, entre autres, les plans de financement et d'investissement des entreprises publiques. Le SPFU met en œuvre la politique de l'État sur les privatisations et gère un portefeuille d'actifs publics.

3.151. Parce que les actifs principaux qu'elles gèrent sont des biens de l'État qu'elles ne peuvent ni utiliser comme garantie ni céder, les entreprises publiques doivent obtenir des garanties de l'État pour lever des capitaux. Ces garanties sont approuvées par le Cabinet des ministres, conformément aux conditions générales énoncées chaque année dans la Loi sur le budget de l'État. En règle générale, ces garanties doivent être notifiées à l'AMCU et divulguées, à moins qu'une exemption au titre de la Loi sur les aides d'État aux entreprises commerciales ne s'applique (section 3.3.4.1). Outre des garanties de l'État, certaines entreprises publiques ont également reçu un soutien de l'État sous la forme d'un paiement différé des dividendes, d'une aide au titre des arriérés de la dette, d'une annulation des dettes envers l'État et/ou d'autres entreprises publiques, d'avantages tarifaires et fiscaux, d'une réduction des cotisations d'assurance sociale ou d'un apport supplémentaire de capital versé.[181]

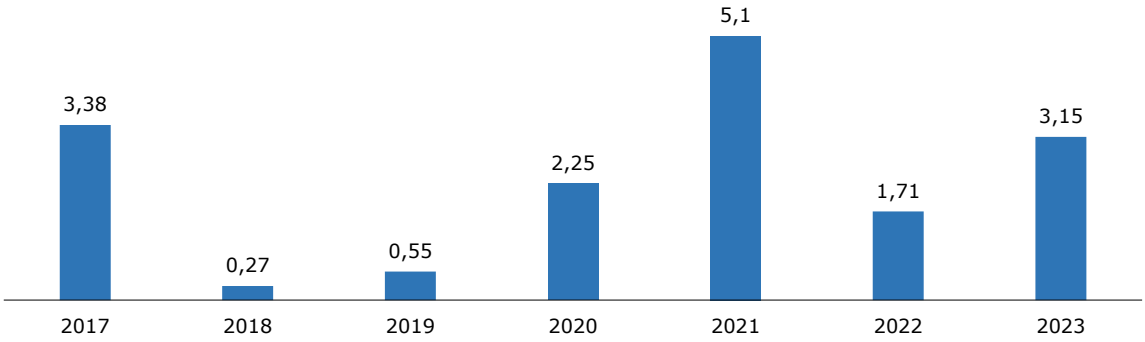
3.152. Les entreprises publiques qui fournissent de l'électricité, de l'eau et du gaz naturel, ainsi que des services de transport ferroviaire et des services postaux, doivent respecter les OSP. Selon les renseignements disponibles, les actes juridiques qui instaurent ces obligations ne prévoient généralement pas de mécanisme de compensation correspondant, qui pourrait entraîner un subventionnement croisé, dans la mesure où les tarifs réglementés ne permettent généralement pas un recouvrement des coûts.[182]

3.153. En mars 2018, l'Ukraine a entamé la transition vers un modèle de privatisation fondé sur les enchères électroniques, avec des conditions différentes selon que les actifs publics sont de petite ou de grande taille.[183] Depuis cette date, le Cabinet des ministres désigne tous les actifs publics de grande taille devant être privatisés, en tenant compte des recommandations du SPFU. Le SPFU est chargé de désigner les actifs publics de petite taille devant être privatisés.

3.154. Sur la période 2017-2023, les revenus annuels de l'Ukraine tirés des privatisations ont varié entre 0,27 milliard d'UAH et 5,1 milliards d'UAH (graphique 3.3). Les autorités indiquent que les privatisations de grande ampleur ont été suspendues pendant la majeure partie de la période 2018-2023 pour diverses raisons techniques, sauf en 2021 où elles ont généré 1,43 milliard d'UAH. Les enchères électroniques pour les actifs publics de grande taille ont repris au deuxième semestre de 2024. À l'heure actuelle, tous les actifs de l'État sont vendus exclusivement par le biais d'enchères sur le système de marchés électroniques Prozorro de l'Ukraine. La législation ukrainienne ne prévoit pas d'introduction en bourse ni d'offre publique sur le marché secondaire pour les actions des entreprises publiques.

Graphique 3.3 Revenus tirés des privatisations, 2017-2023

(Milliards d'UAH)



Source: Fonds des biens de l'État ukrainien.

[181] OCDE (2021), *OECD Review of the Corporate Governance of State-Owned Enterprises: Ukraine*. Adresse consultée: https://doi.org/10.1787/9dcc5ed0-en.
[182] OCDE (2021), *OECD Review of the Corporate Governance of State-Owned Enterprises: Ukraine*.
[183] Loi n° 2269-VIII du 18 janvier 2018.

3.3.6 Marchés publics

3.155. L'Ukraine est devenue Partie à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) de 2012 en mai 2016 et est donc tenue d'ouvrir ses marchés publics couverts par l'AMP aux marchandises, aux services et aux fournisseurs des autres Parties à l'AMP.[184]

3.156. Le Ministère de l'économie est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique sur les marchés publics. À ce titre, il gère le système de passation des marchés par voie électronique, élabore des lignes directrices et promulgue des recommandations.[185] L'AMCU est chargé de recevoir et d'examiner les plaintes des fournisseurs lésés. Le Service d'État pour l'audit surveille les transactions relatives aux marchés publics. L'Office de promotion de l'entrepreneuriat et des exportations (EEPO) fournit des services de conseil aux fournisseurs nationaux qui souhaitent participer aux procédures internationales de passation des marchés, y compris celles visées par l'AMP de 2012.

3.157. En 2016, le Cabinet des ministres a approuvé la Stratégie de réforme du système de marchés publics pour la période 2016-2022.[186] L'un des objectifs de la Stratégie était d'aligner la législation relative aux marchés publics sur celle de l'Union européenne conformément à l'Accord d'association UE-Ukraine. Un autre objectif de la réforme consistait à créer un système de passation des marchés publics par voie électronique fondé sur les meilleures pratiques internationales (section 3.3.6.2). En février 2024, le Cabinet des ministres a approuvé une nouvelle stratégie sur les marchés publics pour la période 2024-2026, ainsi qu'un plan pour sa mise en œuvre.[187] La Stratégie donne la priorité à la poursuite de l'harmonisation de la législation de l'Ukraine sur les marchés publics avec celle de l'Union européenne, y compris grâce à l'introduction d'une nouvelle méthode de passation des marchés (procédure concurrentielle avec négociation) et à une utilisation plus large de critères autres que le prix. La stratégie fixe également des objectifs pour améliorer les institutions chargées des marchés publics, poursuivre la professionnalisation du service des marchés publics et continuer le développement du système de passation des marchés par voie électronique.

3.158. Le principal acte juridique relatif aux marchés publics en Ukraine est la Loi sur les marchés publics, telle que modifiée.[188] Les partenariats public-privé et les concessions sont régis par d'autres lois.[189]

3.159. En 2021, la valeur des marchés adjugés par le biais des procédures de passation des marchés publics a atteint 965 milliards d'UAH (environ 17,7% du PIB). La valeur des marchés publics a fortement chuté en 2022, tombant à 484 milliards d'UAH (environ 9,2% du PIB). Cette baisse s'est accompagnée d'une diminution de 45% du nombre de procédures de passation de marchés entre 2021 et 2022, ce qui s'explique en partie par les modifications de la législation introduites en urgence dans le contexte de la loi martiale (voir plus loin). De même, le nombre de fournisseurs a diminué de 9% sur cette période.[190] En 2023, la valeur des marchés adjugés par le biais des procédures de marchés publics a augmenté pour atteindre 860 milliards d'UAH, soit 13,2% du PIB. Sur la période 2017-2023, la valeur des marchés couverts par l'AMP a atteint près de 52 milliards d'UAH par an en moyenne (tableau 3.13).

[184] OMC, Accord sur les marchés publics: Parties et observateurs. Adresse consultée: https://www.wto.org/french/tratop_f/gproc_f/memobs_f.htm.

[185] OCDE (2023), "*Public Procurement in the Post-War Reconstruction in Ukraine: Main Challenges*", 8 août, *Policy Responses: Ukraine*. Adresse consultée: https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2023/08/public-procurement-in-the-post-war-reconstruction-of-ukraine-main-challenges_df1d3017/c427b561-en.pdf.

[186] Ordonnance du Cabinet des ministres n° 175-p sur la Stratégie de réforme du système de marchés publics ("Feuille de route").

[187] Ordonnance du Cabinet des ministres n° 76-p du 2 février 2024 portant approbation de la Stratégie de réforme du système de marchés publics pour 2024-2026 et du Plan opérationnel pour sa mise en œuvre en 2024-2025.

[188] Loi n° 922-VIII du 25 décembre 2015 sur les marchés publics.

[189] Loi n° 2404-VI du 1er juillet 2010 sur les partenariats public-privé, et Loi n° 155-IX du 3 octobre 2019 sur les concessions.

[190] Les données sont tirées de l'Ordonnance du Cabinet des ministres n° 76-p du 2 février 2024 portant approbation de la Stratégie de réforme du système de marchés publics pour 2024-2026 et du Plan opérationnel pour sa mise en œuvre en 2024-2025.

Tableau 3.13 Statistiques de base sur les marchés publics, 2017-2023

(Milliards d'UAH)

Année	Niveau	Valeur totale des marchés publics (couverts ou non par l'AMP)	Part (%) du PIB	Marchés couverts par l'AMP					
				Valeur totale	Part du total des marchés publics (%)	Adjugés dans le cadre d'appels d'offres ouverts ou sélectifs		Adjugés dans le cadre d'appels d'offres limités	
						Valeur totale	Part (%)	Valeur totale	Part (%)
2017	Gouvernement central	20,2	0,7	3,9	19	1,6	41	2,3	59
	Gouvernements sous-centraux	0,17	0,01	0,03	18	0,01	25	0,02	75
	Autres	72,7	2,4	64,4	89	40,7	63	23,7	37
	Total	93,1	3,1	68,3	73	42,3	62	26,0	38
2018	Gouvernement central	24,0	0,7	30,9	0	0,03	100	0	0
	Gouvernements sous-centraux	0,23	0,01	0,02	6	0	0	0,01	100
	Autres	46,9	1,3	1,9	4	1,9	97	0,06	3
	Total	71,1	2,0	2,0	3	1,9	96	0,07	4
2019	Gouvernement central	20,4	0,5	16,5	81	14,0	85	2,4	15
	Gouvernements sous-centraux	0,29	0,1	0,04	13	0,01	29	0,03	71
	Autres	18,9	0,5	7,7	41	5,9	77	1,8	23
	Total	39,6	1,0	24,2	61	20,0	82	4,3	18
2020	Gouvernement central	25,8	0,6	23,6	92	19,6	83	4,0	17
	Gouvernements sous-centraux	0,24	0,01	0,07	29	0,01	13	0,06	87
	Autres	22,2	0,5	13,0	59	6,1	46	7,0	54
	Total	48,2	1,1	36,7	76	25,6	70	11,1	30
2021	Gouvernement central	23,9	0,4	20,9	87	9,5	45	11,4	55
	Gouvernements sous-centraux	0,35	0,01	0,06	18	0	0	0,06	100
	Autres	38,4	0,7	24,8	65	18,9	76	6,0	24
	Total	62,7	1,1	45,8	73	28,4	62	17,4	38
2022	Gouvernement central	8,0	0,2	6,4	80	3,8	59	2,6	41
	Gouvernements sous-centraux	0,33	0,01	0,10	31	0	0	0,10	100
	Autres	94,5	1,8	87,1	92	10,3	12	76,9	88
	Total	102,7	2,0	93,6	91	14,0	15	79,6	85
2023	Gouvernement central	53,6	0,8	51,2	95	48,8	95	2,3	5
	Gouvernements sous-centraux	0,39	0,01	0,08	19	0,02	24	0,06	76
	Autres	60,8	0,9	41,6	68	30,2	73	11,4	27
	Total	114,8	1,8	92,9	81	79,1	85	13,8	15

Note: Les termes "appel d'offres ouvert", "appel d'offres sélectif" et "appel d'offres limité" sont utilisés ici au sens où ils ont été définis aux alinéas h), m) et q) de l'article premier de l'AMP de 2012. Les données de ce tableau sont basées sur les listes indicatives d'entités contractantes figurant dans les annexes 1, 2 et 3 de l'AMP de 2012 concernant l'Ukraine (https://e-gpa.wto.org/fr/GPACoverage/Browse).

Source: Données communiquées par les autorités.

3.3.6.1 Évolution récente

3.160. Depuis 2022, l'Ukraine a apporté plusieurs modifications à son régime des marchés publics en réponse à la guerre. En février 2022, le Cabinet des ministres a adopté une résolution qui instaure des procédures spéciales afin de passer des marchés pour répondre aux besoins en matière de

défense sous le régime de la loi martiale.[191] Ce texte a été suivi par une résolution adoptée en octobre 2022, qui modifie les procédures de passation des marchés publics pendant la durée de la loi martiale.[192] Selon les autorités, l'objectif consiste à donner aux autorités contractantes la flexibilité suffisante pour passer des marchés rapidement et efficacement, tout en assurant la transparence et la compétitivité. En vertu de cette résolution, le seuil pour passer des marchés par le biais d'un appel d'offres ouvert est fixé à 100 000 UAH ou plus pour les marchandises, et à 1,5 million d'UAH ou plus pour les travaux. La Résolution raccourcit également les délais pour la présentation des offres dans le cadre des appels d'offres ouverts, et pour le dépôt de plaintes, tout en élargissant les circonstances dans lesquelles les entités contractantes sont autorisées à faire des achats en dehors du système de passation électronique des marchés. Par cette résolution, le Cabinet des ministres a également interdit de passer des marchés de marchandises, de travaux et de services auprès de fournisseurs issus de la Fédération de Russie, du Bélarus et de la République islamique d'Iran, ainsi que d'autres opérateurs économiques qui vendent des marchandises, des travaux et des services originaires de la Fédération de Russie, du Bélarus et de la République islamique d'Iran.

3.161. Pendant la période à l'examen, l'Ukraine a également modifié la Loi sur les marchés publics pour y inclure la "localisation" obligatoire des marchandises achetées. La loi modifiée contient une liste des marchandises soumises à des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, notamment les pompes, les camions d'incendie et les ambulances. Une autre liste de marchandises peut être approuvée par le Cabinet des ministres. Selon les autorités, en septembre 2024, aucune autre liste n'avait été approuvée. En vertu de la loi modifiée, si la valeur du marché est égale ou supérieure à 200 000 UAH, les marchandises achetées doivent respecter une teneur minimale en éléments locaux (10% en 2022, avec une augmentation progressive jusqu'à 40% en 2028). Les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux seront en vigueur pendant 10 ans à compter de 2022. Les dispositions relatives à la "localisation" ne s'appliquent pas aux marchés couverts par l'AMP de 2012, ni par les ALE ratifiés par l'Ukraine. Le Ministère de l'économie est chargé de veiller au respect de ces prescriptions. En mai 2024, le Cabinet des ministres a modifié la procédure permettant de prouver le respect des règles relatives à la "localisation" dans les marchés publics.[193]

3.162. Dans le contexte de la plate-forme économique "Made in Ukraine" lancée en février 2024, le Premier Ministre a annoncé que les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux seraient étendues aux marchés de la défense et à d'autres domaines.[194] Selon les autorités, en septembre 2024, les détails de la prorogation étaient à l'examen.

3.163. Quatre institutions ont été désignées pour passer des marchés au niveau du gouvernement central: i) l'institution publique "Marchés publics professionnels" achète du pétrole, des distillats et de l'électricité au nom de 70 entités du gouvernement central; ii) l'entreprise publique "Approvisionnement médical de l'Ukraine" achète des produits médicaux, des équipements de protection individuelle, des dispositifs médicaux et du matériel de transport médical spécialisé d'urgence pour le Ministère de la santé, iii) l'entreprise publique "Systèmes spécialisés ukrainiens" achète des marchandises pour les projets de numérisation des entités du gouvernement central, et iv) l'entreprise publique Ukrvodservis achète de l'électricité pour toutes les organisations et entreprises qui relèvent de l'Agence d'État pour les ressources en eau de l'Ukraine.[195] Au niveau des gouvernements sous-centraux, sept organismes centralisés chargés de passer des marchés ont été créés.

[191] Résolution n° 169 du Cabinet des ministres du 28 février 2022 sur certains aspects des marchés de défense et marchés publics concernant des marchandises, travaux et services dans le cadre de la loi martiale.

[192] Résolution n° 1178 du Cabinet des ministres du 12 octobre 2022 portant approbation des spécificités des marchés publics de biens, de travaux et de services applicables aux autorités contractantes au titre de la Loi de l'Ukraine sur les marchés publics pendant la durée du régime juridique de loi martiale en Ukraine et pendant les 90 jours suivant la date de fin d'application ou d'annulation dudit régime.

[193] Résolution n° 597 du 24 mai 2024 du Cabinet des ministres. Les procédures figurent dans la Résolution n° 861 du 2 août 2022 du Cabinet des Ministres de l'Ukraine portant approbation des procédures de confirmation du degré de "localisation" de la production des marchandises et de contrôle du respect des prescriptions relatives au degré de "localisation" de la production des articles faisant l'objet de marchés publics inclus dans la liste des marchandises faisant l'objet de marchés publics dont le degré de "localisation" de la production est confirmé.

[194] Gouvernement de l'Ukraine (2024), "Prime Minister: Government Plans to Use Five Instruments to Help Domestic Producers", 26 février. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/premier-ministr-uriad-planuie-zadiiaty-piat-instrumentiv-dopomohy-vitchyznianomu-tovarovyrobnyku.

[195] Ministère de l'économie, *Public Procurement Reform*. Adresse consultée: https://me.gov.ua/Documents/Detail?lang=en-GB&id=4f2cb072-bac6-4ded-b564-5a00dd24511a&title=ReformOfStateProcurement.

3.164. Selon les autorités, le Ministère de l'économie a élaboré un nouveau projet de loi portant modification de la Loi de l'Ukraine sur les marchés publics et d'autres lois de l'Ukraine sur l'amélioration des processus de passation des marchés publics. Le projet, qui a été inscrit pour examen à la Verkhovna Rada, vise à poursuivre le rapprochement de la législation ukrainienne relative aux marchés publics avec les directives pertinentes de l'UE.

3.165. Deux ALE conclus par l'Ukraine pendant la période considérée (avec le Canada et le Royaume-Uni) donnent accès aux marchés publics des signataires respectifs (section 2.3.2). L'ALE entre l'Ukraine et Israël ne contient pas de dispositions relatives aux marchés publics.

3.3.6.2 Marchés publics électroniques

3.166. Depuis août 2016, toutes les entités contractantes doivent utiliser le système ukrainien de marchés électroniques Prozorro. Ce système de bout en bout, qui est fondé sur la Norme relative aux données sur la passation de marchés ouverts, vise à assurer la transparence à tous les stades du processus de passation des marchés.[196] Les autorités estiment que l'utilisation de Prozorro a permis de réaliser des économies d'environ 6 milliards d'USD et contribué à déceler des violations dans 33 348 appels d'offres depuis 2016 (données de décembre 2020) (tableau 3.14 et tableau 3.15).[197] Prozorro est interopérable avec d'autres systèmes gouvernementaux, comme le Registre d'État unifié des personnes morales, des entrepreneurs individuels et des organisations publiques, le Registre d'État des médicaments, le Service d'État pour les impôts, le Service d'État du Trésor et l'Agence nationale pour la prévention de la corruption.

Tableau 3.14 Économies réalisées grâce au système Prozorro

Année de publication de l'avis de marché	Différence entre la valeur escomptée et l'offre retenue (millions d'UAH)
2020	57 508,25
2021	52 501,44
2022	17 461,20
2023	48 708,66
2024	42 603,32

Note: Les économies sont calculées comme la différence entre la valeur escomptée et la valeur du marché adjugé.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

Tableau 3.15 Violations identifiées grâce au système Prozorro

Année	Nombre de cas où une violation a été constatée dans l'achat d'un lot
2024 (trois premiers trimestres)	5 018
2023	14 001
2022	7 138
2021	17 025
Total	43 182

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.167. Plus récemment, en juin 2023, le Ministère du développement des communautés et des territoires et ses partenaires ont lancé l'Écosystème de reconstruction numérique pour une gestion responsable (DREAM), un système de collecte, d'organisation et de publication des données en temps réel à toutes les étapes des projets de reconstruction, depuis l'évaluation des dommages jusqu'aux achats et à la livraison.[198] DREAM compte actuellement 5 728 projets pour un budget estimé à 373,6 milliards d'UAH, dont 3 887 projets non encore financés et 743 bénéficiant d'un financement partiel. Les fonds utilisés pour les projets proviennent à la fois du budget de l'État et des organismes donateurs.

[196] Prozorro. Adresse consultée: https://prozorro.gov.ua/en.
[197] Open Contracting Partnership, *Ukraine: Everyone Sees Everything*. Adresse consultée: https://www.open-contracting.org/impact-stories/impact-ukraine/.
[198] DREAM. Adresse consultée: https://dream.gov.ua/.

3.3.6.3 Moyens de faire respecter les règles

3.168. Pendant la période considérée, il est devenu obligatoire de déposer les plaintes liées aux marchés publics par voie électronique en utilisant une signature électronique. Les pièces justificatives doivent être téléchargées en ligne et les frais liés à la plainte être acquittés par voie électronique.

3.169. Les plaintes concernant la documentation relative à l'appel d'offres peuvent être déposées auprès de l'AMCU à compter de la publication de l'avis, mais au plus tard quatre jours avant la date limite de soumission des offres. Les plaintes concernant d'autres décisions ou actions, ou l'absence d'action de l'entité contractante qui sont intervenues avant l'expiration de la date limite de soumission des offres, peuvent être déposées dans les 10 jours suivant le jour où le fournisseur a pris connaissance, ou aurait dû prendre connaissance, de l'irrégularité alléguée, mais au plus tard quatre jours avant la date limite de soumission des offres. Les plaintes concernant des décisions ou actions, ou l'absence d'action de l'entité contractante qui sont intervenues après l'évaluation des offres, doivent être déposées dans les 10 jours suivant le jour où le fournisseur a pris connaissance, ou aurait dû prendre connaissance, de l'irrégularité alléguée.

3.170. L'examen par l'AMCU peut donner lieu à une décision sur l'existence ou l'absence de violation de la procédure de passation des marchés, et à toute mesure à prendre pour mettre fin à la violation. L'AMCU peut ordonner à l'entité contractante: i) d'annuler ses décisions, en tout ou partie; ii) de fournir les documents et explications nécessaires; iii) d'éliminer toutes conditions discriminatoires (y compris celles qui sont inscrites dans les spécifications techniques); iv) de mettre la documentation relative à l'appel d'offres en conformité avec les prescriptions de la Loi sur les marchés publics; ou, s'il est impossible de corriger la violation, v) d'annuler la procédure de passation du marché.

3.171. Les décisions de l'AMCU peuvent faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de district dans les 30 jours suivant leur publication dans le système électronique de passation des marchés. Les fournisseurs lésés peuvent déposer une plainte directement auprès du tribunal sans devoir d'abord recourir à l'AMCU.

3.172. Entre 2017 et 2021, le nombre de plaintes administratives déposées à l'AMCU a été multiplié par 2,5, tandis que le nombre de recours déposés auprès des organes judiciaires a été multiplié par 4 (tableau 3.16). Tant le nombre de plaintes que de recours a fortement diminué en 2022, et légèrement augmenté depuis.

Tableau 3.16 Plaintes concernant les marchés publics en Ukraine, 2017-2023

(Nombre)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Plaintes administratives auprès de l'AMCU	5 706	7 786	11 147	12 675	14 828	3 865	10 967
Plaintes directes auprès des tribunaux administratifs de district	..	..	..	..	..	..	..
Recours auprès des organes judiciaires	115	196	227	419	468	82	225

.. Non disponible.

Source: OCDE (2020), *Annual Report on Competition Policy Developments in Ukraine, 2019*. Adresse consultée: https://amcu.gov.ua/storage/app/uploads/public/611/40b/177/61140b177816d149460296.pdf; et données communiquées par les autorités.

3.173. Conformément à l'article 164-14 du Code administratif, les violations de la législation sur les marchés publics, comme le fait pour l'entité contractante de n'avoir pas fourni d'explications sur le contenu de la documentation relative à l'appel d'offres, entraînent des amendes qui dépendent de la gravité de la violation. La Verkhovna Rada examine actuellement d'autres modifications pertinentes du Code administratif.

3.3.7 Droits de propriété intellectuelle

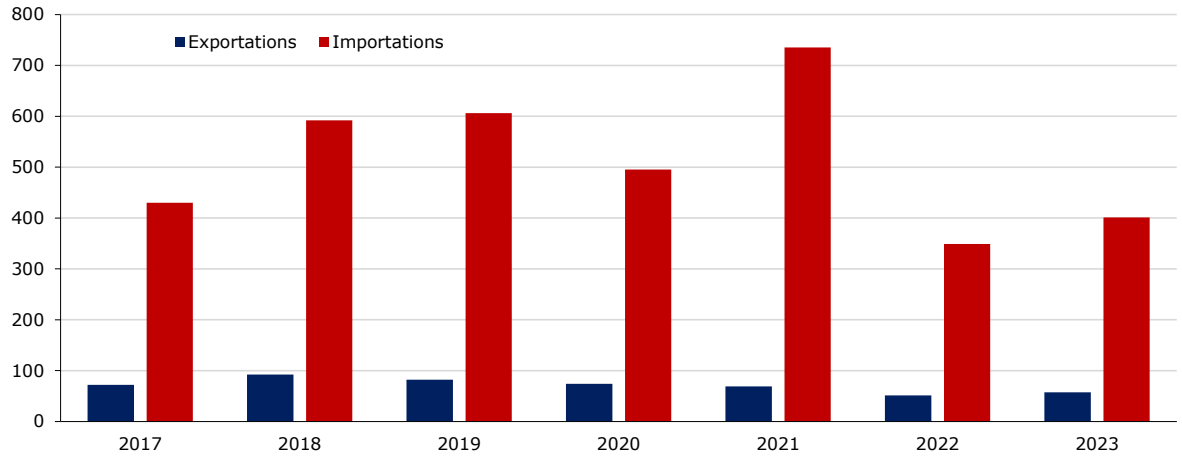
3.3.7.1 Aperçu général

3.174. En 2016, l'Ukraine a engagé une réforme de son régime de propriété intellectuelle visant à aligner celui-ci sur les normes de l'UE et à favoriser la croissance du secteur de la propriété intellectuelle, qui constitue un élément clé du système national d'innovation.[199] Au cours de la période considérée, des réformes institutionnelles ont été menées et plusieurs lois essentielles en matière de propriété intellectuelle ont été modifiées ou remplacées (Tableau A3. 6). À la fin de l'année 2023, l'Ukraine a indiqué que sa législation relative à la propriété intellectuelle était alignée à hauteur de 98% sur l'acquis de l'UE.[200]

3.175. L'Ukraine est importatrice nette de propriété intellectuelle (graphique 3.4). Ses exportations dans ce domaine sont restées relativement stables entre 2017 et 2023, leur valeur moyenne s'établissant à environ 71 millions d'USD par an, tandis que la valeur de ses importations a fluctué entre 350 millions d'USD et 750 millions d'USD par an au cours de la même période (pour une moyenne annuelle d'environ 515 millions d'USD).

Graphique 3.4 Redevances liées aux exportations et importations de propriété intellectuelle, 2017-2022

(Millions d'USD)



Source: Banque nationale d'Ukraine, *External Sector Statistics*. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/statistic/sector-external.

3.176. L'Ukraine est membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et signataire de plusieurs traités administrés par cette organisation (Tableau A3. 7). Elle n'est pas partie au Traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles. Le 12 janvier 2023, la Verkhovna Rada a ratifié l'adhésion de l'Ukraine au Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées, qui facilite l'accès des personnes malvoyantes ou ayant d'autres troubles aux documents imprimés.[201]

[199] Décret du Cabinet des ministres n° 402-p du 1er juin 2016 portant approbation de la notion de réforme du système de protection de la propriété intellectuelle par l'État en Ukraine.

[200] Gouvernement de l'Ukraine, *Report on the Initial Assessment of the Progress in the Implementation of the European Union Legal Acts (EU Aquis)*, page 37. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/storage/app/sites/1/55-GOEEI/zvit_EN.pdf.

[201] Loi n° 2854-IX du 12 janvier 2023 sur l'adhésion au Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées.

3.177. La législation ukrainienne relative à la propriété intellectuelle a été régulièrement examinée par le Conseil des ADPIC. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a notifié 30 lois et réglementations au titre de l'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC.[202]

3.3.7.2 Réformes institutionnelles

3.178. Les fondements de la réforme institutionnelle menée par l'Ukraine dans le domaine de la propriété intellectuelle sont énoncés dans la Loi n° 703-IX portant modification de certaines lois de l'Ukraine concernant l'établissement de l'Autorité nationale de la propriété intellectuelle, adoptée en juin 2020. Conformément à la Stratégie nationale de développement pour 2020-2025, cette loi a établi un système à deux niveaux pour l'administration de la propriété intellectuelle, supervisés par: i) le Ministère de l'économie, qui est responsable de la formulation et de la mise en œuvre de la politique de l'État dans le domaine de la propriété intellectuelle; et ii) l'Autorité nationale de la propriété intellectuelle (NIPA), qui participe à la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de propriété intellectuelle. Plusieurs institutions (comme le Service d'État de la propriété intellectuelle de l'Ukraine et l'entreprise d'État Intelzahyst) ont été dissoutes au cours de la période considérée, leurs fonctions ayant été transférées au Ministère de l'économie et à la NIPA.

3.179. Entre le 15 octobre 2020 et le 8 novembre 2022, l'Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent) a exercé les fonctions de la NIPA. Depuis le 8 novembre 2022, celles-ci ont été confiées à l'Office national ukrainien de la propriété intellectuelle et des innovations (UANIPIO), un organisme de l'État.[203] L'UANIPIO fonctionne comme un guichet unique et ses missions consistent notamment à: i) recevoir et examiner les demandes, et enregistrer les droits de propriété intellectuelle (DPI); ii) tenir les registres de propriété intellectuelle de l'État; iii) publier les renseignements officiels relatifs à la propriété intellectuelle; iv) certifier les conseils en brevets et tenir le registre y afférent; et v) faciliter la coopération internationale.[204]

3.180. L'UANIPIO comprend la Chambre des recours – un organe collégial chargé d'examiner les objections faites aux décisions de l'UANIPIO concernant l'acquisition de DPI, de prononcer l'invalidation de ces droits et de procéder à la reconnaissance des marques "notoirement connues" en Ukraine. En outre, au sein de l'UANIPIO, le Pôle national pour la propriété intellectuelle et l'innovation a été lancé afin de soutenir la recherche, le développement et la commercialisation des DPI ainsi que le transfert de technologie, tout en encourageant l'investissement dans l'économie ukrainienne et la création d'emplois. L'UANIPIO compte également un Centre de médiation et d'arbitrage chargé de promouvoir d'autres méthodes de règlement des différends dans le domaine de la propriété intellectuelle. En septembre 2024, l'UANIPIO travaillait à l'élaboration d'une stratégie nationale en faveur du développement de la propriété intellectuelle en Ukraine à l'horizon 2030.[205]

3.181. En juillet 2023, l'UANIPIO a signé un mémorandum d'accord avec l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) dans le but d'améliorer le système de propriété intellectuelle de l'Ukraine et de renforcer ses capacités institutionnelles. Les deux organismes ont également signé un Plan de travail pour 2024-2025.[206]

3.182. Depuis février 2022, les délais applicables à certaines procédures menées auprès de l'UANIPIO ont été suspendus afin d'éviter la perte de DPI pendant la période d'application de la loi martiale. Les délais relatifs aux procédures suivantes ont par exemple été suspendus: i) le dépôt d'objection visant des demandes ou des enregistrements internationaux en Ukraine; ii) le

[202] OMC, Portail e-TRIPS: *Lois et réglementations au titre de l'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC*. Adresse consultée: https://e-trips.wto.org/fr/Search/LawArticle632?DoSearch=True&SearchParameterNotifyingMemberCodes=C804&SearchParameterDistributionDateFrom=1%2F1%2F2017&SearchParameterDistributionDateTo=5%2F7%2F2024.

[203] Résolution du Cabinet des ministres n° 943-p du 28 octobre 2022 sur certaines questions relevant de l'Autorité nationale de la propriété intellectuelle.

[204] Loi n° 703-IX du 16 juin 2020 portant modification de certaines lois de l'Ukraine concernant l'établissement de l'Autorité nationale de la propriété intellectuelle, article 2^1.

[205] Gouvernement de l'Ukraine "Ministry of Economy: The Concept of the National Strategy for Intellectual Property Development until 2030 Has Been Presented", 26 avril. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/news/minekonomiky-prezentovano-kontseptsiiu-proektu-natsionalnoi-stratehii-rozvytku-sfery-intelektualnoi-vlasnosti-do-2030-roku.

[206] UANIPIO (2023), "The EU and Ukraine Agreed To Support Ukraine's Integration into the EU Intellectual Property System", 23 octobre. Adresse consultée: https://nipo.gov.ua/ies-ta-ukraina-domovylysia-pro-pidtrymku-intehratsii-ukrainy-do-systemy-intelektualnoi-vlasnosti-ies/.

renouvellement de délais expirés; iii) la contestation de décisions de l'UANIPIO devant des tribunaux ou devant la Chambre des recours; et iv) la demande d'invalidation de droits conférés par un brevet.[207]

3.3.7.3 Droit d'auteur et droits connexes

3.183. La nouvelle Loi n° 2811-IX sur le droit d'auteur et les droits connexes[208], qui vise à renforcer la protection du droit d'auteur et à aligner plus étroitement celle-ci sur l'acquis de l'UE, est entrée en vigueur le 1er janvier 2023. Les œuvres qui sont des créations intellectuelles originales de l'auteur (ou des coauteurs) dans le domaine scientifique, littéraire et artistique exprimées sous une forme objective (y compris écrite, physique ou numérique) peuvent être protégées par le droit d'auteur.[209] La nouvelle Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes a porté la durée de la protection du droit d'auteur en Ukraine à 70 ans à compter du décès de l'auteur (sous réserve de certaines exceptions).[210]

3.184. Les principales modifications apportées par la loi comprennent:

- l'établissement d'un cadre juridique pour l'exploitation des œuvres "orphelines"[211];
- l'introduction du critère de l'"originalité" aux fins de la protection du droit d'auteur;
- l'élargissement de la liste des droits moraux visant à y inclure le droit de l'auteur de donner ou non un titre à son œuvre, ainsi que le droit de l'auteur de dédier son œuvre à quelqu'un ou à quelque chose;
- l'introduction du droit *sui generis* visant à protéger les œuvres non originales créées par des logiciels. Les bases de données non originales (par exemple les horaires de circulation, les programmes de télévision et de radio et les annuaires téléphoniques) sont désormais également soumises à des droits *sui generis*. La loi établit les périodes de validité suivantes pour les droits *sui generis* visés: i) pour les œuvres générées par l'intelligence artificielle ou des logiciels: 25 ans à compter du 1er janvier de l'année suivant l'année de création (génération) de l'œuvre; et ii) pour les bases de données non originales: 15 ans à compter de la date de leur création;
- l'instauration de licences publiques au moyen desquelles les détenteurs de droits d'auteur peuvent accorder des autorisations relatives à ces droits au grand public;
- l'inclusion, parmi les actes constituant des atteintes au droit d'auteur, de la création d'hyperliens et de la transclusion (l'affichage, sur une page Web, de contenu téléchargé à partir d'une autre page Web) portant sur un contenu protégé, si ces procédés permettent la consultation, l'utilisation ou la distribution d'œuvres protégées par le droit d'auteur sans l'autorisation du détenteur du droit;
- la définition des actes considérés comme constituant des risques d'atteinte aux droits d'auteur et des motifs légitimes de chercher à protéger ces droits. Il s'agit par exemple de la distribution, de l'importation et de la mise en place, ou de la communication, d'instructions pour la mise en place de moyens techniques (y compris logiciels, applications, technologies ou dispositifs) qui donnent accès à une œuvre protégée sans le consentement du détenteur du droit; et

[207] Loi n° 2174-IX du 1er avril 2022 sur la protection des intérêts des particuliers dans le domaine de la propriété intellectuelle dans le cadre de la loi martiale imposée en raison de l'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine.
[208] Loi n° 2811-IX du 1er décembre 2022 sur le droit d'auteur et les droits connexes.
[209] Loi n° 2811-IX, articles 6 et 9.
[210] Loi n° 2811-IX, article 33.
[211] Les œuvres orphelines sont des œuvres qui sont toujours protégées par le droit d'auteur, mais dont les auteurs ou les détenteurs de droits ne sont pas connus ou ne peuvent être localisés.

- l'alourdissement des sanctions en cas d'atteinte au droit d'auteur, qui comprennent maintenant des amendes et la confiscation des biens produits de façon illicite, ainsi que des équipements et matériels utilisés pour créer ceux-ci.

3.185. Le 24 novembre 2023, de nouvelles procédures[212] établissant des règles pour l'enregistrement des droits d'auteur et des accords relatifs aux droits exclusifs visant des œuvres protégées par un droit d'auteur (par exemple les accords sur l'emploi, les accords pour la création et l'utilisation de matériels protégés par un droit d'auteur, les accords de transfert de droits d'auteur et les accords sur l'octroi de licences de droits d'auteur) sont entrées en vigueur. Les demandes d'enregistrement de droits d'auteur peuvent être déposées auprès de l'UANIPIO sur support papier ou sous forme électronique; elles doivent contenir les renseignements requis au titre des procédures. La décision de l'UANIPIO peut être contestée devant les tribunaux.[213]

3.186. Le 15 mai 2018, l'Ukraine a adopté une nouvelle loi sur la gestion efficace des droits de propriété des détenteurs de droits dans le domaine du droit d'auteur et/ou des droits connexes. Cette loi délègue la responsabilité de l'enregistrement des organismes de gestion collective accrédités au Ministère de l'économie, tandis que l'UANIPIO fournit à ces organismes une assistance méthodologique et des précisions relatives à la mise en œuvre de la politique de l'État dans le domaine de la protection du droit d'auteur et des droits connexes.

3.187. Les organismes de gestion collective accrédités sont sélectionnés dans le cadre d'un concours ouvert organisé par le Ministère de l'économie et dirigé par une commission d'accréditation permanente, conformément aux procédures établies par la loi. Pendant la période de la loi martiale, les concours pour l'accréditation des organismes de gestion collective sont suspendus. Les organismes qui ont été accrédités antérieurement poursuivront leurs activités de gestion collective. Les concours d'accréditation reprendront dans les 12 mois suivant la fin de la période de la loi martiale.[214]

3.3.7.4 Propriété industrielle

3.3.7.4.1 Marques

3.188. En Ukraine, les marques sont principalement régies par la Loi de 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de biens et de services[215] (Loi sur les marques), modifiée pour la dernière fois en 2023.[216]

3.189. Une marque peut être détenue par une personne physique ou morale, et la propriété conjointe est également autorisée. Tout signe ou toute combinaison de signes peut faire l'objet d'une protection, sous réserve de certaines exceptions définies par la loi.[217] En particulier, la protection n'est pas accordée aux marques qui: i) sont dépourvues de caractère distinctif; ii) consistent uniquement en des signes couramment utilisés dans la langue ou les pratiques commerciales modernes; iii) consistent uniquement en des signes ou des données décrivant le type, la qualité ou d'autres caractéristiques des produits ou des services; iv) peuvent induire en erreur; ou v) contiennent des indications géographiques qui étaient enregistrées en Ukraine ou protégées par des accords internationaux avant la date de dépôt de la demande d'enregistrement de la marque, si la marque induit en erreur quant à la qualité ou l'origine du produit. La protection n'est pas non plus

[212] Ordonnance n° 11319 du 16 août 2023 du Ministère de l'économie portant approbation des procédures pour l'enregistrement par l'État des droits d'auteur et des accords liés aux droits de propriété sur une œuvre.

[213] Ordonnance n° 11319 du Ministère de l'économie, section III, paragraphe 12.

[214] Loi n° 2811-IX du 1er décembre 2022 sur le droit d'auteur et les droits connexes.

[215] Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de biens et de services.

[216] Loi n° 815-IX du 21 juillet 2020 portant modification de certains actes législatifs ukrainiens visant à renforcer la sécurité et la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce et aux dessins et modèles industriels et à lutter contre l'usage abusif de brevets.

[217] Ces signes comprennent notamment les mots; les noms de personnes; les lettres; les chiffres; les éléments figuratifs; les couleurs; les formes de produit et leurs emballages; et les sons, sous réserve que ces signes soient propres à distinguer les produits ou les services de ceux d'autres personnes, et adaptés en vue de leur reproduction au Registre de manière à définir clairement et précisément la portée de la protection juridique dont ils bénéficient.

accordée aux marques qui sont identiques ou fallacieusement similaires à des marques reconnues comme étant notoirement connues conformément à l'article 6*bis* de la Convention de Paris.[218]

3.190. Une marque, qu'elle soit ou non enregistrée en Ukraine, peut être établie comme notoirement connue par un tribunal ou par la Chambre des recours de l'UANIPIO. La Loi sur les marques énonce les critères permettant de déterminer si une marque est notoirement connue, y compris: i) le degré de reconnaissance ou de renommée de la marque; ii) la durée, le champ d'application et la portée géographique de son utilisation et de sa promotion; iii) des éléments prouvant que les droits relatifs à la marque ont été respectés; iv) la durée et la zone géographique visées par les enregistrements et demandes y afférents; et v) la valeur associée à la marque.

3.191. Pour enregistrer une marque en Ukraine, il convient de présenter à l'UANIPIO une demande (sur support papier ou sous forme électronique) contenant les renseignements requis, y compris: i) la liste des marchandises/services auxquels la marque est destinée, regroupés conformément à la Classification internationale des produits et des services (Classification de Nice); et ii) une image de la marque.[219] Les requérants étrangers qui résident ou sont établis en dehors de l'Ukraine doivent engager des représentants nationaux (mandataires enregistrés pour les marques) aux fins des échanges avec les autorités gouvernementales compétentes.[220]

3.192. L'examen des demandes d'enregistrement de marque comprend deux volets, sur la forme et sur le fond. Au cours de l'examen sur la forme, la date de la demande est fixée et il est procédé à une vérification des prescriptions formelles et du paiement de la redevance. L'examen de fond porte sur la désignation déclarée au regard des critères juridiques de protection ainsi que sur toute éventuelle objection.

3.193. Pour enregistrer une marque à l'étranger au titre de l'Arrangement de Madrid et de son Protocole, la demande d'enregistrement international, accompagnée de la demande correspondante d'application territoriale, doit être présentée à l'UANIPIO.[221]

3.194. D'après les autorités, l'enregistrement d'une marque en Ukraine prend en moyenne 17 mois à compter de la date de dépôt de la demande. Les renseignements relatifs aux marques enregistrées sont publiés dans le Registre des certificats de marque de l'État et dans le bulletin de l'UANIPIO.

3.195. Les requérants peuvent faire appel d'une décision définitive de l'UANIPIO devant un tribunal ou devant la Chambre des recours de l'UANIPIO dans les deux mois suivant la réception de la décision. Pour les titulaires d'enregistrements internationaux, cette période est de trois mois à compter de la date à laquelle l'UANIPIO envoie le refus définitif (total ou partiel) de protection de marque au Bureau international de l'OMPI.[222]

3.196. La durée de validité des certificats d'enregistrement de marque est de 10 ans à compter de la date de dépôt de la demande. Cet enregistrement peut être renouvelé pour des périodes successives de 10 ans à la demande du titulaire de la marque et moyennant le paiement des droits de renouvellement.[223] La protection juridique d'une marque peut prendre fin de manière anticipée sur décision de justice si la marque n'est pas utilisée en Ukraine pendant cinq années consécutives à compter de la date de publication au bulletin de l'UANIPIO, ou si son utilisation est suspendue pendant cinq années consécutives après cette date. En outre, un tribunal peut mettre fin à la protection si: i) une marque devient un terme générique désignant des produits ou services spécifiques; ou ii) l'utilisation d'une marque induit le public en erreur quant à l'origine, la qualité ou l'origine géographique des produits ou services concernés.[224]

[218] Loi n° 3689-XII, article 6.
[219] Loi n° 3689-XII, article 7.
[220] Loi n° 3689-XII, article 4.
[221] Loi n° 3689-XII, article 24.
[222] Loi n° 3689-XII, article 15.
[223] Loi n° 3689-XII, article 5.3).
[224] Loi n° 3689-XII, article 18.

3.197. Si la période de renouvellement d'un certificat de marque commence alors que la loi martiale est en vigueur, la procédure sera réputée réalisée dans les délais si elle est menée dans les 90 jours suivant la fin de la loi martiale.[225]

3.3.7.4.2 Brevets

3.198. En Ukraine, l'enregistrement et la protection des brevets sont principalement régis par la Loi de 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité (Loi sur les brevets), modifiée pour la dernière fois en 2023.[226]

3.199. La protection juridique peut être accordée à une invention ou un modèle d'utilité qui n'est pas contraire à l'ordre public ou aux principes moraux largement acceptés et qui remplit les conditions de brevetabilité. Pour être brevetable, une invention doit être nouvelle, impliquer une activité inventive et être susceptible d'application industrielle. Un modèle d'utilité remplit les conditions de brevetabilité s'il est nouveau et susceptible d'application industrielle (il n'implique pas nécessairement une activité inventive). En Ukraine, l'exception à l'absence de nouveauté (délai de grâce pour la nouveauté) dure six mois à compter de la première divulgation par l'inventeur ou toute autre personne recevant les renseignements de la part de l'inventeur, directement ou indirectement.[227]

3.200. En règle générale, le droit d'enregistrer une invention ou un modèle d'utilité appartient à son ou ses inventeurs. L'inventeur détient le droit de paternité, qui est un droit personnel inaliénable bénéficiant d'une protection d'une durée illimitée, et il a le droit d'associer son nom à l'invention ou au modèle d'utilité. Le droit d'enregistrer une invention ou un modèle d'utilité dans le domaine des services appartient à l'employeur de l'inventeur, sauf indication contraire dans le contrat de travail.[228]

3.201. Pour enregistrer une invention ou un modèle d'utilité en Ukraine, il convient de présenter à l'UANIPIO une demande en ukrainien (sur support papier ou sous forme électronique) contenant les renseignements requis.[229] Les personnes physiques ou morales étrangères établies en dehors de l'Ukraine doivent exercer leur droit d'enregistrement d'une invention ou d'un modèle d'utilité par l'intermédiaire de conseils en brevets ukrainiens enregistrés.[230] Les requérants peuvent faire appel d'une décision de l'UANIPIO devant un tribunal ou devant la Chambre des recours de l'UANIPIO dans les deux mois suivant la réception de la décision.[231] D'après les autorités, l'obtention d'un brevet prend en moyenne 18 à 24 mois pour une invention et 4 à 6 mois pour un modèle d'utilité.

3.202. La procédure pour l'enregistrement par l'État d'une invention ou d'un modèle d'utilité fondé sur une demande internationale est semblable à celle applicable aux demandes nationales, sauf disposition contraire énoncée dans le Traité de coopération en matière de brevets.[232]

3.203. Les renseignements relatifs aux inventions ou modèles d'utilité enregistrés sont publiés dans les Registres de l'État des inventions/modèles d'utilité, ainsi que dans le bulletin de l'UANIPIO.[233] La durée de validité d'un brevet est de 20 ans à compter de la date de dépôt de la demande pour une invention, et de 10 ans pour un modèle d'utilité.[234]

---

[225] Loi n° 2174-IX du 1er avril 2022 sur la protection des intérêts des particuliers dans le domaine de la propriété intellectuelle dans le cadre de la loi martiale imposée en raison de l'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine.

[226] Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité (modifiée pour la dernière fois au moyen de la Loi n° 2974-IX du 20 mars 2023 portant modification de certains actes législatifs ukrainiens pour renforcer la protection des droits de propriété intellectuelle).

[227] Loi n° 3687-XII, articles 6-7.

[228] Loi n° 3687-XII, articles 8-9.

[229] Loi n° 3687-XII, article 12.

[230] Les personnes physiques ou morales étrangères peuvent toutefois réaliser elles-mêmes certaines tâches, comme la présentation d'une demande pour l'établissement de la date de dépôt et/ou la date de priorité, le paiement des redevances et des droits d'État, et la réception des reçus et notifications pour certaines procédures, pour autant qu'une adresse de correspondance en Ukraine ait été fournie (article 5).

[231] Loi n° 3687-XII, article 24.

[232] Loi n° 3687-XII, article 14.

[233] Loi n° 3687-XII, articles 22-23.

[234] Loi n° 3687-XII, article 6.4).

3.204. Afin de garantir la santé publique, la défense nationale, la sécurité de l'environnement et d'autres intérêts sociétaux, le Cabinet des ministres peut autoriser l'utilisation d'une invention ou d'un modèle d'utilité breveté par une personne désignée sans le consentement du détenteur du brevet (concession de licences obligatoires).[235] D'après les autorités, l'Ukraine n'a pas délivré de licences obligatoires. Le gouvernement élabore un nouveau mécanisme de concession de licences obligatoires pour les médicaments.

3.3.7.5 Indications géographiques

3.205. En Ukraine, les indications géographiques (IG) sont régies par la Loi de 1999 sur la protection juridique des indications géographiques (Loi sur les IG), modifiée pour la dernière fois en 2023.[236] Aux termes de la Loi, une IG est une dénomination identifiant un produit comme originaire d'une zone géographique spécifique qui présente une qualité, réputation ou autre caractéristique particulière principalement liée à cette zone, et dont l'une des étapes de production au moins (fabrication, extraction et/ou transformation, et/ou préparation) a lieu dans cette zone géographique définie.[237]

3.206. En Ukraine, la protection juridique peut être accordée aux IG enregistrées en vertu de la législation nationale ou d'accords internationaux auxquels le pays est partie. Conformément à la Loi sur les IG, une IG peut être enregistrée par une association de personnes (tout groupe de personnes, quelle que soit la forme juridique) qui produit, extrait ou transforme des marchandises dans une zone géographique spécifique. Une seule personne ou entité peut enregistrer une IG si elle est l'unique producteur dans la zone, et que les caractéristiques géographiques ou du produit sont nettement différentes de celles constatées dans les régions voisines.[238] Pour enregistrer une IG en Ukraine, il convient de présenter à l'UANIPIO une demande contenant les renseignements requis, y compris les spécifications du produit (sur support papier ou sous forme électronique).[239] Les requérants peuvent faire appel d'une décision de l'UANIPIO devant un tribunal ou devant la Chambre des recours de l'UANIPIO dans les deux mois suivant la réception de la décision.

3.207. Une IG ne peut pas être enregistrée: i) si elle inclut ou reproduit le nom d'une variété végétale ou d'une race animale susceptible d'induire les consommateurs en erreur quant à la véritable origine du produit (sous réserve de certaines exceptions); ou ii) si elle est identique ou similaire à une marque reconnue en Ukraine, et que cette similitude pourrait induire les consommateurs en erreur quant à l'authenticité du produit. L'Ukraine n'accorde pas de protection aux IG liées à un lieu situé dans un pays étranger si les droits relatifs à cette IG ne sont pas protégés dans ledit pays étranger.[240]

3.208. Les renseignements relatifs aux IG enregistrées sont publiés dans le Registre des IG de l'État et dans le bulletin de l'UANIPIO.[241] La protection juridique d'une IG est accordée pour une durée illimitée. Cependant, l'enregistrement d'une IG peut être annulé par une décision de justice dans les situations suivantes: i) il devient impossible de produire des marchandises satisfaisant aux spécifications requises en raison de la perte de facteurs naturels et/ou humains dans la zone géographique; ou ii) l'IG n'est pas utilisée pendant sept ans après la publication de son enregistrement.[242]

3.209. Le 1er octobre 2022, la Loi sur les particularités de la protection juridique des indications géographiques visant les produits agricoles et alimentaires, la protection des droits et l'application des systèmes de qualité, y compris les spécialités traditionnelles garanties pour les produits agricoles et alimentaires, est entrée en vigueur.[243] Cette loi établit les principes juridiques et organisationnels

[235] Loi n° 3687-XII, article 30.3).
[236] Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection juridique des indications géographiques (modifiée pour la dernière fois au moyen de la Loi n° 2974-IX du 20 mars 2023 portant modification de certains actes législatifs ukrainiens pour renforcer la protection des droits de propriété intellectuelle).
[237] Loi n° 752-XIV (modifiée pour la dernière fois le 20 mars 2023), article 1.1.3).
[238] Loi n° 752-XIV (modifiée pour la dernière fois le 20 mars 2023), article 9.
[239] Loi n° 752-XIV (modifiée pour la dernière fois le 20 mars 2023), article 9^1.
[240] Loi n° 752-XIV (modifiée pour la dernière fois le 20 mars 2023), article 8.
[241] Loi n° 752-XIV (modifiée pour la dernière fois le 20 mars 2023), articles 14-15.
[242] Loi n° 752-XIV (modifiée pour la dernière fois le 20 mars 2023), articles 6 et 21.
[243] Loi n° 2572-IX du 6 septembre 2022 sur les particularités de la protection juridique des indications géographiques visant les produits agricoles et alimentaires, la protection des droits et l'application des

des systèmes de qualité pour les produits agricoles et alimentaires; les procédures de préparation, d'enregistrement, d'utilisation et de protection des IG pour ces produits; et le cadre juridique de protection des "spécialités traditionnelles garanties".[244]

3.210. Le 1er décembre 2022, l'Ukraine a adopté la Loi n° 2800-IX sur les indications géographiques des boissons alcooliques, qui entrera en vigueur le 29 décembre 2024. Cette loi établit: i) des règles uniformes pour l'identification, la description, la présentation et l'étiquetage des boissons alcooliques; ii) des normes relatives à l'éthanol et aux distillats utilisés lors de la production; iii) les critères applicables aux entités autorisées à enregistrer des IG de boissons alcooliques; iv) une procédure pour l'approbation des spécifications de produit; et v) un système de contrôle des IG et de sanctions en cas de violation.

3.211. D'après l'UANIPIO, le registre ukrainien des IG contient 3 133 produits enregistrés.[245] Les enregistrements réalisés dans le cadre de la procédure nationale concernent 38 IG, dont 29 sont exclusivement ukrainiennes.

3.3.7.6 Autres DPI

3.212. La Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels (modifiée pour la dernière fois en mars 2023) réglemente l'acquisition et l'exercice de droits de propriété relatifs aux dessins et modèles industriels en Ukraine. Un dessin ou modèle industriel peut correspondre à l'apparence d'un produit ou d'une partie de celui-ci, caractérisée par des éléments comme ses lignes, contours, couleurs, formes, textures, matières et/ou sa décoration. La durée de validité des droits de propriété relatifs à un dessin ou modèle industriel enregistré est de cinq ans à compter de la date de dépôt de la demande, et elle peut être prolongée de cinq années supplémentaires par l'UANIPIO, pour une période maximale de 25 ans, moyennant le paiement d'une redevance.[246] Les DPI relatifs aux dessins et modèles industriels sont enregistrés par l'UANIPIO suivant des procédures semblables à celles qui s'appliquent aux autres DPI, décrites précédemment.

3.213. La Loi n° 621/97-VR du 5 novembre 1997 sur la protection des droits relatifs aux topographies des produits semi-conducteurs (modifiée pour la dernière fois en mars 2023) réglemente l'acquisition et l'exercice de droits de propriété relatifs aux circuits intégrés en Ukraine. Une topographie d'un circuit intégré qui est originale (c'est-à-dire qu'elle n'est pas directement copiée d'une autre topographie de circuit intégré, présente des caractéristiques uniques et n'était pas connue dans le domaine de la microélectronique avant le dépôt de la demande ou sa première utilisation) peut être protégée par la Loi. La durée de la protection est de 10 ans à partir de la fin de l'année civile pendant laquelle le circuit intégré a fait l'objet d'une exploitation commerciale ou pendant laquelle la demande a été déposée auprès de l'UANIPIO. Les DPI relatifs aux topographies de circuits intégrés sont enregistrés par l'UANIPIO suivant des procédures semblables à celles qui s'appliquent aux autres DPI, décrites précédemment.

3.214. La Loi n° 3116-XII du 21 avril 1993 sur la protection des droits relatifs aux variétés végétales (modifiée pour la dernière fois en avril 2024) réglemente l'acquisition et l'exercice de droits de propriété relatifs aux variétés végétales en Ukraine. Une variété végétale peut être protégée si elle est nouvelle, distincte, homogène et stable. La durée de la protection est de 30 ans pour les variétés d'arbres et d'arbustes ainsi que pour les vignes, et de 25 ans pour les autres variétés. Cette durée peut être prolongée de cinq années supplémentaires au maximum.[247]

---

systèmes de qualité, y compris les spécialités traditionnelles garanties pour les produits agricoles et alimentaires.

[244] Aux termes de la Loi n° 2572-IX, une "spécialité traditionnelle garantie" est une désignation identifiant des produits agricoles ou alimentaires qui ont des caractéristiques particulières qui les différentient de produits similaires en raison d'ingrédients, d'une composition ou de méthodes de production traditionnels; qui étaient utilisés et répondaient aux spécifications au moins 30 ans avant la promulgation de la Loi; et qui satisfont aux critères de la protection juridique prévus par la Loi.

[245] Parmi ces enregistrements figurent des IG de l'UE protégées par l'Ukraine au titre de l'Accord d'association, et des IG protégées au titre de l'Accord entre l'Ukraine et la Géorgie sur la protection juridique des indications géographiques mutuelles concernant les vins, les spiritueux et l'eau minérale.

[246] Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 5.

[247] Loi n° 3116-XII du 21 avril 1993 sur la protection des droits relatifs aux variétés végétales, article 41.

3.3.7.7 Moyens de faire respecter les droits

3.215. Le respect des DPI peut être assuré par des procédures administratives et judiciaires.

3.216. La voie administrative relève de la Chambre des recours de l'UANIPIO, organe collégial qui examine les objections visant les décisions de l'UANIPIO relatives à l'octroi de la protection, aux demandes d'invalidation totale ou partielle de DPI et aux demandes de reconnaissance de marques notoirement connues en Ukraine. Les décisions de la Chambre des recours peuvent faire l'objet d'un appel devant un tribunal civil ou commercial.

3.217. Les tribunaux de droit commun et les tribunaux de commerce sont compétents pour statuer sur les différends relatifs aux atteintes à la propriété intellectuelle, qui relèvent pour la plupart de la compétence des tribunaux de commerce. Les tribunaux locaux de droit commun sont chargés des procédures civiles de règlement des différends portant sur la propriété intellectuelle qui impliquent des personnes physiques, tandis que les tribunaux de commerce connaissent des différends portant sur la propriété intellectuelle entre des entités juridiques. Il n'existe pas de procédure obligatoire préalable au procès en Ukraine; des injonctions préliminaires peuvent être demandées avant ou pendant la procédure. Les décisions rendues par les tribunaux locaux dans les affaires civiles peuvent faire l'objet d'un recours devant une cour d'appel de droit commun, puis devant la Cour suprême (cour de cassation civile). De même, les décisions des tribunaux de commerce peuvent faire l'objet d'un recours devant les cours d'appel de commerce et la Cour suprême (cour de cassation commerciale).

3.218. Pour ce qui est de la compétence pénale, les tribunaux locaux de droit commun connaissent des infractions liées à la propriété intellectuelle, comme les atteintes au droit d'auteur et aux droits connexes; les atteintes aux droits attachés à des inventions, dessins et modèles industriels, variétés végétales, modèles d'utilité et topographies de circuits intégrés; et l'utilisation illicite de marques.[248] Les décisions rendues par les tribunaux locaux dans les affaires pénales peuvent faire l'objet d'un recours devant une cour d'appel de droit commun, puis devant la Cour suprême (cour de cassation pénale).

3.219. Une atteinte à la propriété intellectuelle qui ne constitue pas une infraction pénale peut être traitée comme une infraction administrative soumise à la compétence des tribunaux locaux et cours d'appel de droit commun. Il n'existe pas de pourvoi en cassation dans le cas des infractions administratives.

3.220. Conformément à la Loi sur le pouvoir judiciaire et le statut des juges, la Haute Cour pour la propriété intellectuelle (HCIP) a été créée en 2017. La HCIP remplit les fonctions de juridiction de première instance et de cour d'appel; elle connaît des différends relatifs à la propriété intellectuelle qui étaient auparavant portés devant les tribunaux de droit commun, les tribunaux de commerce et leurs cours d'appel respectives. Cependant, en septembre 2024, la HCIP n'était pas opérationnelle et aucun juge n'y avait été nommé (section 2.1).

3.221. En juillet 2024, l'UANIPIO a lancé le Centre de médiation dans le but de proposer aux détenteurs de DPI de nouveaux instruments suivant des procédures alternatives de règlement des différends. Le Centre de médiation facilite les processus de médiation en fournissant une assistance organisationnelle et technique dans le cadre du règlement de différends liés à la propriété intellectuelle. D'après les autorités, en septembre 2024, le Centre de médiation n'avait examiné aucun différend.

3.222. Le Service national des douanes (SCS) est la principale autorité chargée de faire respecter la propriété intellectuelle aux frontières. Parmi les autres autorités assumant des responsabilités dans ce domaine figurent le Bureau du Procureur général, la police nationale, le Bureau de la sécurité économique, le Comité antimonopole ukrainien (AMCU) et les tribunaux. Le SCS tient un registre des DPI fondé sur les demandes présentées par les détenteurs de droits. Pour protéger les DPI, les autorités douanières peuvent suspendre le dédouanement sur la base de renseignements figurant dans le registre douanier, ou de leur propre initiative (*ex officio*).[249]

[248] Si l'atteinte est intentionnelle et cause un préjudice matériel d'un montant significatif, élevé ou particulièrement élevé.

[249] Code des douanes, articles 397-400.

3.223. L'Ukraine dispose d'un régime international d'épuisement des DPI. Le 16 juillet 2024, elle a modifié la Loi relative aux médicaments[250], au titre de laquelle les importations parallèles de médicaments seront légalisées à compter du 1er janvier 2025. L'Ukraine a notifié la Loi relative aux médicaments, ainsi que la modification[251] relative aux importations parallèles de médicaments.

3.224. Le 14 novembre 2019, des modifications apportées au Code des douanes concernant les moyens de faire respecter les DPI sont entrées en vigueur.[252] Elles comprennent:

- l'élargissement de la portée des DPI protégés, la révision de la définition de "marchandises de contrefaçon" ainsi que l'ajout des définitions de "marchandises pirates" et de "marchandises suspectées de porter atteinte aux DPI pour la première fois";

- l'exclusion des "marchandises authentiques" (soit les marchandises fabriquées avec le consentement du détenteur du droit ou par une personne autorisée par celui-ci, mais dans des quantités supérieures à celles autorisées) du contrôle du respect des DPI par les autorités douanières[253];

- la mise en place d'une procédure simplifiée pour la destruction des marchandises suspectées de porter atteinte aux DPI, dans le cadre de laquelle les douanes détruisent les marchandises si leur propriétaire ne s'oppose pas explicitement à cette destruction dans un délai déterminé;

- l'instauration d'une procédure pour la rétention et la destruction de petits envois; et

- l'établissement d'une mainlevée anticipée des marchandises suspectées de porter atteinte aux DPI, dans certaines conditions et à la demande du propriétaire/déclarant.

3.225. Une unité spéciale (la Division des inspecteurs d'État pour la propriété intellectuelle) effectue des visites planifiées et non planifiées dans les entreprises.[254] Suivant la nature des violations éventuellement constatées, les inspecteurs peuvent soit remettre un rapport administratif (qui est transmis aux tribunaux), soit notifier l'existence possible d'infractions pénales à un organe chargé des enquêtes préliminaires compétent.

3.226. Le Centre de surveillance des atteintes aux droits de propriété intellectuelle a été créé au sein de l'UANIPIO, en septembre 2023, dans le cadre de la lutte contre la contrefaçon et le piratage de produits. Il fait office de plate-forme pour l'échange de données d'expérience, l'organisation de formations destinées aux responsables de l'application des lois et aux agents des douanes, la promotion de réseaux, le renforcement de la sensibilisation à la propriété intellectuelle et la conduite de recherches sur les atteintes à la propriété intellectuelle qui ont une incidence sur l'économie et la sécurité des consommateurs.[255]

[250] Loi n° 123/96-BP du 4 avril 1996 relative aux médicaments.
[251] Documents de l'OMC IP/N/1/UKR/25 du 22 mai 2024 et IP/N/1/UKR/30 du 24 octobre 2024, respectivement.
[252] Loi n° 202-IX du 17 octobre 2019 portant modification du Code des douanes en ce qui concerne la protection des droits de propriété intellectuelle lors du passage de marchandises aux frontières douanières de l'Ukraine.
[253] Auparavant, les agents des douanes pouvaient suspendre les importations parallèles, c'est-à-dire les importations de marchandises authentiques réalisées par des parties non autorisées.
[254] Résolution du Cabinet des ministres n° 674 du 17 mai 2022 portant approbation du Règlement relatif aux inspecteurs de la propriété intellectuelle pour les affaires de propriété intellectuelle du Ministère de l'économie (modifiée pour la dernière fois le 17 mars 2023).
[255] UANIPIO, *2023 Annual Report Ukrainian National Office for Intellectual Property and Innovation*, page 72. Adresse consultée: https://nipo.gov.ua/wp-content/uploads/2024/07/Annual-Report-2023-web-.pdf.

4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

4.1 Agriculture

4.1.1 Principales caractéristiques

4.1. L'agriculture contribue grandement à l'économie ukrainienne. En 2021, l'agriculture représentait près de 13% de la production économique (valeur ajoutée brute, sylviculture et pêche incluses) et employait environ 2,7 millions de personnes, soit environ 17% de la population active totale.[1] La contribution du secteur au PIB était d'environ 20%, si l'on tient compte des branches de production d'amont et d'aval.[2] Entre 2017 et 2021, la productivité du travail dans le secteur agricole a doublé.[3]

4.2. L'Ukraine possède 32,7 millions d'hectares de terres arables.[4] Ses sols riches en humus (parmi les plus fertiles au monde), ses ressources en eau abondantes issues d'un vaste réseau de cours d'eau et son climat tempéré, qui offre des précipitations adéquates et un ensoleillement suffisant, créent des conditions très favorables pour l'agriculture. Le blé, le maïs et les graines et l'huile de tournesol, destinés en majeure partie à l'exportation, dominent la production agricole, représentant environ la moitié de la valeur totale de la production agricole en 2021. Les volailles et le lait représentaient 10% supplémentaires.[5] La dégradation des sols, causée par la mauvaise gestion des terres et aggravée par les changements climatiques, a été identifiée comme un défi majeur pour le secteur agricole.[6]

4.3. Les entreprises agricoles jouent un rôle important dans l'utilisation des terres et la production agricole, notamment en ce qui concerne les cultures d'exportation comme le maïs, le blé et les graines oléagineuses, tandis que les agriculteurs individuels sont à l'origine de la majeure partie de la production de fruits et légumes, essentiellement destinée au marché intérieur. Les principaux producteurs de cultures d'exportation se répartissent dans environ 1 130 grandes et moyennes exploitations. Si ces exploitations représentent à peine 4% du nombre total d'exploitations produisant des céréales, des légumineuses et des graines oléagineuses, elles génèrent un peu plus de 58% du chiffre d'affaires total de la production de ces cultures.[7] Il a été indiqué que jusqu'à 12% de la production agricole provenait du secteur informel.[8]

4.4. La Société d'État des produits alimentaires et des céréales (SFGCU), une société par actions détenue par l'État créée en 2010, joue un rôle relativement important sur le marché des céréales. En tant que société intégrée verticalement et menant des activités d'entreposage, de transformation, d'expédition et d'exportation de céréales, elle détient environ 10% de la capacité d'entreposage des céréales et ses terminaux portuaires peuvent traiter environ 12% des volumes d'exportation de

[1] Service d'État des statistiques de l'Ukraine, "Employed Population by Economic Activities in 2012-2021". Adresse consultée: https://www.ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2014/rp/zn_ed/zn_ed_u/zn_ed_2020_ue.xls.

[2] O. Nivievskyi *et al*. (2021), *Assessing the Role of Small Farmers and Households in Agriculture and the Rural Economy and Measures to Support Their Sustainable Development*, page 4. Adresse consultée: https://kse.ua/wp-content/uploads/2021/02/KSE-Smallholders.pdf.

[3] Calculs effectués par le Secrétariat de l'OMC à partir des données communiquées par les autorités sur la valeur ajoutée brute dans le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche.

[4] Service de recherche du Parlement européen (2024), *Ukrainian Agriculture*, page 2. Adresse consultée: https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2024/760432/EPRS_BRI(2024)760432_EN.pdf.

[5] Service d'État des statistiques de l'Ukraine, "Economic Accounts of Agriculture (Production Account and Income Generation Account)". Adresse consultée: https://ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2017/sg/ersg/ersg_2022_ue.xlsx.

[6] A. Drobitko *et al*. (2023), "Land Degradation in Ukraine: Retrospective Analysis 2017-2022", *International Journal of Environmental Studies*, volume 80, n° 2.

[7] Données pour 2022. Service d'État des statistiques de l'Ukraine, "Number of Active Enterprises by Type of Economic Activity with a Breakdown by Large, Medium, Small and Microenterprises in 2010-2022". Adresse consultée: https://www.ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2022/fin/fin_new/Kp_kved_10_21.xlsx; et "Turnover of Enterprises by Type of Economic Activity with a Breakdown by Large, Medium, Small and Microenterprises in 2010-2022". Adresse consultée: https://www.ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2022/fin/fin_new/Orp_kved_10_21.xlsx.

[8] O. Nivievskyi *et al*. (2021), *Assessing the Role of Small Farmers and Households in Agriculture and the Rural Economy and Measures to Support Their Sustainable Development*, page 8.

céréales ukrainiennes.[9] Sa branche de transformation peut répondre à 15% de la demande intérieure totale de farine, de céréales et de fourrages. D'après les autorités, aucun droit spécial n'a été accordé à la SFGCU.

4.5. Le Ministère de la politique agraire et de l'alimentation est le principal organe chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques agricoles.[10] En 2019, l'Ukraine a adopté une Stratégie de développement des exportations de produits agricoles et agroalimentaires à l'horizon 2026[11], qui vise à "faire en sorte que l'Ukraine participe activement au marché mondial des produits alimentaires, compte tenu de la demande extérieure croissante et du potentiel d'exportation inexploité de cette industrie, tout en veillant à ce que la sécurité alimentaire du pays soit maintenue à tout moment".[12] Le Fonds de l'État ukrainien pour le soutien aux exploitations agricoles, qui relève du Ministère de la politique agraire et de l'alimentation, appuie la création et le développement des exploitations agricoles, y compris par le biais d'un soutien financier, de prêts et de services de conseil.[13]

4.6. La guerre en cours a eu une profonde incidence sur le secteur agricole. Entre 2021 et 2022, le volume de la production végétale a diminué de 28% et celui de la production animale (bétail et produits laitiers, principalement) de 12%.[14] En 2023, la contribution de l'agriculture (sylviculture et pêche incluses) à la production économique (valeur ajoutée brute) était de 8,5%, soit 4 points de pourcentage de moins que celle enregistrée en 2021. Cela s'explique en partie par l'abandon des terres agricoles en raison des combats, du minage des champs agricoles, des munitions non explosées et de la contamination chimique, entre autres difficultés causées par la guerre auxquelles se heurtent les agriculteurs ukrainiens. Selon les estimations, environ 7,5% des terres cultivables de l'Ukraine ont été abandonnées en raison de la guerre.[15]

4.7. D'après les dernières estimations figurant dans la troisième évaluation rapide des dommages et des besoins (RDNA3) de la Banque mondiale, les dommages et les pertes en lien avec la guerre subis par le secteur agricole ukrainien s'élèvent à 80,1 milliards d'USD.[16] Cela inclut environ 70 milliards d'USD de pertes dues à la réduction de la production agricole, à la baisse des prix sortie exploitation causée par les perturbations des corridors commerciaux, à la hausse des prix des intrants entraînant une augmentation des coûts de production, et aux coûts de déminage.[17] Pour ce qui est de la reprise et de la reconstruction, il est estimé dans la RDNA3 que 56,1 milliards d'USD seront nécessaires sur 10 ans pour reconstruire le secteur agricole ukrainien.[18] Il est recommandé dans la RDNA3 d'axer les futurs investissements sur l'amélioration de l'accès aux liquidités, la promotion de la résilience face aux catastrophes et aux changements climatiques, l'exploitation des synergies entre la production alimentaire et la production d'énergie et le renforcement des entités publiques ayant des responsabilités dans le secteur agricole, entre autres priorités.[19]

[9] SFGCU, *About Corporation*. Adresse consultée: https://www.pzcu.gov.ua/en/corporation/pro-korporacziyu/.

[10] Règlement sur le Ministère de la politique agraire et de l'alimentation de l'Ukraine, approuvé au titre de la Résolution n° 124 du 17 février 2021 du Cabinet des ministres.

[11] Résolution n° 558 du 10 juillet 2019 du Cabinet des ministres sur la Stratégie de développement des exportations de produits agricoles et agroalimentaires à l'horizon 2026.

[12] Résolution n° 558 du Cabinet des ministres.

[13] Fonds de l'État ukrainien pour le soutien aux exploitations agricoles, *About the Fund*. Adresse consultée: https://udf.gov.ua/index.php/pro-fond/pro-ukrderzhfond.

[14] Service d'État des statistiques de l'Ukraine (2023), *Agriculture of Ukraine 2022*, tableau 2.9. Adresse consultée: https://www.ukrstat.gov.ua/druk/publicat/kat_u/2023/zb/09/S_gos_22.pdf.

[15] J. Glauber (2024), "Ukraine and Global Agricultural Markets Two Years Later", *IFPRI Blog*, 26 février. Adresse consultée: https://www.ifpri.org/blog/ukraine-and-global-agricultural-markets-two-years-later/.

[16] Banque mondiale (2024), *Ukraine: Third Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA3): February 2022-December 2023*, page 102. Adresse consultée: http://documents.worldbank.org/curated/en/099021324115085807/P1801741bea12c012189ca16d95d8c2556a.

[17] Banque mondiale (2024), *Ukraine: Third Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA3): February 2022-December 2023*, page 103.

[18] Banque mondiale (2024), *Ukraine: Third Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA3): February 2022-December 2023*, page 103.

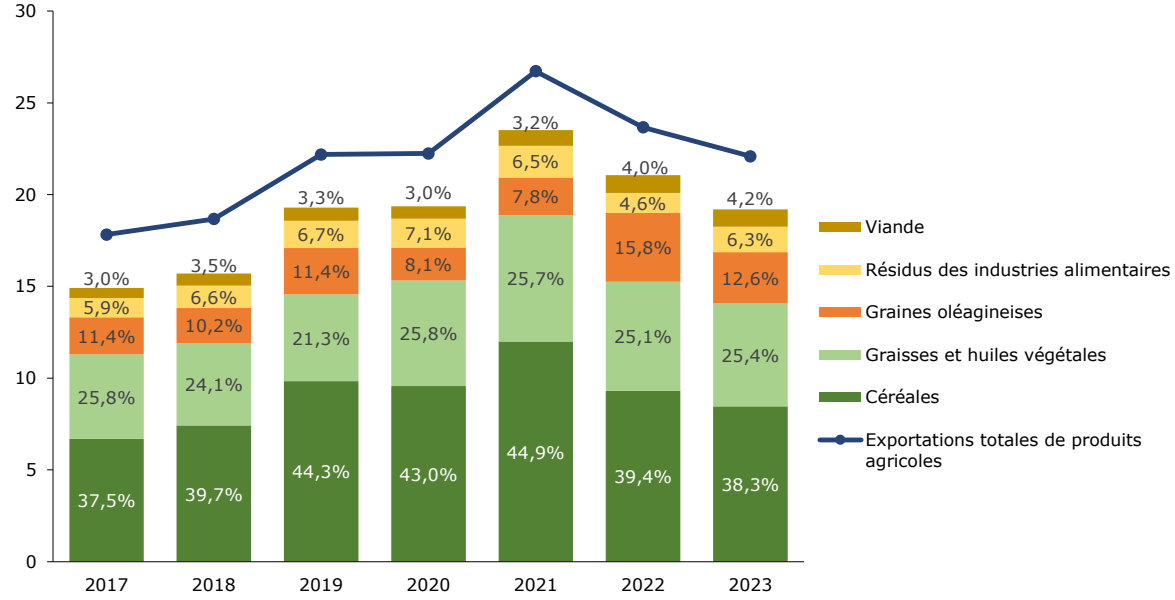
[19] Banque mondiale (2024), *Ukraine: Third Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA3): February 2022-December 2023*, page 103.

4.8. Le secteur agricole ukrainien est fortement tourné vers l'extérieur et a enregistré un excédent commercial moyen de 16,6 milliards d'USD au cours de la période considérée (2017-2023). En tant que principal exportateur de plusieurs produits agricoles, l'Ukraine a traditionnellement joué un rôle clé dans les marchés alimentaires et la sécurité alimentaire au niveau mondial. En 2021, elle figurait parmi les cinq principaux exportateurs mondiaux d'huile de tournesol (première place), d'orge (troisième place), de maïs (troisième place) et de blé (cinquième place). En outre, l'Ukraine était l'un des principaux fournisseurs de céréales du Programme alimentaire mondial des Nations Unies.[20]

4.9. L'agriculture (définition de l'OMC) représentait environ 42% de la valeur totale des exportations de marchandises (moyenne pour 2017-2021). L'Ukraine a exporté 26,7 milliards d'USD de produits agricoles en 2021, contre 17,8 milliards d'USD en 2017. Les exportations de céréales et de graines oléagineuses, de graisses et d'huiles ont représenté un peu plus des trois quarts de ses exportations agricoles en valeur en 2021 (graphique 4.1).

Graphique 4.1 Exportations de produits agricoles, 2017-2023

(Milliards d'USD, % des exportations totales de produits agricoles par groupe de produits)



Note: Définition de l'agriculture de l'OMC. Les groupes de produits sont fondés sur les catégories utilisées dans les négociations commerciales multilatérales menées à l'OMC (version de 2023). Des renseignements détaillés sont disponibles sur le portail WTO Stats. Adresse consultée: https://stats.wto.org/.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU.

4.10. En 2021, la principale destination des exportations de produits agricoles de l'Ukraine était l'Union européenne, représentant environ 28% du total, suivie par la Chine (16% des exportations agricoles), l'Inde (7%), l'Égypte (6%) et la Türkiye (5%). Les importations de produits agricoles, qui représentaient environ 9% des importations totales (moyenne pour 2017-2021), ont également augmenté pendant la période considérée, passant de 3,8 milliards d'USD en 2017 à 6,7 milliards d'USD en 2021. En 2021, les importations de produits agricoles ukrainiens provenaient principalement de l'Union européenne, suivie par la Türkiye, l'Indonésie, les États-Unis et le Brésil. Entre 2017 et 2021, l'Ukraine a en moyenne enregistré des excédents commerciaux dans toutes les grandes catégories de produits agricoles, à l'exception des fruits et légumes; du café, du thé, du cacao et des épices; des boissons et du tabac; et du coton, de la soie et de la laine.

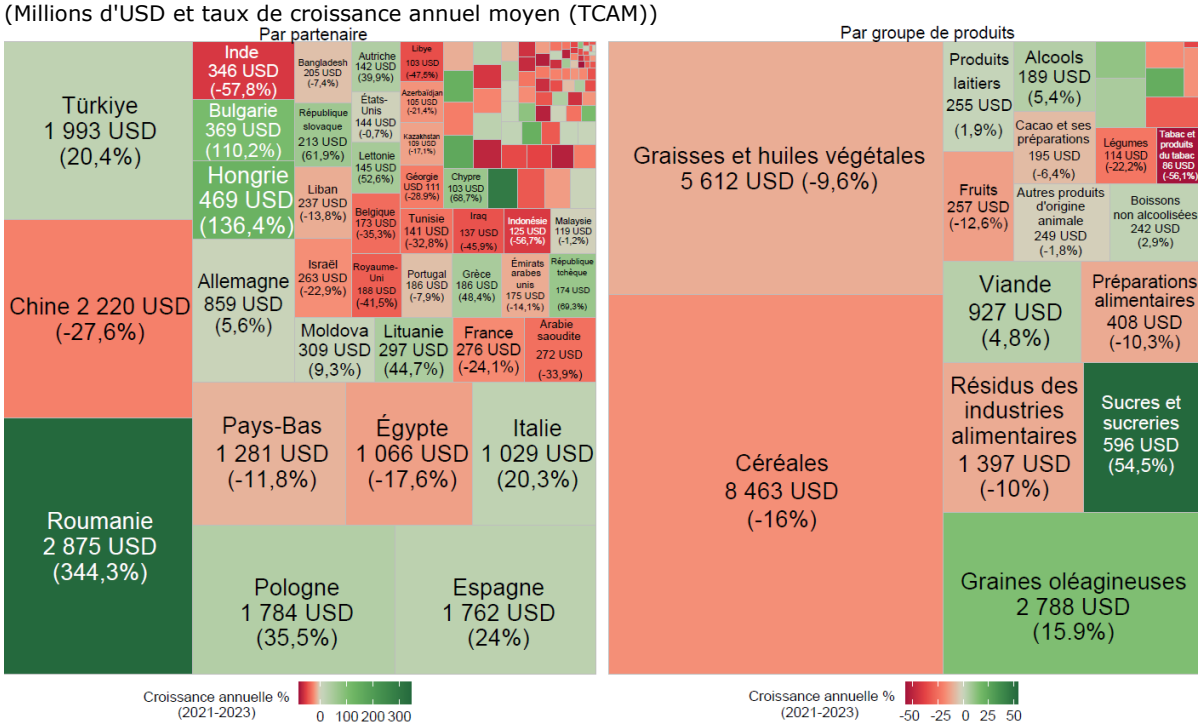
4.11. La valeur des exportations de produits agricoles a diminué de 11% en 2022, bien que les prix des produits agricoles aient fortement augmenté cette année-là et aient à nouveau augmenté de 7% en 2023. Entre 2021 et 2023, les exportations de céréales ont enregistré une baisse particulièrement marquée en valeur (-29%), tout comme les exportations de graisses et d'huiles végétales (-18%). En revanche, la valeur des exportations de graines oléagineuses a augmenté de

[20] Service de recherche du Parlement européen (2024), *Ukrainian Agriculture*, page 5.

34% sur cette même période. La guerre a considérablement modifié la structure des exportations de l'Ukraine. De nombreux partenaires commerciaux ont enregistré une forte baisse de leurs importations de produits agricoles en provenance d'Ukraine, y compris plusieurs pays en développement importateurs nets de produits alimentaires comme le Bangladesh, l'Égypte, le Kenya, le Pakistan et la Tunisie (graphique 4.2). Dans le même temps, les exportations ukrainiennes de produits agricoles vers l'Europe, en particulier la Roumanie et la Pologne, ont fortement augmenté.

Graphique 4.2 Exportations de produits agricoles de l'Ukraine, 2021-2023

(Millions d'USD et taux de croissance annuel moyen (TCAM))



Note: Les exportations vers des partenaires de l'Ukraine d'un montant inférieur à 1 million d'USD ne sont pas incluses dans le graphique des exportations par partenaire. Moldova = République de Moldova. Arabie saoudite = Royaume d'Arabie saoudite.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU.

4.12. Ces changements reflètent en partie les effets des perturbations causées par la guerre sur les routes maritimes de la mer Noire, qui ont traditionnellement joué un rôle fondamental dans le transport des produits agricoles ukrainiens vers les marchés mondiaux. Avant février 2022, environ 90% des exportations de produits agricoles de l'Ukraine étaient transportées par voie maritime.[21] Comme le transport maritime a été interrompu jusqu'au milieu de 2022, les exportateurs de produits agricoles ont été contraints d'emprunter d'autres itinéraires ferroviaires, routiers et fluviaux plus coûteux et moins efficaces passant par la Pologne, la Hongrie, la République slovaque et la Roumanie.[22]

[21] Y. Bychkovska (2024), "Ukraine's Grain Exports are Crucial to Africa's Food Security", Atlantic Council, 5 avril. Adresse consultée: https://www.atlanticcouncil.org/blogs/econographics/ukraines-grain-exports-are-crucial-to-africas-food-security/#:~:text=Before%20the%20war%2C%20about%2090,29%20%20in%202022%2D2023.

[22] J. Glauber (2024), "Ukraine and Global Agricultural Markets Two Years Later", *IFPRI Blog*, 26 février. Adresse consultée: https://www.ifpri.org/blog/ukraine-and-global-agricultural-markets-two-years-later/.

4.13. Depuis, plusieurs initiatives ont cherché à préserver la capacité de l'Ukraine à continuer d'exporter des produits agricoles par voie maritime, fluviale et terrestre. Dans le cadre de l'Initiative sur le transport sûr des céréales et produits alimentaires en provenance des ports ukrainiens, soutenue par l'ONU et également dénommée Initiative céréalière de la mer Noire (ICMN), un corridor maritime a été créé pour faciliter le passage sûr des navires autorisés depuis l'un des trois ports ukrainiens désignés dans la mer Noire.[23] Dans le cadre de cette initiative, qui a été lancée en juillet 2022 et a pris fin en juillet 2023, l'Ukraine a exporté près de 33 millions de tonnes de céréales.[24] Après la fin de l'ICMN, en août 2023, l'Ukraine a ouvert un nouveau corridor de transport maritime le long de la côte de la partie occidentale de la mer Noire afin de faciliter le passage des navires de commerce à destination et en provenance de ses ports.[25] Selon les renseignements disponibles, en novembre 2023, 151 navires transportant 4,4 millions de tonnes de marchandises, dont 3,2 millions de tonnes de céréales, avaient emprunté ce corridor.[26]

4.14. L'Ukraine a aussi travaillé avec la Commission européenne et les États membres de l'UE voisins, ainsi qu'avec la République de Moldova, dans le cadre de l'initiative "corridors de solidarité", qui vise à optimiser l'utilisation des voies ferrées, routières et fluviales existantes pour le commerce ukrainien et à remédier aux goulets d'étranglement transfrontières connexes.[27] Entre la création des corridors de solidarité, en mai 2022, et le mois d'août 2024, l'Ukraine a exporté près de 82 millions de tonnes de produits agricoles et environ 72 millions de tonnes de produits non agricoles dans le cadre de l'initiative.[28] Au cours de la même période, le volume total des importations ukrainiennes passant par les corridors de solidarité a atteint 60 millions de tonnes.

4.15. Selon les renseignements disponibles, le recours à d'autres voies d'exportation dans le cadre des corridors de solidarité a entraîné des "distorsions temporaires sur les marchés des cinq États membres [de l'UE] partageant une frontière avec l'Ukraine".[29] Cela a conduit à l'imposition de restrictions visant les exportations ukrainiennes de produits agricoles vers ces partenaires commerciaux. En septembre 2023, l'Ukraine et l'Union européenne sont convenues d'une série de mesures, y compris un régime de licences visant les exportations ukrainiennes de maïs, de colza, de tournesol et de blé à destination de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République slovaque et de la Roumanie dans le but d'éviter une poussée des exportations vers ces partenaires commerciaux (section 4.1.4). Ce même mois, l'Ukraine a demandé l'ouverture de consultations à l'OMC avec la Hongrie, la Pologne et la République slovaque concernant le maintien par ces trois partenaires commerciaux d'interdictions d'importer certains produits agricoles, dont les céréales, en provenance de son territoire.[30]

[23] Organisation des Nations Unies, Centre conjoint de coordination de l'Initiative céréalière de la mer Noire. Adresse consultée: https://www.un.org/en/black-sea-grain-initiative.

[24] Organisation des Nations Unies, Centre conjoint de coordination de l'Initiative céréalière de la mer Noire. Adresse consultée: https://www.un.org/en/black-sea-grain-initiative.

[25] Gouvernement de l'Ukraine (2023), "Communication to the International Maritime Organization", Lettre circulaire n° 4769, 24 août. Adresse consultée: https://wwwcdn.imo.org/localresources/en/MediaCentre/HotTopics/Documents/Black%20Sea%20and%20Sea%20of%20Azov%20-%20Member%20States%20and%20Associate%20Members%20Communications/Circular%20Letter%20No.4769%20-%20Communication%20From%20The%20Government%20Of%20Ukraine%20(Secretariat).pdf.

[26] *Reuters*, "Ukraine Says 151 Ships Have Used Black Sea Corridor", 17 novembre. Adresse consultée: https://www.reuters.com/world/europe/ukraine-says-151-ships-have-used-black-sea-corridor-2023-11-17/.

[27] Commission européenne (2022), "European Commission to Establish Solidarity Lanes to Help Ukraine Export Agricultural Goods", 12 mai. Adresse consultée: https://transport.ec.europa.eu/news-events/news/european-commission-establish-solidarity-lanes-help-ukraine-export-agricultural-goods-2022-05-12_en.

[28] Commission européenne (2024), "Solidarity Lanes: Latest Figures – August 2024", 20 septembre. Adresse consultée: https://transport.ec.europa.eu/news-events/news/solidarity-lanes-latest-figures-august-2024-2024-09-20_en.

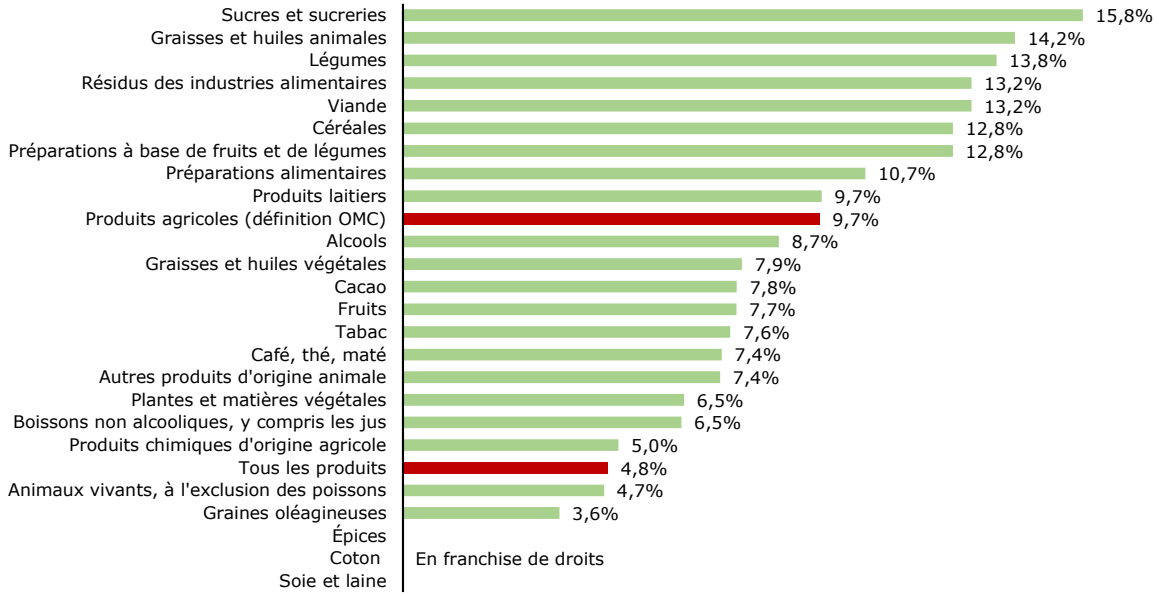
[29] Commission européenne (2023), "À la suite de l'expiration des mesures restrictives visant les exportations ukrainiennes de céréales et d'autres denrées alimentaires vers l'UE, l'Ukraine accepte de prendre des mesures pour éviter une nouvelle augmentation des importations de l'UE", 15 septembre. Adresse consultée: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_4497.

[30] OMC (2023), "L'Ukraine dépose une plainte à l'OMC contre la Hongrie, la Pologne et la République slovaque", 21 septembre. Adresse consultée: https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/ds619_620_621rfc_21sep23_f.htm.

4.1.2 Accès aux marchés

4.16. Le secteur agricole ukrainien est principalement protégé au moyen de droits de douane. La moyenne simple des taux de droits NPF appliqués visant les produits agricoles (définition de l'OMC), qui s'élève à 9,7%, est restée globalement inchangée depuis le dernier examen de l'Ukraine en 2016 (9,6%). Les taux NPF appliqués visant les produits agricoles vont de 0% à 50% (avec un taux de 54,5% correspondant à un équivalent *ad valorem* pour certains vins). Les catégories de produits bénéficiant en moyenne des plus hauts niveaux de protection tarifaire sont les sucres et sucreries, les graisses et huiles animales, et les légumes (graphique 4.3). Environ 14% des lignes tarifaires agricoles sont frappées par des droits supérieurs à 15%, tandis que 15% des lignes entrent en Ukraine en franchise de droits. Certains fleurs coupées, plantes, légumes et fruits sont assujettis à des droits saisonniers (Tableau A4. 1). Au moment de son accession à l'OMC, l'Ukraine s'est engagée à ne pas recourir à la sauvegarde spéciale pour l'agriculture.[31]

Graphique 4.3 Moyenne des droits (%) par groupe de produits agricoles, 2024



Note: Les groupes de produits sont fondés sur les catégories utilisées dans les négociations commerciales multilatérales menées à l'OMC (version de 2023). Des renseignements détaillés sont disponibles sur le portail WTO Stats. Adresse consultée: https://stats.wto.org/.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

4.17. Chaque année, l'Ukraine ouvre un contingent tarifaire pour les importations de sucre de canne brut (deux lignes tarifaires relevant de la position 1701.13 du SH et deux lignes relevant de la position 1701.14), comme prévu dans les engagements qu'elle a pris lors de son accession à l'OMC. Le volume contingentaire annuel de 267 800 tonnes, dont 260 tonnes étaient réservées au Paraguay jusqu'au 1er janvier 2019, est attribué exclusivement aux Membres de l'OMC dans l'ordre de présentation des demandes. Le taux de droit contingentaire est fixé à 2% et le taux hors contingent à 50%. Entre 2017 et 2023, le taux d'utilisation du contingent tarifaire a été de 0% tous les ans, sauf en 2021, année pour laquelle il a été d'environ 46%.[32] D'après les autorités, ce taux d'utilisation était nul pendant la majeure partie de la période considérée car les importateurs n'avaient pas présenté de demandes.

4.18. La méthode d'administration des contingents tarifaires implique la participation du Ministère de la politique agraire et de l'alimentation et du Ministère de l'économie. Le requérant doit d'abord recevoir l'approbation du Ministère de la politique agraire et de l'alimentation, avant de demander une licence auprès du Ministère de l'économie. Les licences sont valables 90 jours et doivent être

[31] Document de l'OMC WT/ACC/UKR/152 du 25 janvier 2008, paragraphe 391.

[32] Documents de l'OMC G/AG/N/UKR/29 du 30 janvier 2018; G/AG/N/UKR/32 du 29 janvier 2019; G/AG/N/UKR/35 du 31 janvier 2020; G/AG/N/UKR/40 du 1er mars 2021; G/AG/N/UKR/44 du 18 février 2022; G/AG/N/UKR/46 du 24 janvier 2023; et G/AG/N/UKR/52 du 12 février 2024.

utilisées avant la fin de l'année civile au cours de laquelle elles ont été délivrées. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation d'une licence. Les licences ne fixent pas de volume maximal pouvant être attribué à chaque requérant.[33]

4.19. Dans le cadre de ses ALE, l'Ukraine accorde un traitement tarifaire préférentiel aux produits agricoles satisfaisant aux prescriptions pertinentes en matière d'origine. Dans le cas des accords ne prévoyant pas de traitement en franchise de droits pour les produits agricoles, la moyenne des taux appliqués visant ces produits en juillet 2024 était inférieure de 1,4 à 9,5 points de pourcentage à la moyenne simple des taux NPF pour les produits agricoles, qui s'élevait à 9,7% (section 3.1.3.3). Dans le cadre des ALE conclus avec le Canada, la Macédoine du Nord et l'Union européenne, l'Ukraine accorde un accès préférentiel aux marchés pour certains produits agricoles, au moyen de contingents tarifaires assortis de taux de droits contingentaires nuls (Tableau A3. 2).

4.20. La surtaxe de 10% visant les importations de produits agricoles, qui était appliquée pour des raisons de balance des paiements lors de l'examen précédent de l'Ukraine, a été supprimée le 1er janvier 2016.[34]

4.1.3 Soutien interne

4.21. La principale loi régissant le soutien au secteur agricole est la Loi sur l'aide de l'État au secteur agricole ukrainien, adoptée en 2004. Le soutien budgétaire aux producteurs agricoles s'est établi en moyenne à environ 4,4 milliards d'UAH entre 2018 et 2021, avant de diminuer fortement pour s'établir à 1,7 milliard d'UAH en 2022 et 442 millions d'UAH en 2023. Selon les autorités, le soutien à l'agriculture a baissé en raison de la réaffectation des ressources budgétaires à la sécurité et à la défense.

4.22. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a mis fin à son programme de "cumul de la TVA", qui était le programme de soutien interne le plus important lors de son examen précédent.[35] Dans le cadre de ce programme, qui a été complètement supprimé en 2018, les producteurs agricoles étaient autorisés à conserver le montant total de la TVA perçue sur leurs ventes et à l'utiliser pour payer la TVA exigible sur leurs achats d'intrants agricoles, de machines et d'équipements agricoles, de services et d'actifs fixes. Tout montant résiduel pouvait être utilisé à d'"autres fins liées à la production".[36] D'après l'OCDE, entre 2014 et 2016, le soutien accordé au titre du programme de cumul de la TVA représentait 90% du soutien total au secteur agricole.[37] Les producteurs agricoles restent admissibles au bénéfice de la "taxe unique", qui fusionne deux taxes et une redevance (impôt sur les bénéfices, impôt foncier et redevance spéciale sur l'utilisation de l'eau) en une taxe forfaitaire calculée sur la base de la valeur nominale des terres agricoles.[38] L'OCDE estime que les recettes sacrifiées au titre du régime de la taxe unique s'élèvent à 4,3 milliards d'UAH par an au total.[39]

4.23. En 2018, l'Ukraine a supprimé un prix minimal appliqué au sucre et aux betteraves à sucre, ainsi qu'un contingent sur la production nationale de sucre raffiné.[40] Le contingent tarifaire applicable à l'importation de sucre de canne brut est toujours en vigueur (section 4.1.2).

4.24. Lors de l'examen précédent de l'Ukraine, le Fonds agricole d'État (SAF) a effectué des achats d'intervention de céréales.[41] D'après les autorités, aucun fonds budgétaire n'a été alloué au SAF depuis 2016 et le SAF n'a pas effectué d'achats d'intervention depuis cette année-là. En outre, par suite des modifications apportées à la Loi sur l'aide de l'État au secteur agricole ukrainien à la fin de 2020, la réglementation des prix par le SAF a été annulée.

---

[33] Document de l'OMC G/LIC/N/3/UKR/16 du 4 septembre 2023, page 5.
[34] Loi n° 912-VIII du 24 décembre 2015 sur les mesures visant à stimuler l'activité économique extérieure.
[35] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, page 93.
[36] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, page 93.
[37] OCDE (2022), *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2022: Reforming Agricultural Policies for Climate Change Mitigation*, page 567.
[38] OCDE (2023), *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2023: Adapting Agriculture to Climate Change*, page 596.
[39] OCDE (2023), *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2023: Adapting Agriculture to Climate Change*, page 596.
[40] Loi n° 2518-VIII du 4 septembre 2018 invalidant la Loi ukrainienne sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre.
[41] OCDE (2023), *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2023: Adapting Agriculture to Climate Change*, page 594.

4.25. Dans le même temps, l'Ukraine a introduit plusieurs nouvelles mesures de soutien (ou a remanié des mesures existantes) dans le but de stimuler la création d'emplois sous la loi martiale et de rétablir et développer la production agricole. Par exemple, en juin 2022, le Cabinet des ministres a approuvé des procédures relatives au versement de subventions pour le développement d'installations destinées à l'horticulture, à la culture de baies et à la viticulture, ainsi que de serres.[42] Ces subventions sont accordées pour couvrir jusqu'à 70% des coûts d'aménagement de zones de culture d'une superficie maximale de 25 hectares, sous réserve de la création d'au moins 5 à 10 emplois permanents et du recrutement de 125 à 425 travailleurs saisonniers, selon le type de plantation. La valeur d'une subvention ne peut pas être supérieure à 10 millions d'UAH. En ce qui concerne les serres, des subventions sont accordées pour couvrir jusqu'à 70% des coûts de construction d'une serre modulaire d'une superficie comprise entre 0,4 et 2,4 hectares, à condition qu'au moins 4 emplois permanents et 10 emplois saisonniers soient créés par hectare de serres. La valeur d'une subvention destinée à une serre ne peut pas être supérieure à 7 millions d'UAH. D'après les renseignements communiqués par les autorités, le Ministère de la politique agraire et de l'alimentation a approuvé près de 768 millions d'UAH de subventions destinées à 192 entreprises agricoles menant des activités dans des plantations horticoles, viticoles et de baies d'une superficie de 2 804 hectares, et environ 289 millions d'UAH de subventions destinées à 56 serres d'une superficie totale de près de 74 hectares.[43]

4.26. En mars 2024, le Ministère de la politique agraire et de l'alimentation a annoncé le décaissement de fonds budgétaires destinés à soutenir l'agriculture et l'élevage comme suit[44]: i) 4 000 UAH par hectare pour les producteurs agricoles cultivant jusqu'à 120 hectares; ii) 8 000 UAH par hectare pour les producteurs agricoles de certains territoires affectés par la guerre définis dans la Résolution; iii) 7 000 UAH par tête pour les producteurs élevant jusqu'à 100 bovins; et iv) 2 000 UAH par tête pour les producteurs élevant entre 5 et 500 caprins et ovins.

4.27. En 2024, l'Ukraine a réintroduit un programme visant à rembourser aux producteurs agricoles une partie des coûts des machines et équipements agricoles fabriqués dans le pays. Ce programme, décrit dans le précédent examen du pays, a été suspendu en 2022.[45]

4.28. Une partie du soutien vise directement à aider les producteurs agricoles à surmonter les effets de la guerre en cours. Par exemple, depuis 2022, les producteurs agricoles admissibles ont reçu des subventions représentant jusqu'à 50% des coûts de reconstruction d'un système d'irrigation existant ou de construction d'un nouveau système, sous réserve de certaines limites. Selon les autorités, 8,9 millions d'UAH ont été versés en 2023 au titre de ce programme (aucun fonds n'a été versé en 2022). Le budget de 2024 alloue également 2 milliards d'UAH à un fonds spécial destiné à dédommager les producteurs agricoles directement affectés par les opérations militaires pour les coûts liés au déminage de leurs terres par des sociétés officiellement agréées. En outre, les propriétaires de certaines terres agricoles, y compris celles qui sont contaminées par des objets explosifs ou jugées inutilisables en raison de la potentielle menace de contamination, sont exonérés du paiement des taxes environnementales et foncières.

4.29. Sous la loi martiale, l'Ukraine exempte des droits de douane les produits importés par le "secteur agro-industriel", y compris les pochettes et sacs en polymères destinés à l'entreposage de produits agricoles; les tubes et tuyaux en plastique; les contenants pour textiles en vrac; et les remorques et semi-remorques autochargeuses ou autodéchargeuses destinées au transport de produits agricoles.

4.30. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a également élaboré ou élargi des mesures visant à améliorer l'accès du secteur agricole au financement. Par exemple, après l'adoption de la Loi n° 1865-IX sur le Fonds de garantie partielle des prêts agricoles en novembre 2021, le Cabinet des ministres a créé un fonds pour accorder des garanties de prêts partielles aux petits et moyens producteurs agricoles (ceux qui possèdent et/ou utilisent des terres agricoles dont la superficie ne dépasse pas 500 hectares). Les garanties couvriront la moitié du principal restant dû au titre du prêt pendant une période maximale de 10 ans. Les autorités considèrent que les garanties de prêt partielles sont un instrument clé pour mener à bien le processus de réforme foncière et attirer des capitaux privés pour la reconstruction du secteur agricole. La première garantie de prêt au titre de ce fonds a été accordée en juin 2024.

[42] Résolution n° 738 du 21 juin 2022 du Cabinet des ministres.
[43] Données disponibles en février 2024.
[44] Résolution n° 300 du 15 mars 2024 du Cabinet des ministres.
[45] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 4.1.3.

4.31. Les producteurs agricoles peuvent aussi obtenir des prêts à des taux préférentiels dans le cadre du Programme "prêts abordables à 5-7-9%".[46] Ce programme leur accorde jusqu'à 90 millions d'UAH sous forme de prêts à des taux d'intérêt compris entre 5% et 9% par an. Les prêts accordés à des fins d'investissement et à des fins de financement des fonds de roulement peuvent bénéficier d'un soutien. Un taux d'intérêt de 1% est appliqué au cours des deux premières années pour les prêts contractés à des fins d'investissement par des installations de production situées dans une "zone militaire à haut risque". Selon les autorités, 11 600 entreprises agricoles ont reçu 60,1 milliards d'UAH de prêts depuis la création du programme en 2020. Les producteurs agricoles peuvent aussi bénéficier d'un soutien pour l'assurance des produits agricoles en vertu de la Loi portant modification de certaines lois ukrainiennes sur l'amélioration de la réglementation juridique de l'assurance des produits agricoles avec le soutien de l'État. Ce soutien prend la forme d'une subvention pouvant représenter jusqu'à 60% des primes d'assurance. D'après les autorités, aucun financement n'a été versé dans le cadre de ce programme.

4.32. L'Ukraine n'a pas présenté ses notifications concernant le soutien interne au Comité de l'agriculture pour les années 2013 à 2023. La dernière notification concernant le soutien interne du pays porte sur l'année civile 2012. Les questions posées par les Membres concernaient les calculs effectués par l'Ukraine pour ajuster son soutien interne en fonction de l'inflation.[47]

4.33. D'après l'OCDE, le niveau moyen du soutien aux producteurs en Ukraine, qui est mesuré au moyen de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), est l'un des plus bas parmi les économies pour lesquelles des données sont disponibles. Exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes, l'ESP a fluctué dans une fourchette étroite comprise entre -2,56% et 2,85% des recettes agricoles brutes entre 2016 et 2022.[48]

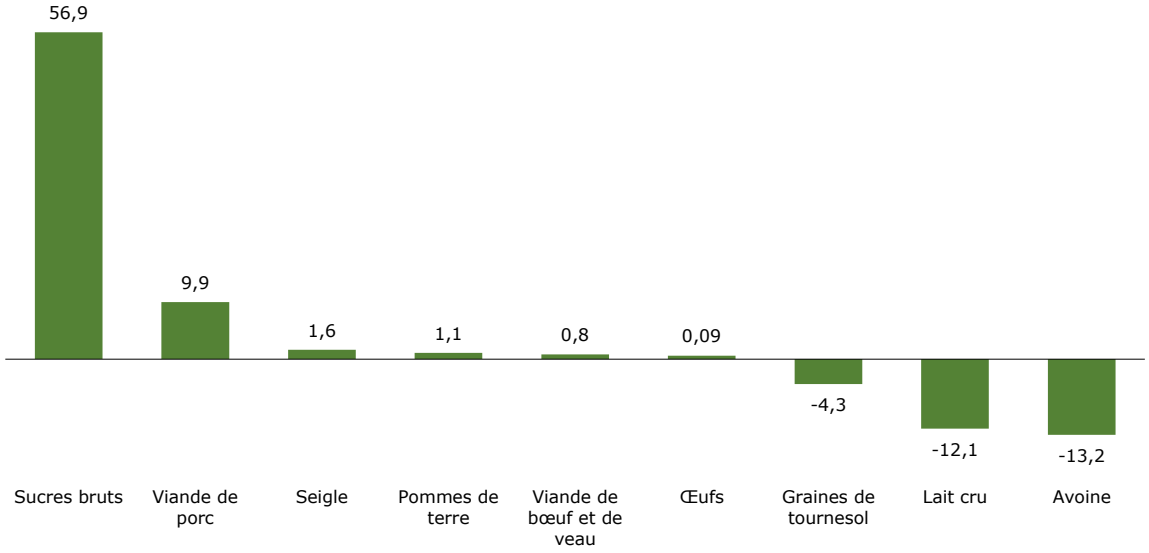
4.34. La principale composante de l'ESP en Ukraine est le soutien des prix du marché (définition de l'OCDE); les versements budgétaires représentent quant à eux une petite part. Pendant la période considérée, le soutien positif global n'a pas suffi à compenser le soutien négatif des prix découlant principalement des restrictions à l'exportation imposées en 2016, 2017 et 2022. L'ESP globale a donc été négative au cours de chacune de ces trois années. Comme indiqué dans le précédent examen de l'Ukraine, une ESP négative suggère l'existence de politiques qui ont "des effets de distorsion sur l'agriculture car cela incite moins à produire … [et qui] pourr[aient] aussi avoir des effets de distorsion sur le secteur de la transformation de produits agricoles" en faisant baisser "les prix des matières premières".[49]

4.35. S'agissant plus particulièrement du soutien par produit, les estimations de l'OCDE[50] montrent que certains produits ont bénéficié d'un soutien positif, en particulier le sucre (principalement au moyen de la protection tarifaire) et la viande porcine, et dans une moindre mesure, le seigle, les pommes de terre et les œufs (graphique 4.4). En revanche, plusieurs autres produits tels que l'avoine et les graines de tournesol ont fait l'objet d'un soutien négatif car leurs prix intérieurs sont tombés au-dessous des prix du marché mondial en raison des restrictions à l'exportation. Le lait a également fait l'objet d'un soutien négatif. Pour le blé, l'orge et le maïs, qui sont des cultures d'exportation importantes, l'OCDE estime qu'entre 2016 et 2022, le soutien par produit était nul.

[46] Résolution n° 28 du 24 janvier 2020 du Cabinet des ministres.
[47] Document de l'OMC G/AG/W/165 du 24 juillet 2017, pages 56 à 60.
[48] OCDE (2024), "Estimations du soutien agricole: Tableaux de référence", Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données). Adresse consultée: https://doi.org/10.1787/cee2327d-fr (3 mai 2024).
[49] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 4.1.5.
[50] Explorateur des données de l'OCDE, Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit. Adresse consultée: https://data-explorer.oecd.org/?lc=fr&pg=0.

Graphique 4.4 Transferts au titre de produits spécifiques, moyenne sur la période 2017-2022

(% des recettes brutes des exploitations pour chaque produit)



Source: Explorateur des données de l'OCDE, Transferts aux producteurs au titre d'un seul produit. Adresse consultée: https://data-explorer.oecd.org/?lc=fr&pg=0.

4.36. En août 2022, l'Ukraine a lancé le Registre agricole d'État (DAR), une plate-forme numérique mise au point par le Ministère de la politique agraire et de l'alimentation pour améliorer la transparence et l'efficacité du soutien à l'agriculture.

4.1.4 Mesures à l'exportation

4.37. Pendant la période à l'examen, l'Ukraine a appliqué des interdictions d'exporter à plusieurs produits agricoles. Le sarrasin a fait l'objet d'une interdiction temporaire entre le 9 avril 2020 et le 1er juillet 2020. L'objectif déclaré de cette mesure était de "prévenir une situation critique due à une pénurie de produits alimentaires".[51] Une interdiction temporaire d'exporter de l'alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% ou plus, de l'alcool éthylique et d'autres spiritueux a été introduite en réponse à la pandémie de COVID-19 entre le 25 mars et le 15 mai 2020.[52] En outre, le Ministère de la politique agraire et de l'alimentation a négocié avec les acteurs du marché des céréales des mémorandums d'accord précisant les volumes maximaux d'exportation.[53] Ces instruments ont pour objet d'éviter l'introduction de restrictions à l'exportation, de préserver la sécurité alimentaire et d'offrir de la stabilité et de la prévisibilité aux acteurs du marché. Par exemple, en vertu d'un mémorandum d'accord signé en juillet 2021, les signataires sont convenus d'un volume d'exportation maximal de 25,3 millions de tonnes de blé pour la campagne de commercialisation 2021/22.

4.38. Au milieu de l'année 2024, l'Ukraine appliquait une interdiction temporaire d'exporter du sel destiné à la consommation humaine pour éviter les pénuries sur le marché intérieur pendant la guerre.[54] Antérieurement, l'Ukraine avait adopté: i) un contingent d'exportation de 20 000 tonnes par an pour le sucre (SH 1701)[55], qui était en vigueur du 11 juillet 2023 au 15 septembre 2023 (avant cela, elle avait appliqué une prohibition à l'exportation de sucre entre le 5 juin 2023 et le 15 septembre 2023[56]); ii) des prohibitions à l'exportation de bovins vivants, de viande de bœuf (et de sous-produits), de seigle, d'avoine et de millet; iii) des contingents d'exportation visant les engrais minéraux ou chimiques; et iv) des prescriptions en matière de licences d'exportation visant

[51] Document de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/4/Add.3 du 15 avril 2020.
[52] Documents de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/4/Add.2 du 31 mars 2020; et G/MA/QR/N/UKR/4/Add.4 du 19 mai 2020.
[53] OCDE (2022), *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2022: Reforming Agricultural Policies for Climate Change Mitigation*, page 575.
[54] Document de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/6/Add.9 du 30 janvier 2024.
[55] Document de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/6/Add.7 du 20 juillet 2023.
[56] Document de l'OMC G/AG/N/UKR/50 du 12 juin 2023.

les bovins, la viande de bœuf, le poulet, les œufs, le seigle, le sarrasin, le blé et le méteil, le millet, le maïs, le sucre et l'huile de tournesol. Ces mesures, qui ont été notifiées à l'OMC et visaient à éviter les pénuries sur le marché intérieur, ont été levées en 2023.[57]

4.39. Les exportations de maïs, de colza, de tournesol et de blé vers la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la Roumanie sont soumises à un régime de licences. Les licences sont accordées par le Ministère de l'économie après approbation du Ministère de la politique agraire et de l'alimentation, à la suite de consultations bilatérales avec les partenaires commerciaux concernés.[58]

4.40. Un droit d'exportation de 10% est perçu sur le bétail et certaines graines oléagineuses, et un droit d'exportation de 20% est perçu sur les cuirs et peaux bruts (section 3.2.2).

4.41. Lors du précédent examen, il a été noté que l'Ukraine taxait *de facto* les exportations de produits agricoles en raison de l'absence de "mécanisme efficace de remboursement de la TVA aux exportateurs de produits agricoles" (section 3.1.4).[59] Les autorités ont indiqué que l'administration des remboursements de la TVA était entièrement automatisée depuis 2017 et qu'elles avaient créé un registre des demandes de remboursement de la TVA. Elles ont aussi indiqué que ces mesures permettaient d'éliminer le risque que la TVA soit remboursée en retard.

4.42. Comme indiqué lors de l'examen précédent, l'Ukraine s'est engagée, dans le cadre de l'OMC, à ne pas accorder de subventions à l'exportation de produits agricoles.[60] Elle a notifié au Comité de l'agriculture qu'elle n'avait accordé aucune subvention à l'exportation pendant la période 2016-2023.[61]

4.1.5 Contrôle des prix

4.43. Depuis juin 2023, sept produits alimentaires (farine de blé de première qualité, lait pasteurisé d'une teneur en matières grasses de 2,5%, pain de seigle, œufs de poule de la catégorie C1, viande de volaille (carcasses de poulets et quartiers de carcasses), pain allongé (un type de pain à base de farine de blé ayant une forme allongée distinctive) et huile de tournesol raffinée) sont assujettis à un taux de majoration maximal de 10%. Cette mesure, qui ne s'applique pas aux produits étiquetés "biologiques", est en vigueur pendant la durée d'application de la loi martiale et le restera pendant les trois mois suivant sa levée. Selon les autorités, les produits importés ne sont pas soumis à une réglementation administrative des prix. En vertu de la Résolution n° 223 du 6 mars 2022 portant modification de la Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du Cabinet des ministres, l'Ukraine a introduit, pendant la durée d'application de la loi martiale, des contrôles sur la fixation par les détaillants des prix des produits alimentaires suivants: farine de blé, pâtes, pain allongé, pain, sarrasin, avoine, porc, bœuf, volaille (carcasses de poulets), lait, beurre, crème aigre, œufs de poule, huile de tournesol, sucre granulé, choux blancs, oignons, betteraves, carottes et pommes de terre.

4.44. Lors du dernier examen de la politique commerciale de l'Ukraine, le SAF participait à la réglementation des prix (ainsi que des marges pour le commerce de gros et de détail) de plusieurs produits alimentaires de base, y compris le pain à base de blé, la viande, le beurre, l'huile de tournesol, le sucre et les aliments pour nourrissons.[62] La réglementation des prix des produits agricoles par le SAF a été annulée.[63]

[57] Voir les documents de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/6 du 30 septembre 2022 et G/MA/QR/N/UKR/5 du 30 octobre 2020, et leurs addenda.
[58] Résolution n° 1402 du 27 décembre 2023 du Cabinet des ministres.
[59] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 4.1.4.
[60] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 4.1.4.
[61] La dernière notification d'une subvention à l'exportation figure dans le document de l'OMC G/AG/N/UKR/51 du 1er février 2024.
[62] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 4.1.3.
[63] Loi n° 985-IX du 5 novembre 2020 portant modification de certaines lois ukrainiennes sur le fonctionnement du Registre agricole d'État et l'amélioration de l'aide d'État aux producteurs agricoles.

4.1.6 Autres mesures

4.45. Un fait nouveau important en matière de politique intervenu au cours de la période considérée a été la fin du moratoire de l'Ukraine sur la vente de terres agricoles. Ce moratoire, qui a été décrit dans le précédent examen, était en place depuis 2000 et était considéré par le FMI comme "entravant" le développement du secteur agricole et contribuant à la pauvreté en milieu rural.[64] Dans le contexte de la réforme foncière, l'Ukraine a également adopté plusieurs mesures de simplification et autres mesures liées à la documentation, à l'enregistrement et à l'évaluation des terres.

4.46. En vertu de la nouvelle Loi portant modification de certains actes législatifs ukrainiens concernant les conditions de cession des terres agricoles, les personnes physiques sont autorisées à acheter des parcelles de 100 hectares au maximum depuis le 1er juillet 2021, tandis que les personnes morales sont autorisées à acheter des parcelles d'une superficie maximale de 10 000 hectares depuis le 1er janvier 2024. Pour posséder des terres agricoles en Ukraine, les personnes physiques doivent être des citoyens ukrainiens, tandis que les personnes morales doivent être établies et enregistrées conformément à la législation ukrainienne, et leurs participants (fondateurs) ou bénéficiaires effectifs doivent être des citoyens ukrainiens. Selon le Code foncier, les étrangers et les personnes morales établies à l'étranger ne sont pas autorisés à acquérir des parts dans le capital (social) autorisé, des actions, des parts foncières ou une participation dans le capital des personnes morales (à l'exception du capital (social) autorisé des banques) qui possèdent des terres agricoles. Les étrangers et les personnes morales établies à l'étranger peuvent louer des parcelles de terrain.

4.2 Pêche

4.47. Bien que son poids dans l'économie soit limité, le secteur de la pêche est une importante source d'emplois et de revenus dans les régions côtières. Entre 2017 et 2021, la production de la pêche de capture s'est élevée à environ 71 930 tonnes par an en moyenne, tandis que la production aquacole était en moyenne de 14 986 tonnes par an.[65] Par rapport à la précédente période quinquennale (2012-2016), la production totale pour la période 2017-2021 a diminué de 40% dans le cas de la pêche de capture et de 24% dans le cas de l'aquaculture, reflétant l'impact du conflit armé qui a débuté en 2014. La guerre en cours a freiné encore davantage les activités de pêche en mer Noire et en mer d'Azov, et elle a provoqué des dommages considérables dans le secteur ukrainien de la pêche continentale, notamment à cause de la destruction du barrage de Kakhovka en juin 2023.[66] Au cours de la période 2022-2023, la production de la pêche de capture (environ 25 800 tonnes par an en moyenne) a diminué d'environ 64% par rapport à la période 2017-2021, tandis que la production aquacole (environ 10 150 tonnes par an en moyenne) a diminué de 32% par rapport à la même période. Environ 2 424 travailleurs étaient employés directement dans le secteur ukrainien de la pêche et de l'aquaculture en 2023, alors qu'ils étaient un peu plus de 4 000 début 2022.

4.48. Les activités de pêche se déroulent traditionnellement dans les eaux internationales en haute mer, dans la mer Noire et la mer d'Azov, et dans les vastes bassins intérieurs de l'Ukraine, qui offrent des conditions très favorables pour la pêche continentale et le développement de l'aquaculture. En raison des problèmes de sécurité liés à la guerre, l'Ukraine interdit à ses navires de pêche de naviguer en mer Noire et en mer d'Azov.

4.49. La valeur des exportations de poissons et produits de la pêche représente une faible part des exportations totales (0,1%). Pendant la période à l'examen, ces exportations ont culminé à 68,7 millions d'USD en 2021 et elles ont sensiblement diminué depuis cette date. En 2023, les exportations ukrainiennes de poissons étaient principalement destinées à l'Union européenne, suivie de la République de Moldova et des États-Unis. En revanche, les importations ont régulièrement

[64] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, page 90; et FMI (2017), "Ukraine Receives IMF Support But Must Accelerate Reforms", 4 avril. Adresse consultée: https://www.imf.org/en/News/Articles/2017/04/03/na040417-ukraine-receives-imf-support-but-must-accelerate-reforms.

[65] Données communiquées par l'Agence d'État pour le développement des programmes d'assainissement des sols, de pêche et d'alimentation.

[66] Banque mondiale (2024), *Ukraine: Third Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA3): February 2022-December 2023*, page 30.

augmenté pendant la période considérée: elles sont passées de 528 millions d'USD en 2017 à 940 millions d'USD en 2023. En 2023, les poissons et produits de la pêche représentaient 1,5% des importations totales, contre 1,1% en 2017. Toujours en 2023, les importations de poissons et produits de la pêche provenaient majoritairement de l'Union européenne et de l'Islande.

4.50. La principale loi régissant le secteur de la pêche est la Loi de juillet 2011 sur le secteur de la pêche, la pêche commerciale et la protection des ressources biologiques aquatiques. Le Ministère de la politique agraire et de l'alimentation est chargé d'élaborer les politiques sectorielles, tandis que l'Agence d'État pour le développement des programmes alimentaires, de bonification et de pêche, qui relève du ministère susmentionné, est responsable de la mise en œuvre des politiques, y compris en ce qui concerne la protection et l'utilisation des ressources biologiques aquatiques.[67]

4.51. Pendant la période considérée, l'Ukraine a engagé une réforme globale du secteur de la pêche. Dans ce contexte, elle a apporté plusieurs modifications à la Loi sur le secteur de la pêche, la pêche commerciale et la protection des ressources biologiques aquatiques, et a adopté une nouvelle stratégie pour le développement des secteurs de la pêche et de l'aquaculture jusqu'en 2030[68], ainsi qu'un plan d'action pour la période 2023-2025. La stratégie définit des objectifs et cibles pour relever les défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels sont confrontés les secteurs de la pêche et de l'aquaculture. Les autorités estiment qu'il est prioritaire de développer l'aquaculture pour préserver la sécurité alimentaire de l'Ukraine en période de guerre. Dans cette optique, elles travaillent sur plusieurs initiatives législatives, visant notamment à renforcer la réglementation de la location de plans d'eau, à créer un cadre juridique et institutionnel favorable à l'investissement dans l'aquaculture et la mariculture, à améliorer le système de collecte de statistiques sur la production aquacole, et à soutenir davantage le secteur.

4.52. Les modifications législatives adoptées pendant la période considérée ont pour objectif de rationaliser les procédures d'obtention de permis de pêche et de location de structures hydrauliques pour l'aquaculture; de créer un cadre pour l'attribution efficace et transparente des quotas de pêche par voie d'enchères électroniques; de mettre en place un système de traçabilité de l'origine des ressources biologiques aquatiques; et de mettre en œuvre un système électronique de gestion de la pêche unifié au niveau de l'État pour surveiller et gérer les processus et recueillir des données sur la pêche et l'aquaculture.[69]

4.53. Les personnes morales et physiques étrangères doivent obtenir un permis pour utiliser les ressources biologiques aquatiques à des fins industrielles, scientifiques et autres dans la zone économique (maritime) exclusive de l'Ukraine, la mer territoriale et le plateau continental. La délivrance de ce permis est subordonnée à l'existence d'un accord de pêche international entre l'Ukraine et le pays d'origine de la personne morale ou physique étrangère.[70]

4.54. Les droits d'importation sur les poissons et produits de la pêche sont généralement faibles, avec une moyenne simple des droits NPF appliqués de 2,7% en 2023. Sur les 590 lignes tarifaires (au niveau des positions à 10 chiffres) de la catégorie des poissons et produits de la pêche, près de 60% sont en franchise de droits, tandis que seulement 1,2% sont soumises à des taux supérieurs à 15%.

4.55. Les producteurs pratiquant l'élevage, la conservation, la culture et/ou la capture de poissons d'eau douce ou de mer, de grenouilles, d'invertébrés, d'algues et d'autres organismes aquatiques peuvent bénéficier d'une aide de l'État sous forme d'une compensation partielle pouvant atteindre 30% des coûts supportés pour ces activités (sous réserve des limites fixées dans la législation), et d'une subvention par unité de production ou zone de plan d'eau.[71] En août 2023, l'Ukraine a déposé son instrument d'acceptation de l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche adopté à la douzième Conférence ministérielle.

[67] Réglementation de l'Agence d'État pour le développement des programmes d'assainissement des sols, de pêche et d'alimentation, approuvée par la Résolution du Cabinet des ministres n° 895 du 30 septembre 2015.

[68] Résolution du Cabinet des ministres n° 402-p du 2 mai 2023.

[69] Loi n° 2989-IX du 21 mars 2023 portant modification de certains actes législatifs ukrainiens relatifs à l'amélioration de la réglementation de l'État dans le domaine de la pêche, de la conservation et de l'utilisation rationnelle des ressources biologiques aquatiques et de l'aquaculture.

[70] Loi sur le secteur de la pêche, la pêche commerciale et la protection des ressources biologiques aquatiques, article 33. Les procédures de délivrance des permis figurent dans la Résolution du Cabinet des ministres n° 1347 du 22 décembre 2023.

[71] Loi sur l'aide publique au secteur agricole ukrainien, article 16^2.3.

4.56. L'Ukraine ne dispose pas d'un registre spécifique pour les navires de pêche – ces derniers sont inscrits dans le Registre maritime national. Les autorités indiquent toutefois qu'un projet de loi a été élaboré pour combler cette lacune.[72]

4.57. Des limites de capture annuelles sont fixées pour chaque type de ressource biologique aquatique dans les eaux territoriales pour l'année à venir.[73] Ces limites, déterminées par l'Agence d'État pour le développement des programmes d'assainissement des sols, de pêche et d'alimentation, sont divisées en quotas, lesquels doivent être spécifiés dans les accords octroyant des droits de pêche. Ces quotas sont ensuite vendus par voie d'enchères. La répartition des limites de capture en quotas est basée sur la moyenne des prises de l'année précédente, le nombre de pêcheurs, et le volume total des prises autorisées pour l'année en cours, qui est déterminé selon des critères scientifiques et biologiques. L'Agence d'État pour le développement des programmes d'assainissement des sols, de pêche et d'alimentation évalue le nombre d'utilisateurs de chaque zone de pêche, en utilisant des données relatives aux prises antérieures, mais ce nombre ne peut dépasser 1,4 fois le nombre d'utilisateurs de l'année précédente.

4.58. D'après un rapport récent, l'Ukraine dispose de capacité limitées en matière d'inspection et de contrôle des activités de pêche et de l'origine des ressources biologiques aquatiques, et "l'absence actuelle d'inspection et de contrôle effectifs entrave sa capacité à lutter efficacement contre la pêche INN [illicite, non déclarée et non réglementée]".[74] Les autorités ont pris des mesures en vue de renforcer la capacité du pays à lutter contre la pêche INN, y compris la Réglementation sur la surveillance des navires de pêche et la Procédure de fonctionnement du système de surveillance à distance des navires de pêche[75], adoptée en février 2024, ainsi que la préparation d'un projet de loi[76] visant à garantir la traçabilité des ressources biologiques aquatiques et des produits qui en sont issus. Les autorités indiquent également que l'adhésion de l'Ukraine à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port est en cours.

4.59. S'agissant de la coopération régionale en matière de conservation et de gestion de la pêche, l'Ukraine est partie non contractante coopérante à la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM). Les autorités font savoir que l'Ukraine s'emploie à obtenir le statut d'État membre de la CGPM et qu'un projet de loi a été élaboré à cette fin. L'Ukraine participe également au Programme maritime commun pour la mer Noire; elle est partie contractante à l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest et membre de la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique. L'Accord sur la pêche en mer d'Azov entre l'Ukraine et la Fédération de Russie a pris fin en octobre 2022 et l'échange de renseignements au titre de l'Accord a été suspendu.

4.3 Industries extractives et énergie

4.3.1 Aperçu général

4.60. L'Ukraine est dotée d'importantes réserves de pétrole, de gaz naturel et de charbon, et c'est le septième producteur mondial d'énergie nucléaire. En outre, elle possède des réserves d'un large éventail de minéraux essentiels utilisés dans les secteurs de la défense, de l'électronique, de l'aviation, de la médecine et de l'énergie verte. Elle dispose aussi d'un potentiel dans la production d'énergies renouvelables, y compris la bioénergie, l'énergie hydraulique, l'énergie solaire et l'énergie éolienne.[77]

[72] Projet de loi portant modification de certains actes législatifs ukrainiens relatifs à l'amélioration de la réglementation de l'État dans le domaine de la pêche conformément aux exigences de la réglementation européenne.

[73] Loi sur le secteur de la pêche, la pêche commerciale et la protection des ressources biologiques aquatiques et Procédure relative à l'utilisation spéciale des ressources biologiques aquatiques, approuvée par la Résolution du Cabinet des ministres n° 1347 du 22 décembre 2023.

[74] Commission européenne (2023), *Ukraine 2023 Report*, Commission Staff Working Document SWD(2023) 699 final, 8 novembre 2023, page 134.

[75] Approuvée par la Résolution du Cabinet des ministres n° 153 du 9 février 2024.

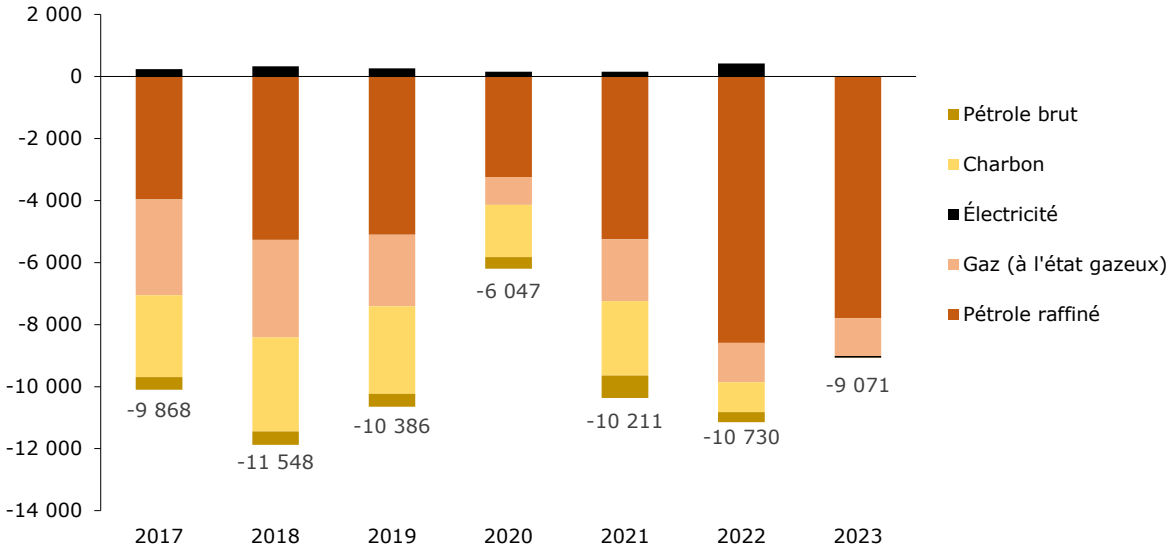
[76] Projet de loi visant à garantir la traçabilité des ressources biologiques aquatiques et des produits qui en sont issus. Une fois en vigueur, le projet de loi abrogera la Loi n° 486-IV sur les ressources halieutiques et autres ressources aquatiques vivantes et les produits alimentaires fabriqués à partir de ces ressources.

[77] AIE, *Ukraine: Energy Mix*. Adresse consultée: https://www.iea.org/countries/ukraine/energy-mix.

4.61. En 2021, l'Ukraine produisait environ les deux tiers de sa demande totale d'énergie. L'énergie nucléaire représentait environ 41% de la production d'énergie nationale, suivie du gaz naturel (28%), du charbon (15%), de l'énergie hydraulique et des autres énergies renouvelables (11%), et du pétrole brut (5%).[78] Malgré ses ressources énergétiques abondantes, l'Ukraine reste un importateur net de charbon, de gaz naturel, de pétrole et de pétrole raffiné. En ce qui concerne l'électricité, elle est devenue un importateur net en 2022 (graphique 4.5). Pendant la période considérée, l'Union européenne a remplacé la Fédération de Russie en tant que premier fournisseur d'énergie de l'Ukraine, notamment de pétrole raffiné. Le secteur industriel est le premier consommateur final d'énergie; il représentait environ 32% de la consommation totale d'énergie en 2021 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles), devant les secteurs résidentiel et du transport, qui représentaient respectivement 28% et 19% de la consommation totale d'énergie en 2021.

Graphique 4.5 Balance commerciale du secteur de l'énergie, 2017-2023

(Millions d'USD)



Note: Charbon (SH2701 et 2702); énergie électrique (SH 2716); gaz (SH 271121); pétrole brut (SH 2709); et pétrole raffiné (SH 2710). Le chiffre à l'extrémité de chaque barre correspond aux valeurs de la balance du commerce de l'énergie.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de la DSNU.

4.62. La guerre en cours a infligé des dommages importants à l'infrastructure énergétique de l'Ukraine. En décembre 2023, ils étaient estimés à environ 12,7 milliards d'USD.[79] Depuis cette date, on estime que les attaques subies entre les mois de mars et mai 2024 se sont traduites par une perte de capacité de production de 9 GW; l'Ukraine s'est ainsi retrouvée avec une capacité de production d'électricité inférieure des deux tiers à son niveau d'avant la guerre, ce qui a entraîné des coupures d'électricité dans tout le pays.[80] Afin de renforcer la résilience de son réseau électrique, l'Ukraine a encouragé la production décentralisée d'électricité grâce au déploiement de petites turbines modulaires à gaz et de panneaux solaires sur les toitures.[81] Plusieurs autres initiatives sont à l'étude pour favoriser la résilience du réseau électrique ukrainien, y compris l'accroissement des importations en provenance du Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (REGRT-E) et d'autres réseaux (section 4.3.2).

[78] AIE, *Ukraine: Energy Mix*. Adresse consultée: https://www.iea.org/countries/ukraine/energy-mix.

[79] Y compris des dommages au système de chauffage urbain. Banque mondiale (2024), *Ukraine: Third Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA3): February 2022–December 2023*, page 126. Adresse consultée: http://documents.worldbank.org/curated/en/099021324115085807/P1801741bea12c012189ca16d95d8c2556a.

[80] FMI (2024), *Fourth Review of the Extended Arrangement under the Extended Fund Facility, Request for Modification of a Performance Criterion, and Financing Assurances Review*, IMF Country Report No. 24/199, page 8; et Agence internationale de l'énergie (2024), *Ukraine's Energy Security and the Coming Winter: An Energy Action Plan for Ukraine and Its Partners*, page 11. Adresse consultée: https://www.iea.org/reports/ukraines-energy-security-and-the-coming-winter.

[81] AIE (2024), *Ukraine's Energy Security and the Coming Winter: An Energy Action Plan for Ukraine and Its partners*, page 14.

4.63. La Stratégie économique nationale 2030 fixe des objectifs stratégiques sur l'efficacité de l'énergie et des ressources, ainsi que sur la carboneutralité du secteur de l'énergie et l'utilisation de sources d'énergies renouvelables.[82] La politique énergétique est supervisée par le Cabinet des ministres et le Ministère de l'énergie. Le Service d'État pour l'inspection de la réglementation nucléaire et la Commission nationale de réglementation de l'énergie et des services publics (NEURC) sont responsables de la réglementation dans leurs domaines de compétence respectifs. Pendant la période considérée, l'Ukraine a adopté des textes législatifs pour renforcer l'indépendance et les pouvoirs de la NEURC, notamment une loi visant à transposer certains éléments du règlement REMIT de l'Union européenne (section 4.3.2).[83] Le Secrétariat de la Communauté de l'énergie reconnaît que des "améliorations raisonnables" ont été apportées pour renforcer l'indépendance fonctionnelle de la NEURC, mais note que "plusieurs autres dispositions de la législation ukrainienne […] ne garantissent pas l'indépendance [de la NEURC]".[84] L'Agence d'État pour l'efficacité énergétique et les économies d'énergie (SAEE), qui relève du Cabinet des ministres, est chargée de la mise en œuvre des politiques en matière d'efficacité énergétique.[85]

4.64. Pour atteindre ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre (section 1.1), l'Ukraine applique une taxe sur le carbone depuis 2011. Cette taxe s'applique principalement aux émissions de carbone générées par la production d'électricité et l'industrie, à un taux de 30 UAH par tonne d'équivalent CO_2. Il a été observé que le niveau de la taxe sur le carbone de l'Ukraine était trop faible pour contribuer à améliorer l'efficacité énergétique et à réduire les émissions de carbone.[86] En 2025, l'Ukraine prévoit de réintroduire la déclaration obligatoire des émissions de gaz à effet de serre (qui avait été suspendue en vertu de la loi martiale) pour préparer l'adoption d'un régime national pilote d'échange de droits d'émission.[87] Elle a également adopté plusieurs textes législatifs pour mettre en œuvre la Loi sur l'efficacité énergétique.[88]

4.65. En tant que membre de la Communauté de l'énergie depuis 2011, l'Ukraine s'est engagée à adopter et à mettre en œuvre les règles du marché intérieur de l'énergie de l'UE, y compris pour l'électricité, le pétrole et le gaz, et les énergies renouvelables. Les mesures prises sur le marché intérieur de l'énergie de l'UE concernent l'accès aux marchés, la transparence et la réglementation, la protection des consommateurs, et l'interconnexion et la sécurité de l'approvisionnement. Dans le cadre de son Accord d'association avec l'Union européenne, l'Ukraine s'est engagée à appliquer une tarification fondée sur les marchés et à garantir la liberté de transit de l'énergie, ainsi qu'à s'abstenir d'imposer des droits de douane et des restrictions quantitatives sur les importations et exportations d'énergie et de pratiquer un système de double prix (maintien d'un prix plus élevé pour les exportations d'énergie par rapport au prix sur le marché intérieur).[89]

4.3.2 Électricité

4.66. En 2021 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles), l'énergie nucléaire était la première source de production d'électricité et représentait près de 55% de l'électricité totale produite cette année-là; elle était suivie par le charbon (24%), les énergies renouvelables (15%) et le gaz naturel (6%).[90] Cette même année, l'industrie représentait environ 40% de la consommation finale d'électricité, suivie par le secteur résidentiel (32% de la consommation finale d'électricité) et les services commerciaux et publics (19%), le reste étant constitué par les transports, l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

[82] Des objectifs relatifs à l'énergie figurent également dans la Stratégie énergétique à l'horizon 2050, approuvée par la Résolution du Cabinet des ministres n° 373-p du 21 avril 2023; et la Stratégie énergétique à l'horizon 2035, approuvée par la Résolution du Cabinet des ministres n° 605-p du 18 août 2017.

[83] Loi n° 3141-IX du 10 juin 2023 portant modification de certaines lois ukrainiennes concernant la prévention des abus sur les marchés de gros de l'énergie, qui transpose le Règlement (UE) n° 1227/2011 concernant l'intégrité et la transparence du marché de gros de l'énergie.

[84] Secrétariat de la Communauté de l'énergie (2023), *The National Energy Regulatory Authority of Ukraine Governance and Independence*, page 11.

[85] Résolution du Cabinet des ministres n° 676 du 26 novembre 2014.

[86] Breuing (2021), *A Revision of Ukraine's Carbon Tax*, page 5.

[87] Gouvernement de l'Ukraine (2024), "National Emissions Trading System will be Launched in a Pilot Mode in 2025: Ruslan Strilets", 31 janvier. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/natsionalna-systema-torhivli-vykydamy-v-pilotnomu-rezhymi-zapratsiuie-u-2025-rotsi-ruslan-strilets#:~:text=The%20national%20emissions%20trading%20system,verification%20of%20greenhouse%20gas%20emissions.

[88] Loi n° 1818-IX du 21 octobre 2021 sur l'efficacité énergétique.

[89] Accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine, Titre IV, chapitre 11.

[90] AIE, *Ukraine: Electricity*. Adresse consultée: https://www.iea.org/countries/ukraine/electricity.

4.67. L'Ukraine est depuis longtemps un exportateur net d'électricité; entre 2017 et 2022, ses exportations nettes d'électricité se sont élevées en moyenne à environ 257 millions d'USD. Sur cette période, l'Union européenne – en particulier la Pologne et la Hongrie – était la principale destination des exportations et accueillait en moyenne 89% d'entre elles. L'Union européenne est aussi le premier fournisseur d'électricité de l'Ukraine et contribue à environ 77% des importations totales d'électricité du pays. En 2023, l'Ukraine a enregistré un déficit commercial dans le secteur de l'électricité, principalement sous l'effet d'une forte baisse des exportations. En 2021, elle a interdit les importations d'électricité en provenance de la Fédération de Russie et du Bélarus pour des raisons de sécurité nationale.[91]

4.68. L'État joue un rôle clé sur le marché ukrainien de l'électricité. Les entreprises publiques représentent les trois quarts de la production d'électricité. Energoatom, qui relève du Cabinet des ministres, exploite quatre centrales nucléaires qui génèrent environ la moitié de l'électricité en Ukraine. Ukrhydroenergo, qui relève du Ministère de l'énergie, possède neuf centrales hydroélectriques qui produisent environ 10% de l'électricité. La société publique par actions Centrenergo, qui exploite trois centrales thermiques, appartient aussi à l'État. Plusieurs gestionnaires de réseaux régionaux de distribution d'électricité appartiennent en partie à l'État. La compagnie nationale d'électricité Ukrenego exploite le réseau de transport de l'Ukraine. Dans le secteur de l'électricité, le principal opérateur privé est de loin DTEK Group, une société de portefeuille intégrée verticalement qui exerce des activités de production et de distribution d'énergie et réalise environ 25% de la production totale d'électricité.

4.69. Une évolution majeure dans le secteur de l'électricité a été l'adoption de la Loi sur le marché de l'électricité, qui est entrée en vigueur en juillet 2017.[92] La Loi définit le cadre de la production, du transport, de la distribution, de l'achat, de la vente et de la fourniture d'électricité afin de garantir "l'approvisionnement fiable et sûr en électricité des consommateurs, en tenant compte de leurs intérêts et du développement des relations commerciales, ainsi qu'en réduisant au minimum le coût de l'approvisionnement en électricité et l'impact négatif sur l'environnement".[93] Cette nouvelle loi a été motivée essentiellement par l'engagement pris par l'Ukraine, au titre de son Accord d'association avec l'Union européenne, de respecter le "troisième paquet énergie" et d'intégrer Ukrenergo, l'unique gestionnaire du réseau de transport d'électricité ukrainien, dans le REGRT-E. L'objectif du "troisième paquet énergie", adopté par l'Union européenne en 2009, est de consolider et de libéraliser le marché intérieur de l'énergie de l'UE.[94]

4.70. La Loi sur le marché de l'électricité a introduit la concurrence sur le marché de détail à compter du 1er janvier 2019 et sur le marché de gros à compter du 1er juillet 2019. En ce qui concerne le marché de gros, la Loi a supprimé le modèle de l'acheteur unique dans lequel l'entreprise publique Energorynok était l'unique acheteur (ou importateur) d'électricité, qu'elle vendait ensuite aux fournisseurs à des prix réglementés.[95] Le nouveau modèle comprend des contrats bilatéraux entre les participants au marché, ainsi que des marchés à court terme (marchés à 24 heures, infrajournaliers et d'équilibrage), un marché à plus long terme (marché des accords bilatéraux) et des marchés de services auxiliaires.[96] Energorynok a cessé ses activités et a été remplacée par deux nouvelles entreprises publiques: l'Acheteur garanti et l'Opérateur du marché.[97] L'Opérateur du marché participe à la surveillance du marché de l'électricité, y compris des marchés à 24 heures et infrajournaliers, tandis que l'Acheteur garanti est chargé d'accroître la part d'électricité produite à partir de sources renouvelables en achetant de l'électricité à des entités via le mécanisme de tarif de rachat (également appelé "tarif vert") (voir ci-après).

4.71. La Loi exige que la fourniture et la production d'électricité soient dissociées de la distribution à compter de janvier 2019. De ce fait, les compagnies d'électricité régionales ("oblenergos") ont chacune été divisée en un fournisseur d'électricité (qui achète l'électricité pour la vendre aux utilisateurs finals) et un gestionnaire de réseau de distribution (DSO, qui fournit l'électricité à l'utilisateur final). La NEURC réglemente les tarifs appliqués par les DSO, qui sont considérés comme des monopoles naturels en vertu de la Loi sur les monopoles naturels. La fourniture et la distribution

[91] Résolution de la NEURC n° 853 du 26 mai 2021 sur l'accès à la capacité transfrontières.
[92] Loi sur le marché de l'électricité.
[93] Loi sur le marché de l'électricité, Préambule.
[94] Commission européenne, Troisième paquet énergie. Adresse consultée: https://energy.ec.europa.eu/topics/markets-and-consumers/market-legislation/third-energy-package_en.
[95] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, page 105.
[96] Loi sur le marché de l'électricité, article 4 et section XIV.
[97] Loi sur le marché de l'électricité, article 65 et section VII.

d'électricité aux utilisateurs finals sont toutes deux soumises à l'obtention d'une licence de la NEURC. Sur les 32 DSO qui exercent en Ukraine, 9 sont détenus par l'État à plus de 50%. En 2021, l'Ukraine a commencé la réforme de son règlement sur les tarifs de distribution; par conséquent, 26 DSO utilisent une réglementation fondée sur des mesures d'incitation. Selon les autorités, cette réforme vise à équilibrer les intérêts de l'État, des consommateurs et des autres acteurs du marché en améliorant les obligations des DSO.

4.72. Sur le marché de gros, les prix sont soumis à des plafonds fixés par la NEURC. Bien que les plafonds de prix aient été initialement prévus à titre temporaire pour prévenir les abus de position dominante sur le marché pendant les premiers stades de la transition vers un marché de gros concurrentiel, selon l'OCDE, ils sont devenus "une caractéristique permanente du marché ukrainien de l'électricité".[98] L'OCDE considère que ces plafonds font partie des "interventions réglementaires les plus importantes qui affectent la concurrence [sur le marché de l'électricité]", car ils affaiblissent les mesures d'incitation dont l'objectif est de pousser les consommateurs à réduire leur demande pendant les périodes de pointe et à investir dans l'efficacité énergétique, et aussi d'encourager les compagnies d'électricité à innover et à développer de nouveaux modèles d'activité autour des hausses de prix.[99] En juin 2023, l'Ukraine a adopté une loi transposant certaines dispositions du Règlement de l'Union européenne concernant l'intégrité et la transparence du marché de gros de l'énergie (REMIT), qui vise à promouvoir la concurrence sur le marché de gros de l'électricité.[100]

4.73. L'Ukraine dispose aussi d'un régime d'obligation de service public qui implique la vente d'électricité aux ménages à des prix réglementés, inférieurs à ceux du marché. De nouveaux prix fixes de l'électricité ont été introduits le 1er juin 2024, correspondant à une augmentation de 63% du prix de l'électricité pour les ménages ukrainiens.[101] D'après les autorités, le prix révisé n'est pas encore basé sur le prix du marché mais s'en rapproche progressivement.

4.74. Le transport de l'électricité est considéré comme un monopole naturel au titre de la Loi sur les monopoles naturels. L'entreprise Ukrenergo, qui exploite le réseau de transport de l'électricité, est dissociée des autres entreprises et a été certifiée par la NEURC comme satisfaisant aux prescriptions relatives à la séparation et à l'indépendance du gestionnaire de réseau de transport en vertu de la Loi sur le marché de l'électricité.[102] Ukrenergo, qui est également responsable de l'exploitation des marchés des services d'équilibrage et des services auxiliaires et de l'enregistrement des accords bilatéraux, est membre du REGRT-E depuis le 1er janvier 2024.[103] En mars 2024, l'Assemblée générale du REGRT-E a approuvé l'adhésion de l'Ukraine à l'Accord de compensation des gestionnaires de réseau de transport (ITC), un accord multipartite qui définit un cadre unique de compensation des coûts supportés par les gestionnaires de réseau de transport européens pour le passage des flux d'électricité en transit.

4.75. Conformément à la Loi sur le marché de l'électricité, Ukrenergo est chargée d'attribuer les capacités de transport transfrontières. Le réseau électrique de l'Ukraine est relié au réseau principal européen via la Pologne, la République slovaque, la Hongrie et la Roumanie, et via la République de Moldova. Après la synchronisation d'urgence du réseau ukrainien avec le réseau européen continental, la limite du commerce transfrontières a été progressivement augmentée. Selon les autorités, une capacité maximale de 2,1 GW sera appliquée entre le 1er décembre 2024 et le 28 février 2025 pour les importations d'électricité de l'Ukraine et de la République de Moldova prises ensemble, et de 550 MW pour les exportations d'électricité de l'Ukraine et de la République de Moldova prises ensemble.[104] Il a été indiqué que la connexion de l'Ukraine au réseau européen

[98] OCDE (2023), *Competition Market Study of Ukraine's Electricity Sector*, page 85. Adresse consultée: https:// doi.org/10.1787/f28f98ed-en.

[99] OCDE (2023), *Competition Market Study of Ukraine's Electricity Sector*, page 87.

[100] Loi n° 3141-IX du 10 juin 2023 portant modification de certaines lois ukrainiennes concernant la prévention des abus sur les marchés de gros de l'énergie.

[101] Résolution du Cabinet des ministres n° 632 du 31 mai 2024 portant modification de la Résolution du Cabinet des ministres de l'Ukraine n° 483 du 5 juin 2019.

[102] Loi sur le marché de l'électricité, articles 32 et 34.

[103] ENTSO-E News (2023), "Ukrainian Transmission System Operator, NPC Ukrenergo, Joins ENTSO-E as New Member", 14 décembre. Adresse consultée: https://www.entsoe.eu/news/2023/12/14/ukrainian-transmission-system-operator-npc-ukrenergo-joins-entso-e-as-new-member/.

[104] ENTSO-E News (2024), "Two Years Since Ukraine and Moldova Synchronised Electricity Grids with EU", 15 mars. Adresse consultée: https://www.entsoe.eu/news/2024/03/15/two-years-since-ukraine-and-moldova-synchronised-electricity-grids-with-eu/.

continental "avait considérablement contribué à la sécurité énergétique de l'Ukraine".[105] Pendant la période à l'examen, l'Ukraine a été déconnectée des réseaux électriques de la Russie et de la Biélorussie.

4.76. L'Ukraine applique un système de tarif de rachat (également appelé tarif "vert") qui était déjà en place au moment de son précédent examen.[106] Dans le cadre de ce mécanisme, les producteurs d'électricité renouvelable vendent de l'électricité à l'Acheteur garanti à un tarif fixe. En plus du tarif de rachat, ils reçoivent une prime s'ils utilisent du matériel de production d'énergie renouvelable d'origine ukrainienne. La prime s'élève à 5% du tarif de rachat pour les producteurs qui utilisent au moins 30% d'équipements fabriqués dans le pays, et à 10% du tarif de rachat s'ils utilisent au moins 50% d'équipements fabriqués dans le pays.[107] La NEURC est chargée de déterminer le niveau d'équipements fabriqués dans le pays conformément à la procédure décrite dans sa Résolution n° 2932 du 10 décembre 2015. En 2020, l'Ukraine a adopté une nouvelle loi réduisant le tarif de rachat et introduisant une nouvelle prime de 20% de ce tarif pour les producteurs qui utilisent au moins 70% d'équipements fabriqués dans le pays.[108] Ces primes s'appliquent aux producteurs d'électricité renouvelable dont les installations sont entrées en service entre le 1er juillet 2015 et le 31 décembre 2024.

4.77. Avec l'adoption de la Loi portant modification de certaines lois ukrainiennes sur la réhabilitation et la transformation verte du système énergétique ukrainien[109], entrée en vigueur en juillet 2023, l'Ukraine a introduit un système de prime de rachat. Dans le cadre de ce système, les producteurs d'électricité renouvelable peuvent vendre de l'électricité directement sur les marchés de l'électricité, au prix du marché, sans être liés à l'Acheteur garanti, comme le cadre du système de tarif de rachat. Pour l'électricité vendue sur les marchés, les producteurs d'électricité renouvelable reçoivent une prime de l'Acheteur garanti, calculée conformément à la méthode définie par la NEURC. Les producteurs d'électricité renouvelable qui relèvent du système de tarif de rachat peuvent passer au système de prime de rachat. Selon les autorités, s'ils en décident ainsi, ils peuvent continuer à bénéficier de primes pour l'utilisation d'équipements fabriqués dans le pays aux mêmes taux que dans le système de tarif de rachat. Les autorités ajoutent qu'en août 2024, 82 centrales électriques étaient passées du système de tarif de rachat au système de prime de rachat. Les autorités estiment qu'en raison de la guerre, l'Ukraine a perdu 75% de sa capacité de production d'énergie éolienne et 20% de sa capacité de production d'énergie solaire.[110]

4.78. Pour soutenir les producteurs d'énergie renouvelable, l'Ukraine exempte les importations de certains équipements de production d'énergie renouvelable de droits d'importation et de TVA. Ces exemptions sont subordonnées à la non-disponibilité de produits identiques fabriqués dans le pays. La liste des marchandises bénéficiant d'exemptions figure à l'article 197 du Code fiscal et à l'article 282 du Code des douanes.

4.79. Les consommateurs d'électricité que le Ministère des industries stratégiques a certifiés "entreprises d'électrométallurgie vertes" en vertu de la Loi portant modification de certaines lois ukrainiennes sur l'amélioration des conditions de soutien de la production d'électricité à partir de sources d'énergie de remplacement peuvent bénéficier d'un tarif préférentiel (fixé par la NEURC) pour les services de transport d'électricité. Pour être certifié en tant qu'entreprise d'électrométallurgie verte, un producteur d'acier doit utiliser exclusivement la méthode de production de l'arc électrique, et ses émissions de carbone ne doivent pas dépasser 250 kilogrammes par tonne d'acier produite. Selon les autorités, une seule entreprise a un certificat valide confirmant son statut d'entreprise d'électrométallurgie verte.

[105] AIE (2024), *Ukraine's Energy Security and the Coming Winter: An Energy Action Plan for Ukraine and Its Partners*, page 14.
[106] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 4.3.1.
[107] Loi n° 555-IV du 20 février 2003 sur les sources d'énergie alternatives, article 9^2.
[108] Loi n° 810-IX du 21 juillet 2020 portant modification de certaines lois ukrainiennes pour soutenir davantage la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables.
[109] Loi n° 9011-d du 28 avril 2023.
[110] Gouvernement de l'Ukraine (2023), "Ministry of Energy: Parliament Supported Draft Law to Stimulate Development of Green Energy", 1er juillet. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/minenerho-parlament-pidtrymav-zakonoproekt-shcho-stymuliuvatyme-rozvytok-zelenoi-enerhetyky.

4.3.3 Pétrole et gaz

4.80. L'Ukraine, qui est dotée d'importantes réserves prouvées d'hydrocarbures, estimées à 9 milliards de tonnes d'équivalent-pétrole (tep), est une voie de transit stratégique pour les exportations de pétrole et de gaz naturel en provenance de la Fédération de Russie vers l'Europe, via trois grands systèmes de conduites.[111] D'après une publication récente du Secrétariat de la Communauté de l'énergie, les tensions géopolitiques "posent de graves problèmes à la raison d'être actuelle de l'infrastructure [de transit] de gaz de l'Ukraine".[112] Dans le même temps, le Secrétariat de la Communauté de l'énergie indique que les vastes systèmes ukrainiens de transport et de stockage de gaz pourraient être utilisés pour répondre à l'évolution des besoins de ses voisins en matière de gaz à faibles émissions de carbone et de sécurité énergétique.[113] D'après les autorités, la NEURC s'est employée à développer la production de biométhane et les possibilités d'accès du biométhane aux systèmes de transport et de distribution de gaz.[114]

4.81. Malgré ses abondantes ressources en hydrocarbures, l'Ukraine reste un importateur net de pétrole et de gaz, et elle a enregistré des déficits commerciaux annuels moyens de 5,6 milliards d'USD pour le pétrole raffiné, de 381 millions d'USD pour le pétrole brut et de près de 2 milliards d'USD pour le gaz entre 2017 et 2023 (graphique 4.5). Étant donné que la plupart des sites pétroliers et gaziers se trouvent dans les régions de l'Est et sur les côtes australes, qui sont les plus lourdement touchées par la guerre en cours, les pertes de recettes dans les secteurs du pétrole et du gaz sont importantes, estimées par la Banque mondiale à 8,1 milliards d'USD dans le secteur du gaz et à 7,7 milliards d'USD dans le secteur du mazout.[115]

4.82. L'État joue un rôle prépondérant dans le secteur du pétrole et du gaz. Naftogaz, une société par actions intégrée verticalement et appartenant à l'État, exerce des activités dans toute la chaîne d'approvisionnement du pétrole et du gaz, y compris l'exploration et l'exploitation de gisements, le stockage, le raffinage et la distribution. La privatisation de Naftogaz (et de ses filiales) est interdite par la loi.

4.83. Le cadre juridique de base régissant le secteur du pétrole et du gaz comprend le Code du sous-sol, la Loi sur le pétrole et le gaz[116], la Loi sur les transports par conduites[117] et la Loi sur les accords de partage de la production.[118] Conformément à la Loi sur le pétrole et le gaz, il appartient au Parlement ukrainien (Verkhovna Rada) d'établir la politique publique principale dans le secteur pétrolier et gazier. Le Ministère de l'énergie, le Ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles et le Ministère du développement des communautés et des territoires sont chargés de formuler et de mettre en œuvre les politiques relatives au secteur pétrolier et gazier dans leurs domaines de compétence respectifs. Le Service national de géologie et de gestion du sous-sol est l'organe exécutif central responsable de la mise en œuvre de la politique de l'État dans le domaine de l'exploration géologique et de l'exploitation du sous-sol.

4.84. En vertu de la Constitution, les ressources minérales appartiennent au peuple ukrainien. Pour mener des activités d'exploration et d'exploitation de pétrole et de gaz, les exploitants du sous-sol doivent obtenir un permis spécial délivré par le Service national de géologie et de gestion du sous-sol, comme indiqué dans le précédent examen de l'Ukraine.[119] En vertu du Code du sous-sol, les exploitants du sous-sol peuvent être des citoyens ukrainiens ou des personnes physiques ou

[111] AIE (2021), *Ukraine Energy Profile: Energy Security*. Adresse consultée: https://www.iea.org/reports/ukraine-energy-profile/energy-security.
[112] Secrétariat de la Communauté de l'énergie (2024), *A Need for the Reforms of the Ukraine's Gas Market*, page 3.
[113] Secrétariat de la Communauté de l'énergie (2024), *A Need for the Reforms of the Ukraine's Gas Market*.
[114] Résolution de la NEURC du 2 août 2022 portant modification du Code du système de transport de gaz et du Code des systèmes de distribution de gaz; et Résolution de la NEURC n° 1021 du 8 juin 2023 portant "approbation des modifications apportées à certaines résolutions de la NEURC sur la promotion du développement de la production de biométhane".
[115] Banque mondiale *et al.* (2024), *Ukraine: Third Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA3): February 2022–December 2023*, page 127. Adresse consultée: http://documents.worldbank.org/curated/en/099021324115085807/P1801741bea12c012189ca16d95d8c2556a.
[116] Loi n° 2665-III du 12 juillet 2001.
[117] Loi n° 192/96-BP du 15 mai 1996.
[118] Loi n° 1039-XIV du 14 septembre 1999.
[119] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, page 107.

morales étrangères.[120] Les mêmes prescriptions s'appliquent aux entités étrangères et nationales qui souhaitent obtenir un permis spécial pour l'exploitation du sous-sol. Les exploitants du sous-sol sont assujettis à une taxe sur l'exploitation du sous-sol (redevance). L'Ukraine dispose d'un cadre juridique pour l'établissement et le fonctionnement d'un système de réserves minimales de pétrole et de produits pétroliers.[121]

4.85. Pendant la période considérée, l'un des principaux faits nouveaux a été l'adoption, en octobre 2019, de la Loi portant modification de certaines lois ukrainiennes relatives à la séparation des activités de transport de gaz naturel. Cette loi vise à séparer les systèmes de transport et de distribution de gaz (considérés comme des monopoles naturels au titre de la Loi sur les monopoles naturels) des activités de production et de fourniture de gaz, conformément à l'Accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne.[122] Dans cette optique, une société chargée de l'exploitation et de l'entretien du réseau ukrainien de transport de gaz a été créée en février 2019. En décembre 2019, la NEURC a certifié que la nouvelle société distincte GTSOU respectait les prescriptions de séparation et d'indépendance du gestionnaire du réseau de transport prévues par la Loi sur le marché du gaz naturel.[123] Conformément à cette loi, le capital social du gestionnaire du réseau de transport ne peut être détenu à plus de 49% par une société étrangère, celle-ci devant dans tous les cas être contrôlée par des résidents de la Communauté européenne de l'énergie ou des États-Unis.[124]

4.86. Depuis juillet 2024, l'entreprise GTSOU a le statut d'observateur auprès du Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport pour le gaz (REGRT-G). En août 2023, l'Ukraine a adopté une loi visant à améliorer le gouvernement d'entreprise de GTSOU. Le réseau de transport de gaz ukrainien est bien connecté aux réseaux de ses voisins.[125]

4.87. Le stockage de gaz au-delà d'un certain volume est considéré comme un monopole naturel en vertu de la Loi ukrainienne sur les monopoles naturels. Après l'adoption d'une loi sur la certification du stockage du gaz en avril 2023, la NEURC a certifié que Ukrtransgaz, qui fait partie de Naftogaz, respectait les prescriptions pertinentes pour obtenir le statut de "gestionnaire de stockage du gaz".[126] Selon les autorités, la certification d'Ukrtransgaz en tant que gestionnaire de stockage du gaz évitera les risques pour la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel, contribuera à l'intégration des marchés du gaz naturel ukrainien et européen et renforcera la sécurité et la stabilité énergétiques en Ukraine et en Europe. Ukrtransgaz exploite la plus importante installation souterraine de stockage de gaz en Europe.[127]

4.88. Avec l'adoption de la loi martiale, l'Ukraine a mis en place plusieurs mesures visant à garantir un approvisionnement abordable en gaz. Il est possible que certaines de ces mesures aient inversé les progrès réalisés en faveur d'un marché du gaz largement ouvert, qui étaient décrits dans le précédent examen de l'Ukraine.[128] Par exemple, l'Ukraine a réactivé le régime d'obligation de service public (OSP) précédemment supprimé, qui exige que Naftogaz fournisse à certains acteurs du gaz naturel à des prix réglementés.[129] Selon le Secrétariat de la Communauté de l'énergie, la "structure mal conçue de l'OSP crée des problèmes dans la chaîne d'approvisionnement, entraînant une

[120] Code du sous-sol, article 13.
[121] Loi n° 3817-IX du 18 juin 2024 sur les réserves minimales de pétrole et de produits pétroliers.
[122] Loi n° 2239-1 du 31 octobre 2019 portant modification de certaines lois ukrainiennes relatives à la séparation des activités de transport de gaz naturel.
[123] Ukraine Transmission System Operator (2019), "'Gas TSO of Ukraine' Has Been Certified, Got a License and the Tariff for Transportation Services", 24 décembre. Adresse consultée: https://tsoua.com/en/news/gas-tso-of-ukraine-has-been-certified-got-a-license-and-the-tariff-for-transportation-services/.
[124] Loi sur le marché du gaz naturel, article 21.
[125] Communauté de l'énergie (2023), *Ukraine: Annual Implementation Report*, page 5.
[126] Résolution de la NEURC n° 630 du 7 avril 2023 relative à la décision finale de certification du gestionnaire de stockage du gaz.
[127] Communauté de l'énergie (2024), *Usage of Ukraine Gas Storage Facilities by European Operators*, page 2.
[128] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, page 108.
[129] Résolution du Cabinet des ministres n° 222 du 8 mars 2022 portant approbation du Règlement sur l'imposition d'obligations de service public aux entités du marché du gaz naturel pour garantir l'intérêt public dans le cadre du fonctionnement de ce marché. Gouvernement de l'Ukraine (2022), "From March 1, a PSO in the Natural Gas Market Comes in Force in Ukraine – A Government decree", 7 mars. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/z-1-bereznya-v-ukrayini-diye-pso-na-rinku-prirodnogo-gazu-postanova-uryadu.

réduction de la concurrence sur le marché et une baisse des investissements dans le secteur".[130] En vertu de la loi martiale, l'Ukraine a également interdit l'augmentation des tarifs de distribution du gaz pour les ménages et a transféré à Naftogaz les droits de diriger la plupart des gestionnaires du réseau de distribution (qui avaient déjà été dissociés).

4.89. Dans le cadre de ses efforts visant à garantir un approvisionnement en gaz abordable pendant la guerre, l'Ukraine a également adopté un "contingent nul" pour les exportations de gaz naturel, y compris de gaz naturel renouvelable.[131] Cette mesure n'affecte pas le gaz naturel transitant par l'Ukraine.

4.90. Au titre de la loi martiale, les producteurs de gaz peuvent différer le versement de rentes pour l'exploitation du sous-sol à des fins d'extraction de gaz naturel, dans le cas du gaz produit mais non vendu et placé dans des installations souterraines de stockage de gaz.

4.91. Comme indiqué dans son examen précédent, l'Ukraine a pris des engagements de vaste portée concernant le transport par conduites au titre de l'AGCS.[132]

4.3.4 Minéraux non combustibles

4.92. L'Ukraine dispose d'une base de ressources minérales riche et variée, qui comprend 117 types de minéraux et représente environ 5% des ressources minérales mondiales.[133] Outre les combustibles minéraux, elle inclut d'importantes réserves de minerai de fer et de manganèse, qui constituent la base de sa vaste industrie sidérurgique, ainsi que des gisements de bauxite, de plomb, de cuivre et de zinc. L'Ukraine possède aussi des gisements de plusieurs minéraux que les autorités jugent "essentiels", y compris l'une des cinq plus grandes réserves mondiales de graphite, l'une des 10 premières réserves mondiales de titane et près d'un tiers des réserves prouvées de lithium de l'Europe.[134] Dans l'ensemble, l'Ukraine a identifié 4 823 gisements d'"importance industrielle" contenant des minéraux métalliques (147 gisements) et des minéraux non métalliques (4 676 gisements).

4.93. L'Ukraine est un chef de file mondial dans la production de plusieurs minéraux (tableau 4.1). En 2021, le secteur des industries extractives (y compris les combustibles minéraux) représentait 7,5% de la production économique totale et 2,6% de l'emploi total. Le secteur est également une source importante de recettes publiques (10,8% des recettes publiques totales en 2021) et une destination majeure pour l'investissement (10,5% de l'investissement total en 2021). La contribution du secteur à la production économique est tombée à 4,6% en 2023, en partie à cause de l'impact de la guerre en cours.

Tableau 4.1 Production de certains minéraux non combustibles, 2019-2021

Minéraux	Rang mondial en 2019[a]	Part de la production mondiale en 2019 (%)	2019 (t)	2020 (t)	2021 (t)
Minéraux métalliques					
Titane:					
Ilménite	6	6,4	330 000	346 000	321 670
Rutile	4	14,4	100 000	49 300	49 350
Fer	7	2,6	39 500 000	163 300 000	171 600 000
Manganèse	8	2,6	574 000	3 800 000	3 800 000
Gallium	2	2,9	9	..	..
Germanium	5	1	92,21	77,1	78,2

[130] Communauté de l'énergie (2024), *A Need for the Reforms of the Ukraine's Gas Market*, page 2.
[131] Ordonnance du Ministère de l'énergie n° 87 du 26 février 2022 définissant une situation de crise comme un niveau d'urgence. Le contingent nul a été prolongé pendant toute l'année 2023 en vertu de la Résolution du Cabinet des ministres n° 1466 du 27 décembre 2022 et pendant toute l'année 2024 en vertu de la Résolution du Cabinet des ministres n° 1402 du 27 décembre 2023.
[132] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, page 108.
[133] H. Liventseva (2022), "The Mineral Resources of Ukraine", *Tierra y Tecnología*, n° 59. Adresse consultée: https://dx.doi.org/10.21028/hl.2022.05.17.
[134] Ukrainian Geological Survey et Ministère de l'écologie et des ressources naturelles, *Ukraine: Critical Minerals Portfolio*. Adresse consultée: https://www.geo.gov.ua/wp-content/uploads/presentations/en/critical-minerals-portfolio.pdf.

Minéraux	Rang mondial en 2019[a]	Part de la production mondiale en 2019 (%)	2019 (t)	2020 (t)	2021 (t)
Minéraux non métalliques					
Argile:					
Kaolin	8	4,2	1 844 000	1 569 620	2 341 110
Bentonite	12	1,1	180 000	110 210	53 290
Extraction de silicate de zirconium	10	1,9	26 000	22 700	19 600
Graphite	7	1,8	20 000	5 200	5 100
Chaux	14	0,5	2 245 000	8 700 000	8 450 000

.. Non disponible.

a Rang mondial pour la production.

Source: Service d'État pour la géologie et la gestion du sous-sol et E. Safirova (2023) "The Mineral Industry of Ukraine" dans United States Geological Survey, *2019 Minerals Yearbook*. Adresse consultée: https://pubs.usgs.gov/myb/vol3/2019/myb3-2019-ukraine.pdf.

4.94. L'Ukraine est un exportateur net de minéraux (à l'exclusion des combustibles). Ses exportations minières sont dominées par les exportations de minerais de fer et leurs concentrés, même si ces dernières ont fortement chuté en raison des pénuries d'électricité et de main-d'œuvre liées à la guerre, et de contraintes logistiques. Entre 2017 et 2023, les exportations de minerais de fer et de leurs concentrés ont représenté en moyenne environ 72% des exportations totales de minéraux et 7% des exportations totales (tableau 4.2). Les exportations de minéraux essentiels sont majoritairement des produits bruts ou semi-transformés et il s'agit principalement de bauxite, qui est la deuxième exportation de produits miniers en importance; elle représente 8,5% des exportations de minéraux et moins de 1% des exportations totales. La bauxite est suivie du titane, du zirconium et du silicium. L'Ukraine exporte également du zinc, du manganèse, du lithium et du cuivre brut, mais la valeur des exportations de ces produits est faible – elle était comprise entre 3 et 5 millions d'USD par an en moyenne entre 2017 et 2023. Les exportations totales de minéraux essentiels bruts et semi-transformés se sont élevées en moyenne à 602 millions d'USD par an pendant la période 2017-2023, soit 2% des exportations totales de l'Ukraine. Les exportations de minéraux essentiels, qui étaient traditionnellement destinées à la Fédération de Russie, ont diminué de 86% entre 2021 et 2023 (graphique 4.6).

Tableau 4.2 Exportations de produits miniers (y compris les minéraux essentiels), 2017-2023

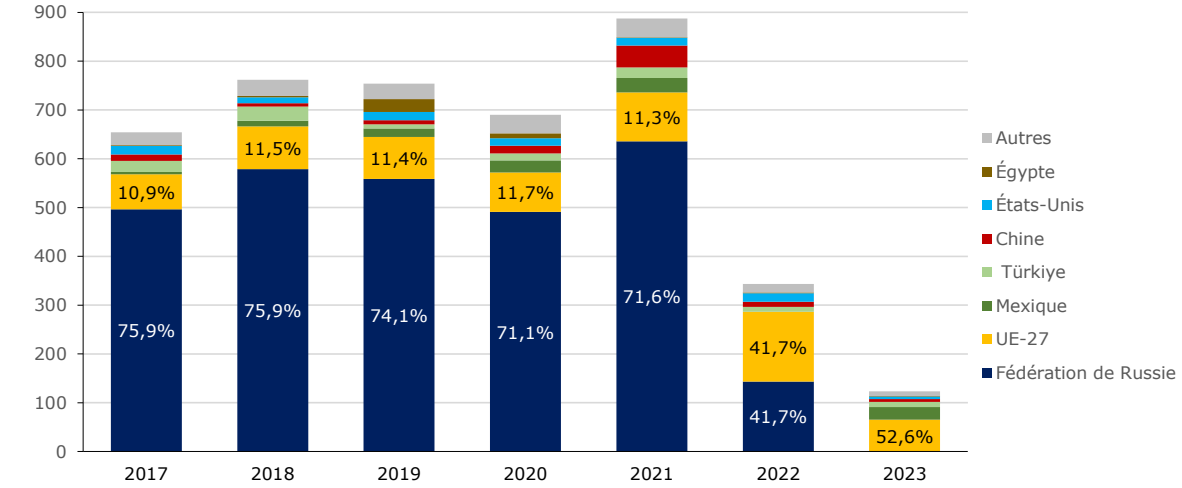
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2017-2023
	Valeur (millions d'USD)							
Total (minéraux essentiels + produits miniers)	**3 803**	**4 177**	**4 588**	**5 295**	**8 417**	**3 424**	**2 018**	**4 532**
Minéraux essentiels (bruts ou semi-transformés)	**654**	**762**	**754**	**690**	**888**	**343**	**123**	**602**
Aluminium/bauxite	492	572	544	491	639	160	13	416
Titane	105	126	155	140	159	132	82	128
Zirconium	23	24	24	21	38	20	5	22
Silicium	12	20	17	16	25	14	6	16
Autres	21	19	15	23	26	18	16	20
Produits miniers hors combustibles	**3 149**	**3 415**	**3 834**	**4 605**	**7 529**	**3 080**	**1 895**	**3 930**
Minerais de fer et leurs concentrés	2 589	2 869	3 398	4 239	6 811	2 914	1 767	3 512
Argiles, andalousite, cyanite et sillimanite	240	241	223	192	289	88	32	187
Déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier	121	106	12	9	222	19	53	77
Kaolin et autres argiles kaoliniques	51	58	58	49	66	26	15	46
Autres	147	142	143	115	142	33	28	107
% des exportations totales								
Total (minéraux essentiels + produits miniers)	**8,8**	**8,8**	**9,2**	**10,8**	**12,8**	**7,7**	**5,6**	**9,4**
Minéraux essentiels (bruts ou semi-transformés)	1,5	1,6	1,5	1,4	1,3	0,8	0,3	1,3

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2017-2023
Produits miniers hors combustibles	7,3	7,2	7,7	9,4	11,4	6,9	5,2	8,2

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU.

Graphique 4.6 Minéraux essentiels (bruts ou semi-transformés), par destination, 2017-2023

(Millions d'USD)



Note: Les chiffres indiqués dans les barres correspondent aux parts du total des minéraux essentiels (bruts ou semi-transformés).

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU.

4.95. Le cadre juridique de base régissant le secteur minier comprend le Code du sous-sol et la Loi minière.[135] Conformément à la Loi minière, la Verkhovna Rada, avec le Cabinet des ministres et d'autres organes exécutifs, est chargée de réglementer le secteur minier. Le Service d'État pour la géologie et la gestion du sous-sol est l'organe exécutif central chargé de mettre en œuvre la politique de l'État en matière d'exploration géologique et d'exploitation du sous-sol. La Commission d'État pour les ressources minérales procède à des évaluations des ressources minérales de l'Ukraine.[136]

4.96. En vertu de la Constitution, les ressources minérales appartiennent au peuple ukrainien. Les citoyens et les entreprises ukrainiens, ainsi que les personnes physiques et personnes morales étrangères, peuvent demander un permis spécial d'exploitation du sous-sol en vue de mener des activités extractives. Comme dans le cas du pétrole et du gaz, les personnes morales étrangères qui souhaitent obtenir un permis spécial sont soumises aux mêmes prescriptions que les entités nationales (section 4.3.3). Outre un permis spécial, les exploitants du sous-sol à des fins d'activités extractives doivent obtenir une parcelle, qui leur est attribuée par le Service d'État pour le travail.[137] Les activités des entreprises minières sont assujetties à des redevances de production.

4.97. Les permis spéciaux sont attribués par voie d'enchères (sous forme d'appels d'offres électroniques), ou d'accords de partage de la production avec l'État. La Loi portant modification de certains actes législatifs ukrainiens relatifs à l'amélioration de la législation dans le domaine de l'exploitation du sous-sol[138], adoptée en décembre 2022, a simplifié la procédure d'obtention des permis spéciaux pour l'exploitation du sous-sol et dispose que les renseignements relatifs aux demandes de permis spéciaux, y compris l'état d'avancement de leur examen, doivent être mis à disposition sur le portail Web national sur la géologie.[139] Les permis spéciaux peuvent être délivrés

[135] Loi n° 1127-XIV du 6 octobre 1999.
[136] State Commission on Mineral Resources, *About Us*. Adresse consultée: https://dkz.gov.ua/en/about-us#:~:text=State%20Commission%20of%20Ukraine%20on%20Mineral%20Resources%20(SCMR)%20was%20founded,develops%20proposals%20for%20its%20improvement.
[137] Code du sous-sol, article 17.
[138] Loi n° 2805-IX du 1er décembre 2022.
[139] Portail national sur la géologie. Accessible à l'adresse suivante: https://nadra.gov.ua/.

sans vente aux enchères uniquement dans les cas spécifiés dans la législation.[140] La durée de validité des permis spéciaux pour la prospection et l'exploitation commerciale ultérieure des gisements est comprise entre 3 et 20 ans. Entre 2019 et 2023, 415 permis spéciaux pour l'exploitation du sous-sol ont été attribués par voie d'appel d'offres électronique.[141]

4.98. Via le système électronique "e-Cabinet", les exploitants du sous-sol peuvent réaliser en ligne des procédures administratives, y compris soumettre des demandes de participation à des appels d'offres électroniques pour des permis spéciaux. La Loi portant modification de certains actes législatifs ukrainiens relatifs à l'amélioration de la législation dans le domaine de l'exploitation du sous-sol établit un Système électronique de géo-information unifié au niveau de l'État pour l'exploitation du sous-sol. Lorsqu'il sera pleinement opérationnel, ce système englobera un certain nombre de services numériques, y compris un catalogue de renseignements sur les données géologiques, un registre des permis d'État pour exploitation du sous-sol, et des renseignements sur les parcelles de sous-sol mises aux enchères.

4.99. Les projets d'investissement concernant l'extraction de minéraux (à l'exception de la houille, du lignite, du pétrole brut et du gaz naturel), la transformation ou l'enrichissement peuvent bénéficier de mesures d'incitation en vertu de la Loi sur le soutien de l'État aux projets réalisant des investissements importants en Ukraine (section 2.4.3).

4.100. Dans le cadre des efforts visant à renforcer la gouvernance du secteur minier, l'Ukraine a adopté la Loi sur la transparence des industries extractives, qui énonce des prescriptions relatives aux entreprises de ce secteur et à leurs sociétés mères, et qui prévoit que le Service d'État pour la géologie et la gestion du sous-sol publiera des renseignements sur les paiements relatifs à l'exploitation des ressources minérales.[142] L'Ukraine s'est engagée à mettre en œuvre la norme de transparence élaborée par l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives.

4.101. L'Ukraine cherche à exploiter sa base de ressources minérales riche et diversifiée afin de tirer parti de la demande mondiale croissante de "minéraux essentiels".[143] À cette fin, le Cabinet des ministres a approuvé une liste des parties du sous-sol considérées comme ayant une "importance stratégique pour le développement durable de l'économie et la capacité de défense de l'État" en février 2023.[144] Cette liste comprend des gisements de minéraux tels que les minerais de titane, l'apatite, l'uranium, le vanadium, le scandium, le tantale, le niobium, le rubidium, l'étain, le césium, les minerais de lithium, le thorium, le molybdène, les métaux des terres rares et les sels de potassium. Le Ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles est chargé de mettre à jour la liste chaque année. Les permis pour l'exploitation des gisements de minéraux identifiés dans la liste seront attribués par voie d'appel d'offres en vue de la conclusion d'accords de partage de la production avec l'État.

4.102. L'Ukraine a conclu un Mémorandum d'accord sur un partenariat stratégique sur les matières premières avec l'Union européenne en juillet 2021. Ce mémorandum vise à: i) rapprocher les règlements et le cadre miniers ukrainiens, en particulier ceux qui ont trait à des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, de ceux de l'Union européenne; ii) faciliter la création de coentreprises et d'autres possibilités de collaboration commerciale entre les parties prenantes de l'Ukraine et de l'Union européenne, en vue de l'intégration des chaînes de valeur des matières premières essentielles et des batteries; et iii) encourager une collaboration étroite en matière de recherche et d'innovation sur les matières essentielles et les batteries.

[140] Code du sous-sol, article 16.

[141] Ukrainian Geological Survey et Ministry of Environment and Natural Resources, *The Ukrainian Geological Service: A Modern Service-oriented Institution*. Adresse consultée: https://www.geo.gov.ua/wp-content/uploads/presentations/en/ugs-modern-service-oriented-institution.pdf.

[142] Loi n° 2545-VIII du 18 septembre 2018.

[143] Ukrainian Geological Survey et Ministry of Environment and Natural Resources, *The Ukrainian Geological Service: A Modern Service-oriented Institution*.

[144] Résolution du Cabinet des ministres n° 132 du 14 février 2023 portant approbation de la liste des parcelles du sous-sol (gisements de minéraux) ayant une importance stratégique pour le développement durable de l'économie et la capacité de défense de l'État, qui sera utilisée pour l'organisation d'appels d'offres en vue de la conclusion d'accords de partage de la production.

4.4 Services

4.4.1 Services financiers

4.103. Les services financiers représentaient 2,4% de la production économique totale en 2023, contre 2,8% en 2017.[145] Les banques dominent le secteur financier, représentant près des trois quarts du total des actifs de ce secteur, tandis que les établissements financiers et de crédit non bancaires et les compagnies d'assurance représentent respectivement 24% et 2% (tableau 4.3). Une étude de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement révèle que le secteur financier ukrainien reste relativement sous-développé.[146]

Tableau 4.3 Services financiers 2017-2023

(Milliards d'UAH et %, chiffres à la fin de l'année)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Total des actifs du système financier, dont	..	1 920,50	2 118,20	2 560,70	2 900,10	3 292,80	3 966,00
Banques (actifs bruts)	1 333,8	1 359,7	1 493,3	1 822,8	2 053,2	2 351,7	2 944,7
Établissements financiers et de crédit non bancaires (NBFCI)	..	501,2	566,4	679,3	788,1	876,4	951,8
Compagnies d'assurance	..	59,6	58,5	58,6	58,8	64,7	69,5
Crédit, dont							
Banques[a]	1 035,2	1 115,9	1 028,7	948,9	1 038,1	1 011,4	1 006,3
NBFCI	..	65,2	84,1	101	100,2	102	123,4
Prêts bancaires en devises/total des prêts bancaires (%)	47,0	46,5	41,2	39,1	31,6	31,7	30,8
Dépôts, dont							
Banques[b]	882,1	914,8	1 050,3	1 328,4	1 485,3	1 822,8	2 343,9
NBFCI	..	1,1	1,3	1,5	1,2	0,7	0,6
Dépôts bancaires en devises/total des dépôts bancaires (%)	44,9	41,7	39,8	38,0	33,0	35,0	31,5

.. Non disponible.

a Prêts bruts aux entreprises non financières et aux ménages.
b Dépôts des sociétés non financières et des ménages, y compris les certificats de dépôt.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.104. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a pris des mesures en vue de renforcer la stabilité financière, d'améliorer la transparence de ses institutions financières et de les intégrer davantage aux marchés financiers internationaux. Les principales initiatives menées visent notamment à poursuivre l'alignement du régime de réglementation financière ukrainien sur celui de l'Union européenne et sur les meilleures pratiques internationales; à améliorer le cadre juridique et opérationnel des institutions non bancaires; à renforcer le Fonds de garantie des dépôts (DGF); et à promouvoir la numérisation des opérations de services financiers. Selon les autorités, la numérisation a joué un rôle d'une importance cruciale en permettant à des millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'émigrants d'accéder plus facilement aux services bancaires en temps de guerre.

4.105. La Banque nationale d'Ukraine (NBU) supervise et réglemente les services bancaires, tandis que la Commission nationale des valeurs mobilières et de la bourse (NSSMC) est chargée de la supervision et de la réglementation du marché des valeurs mobilières. La Commission nationale de réglementation par l'État des marchés des services financiers (NCRFSM), qui réglementait auparavant les services financiers non bancaires, a cessé ses activités le 30 juin 2020.[147] Après la dissolution de la NCRFSM, la NBU a assumé la responsabilité de la supervision et de la réglementation de l'assurance, du crédit-bail et des sociétés financières, ainsi que des coopératives de crédit, des établissements de prêt sur gage et des bureaux de crédit, tandis que la NSSMC est chargée de la

[145] Définis comme activités financières et d'assurance. Données communiquées par les autorités.
[146] R. De Haas et A. Pivovarsky (2022), "The Reconstruction and Development of Ukraine's Financial Sector after the War", *Document de travail de la BERD*, n° 273, décembre 2022, page 1.
[147] Loi n° 79-IX du 12 septembre 2019 portant modification de certains actes législatifs de l'Ukraine visant à améliorer les fonctions de réglementation par l'État des marchés des services financiers.

supervision et de la réglementation des fonds de pension privés et des fonds dédiés au financement de projets de construction.[148]

4.106. En juillet 2023, le Conseil de stabilité financière, composé de représentants de la NBU, de la NSSMC, du Ministère des finances, du DGF, du Ministère de l'économie et du Bureau du Président, a approuvé une Stratégie de développement du secteur financier.[149] Cette nouvelle stratégie désigne la résilience financière et l'inclusion financière comme domaines d'action prioritaires et définit des orientations pour les innovations en matière de technologies financières.[150] La Stratégie recense également des mesures de réforme à moyen terme visant à renforcer la contribution du secteur financier à la reconstruction économique. En juin 2024, le Conseil de stabilité financière a également approuvé une stratégie de développement des opérations de prêt visant à promouvoir l'accès au crédit, notamment au moyen de prêts subventionnés et de garanties de prêts, ainsi que la mise en place d'une assurance contre le risque de guerre et des améliorations de la législation et des normes en matière de crédit.[151]

4.107. D'après les données disponibles, l'inclusion financière s'est nettement améliorée pendant la période considérée. En 2021, dernière année pour laquelle des données sont disponibles, la part des adultes disposant d'un compte auprès d'une institution financière était de 84%, soit une augmentation de 21 points de pourcentage depuis 2017.[152] Cela positionne l'Ukraine bien au-dessus du niveau de l'Europe et de l'Asie centrale, où une moyenne de 78% de la population adulte disposait d'un compte en 2021. Parmi les principaux moteurs de cette amélioration figuraient le renforcement de la crédibilité des banques à la suite de l'assainissement du système bancaire entre 2014 et 2018, le développement des technologies de paiement (notamment les services de paiement sans contact) et des infrastructures de paiement (par exemple les guichets automatiques) et l'essor des services financiers en ligne. Néanmoins, un écart entre les sexes persiste en matière de possession de compte, car la part des femmes titulaires d'un compte est inférieure de 6 points de pourcentage à celle des hommes. Parmi les mesures envisagées en vue de renforcer l'inclusion financière figurent un nouveau type de licence bancaire qui permettrait aux banques spécialisées d'exploiter le réseau postal pour atteindre un plus grand nombre de personnes, en particulier dans les zones touchées par la guerre.[153]

4.108. Selon le FMI, le secteur financier de l'Ukraine "reste stable et liquide, les réformes se poursuivant malgré les difficultés rencontrées dans le cadre de loi martiale".[154] Le FMI mentionne les priorités suivantes pour la poursuite de la réforme: le renforcement de la résolution et de la supervision des banques, l'amélioration des infrastructures du crédit et des marchés financiers, la réalisation d'un examen indépendant de la qualité des actifs lorsque les conditions le permettront, et le retrait progressif des mesures adoptées en réponse à la crise bancaire de 2014-2015.

4.109. Les engagements souscrits par l'Ukraine en matière de services financiers au titre de l'AGCS portent sur les services bancaires, les services d'assurance et d'autres services financiers, principalement sans limitations de l'accès aux marchés et du traitement national pour les modes 1, 2 et 3.[155] L'Ukraine a inclus quelques exceptions concernant la fourniture transfrontières (mode 1) de certains services d'assurance et le commerce de certains instruments financiers, et elle s'est engagée à ouvrir son marché de l'assurance aux succursales de compagnies d'assurance étrangères cinq ans après son accession à l'OMC en 2008.[156]

[148] NBU (2019), "'Split Law' to Ensure Transparency, Reliability, and Effectiveness of Nonbank Financial Sector", 12 septembre. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/news/all/zakon-pro-split-zabezpechit-prozorist-nadiynist-ta-efektivnist-nebankivskogo-finansovogo-sektoru.

[149] NBU, Ministère des finances, NSSMC et DGF (2023), *Strategy of Ukrainian Financial Sector Development*. Adresse consultée:https://bank.gov.ua/en/news/all/strategiya-rozvitku-finansovogo-sektoru-ukrayini.

[150] NBU, *Fintech Development in Ukraine*. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/about/develop-strategy/fintech2025#:~:text=Fintech%20development%20in%20Ukraine&text=In%20July%202020%2C%20the%20NBU,solutions%20and%20accessible%20digital%20services.

[151] NBU (2024), "Financial Stability Council Approves Lending Development Strategy", 10 juin. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/news/all/rada-z-finansovoyi-stabilnosti-shvalila-strategiyu-z-rozvitku-kredituvannya.

[152] Banque mondiale, Global Findex Database 2021.

[153] FMI (2024), FMI, Country Report No. 24/199, page 21.

[154] FMI (2024), FMI, Country Report No. 24/199, page 2.

[155] La fourniture selon le mode 4 est non consolidée pour l'ensemble des services, sous réserve de ce qui est indiqué sous "Engagements horizontaux".

[156] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 4.5.2.1.

4.4.1.1 Secteur bancaire

4.110. Lors du précédent examen de l'Ukraine, le système bancaire était en crise, ce qui avait incité le pays à adopter un large éventail de mesures destinées à rétablir la stabilité – notamment par l'injection de liquidités, la recapitalisation, le retrait de licences et la liquidation des banques insolvables – et à apporter des améliorations dans la gestion des risques et la protection des déposants.[157] Comme indiqué dans le précédent examen, en date de novembre 2015, la NBU avait consenti des prêts de stabilisation et des crédits de maintien de liquidité en faveur de 40 banques, pour un montant de près de 65 milliards d'UAH.[158] Il a été souligné que les mesures de recapitalisation et d'assainissement adoptées en réponse à la crise, ainsi que les mesures d'assouplissement prises ultérieurement par la NBU en raison de la guerre, avaient largement contribué à la résilience du secteur bancaire ukrainien en temps de guerre.[159]

4.111. Entre 2017 et 2023, le total des actifs bancaires est passé de 1 830 milliards d'UAH à 3 310 milliards d'UAH, dont près de 28% étaient détenus en devises (tableau 4.4). Selon la NBU, le secteur bancaire est rentable depuis 2018, principalement grâce à des taux d'intérêt élevés et à une croissance rapide des volumes d'actifs.[160] La forte rentabilité a permis aux banques de renforcer leurs capitaux et de maintenir les ratios de fonds propres réglementaires au-dessus du seuil requis de 10%. Par ailleurs, depuis 2019, le coefficient de liquidité demeure largement supérieur au minimum réglementaire de 100%. Bien que la qualité des actifs se soit également améliorée depuis 2017, le ratio des prêts improductifs demeure élevé, atteignant 34% en juillet 2024. Une évaluation effectuée par la NBU a révélé qu'environ un tiers du total des prêts improductifs accordés aux entreprises étaient apparus en temps de guerre.[161]

Tableau 4.4 Secteur bancaire, 2017-2024

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Structure								
Nombre de banques titulaires d'une licence	82	77	75	73	71	67	63	62
Actifs bancaires totaux (% du PIB)	62,0	54,0	50,0	52,0	43,0	52,0	51,0	48,3
Prêts totaux (% du PIB)	34,1	30,1	24,4	22,5	19,2	19,2	15,3	15,5
Crédits au secteur privé (% du PIB)	28,3	24,6	19,1	17,5	14,2	14,8	11,6	11,6
Dépôts totaux, à l'exclusion des dépôts interbancaires (% du PIB)	30,4	26,4	27,1	32,3	28,0	35,8	36,8	35,0
Adéquation des fonds propres								
Fonds propres réglementaires/actifs pondérés en fonction des risques	16,1	16,2	19,7	22,0	18,0	19,7	21,1	17,5
Qualité des actifs								
Ratio des prêts nets à l'actif total	26,4	28,6	26,8	25,4	30,5	24,3	20,2	22,2
Ratio des prêts improductifs aux prêts nets	54,5	52,9	48,4	41,0	30,0	38,1	37,4	32,3
Ratio des provisions totales aux prêts improductifs bruts	85,2	90,3	95,2	97,5	102,1	94,6	94,0	95,1
Rentabilité								
Rendement des actifs	-1,93	1,69	4,26	2,44	4,09	1,04	3,24	5,15
Rendement des fonds propres	-15,84	14,67	33,45	19,22	35,08	9,68	30,26	4880
Marge de taux d'intérêt (monnaie nationale) – nouvelles transactions	7,2	7,0	6,9	8,1	8,7	10,9	9,5	10,5
Marge de taux d'intérêt (devises) – nouvelles transactions	4,3	3,5	2,7	3,4	3,3	3,7	5,7	5,4

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.112. Le nombre de banques est tombé de 82 en 2017 à 62 en 2024, certaines ayant quitté le marché et d'autres cessé leurs activités, faute de pouvoir se conformer aux exigences minimales actualisées en matière de fonds propres (tableau 4.4). Les 10 premières banques détenaient près de 80% du total des actifs bancaires et généraient 85% des bénéfices totaux (juillet 2024) (tableau 4.5). Le Comité antimonopole considère que le secteur bancaire ukrainien est un "marché concurrentiel qui a permis aux consommateurs (personnes morales et physiques) de choisir une banque afin de bénéficier des services dont ils avaient besoin à des conditions qui leur étaient

[157] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 4.5.2.1.
[158] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, section 4.5.2.1.
[159] R. De Haas et A. Pivovarsky (2022), "The Reconstruction and Development of Ukraine's Financial Sector after the War", *Document de travail de la BERD*, n° 273, décembre 2022, page 9.
[160] NBU (2023), *Financial Stability Report*, page 36.
[161] NBU (2023), *Financial Stability Report*, page 25.

acceptables, tout en permettant aux banques d'être compétitives, notamment sur le prix [et] le niveau des services".[162]

Tableau 4.5 Dix premières banques, août 2024

Nom de la banque	Participation	Part des actifs totaux du secteur bancaire (%)
Privatbank	État (100%)	22
Oschadbank	État (100%)	13
Ukreximbank	État (100%)	8
Raiffeisen Bank	Étrangère	7
Ukrgasbank	État (94,94%)	6
Ukrsibbank	Étrangère	5
PUMB (FUIB)	Secteur privé ukrainien	5
Universal Bank	Secteur privé ukrainien	4
Sense Bank	État (100%)	4
Crédit agricole	Étrangère	4
Total		**78**

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.113. L'État, qui possède sept banques, joue un rôle relativement important dans le secteur bancaire (tableau 4.5). La part des banques d'État dans le total des actifs du secteur bancaire, qui était en baisse avant 2022, a augmenté depuis, passant de légèrement moins de 50% à la fin de 2021 à près de 56% en 2024. Les autorités attribuent cela à la participation des banques d'État aux programmes de soutien aux prêts mis en place par les pouvoirs publics en temps de guerre, à un meilleur accès au financement de détail grâce aux vastes réseaux de succursales, à une demande soutenue pour les prêts et à la nationalisation d'une banque d'importance systémique, la Sense Bank (avec des actifs totaux de 140,6 milliards d'UAH, soit environ 4% du total des actifs du secteur financier). La part des banques étrangères dans le total des actifs bancaires a reculé d'environ 31% en 2017 à un peu plus de 25% en octobre 2024. Selon les autorités, il y avait 26 banques à capitaux étrangers, dont 14 étaient classées comme banques étrangères, contre 25 en 2017.

4.114. La loi fondamentale régissant le secteur bancaire est la Loi sur les banques et les services bancaires.[163] En juin 2021, l'Ukraine a adopté la Loi sur les services de paiement[164], dans le cadre de ses efforts visant à transposer dans la législation nationale la Directive révisée sur les services de paiement de l'UE et la Directive sur la monnaie électronique. Selon la Commission européenne, cette initiative place l'Ukraine "sur la voie de l'adhésion à l'Espace unique de paiement en euro (SEPA)".[165] Au cours de la période considérée, l'Ukraine a également adopté une législation visant à renforcer son cadre de lutte contre le blanchiment d'argent.[166]

4.115. Aucun changement législatif majeur affectant l'accès aux marchés dans le secteur bancaire n'a été adopté pendant la période considérée. Aucune restriction réglementaire ne s'applique à la participation étrangère au capital des banques. Toute acquisition d'une "participation qualifiée" dans une banque, telle que définie à l'article 34 de la Loi sur les banques et les services bancaires, par une personne morale nationale ou étrangère, nécessite l'autorisation préalable de la NBU. Les banques étrangères peuvent s'établir et exercer leurs activités en Ukraine par l'intermédiaire d'une filiale, d'une succursale ou d'un bureau de représentation. Les filiales de banques étrangères, qui doivent se constituer en sociétés par actions, ne sont soumises à aucune obligation de coentreprise, ni prescriptions liées à la nationalité ou à la résidence pour leurs conseils d'administration, et elles peuvent fournir les mêmes services que les banques nationales, notamment les dépôts, les prêts, le crédit-bail et les autres services bancaires définis par la législation.[167] Les filiales de banques étrangères (à l'instar des banques nationales) ne sont pas autorisées à fournir des services

[162] OCDE (2024), *Annual Report on Competition Policy Developments in Ukraine 2023*, document de l'OCDE DAF/COMP/AR (2024) 55, page 12.
[163] Loi n° 2121-III du 7 décembre 2000 sur les banques et les services bancaires.
[164] Loi n° 1591-IX du 30 juin 2021 sur les services de paiement.
[165] Commission européenne (2023), *Analytical Report Following the Communication from the Commission to the European Parliament, the European Council and the Council Commission Opinion on Ukraine's Application for Membership of the European Union*, Document de travail des services de la Commission (2023) 30 version définitive, page 21.
[166] Loi sur la prévention et la lutte contre la légalisation (blanchiment) des revenus d'origine délictueuse, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération d'armes de destruction massive.
[167] Loi sur les banques et les services bancaires, article 48.

d'assurance, bien qu'elles puissent agir en qualité d'intermédiaires pour les compagnies d'assurance. Les succursales de banques étrangères sont habilitées à fournir des services bancaires et financiers (à l'exception de l'assurance), notamment tous les types de services de dépôts et de prêts. Depuis l'adoption, en août 2024, d'une nouvelle procédure[168] pour l'ouverture de succursales et de bureaux de représentation de banques étrangères, celles-ci doivent demander une accréditation de leur succursale ou de leur bureau de représentation auprès de la NBU. Une fois le processus d'accréditation terminé, la banque étrangère doit procéder à l'enregistrement de la succursale ou du bureau de représentation conformément à la législation sur l'enregistrement par l'État des personnes morales.

4.116. Pour exercer leurs activités en Ukraine, les banques doivent obtenir une licence conformément à l'article 15 de la Loi sur les banques et les services bancaires. Les conditions d'octroi de cette licence sont définies à l'article 19 de cette même loi. La NBU doit approuver ou refuser une demande dans un délai de trois mois après réception d'un dossier complet.[169] Les licences sont délivrées pour une durée indéterminée. Le capital autorisé au moment de l'enregistrement doit être d'au moins 200 millions d'UAH pour une banque nationale ou une filiale de banque étrangère, et d'au moins 120 millions d'UAH pour une succursale de banque étrangère.[170]

4.117. Une stratégie de privatisation des banques d'État a été adoptée en 2016, mais sa mise en œuvre complète a été retardée. Néanmoins, l'Ukraine a pris des mesures pour préparer ces banques à la privatisation, par exemple en augmentant la proportion d'administrateurs indépendants dans leurs conseils d'administration. En outre, en septembre 2024, la Verkhovna Rada a adopté la Loi sur les spécificités des ventes des parts détenues par l'État dans le capital autorisé des banques, qui, selon les autorités, établit une procédure claire pour la vente, à des conditions concurrentielles, des participations étatiques dans le capital autorisé des banques, conformément aux recommandations du FMI et de la Banque mondiale.

4.118. Au cours de la période considérée, la NBU a continué d'élaborer le cadre prudentiel, notamment par l'adoption de la Loi portant modification de certains actes législatifs ukrainiens relatifs à l'amélioration de l'organisation du gouvernement d'entreprise dans les banques et à d'autres questions concernant le système bancaire. La Loi prévoit des dispositions sur le gouvernement d'entreprise des banques, les nouvelles prescriptions en matière de capital et de liquidités, les prescriptions en matière de propriété, les processus internes d'évaluation de l'adéquation des fonds propres et des liquidités, la politique de rémunération et les pouvoirs de surveillance sur base consolidée de la NBU.[171] Selon les autorités, un règlement a été adopté pour mettre en œuvre la Loi, qui est alignée sur la Directive et le Règlement de l'Union européenne sur les exigences de fonds propres. Les autorités notent également que les nouvelles prescriptions de la Loi relatives à la structure du capital seront progressivement mises en œuvre à partir d'août 2024 dans le but d'assurer un "juste équilibre" entre la mise en œuvre des exigences de l'UE et l'encouragement de l'expansion du crédit.[172]

4.119. Pendant la période de la loi martiale (et les trois mois suivant sa levée), le DGF garantit 100% du montant déposé dans les banques commerciales qui s'acquittent de leurs contributions auprès de ce dernier. Par la suite, le DGF garantira jusqu'à 600 000 UAH par déposant et par compte.

4.120. La Verkhovna Rada a adopté des modifications du Code fiscal visant à porter le taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux banques à 50% pour les exercices fiscaux 2023 et 2024.

[168] Résolution du Conseil de la NBU n° 104 du 31 août 2024 (entrée en vigueur le 4 septembre 2024); et Loi sur les banques et les services bancaires, article 24.
[169] Loi sur les banques et les services bancaires, article 17.
[170] Loi sur les banques et les services bancaires, article 24, partie 2, alinéa 4.
[171] Loi n° 1587-IX du 30 juin 2021 portant modification de certains actes législatifs ukrainiens relatifs à l'amélioration de l'organisation du gouvernement d'entreprise dans les banques et à d'autres questions concernant le système bancaire.
[172] NBU (2024), "NBU Adopts Set of Decisions to Encourage Involvement of the Banking Sector in Financing Projects Aimed at Rebuilding the Country 's Economy", 10 juin. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/news/all/uhvaleno-kompleks-rishen-dlya-stimulyuvannya-zaluchenosti-bankivskogo-sektoru-do-finansuvannya-proyektiv-z-vidbudovi-ekonomiki-krayini.

4.121. En juillet 2024, la Verkhovna Rada a adopté la nouvelle Loi sur les coopératives de crédit.[173] En février 2024, la NBU a introduit des règlements clés d'application de cette loi, comprenant des prescriptions en matière de capital et d'autres prescriptions prudentielles, ainsi que des prescriptions relatives à la gestion des risques et aux systèmes de contrôle interne et de gouvernement d'entreprise. Elle a également mis à jour les procédures pour l'octroi de licences aux coopératives de crédit, la supervision sur place, les inspections, les mesures d'exécution, les mesures correctives et les mesures d'intervention précoce.[174]

4.4.1.2 Assurance

4.122. Lors du précédent examen, l'Ukraine prenait des mesures en vue d'améliorer l'intégrité et la résilience des assureurs dans le contexte d'une crise bancaire.[175] Ce processus s'est poursuivi pendant la période considérée, notamment avec l'adoption en 2021 de la nouvelle Loi sur l'assurance, entrée en vigueur en janvier 2024.[176] Le secteur de l'assurance est sous-développé, comme en témoigne le taux de pénétration de 0,72% en 2023 (tableau 4.6).

Tableau 4.6 Principaux indicateurs du marché de l'assurance, 2017-2023

(Milliards d'UAH, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'assureurs enregistrés	294	281	233	210	155	128	101
Dont: compagnies d'assurance-vie	33	33	30	20	13	12	12
Actifs	57,4	63,5	53,0	64,9	64,2	70,3	74,4
Primes brutes	43,4	49,4	39,6	45,2	49,7	39,7	47,0
Dont: particuliers assurés	15,7	18,6	21,9	22,6	27,9	24,6	28,8
réassureurs	15,0	13,7	12,5	4,2	1,9	1,1	1,1
Pénétration du secteur de l'assurance (primes/PIB), %	1,46	1,39	1,00	1,07	0,91	0,76	0,72
Primes nettes (primes brutes moins la part des primes versées par les réassureurs résidents)	28,5	34,4	39,6	41,2	46,0	38,5	46,0
Assurance sur les biens	5,6	4,0	3,6	2,5	2,7	1,8	2,1
Assurance contre les risques financiers	5,6	5,1	4,4	3,0	2,4	1,0	1,1
Assurance-vie	2,9	3,9	4,6	5,0	5,9	4,8	5,2
Assurance contre les risques liés aux incendies et les catastrophes naturelles	3,6	4,5	4,8	2,7	1,9	1,0	1,2
Assurance responsabilité civile	11,1	13,8	16,0	16,5	19,9	19,9	25,1
Assurance-crédit	0,4	1,1	1,1	0,4	0,1	0,0	0,1
Autres assurances	14,3	16,9	5,1	15,2	16,7	11,1	12,4

Source: Banque nationale d'Ukraine.

4.123. Le nombre de compagnies d'assurance est tombé de 294 en 2017 à 101 en 2023 (plus un assureur bénéficiant d'un statut spécial, l'Agence de crédit à l'exportation de l'Ukraine (section 3.2.5), car de nombreuses entreprises n'ont pas pu se conformer aux nouvelles prescriptions réglementaires introduites pendant la période considérée et ont été contraintes de quitter le marché (tableau 4.6). Sur les 102 compagnies d'assurance en activité en 2023, 22 sont détenues en totalité ou en partie par des capitaux étrangers, tandis que 3 sont détenues par l'État. En 2023, les actifs du secteur de l'assurance ont atteint un total de 74,4 milliards d'UAH.

4.124. En Ukraine, les compagnies d'assurance étrangères peuvent fournir des services d'assurance par l'intermédiaire d'une filiale ou d'une succursale. La nouvelle Loi sur l'assurance ne prévoit pas de règles pour l'établissement de bureaux de représentation. Les compagnies d'assurance étrangères peuvent fournir certains types de services d'assurance transfrontières sans établir de présence commerciale en Ukraine, sous réserve des conditions énoncées à l'article 6 de la Loi sur l'assurance. Les catégories de services d'assurance qui peuvent être fournis de cette manière incluent l'assurance des aéronefs, l'assurance des navires, l'assurance des biens transportés, l'assurance responsabilité civile résultant de l'utilisation d'aéronefs, l'assurance responsabilité résultant de l'utilisation des embarcations et la réassurance. Une compagnie d'assurance non résidente proposant ces services doit être dûment enregistrée sur le territoire d'un Membre de l'OMC. Les assureurs non-résidents fournissant des services d'assurance transfrontières ne sont pas soumis à des prescriptions en matière de licences en Ukraine. Les succursales de compagnies d'assurance

[173] Loi n° 3254-IX du 14 juillet 2023.
[174] Renseignements communiqués par les autorités.
[175] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, page 118.
[176] Loi n° 1909-IX du 18 novembre 2021 sur l'assurance.

étrangères peuvent fournir les mêmes catégories de services d'assurance que les compagnies d'assurance résidentes. Selon les autorités, l'établissement d'une succursale d'assurance étrangère n'est soumis à aucune prescription de réciprocité. Les autorités indiquent également qu'aucun service d'assurance n'est réservé exclusivement aux compagnies d'assurance appartenant à l'État.

4.125. Aucune limite légale n'est imposée à la participation étrangère au capital des compagnies d'assurance résidentes. Les filiales de compagnies d'assurance étrangères résidentes en Ukraine doivent se constituer en société par actions et ne sont pas soumises à des prescriptions en matière de coentreprise, ni à des prescriptions concernant la nationalité ou la résidence pour leurs conseils d'administration.[177]

4.126. Les compagnies d'assurance résidentes, y compris les filiales et succursales de compagnies d'assurance étrangères, doivent être titulaires d'une licence pour fournir des services en Ukraine. Les compagnies d'assurance résidentes doivent obtenir une licence pour chaque catégorie de services d'assurance qu'elles visent à fournir. La nouvelle Loi sur l'assurance définit 23 catégories d'assurance (5 catégories d'assurance-vie et 18 catégories d'assurance autres que sur la vie), contre 50 types de services d'assurance dans le cadre de la précédente loi. La possibilité pour les compagnies d'être titulaires de licences à la fois pour des services d'assurance-vie et d'assurance autre que sur la vie est limitée.

4.127. La NBU peut refuser d'octroyer une licence si elle constate que la juridiction d'origine d'une compagnie d'assurance étrangère souhaitant ouvrir une succursale en Ukraine comporte des dispositions susceptibles de nuire aux échanges entre la NBU et les autorités de supervision et de contrôle de la juridiction d'origine, ou d'entraver la NBU dans l'exercice de ses fonctions de supervision.

4.128. À la suite de l'adoption de la Loi de 2021 sur l'assurance, les compagnies d'assurance établies en Ukraine, y compris les succursales de compagnies d'assurance étrangères, sont soumises à de nouvelles prescriptions en matière de capital de solvabilité et à de nouvelles exigences de fonds propres, qui sont actuellement mises en place par étapes. La valeur précise de ces prescriptions dépend de chaque assureur, mais le capital minimum exigé ne peut être inférieur à 32 millions d'UAH, sauf pour les assureurs qui fournissent des services d'assurance-vie, d'assurance responsabilité, d'assurance-crédit, d'assurance-garantie (cautionnements) et de réassurance entrante, pour lesquels le capital minimum exigé ne peut être inférieur à 48 millions d'UAH.

4.129. Les autorités considèrent que l'assurance revêt une importance cruciale pour favoriser la résilience de l'économie ukrainienne et sa reconstruction. Dans cette optique, l'Agence de crédit à l'exportation de l'Ukraine est chargée de proposer des services d'assurance et de réassurance pour les investissements visant à développer la capacité d'exportation (qu'ils proviennent de l'étranger ou qu'ils soient réalisés en Ukraine) contre les risques de guerre et les risques politiques (section 3.2.5). Par ailleurs, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement collabore avec certains partenaires commerciaux de l'Ukraine afin de mettre en place un mécanisme de garantie visant à aider le secteur privé à proposer des services de réassurance et d'assurance couvrant les opérations commerciales et les biens contre les risques liés à la guerre.[178]

4.4.1.3 Autres services financiers non bancaires

4.130. Pendant la période considérée, l'Ukraine a adopté la Loi sur les services financiers et les sociétés financières[179], car la législation antérieure régissant le secteur des services financiers non bancaires était considérée comme "obsolète".[180] La nouvelle loi, qui est entrée en vigueur en janvier 2024, introduit une licence unique et uniformisée qui permet aux sociétés de financement et aux établissements de prêt sur gages de fournir les services spécifiés dans la législation.[181] Elle supprime également la nécessité d'obtenir l'approbation préalable de la NBU pour l'acquisition d'une

[177] Loi sur l'assurance, article 8.
[178] Gouvernement de l'Ukraine (2023), "Ministry of Economy: UK to Work with EBRD on War Risk Insurance Project in Ukraine ", 2 novembre. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/velykobrytaniia-pratsiuvatyme-razom-z-iebrr-nad-proektom-strakhuvannia-voiennykh-ryzykiv-v-ukraini.
[179] Loi n° 1953-IX du 14 décembre 2021 sur les services financiers et les sociétés financières.
[180] NBU (2021), *Financial Stability Report*, page 44.
[181] Loi sur les services financiers et les sociétés financières, articles 4 et 30.

participation substantielle dans une société de financement ou un établissement de prêt sur gages. Les sociétés financières et les établissements de prêt sur gages ne sont soumis à aucune limitation en matière de participation étrangère. Les sociétés étrangères peuvent établir des sociétés de financement et des établissements de prêt sur gages en Ukraine par l'intermédiaire d'une filiale ou d'une succursale.

4.131. Une société de financement est tenue de disposer d'un montant minimum de fonds propres.[182] Le montant minimal exigé varie de 10 millions d'UAH à 50 millions d'UAH en fonction du nombre de services offerts et de leur niveau de risque. Les sociétés de financement sont également tenues de se conformer à un ratio de capitalisation minimal de 3%. Les sociétés de financement offrant des garanties sont soumises à des prescriptions prudentielles supplémentaires, notamment un coefficient de solvabilité de 10%.[183]

4.4.2 Télécommunications

4.132. En Ukraine, le secteur des télécommunications est de plus en plus dominé par les services mobiles et Internet, en phase avec les évolutions mondiales. L'Ukraine a réalisé des progrès importants dans la réduction de la fracture numérique, avec une augmentation moyenne de l'accès à Internet de 289% dans toutes les régions entre 2010 et 2019.[184] Près de trois personnes sur quatre ont accès à Internet en Ukraine. Bien que le nombre total d'abonnements à la téléphonie fixe ait considérablement diminué pendant la période considérée, la pénétration de la large bande fixe a augmenté de 50%, passant de 12,4 abonnements pour 100 habitants en 2017 à 19,7 en 2023. Dans le même temps, la pénétration de la téléphonie mobile cellulaire reste élevée: en 2023, on dénombrait 123 abonnements à la téléphonie mobile pour 100 habitants, dont 82 avec des abonnements actifs au haut débit mobile, soit deux fois plus qu'en 2017 (tableau 4.7). La communication mobile est le segment le plus important du marché des télécommunications. En 2023, les recettes du secteur des télécommunications ont atteint un total de 97,3 milliards d'UAH.

Tableau 4.7 Principaux indicateurs pour le secteur des télécommunications, 2017-2023

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre total d'abonnements à la téléphonie fixe (milliers)	7 186,6	6 074,3	4 183,0	3 314,3	2 282,8	1 739,3	1 434,3
Abonnements à la téléphonie fixe pour 100 habitants	16,9	14,4	10,0	7,9	5,5	4,2	3,5
Abonnements au haut débit fixe pour 100 ménages	12,4	12,8	16,2	18,6	18,3	17,5	19,7
Nombre total d'abonnements à la téléphonie mobile cellulaire (milliers)	55 714,7	53 933,6	54 842,9	53 977,7	55 925,9	49 304,3	50 328,1
Abonnements à la téléphonie mobile cellulaire pour 100 habitants	131,4	127,8	130,6	129,3	135,8	119,8	122,3
Abonnements actifs au haut débit mobile pour 100 habitants	41,0	47,2	77,3	85,3	80,6	77,1	81,2
Personnes utilisant Internet (%)	58,9	62,6	70,1	75,0	67,7	71,7	73,3
Recettes provenant de tous les services de télécommunication (millions d'UAH)	51 128	56 475	66 422	73 688	81 021	83 213	97 356
Investissement annuel dans les services de télécommunication (millions d'USD)	480,4	783,7	454,0	530,3	515,5	310,0	491,3
Investissement étranger annuel dans les télécommunications (millions d'UAH)	1 879,2	1 843,0	1 866,3	1 838,3	1 982,5	..	..

.. Non disponible.

Source: UIT ICT Statistics – DataHub. Adresse consultée: https://datahub.itu.int/; et renseignements communiqués par les autorités.

[182] Résolution n° 192 du Conseil de la NBU du 29 décembre 2023 portant approbation du Règlement sur les prescriptions prudentielles applicables aux sociétés financières.

[183] Résolution du Conseil de la NBU n° 191 du 27 décembre 2023.

[184] OCDE, La transformation numérique à l'appui de la reprise en Ukraine, 1er juillet 2022, page 2, adresse consultée: https://www.oecd.org/fr/publications/la-transformation-numerique-a-l-appui-de-la-reprise-en-ukraine_993997a6-fr.html.

4.133. Au cours de la période à l'examen, l'infrastructure des télécommunications a été améliorée et modernisée, tant sur le plan matériel que réglementaire. L'Ukraine a commencé à déployer son réseau mobile 4G en 2018 et, à la fin de 2021, les réseaux mobiles 4G couvraient 92% de la population, tandis que le lancement du service 5G mobile, initialement prévu pour fin 2021, a été reporté à 2025 en raison des complications liées à la guerre, selon les autorités. Les autorités soulignent également que l'infrastructure des télécommunications a été gravement endommagée par la poursuite de la guerre. Environ 30 000 km de lignes de communication par fibre optique et plus de 4 300 stations de base ont été endommagées ou saisies pendant la guerre. Les autorités notent en outre qu'en date de décembre 2023, plus de 3 200 km de lignes en fibre optique et 1 874 stations de base avaient été rétablies. Le projet de subvention pour l'accès à Internet a été lancé fin 2021, avec pour objectif de fournir un accès haut débit aux habitants des zones rurales. Grâce au projet, 7 728 institutions d'infrastructure sociale (notamment des écoles, des hôpitaux, des bibliothèques publiques et des refuges pour les populations vulnérables) ont été raccordées et plus de 1 million d'habitants des zones rurales ont pu utiliser Internet, dont beaucoup pour la première fois.

4.134. La Loi sur les communications électroniques[185] est entrée en vigueur le 1er janvier 2022, abrogeant la Loi sur les télécommunications et la Loi sur les ressources en fréquences radio de l'Ukraine.[186] La Loi sur les communications électroniques régit la fourniture de services de communications électroniques telles que la téléphonie et l'accès à Internet, la mise à disposition et l'accès aux réseaux de communications électroniques, la concurrence sur les marchés des communications électroniques et l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques et des ressources de numérotation. La Loi sur les communications électroniques exclut les services de radiodiffusion de son champ d'application (voir ci-après). Selon les autorités, la Loi sur les communications électroniques vise à créer des conditions favorables pour l'entrée des investisseurs sur le marché et à garantir la qualité des services pour les consommateurs. En vertu de la Loi, le Ministère de la transformation numérique, créé en août 2019, est le ministère d'exécution responsable de la formulation et de la mise en œuvre de la politique sectorielle. La Loi prévoit également la création d'un organisme de réglementation indépendant pour le secteur des télécommunications.

4.135. Avec l'entrée en vigueur de la Loi sur la Commission nationale de réglementation par l'État des communications électroniques, du spectre des fréquences radioélectriques et de la fourniture de services postaux (NCEC)[187] le 13 février 2022, la NCEC a remplacé la Commission nationale de réglementation par l'État des communications et de l'informatisation (NCCIR), devenant ainsi le nouvel organisme de réglementation du secteur des télécommunications. L'objectif principal de la Loi est d'établir une autorité réglementaire politiquement indépendante dans le domaine des communications électroniques, dotée des ressources techniques, financières et humaines adéquates. La NCEC est chargée de réglementer et de superviser les entités commerciales fournissant des services de communications électroniques. Selon les autorités, les modifications apportées ces dernières années au cadre juridique et institutionnel de l'Ukraine sont conformes aux prescriptions de la législation de l'UE et aux engagements internationaux de l'Ukraine.

4.136. Depuis décembre 2019, les fournisseurs de services de télécommunication ne sont plus obligés d'obtenir une licence.[188] La Loi sur les communications électroniques établit le principe d'autorisation générale pour les fournisseurs de services de télécommunication. Les licences sont uniquement requises pour les fournisseurs de services de télécommunication utilisant le spectre des fréquences radioélectriques et les ressources de numérotation (voir ci-après).[189] Tous les fournisseurs de services de télécommunication (définis comme des entités commerciales fournissant des services de communications électroniques sur leurs propres réseaux et/ou sur ceux d'autres fournisseurs) et les opérateurs de réseaux de télécommunication (définis comme des entités commerciales exploitant et gérant des réseaux de communications électroniques) doivent présenter

[185] Loi n° 1089-IX du 16 décembre 2020 sur les communications électroniques.

[186] Loi n° 1280-IV du 18 novembre 2003 sur les télécommunications; et Loi n° 1770-III du 1er juin 2000 sur les ressources en fréquences radio de l'Ukraine.

[187] Loi n° 1971-IX du 16 décembre 2021 sur la Commission nationale de réglementation par l'État des communications électroniques, du spectre des fréquences radioélectriques et de la fourniture de services postaux.

[188] Loi portant modification de certains actes législatifs ukrainiens concernant la réduction de la liste des types d'activités commerciales faisant l'objet d'une licence.

[189] Loi n° 1089-IX, article 16 1).

un avis de démarrage à la NCEC au moins un mois avant le début de leurs opérations, afin d'être inclus dans le Registre des opérateurs et fournisseurs de télécommunication tenu par la NCEC.

4.137. Aucune restriction n'est imposée à la propriété étrangère des opérateurs de réseaux de télécommunication. Les sociétés étrangères ne peuvent devenir opérateurs de réseaux que par l'intermédiaire d'une filiale du pays. Les autorités affirment que cette prescription vise à garantir l'application de règles uniformes pour tous les investisseurs étrangers et nationaux, ainsi qu'à assurer le respect des normes nationales en matière de sécurité et de réglementation. Elles soulignent par ailleurs que les investissements étrangers dans le secteur des communications électroniques sont encouragés. Conformément à la modification de la Loi sur le soutien de l'État aux projets réalisant des investissements importants en Ukraine, en vigueur depuis le 17 septembre 2023, des incitations, notamment fiscales, sont accordées aux investissements étrangers et nationaux dans le secteur des télécommunications (section 2.4.3).

4.138. Le spectre des fréquences radioélectriques et les ressources de numérotation sont détenus par l'État. Le 1er septembre 2023, le Ministère de la transformation numérique est devenu l'organe central responsable de la supervision des plans nationaux de distribution et de numérotation du spectre des fréquences radioélectriques.[190,191] La NCEC est l'organisme responsable de la gestion de la numérotation et du spectre des fréquences et, à ce titre, elle délivre les licences et permis pertinents aux entités commerciales du secteur. Les entités commerciales qui doivent utiliser: i) le spectre des fréquences radioélectriques et/ou ii) les ressources de numérotation pour la fourniture de leurs services doivent obtenir auprès de la NCEC une licence pour le spectre radioélectrique et un permis d'attribution des numéros. Cela signifie que les fournisseurs de réseaux, y compris les services de communication par satellite en orbite basse, sont généralement tenus de déposer une demande de licence auprès de la NCEC. Les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) n'ont pas besoin de licences ni de permis, sauf s'ils proposent des services de téléphonie mobile ou s'ils louent des canaux de communication ou des services à un autre fournisseur, à des fournisseurs de réseau privé virtuel (RPV) ou à un service de radiodiffusion. Les fournisseurs de services Internet des objets/machine à machine (IdO/M2M) doivent demander une licence s'ils utilisent le spectre radioélectrique.

4.139. En principe, la NCEC délivre des licences pour l'utilisation de certaines fréquences radioélectriques selon l'ordre de présentation des demandes. S'il y a plus d'un candidat pour le spectre des fréquences demandé, la NCEC doit procéder à l'attribution du spectre par appel d'offres ou par mise aux enchères.[192] Pendant la période à l'examen, deux enchères de fréquences ont été organisées pour le déploiement de la 4G. Selon les autorités, il est prévu de mettre des fréquences supplémentaires aux enchères en vue d'améliorer la 4G. Le 18 novembre 2020, le Cabinet des ministres a approuvé le plan de libération des fréquences pour l'introduction de la 5G.[193]

4.140. Un fournisseur de réseau doit également déposer une demande de permis auprès de la NCEC pour l'utilisation des ressources de numérotation. L'Ukraine a adopté un nouveau Plan national de numérotation le 26 août 2023. Selon les autorités, il a été élaboré conformément aux normes pertinentes de l'UIT (UIT-T E.164 et IUT-T E.212). Contrairement aux licences pour le spectre radioélectrique, qui nécessitent le paiement d'un droit de licence mensuel, les permis d'utilisation des ressources de numérotation sont soumis à une redevance unique (ces permis sont généralement valables pour une période de cinq à sept ans). Depuis le 20 mai 2022, la durée de validité d'un permis pour l'utilisation des ressources de numérotation peut être prolongée, moyennant le paiement d'une redevance supplémentaire. Depuis le 1er mai 2019, il est possible de transférer un numéro de ligne mobile entre différents opérateurs de réseaux. Selon les autorités, la portabilité des numéros fixes a été retardée en raison de la poursuite de la guerre.

[190] Uniquement à des fins générales. L'état-major général des forces armées nationales a autorité sur le spectre des fréquences radioélectriques à des fins spéciales.

[191] Résolution du Cabinet des ministres n° 669 du 30 juin 2023 portant modification de certaines résolutions du Conseil des ministres de l'Ukraine concernant les attributions des organes exécutifs dans les domaines des communications électroniques et du spectre des fréquences radioélectriques, des registres électroniques publics, de la protection des infrastructures d'information essentielles et de la lutte active contre les agressions dans le cyberespace.

[192] Loi sur les communications électroniques, article 59.

[193] Arrêté du Cabinet des ministres n° 1457-p du 18 novembre 2020 portant approbation du Plan d'action pour la libération des bandes de fréquences radio dans les plages 790-862 MHz, 694-790 MHz provenant des équipements radioélectroniques du Service de radiodiffusion (télévision) en vue de la mise en œuvre de la technologie radio LTE.

4.141. En octobre 2024, l'Ukraine comptait trois opérateurs nationaux dans le segment de la téléphonie mobile, tous détenus en partie par des capitaux étrangers. Dans les segments de la téléphonie fixe et d'Internet, on compte deux opérateurs nationaux (l'un étant une entreprise publique et l'autre sous contrôle étranger) et plusieurs FAI régionaux et locaux. Les autorités affirment que les mêmes conditions s'appliquent aux opérateurs du secteur des télécommunications, quel que soit le régime de propriété.[194]

4.142. La plupart des infrastructures de télécommunication appartiennent à des intérêts privés. Chaque opérateur dispose de son propre réseau, comprenant la transmission longue distance et le dernier raccordement aux utilisateurs finals. L'Ukraine encourage les opérateurs à partager les infrastructures par le biais de la colocalisation et de la location de capacité, entre eux ou auprès d'autres propriétaires d'infrastructures de télécommunication (par exemple les municipalités).[195] Tous les opérateurs de télécommunications doivent assurer l'interconnexion à leurs réseaux de télécommunication sur une base équitable, raisonnable et non discriminatoire. L'interconnexion s'effectue sur une base contractuelle, comprenant des conditions organisationnelles, techniques et économiques. Les tarifs d'interconnexion sont négociés entre opérateurs. Un opérateur ne peut pas refuser une offre d'interconnexion d'un autre opérateur, sauf pour des raisons objectives telles qu'une défaillance technique. Par ailleurs, les opérateurs de réseaux dominants (c'est-à-dire ceux "ayant une position de force sur le marché") peuvent être tenus de publier leurs offres d'interconnexion de référence. En cas d'échec des négociations sur l'interconnexion, la NCEC peut, à la suite d'un recours de l'une ou l'autre des parties, imposer une obligation d'interconnexion. Depuis le 1er janvier 2022, l'Ukraine applique le principe de neutralité du réseau[196], qui garantit que les FAI ne peuvent pas donner la priorité à certains types de trafic ni accorder un traitement préférentiel à des services spécifiques.

4.143. La NCEC est chargée de maintenir la concurrence dans le secteur des télécommunications. À cette fin, elle réalise des analyses de marché afin de déterminer les interventions réglementaires ou les actions juridiques nécessaires. Grâce à des analyses périodiques du marché, la NCEC peut identifier les opérateurs de réseaux et les fournisseurs de services exerçant une influence sur le marché et occupant une position équivalant à une position dominante (c'est-à-dire une situation de puissance économique). Entre 2019 et 2021, la NCCIR (prédécesseur de la NCEC) a analysé 12 marchés, dont 7 ont été jugés concurrentiels sur le plan économique; pour les 5 marchés restants, la NCCIR a identifié des opérateurs en position de force sur le marché, ce qui a conduit à des interventions réglementaires.

4.144. L'approbation de la NCEC n'est pas requise pour les tarifs des services de télécommunication, y compris ceux des services universels. Les tarifs des services de télécommunication sont généralement soumis au contrôle des pratiques anticoncurrentielles (section 3.3.4).

4.145. La Loi sur les communications électroniques confère aux consommateurs le droit d'accéder à un service universel à un tarif abordable. Selon les autorités, les critères d'abordabilité du service universel n'ont pas encore été définis (octobre 2024). Si les tarifs des services universels sont jugés inabordables pour les personnes appartenant à des groupes sociaux vulnérables, la Loi prévoit des subventions ciblées à l'intention de ces personnes. Les autorités indiquent que les procédures d'octroi de ces subventions n'ont pas encore été approuvées. La Loi inclut les services de téléphonie fixe et d'accès à Internet à haut débit fixe dans la définition des services universels. Les opérateurs et les fournisseurs de services ont droit à une indemnité s'ils subissent des pertes économiques résultant de la fourniture de services universels. Les autorités indiquent que des lignes directrices sur le versement d'une indemnité aux opérateurs sont en attente d'approbation.

4.146. Lors du précédent examen, l'Ukraine ne disposait pas d'itinérance mobile nationale. Une initiative en ce sens a été mise en œuvre le 7 mars 2022. Les autorités soulignent que cette initiative, dans le cadre de laquelle les tarifs d'itinérance nationale sont nuls, constitue un service social qui sera disponible pendant la durée de la loi martiale.

[194] Loi sur les communications électroniques, articles 5 et 19 2).

[195] Loi sur les communications électroniques, articles 25 et 26. Voir aussi la Loi sur l'accès aux installations de construction, de transport et de génie électrique aux fins du développement de réseaux de communication électronique.

[196] Loi sur les communications électroniques, article 4.

4.147. L'Ukraine a défini la transformation numérique comme une priorité de la politique publique.[197] Dans cette optique, elle vise à fournir 100% des services publics en ligne d'ici à 2024. L'application mobile et le portail Web Diia ont été lancés le 6 février 2020 pour fournir aux citoyens et aux entreprises un accès complet à l'ensemble des services publics.[198] Par ailleurs, la Stratégie économique nationale 2030 fixe des objectifs visant à améliorer l'accès à Internet à haut débit partout en Ukraine.

4.148. L'industrie ukrainienne des technologies de l'information a connu une expansion remarquable au cours de la période considérée, et elle est devenue un important exportateur de services. En 2023, les exportations de services relatifs aux technologies de l'information ont atteint un total de 6,7 milliards d'USD.[199] Les autorités indiquent que le secteur ukrainien des technologies de l'information comprend de nombreuses jeunes entreprises spécialisées dans l'intelligence artificielle, l'analyse des données, la chaîne de blocs et d'autres technologies émergentes. Selon les autorités, la croissance rapide du secteur national des technologies de l'information est due en partie au vaste vivier de professionnels hautement qualifiés dans ce domaine en Ukraine et au fort accent mis par le système éducatif ukrainien sur les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques.

4.149. Les services de radiodiffusion sont régis par la Loi sur les médias[200], qui est entrée en vigueur le 31 mars 2023. La nouvelle Loi porte sur les services de télédiffusion et de radiodiffusion traditionnels, les médias en ligne et la presse écrite; les fournisseurs de services audiovisuels, les plates-formes de partage de vidéos et les services de médias audiovisuels à la demande (comme la télévision par protocole Internet, les services par contournement et les services de vidéo à la demande); et les fournisseurs de services de communication électronique pour la radiodiffusion utilisant le spectre des fréquences radioélectriques. L'organisme de réglementation des services de radiodiffusion est le Conseil national pour la télévision et la radiodiffusion. Les médias qui fournissent des services audiovisuels à la demande doivent être enregistrés auprès de cet organe.[201] En ce qui concerne le contenu médiatique, 30% du catalogue des programmes des médias audiovisuels à la demande doit inclure des contenus européens et 25% du catalogue doit être en ukrainien.[202]

4.150. La Loi sur le contenu numérique et les services numériques, entrée en vigueur le 2 mars 2024, régit les relations entre les fournisseurs et les consommateurs dans la fourniture de contenus et de services numériques. Les relations découlant du commerce électronique et la réglementation des magasins en ligne relèvent de la Loi sur le commerce électronique[203], en vigueur depuis 2015.

4.4.3 Services de transport

4.4.3.1 Aperçu général

4.151. Le secteur des transports (y compris l'entreposage) représentait 5% de la production économique (valeur ajoutée brute) en 2023, contre 7,6% en 2017 (graphique 1.1). En janvier 2022, environ 80% des exportations ukrainiennes (en volume) étaient transportées par voie maritime, 16% par rail et un peu moins de 5% par la route.[204] Dans le cas des importations, 46% du volume total était transporté par rail, 36% par voie maritime, 11% par la route et le reste par voie aérienne et par d'autres modes de transport. Du fait de la guerre, l'importance relative des transports

[197] Gouvernement de l'Ukraine (2019), *Government Endorses the Regulation on the Ministry of Digital Transformation*, 18 septembre. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/uryad-zatverdiv-polozhennya-pro-ministerstvo-cifrovoyi-transformaciyi.

[198] Ministère de la transformation numérique, *Projects*. Adresse consultée: https://thedigital.gov.ua/projects.

[199] Association ukrainienne d'informatique (2024), *Digital Tiger: The Power of Ukrainian IT—2023*. Adresse consultée: https://itukraine.org.ua/en/digital-tiger-the-power-of-ukrainian-it-2023/.

[200] Loi n° 2849-IX du 13 décembre 2022 sur les médias.

[201] Loi n° 2849-IX, article 63.

[202] Loi n° 2849-IX, article 39.

[203] Loi n° 675-VIII du 3 septembre 2015.

[204] S. Matuszak (2023), "A Year of War in Ukraine's Foreign Trade", Centre for Eastern Studies Commentary. Adresse consultée: https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2023-02-08/a-year-war-ukraines-foreign-trade.

ferroviaire et routier a augmenté et celle du transport maritime a diminué.[205] Compte tenu de son importance en tant qu'itinéraire de transit, l'Ukraine a été incluse dans quatre corridors de transport dans le cadre du Règlement révisé de l'UE sur le Réseau transeuropéen de transport (RTE-T).[206]

4.152. Le Ministère du développement des communautés et des territoires est chargé de mettre au point la politique en matière de transport dans tous les modes (transports ferroviaire, routier, aérien, maritime et fluvial). La stratégie nationale la plus récente en matière de transport, publiée en mai 2018, met au jour les priorités pour le développement du secteur des transports.[207] Parmi ces priorités figure la mise en œuvre des dispositions liées aux transports contenues dans l'Accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine.

4.153. En raison de son vaste territoire, de la faible densité de sa population et de l'importance des produits de base dans le commerce, l'Ukraine a l'un des ratios du volume des transports au PIB les plus élevés en Europe.[208] L'efficacité du secteur des transports a donc une influence déterminante sur la productivité globale de l'économie (section 1.1). Les autorités reconnaissent que le secteur des transports et de la logistique de l'Ukraine est sous-développé, ce qui tient en partie à plusieurs décennies de sous-investissement dans les infrastructures essentielles liées au commerce. À titre d'exemples, elles indiquent qu'aucun port maritime ukrainien ne fait partie des 100 premiers ports mondiaux en termes de volume du trafic conteneurisé, et que les transports multimodaux et intermodaux représentent à peine 0,5% du marché des transports.[209] Selon les autorités, cette situation accroît les coûts de production et réduit la compétitivité des exportateurs ukrainiens, limitant la capacité de l'Ukraine d'exploiter son potentiel considérable en tant qu'itinéraire de transit et de participer davantage aux chaînes de valeur régionales et mondiales. La guerre en cours a aggravé les difficultés que rencontre le secteur des transports ukrainien. Les dommages liés à la guerre qui lui ont été infligés ont été estimés par la Banque mondiale aux alentours de 33,6 milliards d'USD.[210]

4.154. L'indice des restrictions au commerce des services (STRI) global de l'Ukraine pour les services de transport est de 55,9, soit le quatrième le plus restrictif dans la région européenne; il est supérieur à la moyenne régionale européenne de 45,2.[211] Les STRI de l'Ukraine pour les transports ferroviaire et maritime de marchandises sont plus restrictifs que ceux de la région européenne. Pour tous les autres sous-secteurs, l'indice est moins restrictif que la moyenne pour la région européenne. L'Ukraine a inscrit dans sa Liste quatre exemptions NPF pour les services de transport dans le cadre de ses engagements au titre de l'AGCS: pour le transport par voies navigables intérieures, le transport ferroviaire, le transport routier et les systèmes informatisés de réservation pour le transport aérien.[212]

4.4.3.2 Transport aérien

4.155. L'espace aérien ukrainien est fermé à l'aviation civile depuis février 2022.

4.156. Le Ministère du développement des communautés et des territoires est chargé de la politique relative au transport aérien, mise en œuvre par l'Administration d'État pour l'aviation (SAA). L'Entreprise d'État pour les services de trafic aérien (UkSATSE) est le fournisseur national de services

[205] R. Bandura, I. Timtchenko et B. Robb (2024), *Ships, Trains, and Trucks: Unlocking Ukraine's Vital Trade Potential*. Adresse consultée: https://www.csis.org/analysis/ships-trains-and-trucks-unlocking-ukraines-vital-trade-potential.

[206] Commission européenne (2023), "Provisional Agreement on More Sustainable and Resilient Trans-European Transport Network Brings Europe Closer Together", 19 décembre 2023. Adresse consultée: https://transport.ec.europa.eu/news-events/news/provisional-agreement-more-sustainable-and-resilient-trans-european-transport-network-brings-europe-2023-12-19_en.

[207] Ministère des infrastructures (2018), *Stratégie nationale en matière de transport 2030.*

[208] Banque mondiale (2019), *Ukraine Growth Study Final Document: Faster, Lasting, and Kinder*, page 13. Adresse consultée: https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/543041554211825812/ukraine-growth-study-final-document-faster-lasting-and-kinder.

[209] Ministère des infrastructures (2018), *Stratégie nationale en matière de transport 2030*, page 6.

[210] Banque mondiale (2024), *Ukraine – Third Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA3)*: février 2022-décembre 2023, page 132.

[211] Banque mondiale et Base de données I-TIP de l'OMC. Adresse consultée: https://itip-services-worldbank.wto.org/STRIDashboard.aspx.

[212] Document de l'OMC GATS/EL/144 du 10 mars 2008.

de navigation aérienne. La législation fondamentale comprend le Code aérien[213], les Règles aériennes[214], la Loi sur le Programme d'État pour la sécurité de l'aviation civile[215] et la Loi sur la responsabilité des transporteurs aériens dans le transport international de voyageurs.[216] L'Ukraine est membre de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), d'Eurocontrol et de la Conférence européenne de l'aviation civile.

4.157. L'un des objectifs fixés dans la Stratégie nationale en matière de transports 2030 est de renforcer la concurrence sur le marché du transport aérien. À cette fin, la Stratégie prévoit d'accroître le nombre de fournisseurs – y compris les compagnies aériennes à bas coûts – qui proposent leurs services sur le marché ukrainien, d'offrir des incitations aux transporteurs aériens existants et d'introduire de nouvelles règles d'accès au marché de l'assistance en escale sur le fondement de la législation de l'UE.[217] Elle prévoit également de libéraliser le transport aérien, y compris "en supprimant les limitations au nombre de compagnies aériennes désignées, aux points d'activité et à la fréquence des vols entre l'Ukraine et d'autres pays sur [une] base paritaire".[218]

4.158. En octobre 2021, l'Ukraine et l'UE ont signé l'Accord sur la création d'un espace aérien commun dans le but d'intégrer le pays dans l'espace aérien commun européen. Au titre de cet accord, elles ouvriront progressivement leur marché de l'aviation l'une à l'autre. D'après une évaluation réalisée par la Commission européenne, depuis 2017, l'Ukraine a fait des "avancées importantes" pour ce qui est d'aligner ses règles et normes en matière d'aviation sur celles de l'UE, mais elle doit fournir des efforts supplémentaires pour se mettre en conformité avec celles relatives à la sécurité, à la gestion du trafic aérien, à la sûreté, à la durabilité environnementale, à la réglementation économique, à la concurrence, à la protection des consommateurs et aux aspects sociaux.[219] En juillet 2022, l'Ukraine a validé un plan d'action sur la mise en œuvre de l'Accord sur la création d'un espace aérien commun.

4.159. Les transporteurs aériens ukrainiens doivent obtenir une licence pour proposer des services de transport aérien de voyageurs ou de marchandises. Les licences sont délivrées par la SAA.[220] Les requérants de licence doivent être constitués en société en Ukraine. La participation étrangère au capital des transporteurs aériens ukrainiens (passagers et marchandises) est plafonnée à moins de 50%. Les membres du conseil d'administration d'un transporteur aérien ukrainien ne sont soumis à aucune prescription de nationalité ou de résidence. La SAA doit achever l'examen des demandes de licences et statuer dans un délai de 10 jours ouvrables après réception d'un dossier complet.

4.160. Les autorités indiquent que, normalement, l'Ukraine n'accorde pas de droits de trafic de cinquième liberté par principe. La signature de l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'UE et l'Ukraine, lequel est appliqué provisoirement depuis le 12 octobre 2021 dans l'attente de la notification de l'achèvement des procédures nationales, a marqué une rupture avec ce principe. Une fois pleinement mis en œuvre et après consultations dans le cadre des accords bilatéraux pertinents relatifs aux services aériens, l'Accord permettra à l'Ukraine de donner des droits de trafic de cinquième liberté. En juillet 2024, le pays comptait 64 accords bilatéraux relatifs aux services aériens en vigueur. Sur ce total, 25 sont passés avec des États membres de l'UE et la Communauté européenne et resteront en vigueur après la conclusion de l'Accord sur la création d'un espace aérien commun. Depuis 2017, l'Ukraine a établi des accords relatifs aux services aériens avec le Royaume d'Arabie saoudite (2021), l'Islande (2022) et Singapour (2024), et elle a modifié celui passé avec le Qatar (2019). Les accords relatifs aux services aériens conclus par l'Ukraine prévoient normalement des droits de trafic de quatrième liberté. D'après les autorités, 25 accords relatifs aux services aériens ne contiennent aucune limitation concernant les désignations, les fréquences et les points de départ ou de destination. Aucune prescription légale ne s'applique aux compagnies aériennes qui proposent leurs services sur le marché ukrainien pour ce qui est d'obtenir l'approbation réglementaire pour les tarifs aériens nationaux ou internationaux.

[213] Code aérien n° 3393-VI du 19 mai 2011.
[214] Ordonnance n° 218 du 2 mai 2020 du Service d'État pour l'aviation portant approbation des Règles aériennes de l'Ukraine intitulées "Règles relatives à la certification des services de sécurité aérienne des entités aériennes".
[215] Loi n° 545-IV du 20 février 2003.
[216] Loi n° 2753-VI du 2 décembre 2010.
[217] Ministère des infrastructures (2018), *Stratégie nationale en matière de transport 2030*, page 9.
[218] Ministère des infrastructures (2018), *Stratégie nationale en matière de transport 2030*, page 9.
[219] Commission européenne (2023), *Ukraine 2023 Report*, Document de travail des services de la Commission (2023) 699 version définitive, 8 novembre 2023, page 120.
[220] Code aérien, article 93.4.

4.161. Les compagnies aériennes étrangères ne sont pas autorisées à proposer des services de cabotage. Dans le cadre de l'Accord sur la création d'un espace aérien commun avec l'Union européenne, les transporteurs de l'UE seront autorisés à fournir des services de cabotage (et les transporteurs ukrainiens seront autorisés à exercer des droits de trafic de cinquième liberté dans l'Union) une fois que l'Ukraine se sera mise en conformité avec toutes les prescriptions et normes de l'UE applicables.

4.162. Il a été indiqué que trois grandes compagnies aériennes ukrainiennes (SkyUp, Windrose et Skyline Express) avaient adapté leur modèle d'activité à la fermeture de l'espace aérien ukrainien. Par exemple, la compagnie SkyUp a cessé de proposer des vols affrétés ou réguliers à destination et en provenance de l'Ukraine pour passer à un modèle de "location avec équipage", dans le cadre duquel elle met ses aéronefs et leur équipage à disposition d'opérateurs étrangers.[221]

4.163. Avant février 2022, 45 aéroports civils (y compris des héliports) fonctionnaient en Ukraine, dont 14 aéroports internationaux; le plus grand en termes de capacité était Kyïv-Boryspil, qui absorbait près de 60% du trafic aérien commercial. Aucune restriction légale ne s'applique à la fourniture de services d'assistance en escale dans les aéroports, ou aux services d'escale auto-assurés par les compagnies aériennes. Un projet d'ordonnance visant à réformer l'accès au marché des services d'escale a été élaboré en 2020, pour répondre aux préoccupations selon lesquelles la procédure de certification de la SAA visant à offrir des services d'assistance en escale était opaque et excessivement influencée par les exploitants d'aéroports.[222] En juillet 2024, il n'avait pas été adopté.

4.164. Pour les aéroports coordonnés (c'est-à-dire ceux où la demande dépasse largement la capacité), la SAA doit désigner un coordonnateur pour un aéroport spécifique (ou un groupe d'aéroports). Les coordonnateurs, qui sont indépendants fonctionnellement et financièrement de l'aéroport ou des aéroports (et des utilisateurs de l'aéroport ou des aéroports) pour lequel ou lesquels ils ont été désignés, sont chargés de définir le processus d'attribution des créneaux dans les aéroports coordonnés.[223] Le Ministère du développement des communautés et des territoires est chargé de réglementer les redevances aéronautiques, y compris les redevances aéroportuaires et les redevances de navigation aérienne.

4.165. Pour faire suite aux modifications apportées au Code aérien en 2023, les entités qui fournissent des services d'agences pour la vente de transports aériens et les entités qui dispensent des cours de formation aux organisations et au personnel de vente de services aériens ne sont plus visées par des prescriptions en matière de certification.[224]

4.166. La Liste de l'Ukraine annexée à l'AGCS contient des engagement sans limitation pour les services de réparation et de maintenance des aéronefs, les services de vente et de commercialisation des services de transport aérien, ainsi que certains services auxiliaires de tous les modes de transport. Elle contient également des engagements "partiels" pour les services de manutention des marchandises et les systèmes informatisés de réservation.

4.4.3.3 Transport maritime et sur les voies navigables intérieures

4.167. Le secteur des transports maritimes joue un rôle important dans le commerce ukrainien du fait de la prédominance des produits agricoles dans les exportations. En 2021, cinq ports de la Mer Noire (Pivdennyi, Mykolayiv, Tchornomorsk, Odessa et Marioupol) traitaient environ 90% du fret des ports maritimes du pays, y compris la quasi-totalité des exportations de céréales. La guerre a gravement perturbé les activités d'expédition maritime en mer Noire et en mer d'Azov, ainsi qu'en témoigne l'effondrement du tonnage brut des navires de haute mer qui font escale dans les ports ukrainiens, qui est tombé de 4 millions par mois en moyenne entre janvier 2019 et février 2022 à

[221] *Reuters* (2024), "Ukrainian Air Carrier SkyUp Builds up Europe Business to Survive War", 18 mars. Adresse consultée: https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/ukrainian-air-carrier-skyup-builds-up-europe-business-survive-war-2024-03-18/.

[222] Banque mondiale et Base de données I-TIP de l'OMC sur les services. Adresse consultée: https://itip-services-worldbank.wto.org/STRIDashboard.aspx.

[223] Code aérien, article 71.

[224] Ordonnance de la SAA n° 523 du 25 août 2023 portant modification de certaines règles aériennes.

près de zéro en mars 2022.[225] Les activités d'expédition maritime se sont quelque peu redressées avec la reprise des exportations de céréales depuis l'Ukraine dans le cadre de l'Initiative céréalière de la mer Noire. Une fois l'Initiative arrivée à son terme en juillet 2023, certaines activités d'expédition maritime se sont poursuivies le long de la partie occidentale de la mer Noire (section 4.1.1).

4.168. En raison de la guerre, les activités d'expédition maritime se sont en partie décalées des ports de la mer Noire aux trois ports du Danube, qui ont vu en 2022 les escales portuaires augmenter d'entre 250% et 600% par rapport à l'année précédente, même si elles s'établissaient auparavant à un niveau faible.[226] Sur les 18 ports maritimes qui fonctionnaient en 2021, 9 sont fermés et 6 fonctionnaient en juillet 2024, tandis que les 3 ports restants ne sont pas opérationnels ou fonctionnent comme des "ports secs" d'après les autorités. La flotte marchande ukrainienne compte 406 navires ayant un tonnage brut total de 371 000 tonnes.[227]

4.169. La législation maritime fondamentale comprend le Code de la marine marchande, le Code de l'eau et la Loi sur les ports maritimes.[228] Au cours de la période à l'examen, l'Ukraine a adopté une nouvelle Loi sur les transports sur les voies navigables intérieures.[229] Une nouvelle administration des transports maritimes, le Service d'État du transport et de l'expédition maritimes et sur les voies navigables intérieures, a été créée en 2022 pour chapeauter la mise en œuvre des politiques sur le transport maritime et sur les voies navigables intérieures.[230] L'Autorité ukrainienne des ports maritimes (USPA) est chargée des infrastructures portuaires et de la sécurité de la navigation.

4.170. Au titre de son Accord d'association avec l'Union européenne, l'Ukraine s'est engagée à offrir un accès sans réserve à son marché des services de transport maritime (à l'exception des services de cabotage) aux États membres de l'UE. Il ressort d'une évaluation réalisée récemment par la Commission européenne que l'Ukraine a constamment progressé dans la mise en œuvre des instruments et réglementations internationaux et de l'UE relatifs à la sécurité maritime et à la protection de l'environnement marin.[231] Le pays est membre de l'Organisation maritime internationale.

4.171. Les conditions d'obtention du droit de battre pavillon national n'ont pas changé depuis le précédent examen de l'Ukraine. Les navires battant pavillon ukrainien doivent appartenir à l'État, à un citoyen ukrainien ou à une personne morale constituée en Ukraine et détenue à 100% par des ressortissants ukrainiens.[232] Les navires battant pavillon national doivent être inscrits au Registre d'État des navires ou au Livre des navires, au titre de la Loi sur les transports sur les voies navigables intérieures. L'Ukraine n'a pas de registre international. Il n'est pas obligatoire que le capitaine ou les autres membres de l'équipage d'un navire battant pavillon ukrainien soient des citoyens ukrainiens. L'Ukraine n'a pas ratifié la Convention du travail maritime de 2006. Les autorités font observer que pendant la période considérée, le pays a réformé le système de formation et de certification des gens de mer conformément aux prescriptions énoncées dans les traités internationaux auxquels il est partie.

[225] OCDE (2023), "Impacts of Russia's War of Aggression against Ukraine on the Shipping and Shipbuilding Markets", *OECD Policy Responses on the Impacts of the War in Ukraine*, page 3. Adresse consultée: https://doi.org/10.1787/4f925e43-en.

[226] OCDE (2023), "Impacts of Russia's War of Aggression against Ukraine on the Shipping and Shipbuilding Markets", *OECD Policy Responses on the Impacts of the War in Ukraine*, page 4.

[227] Statistiques de la CNUCED, Merchant Fleet by Flag of Registration and by Type of Ship. Adresse consultée: https://unctadstat.unctad.org/datacentre/dataviewer/US.MerchantFleet.

[228] Code de la marine marchande n° 176/95-BP du 23 mai 1995; Code de l'eau n° 213/95-BP du 6 juin 1995; et Loi n° 4709-VI du 17 mai 2012 sur les ports maritimes.

[229] Loi n° 1182-1-d du 11 décembre 2020 sur les transports sur les voies navigables intérieures.

[230] Service d'État du transport et de l'expédition maritimes et sur les voies navigables intérieures, *Who We Are*. Adresse consultée: https://marad.gov.ua/en/about-service/who-we-are.

[231] Commission européenne (2023), *Analytical Report following the Communication from the Commission to the European Parliament, the European Council and the Council Commission Opinion on Ukraine's Application for Membership of the European Union*, Document de travail des services de la Commission (2023) 30 version définitive, page 45.

[232] Code de la marine marchande, article 32.

4.172. Au titre du Code de la marine marchande, des services de cabotage peuvent être fournis par des navires battant pavillon étranger, avec des exceptions prévues pour des raisons de sûreté nationale.[233] Le Code de la marine marchande prévoit aussi que l'accès des navires battant pavillon étranger au marché de l'expédition maritime international ukrainien peut être soumis à la réciprocité.[234]

4.173. Au titre de la Résolution du Cabinet des ministres n° 668 du 21 juin 2001, le transport de cargaisons par voie maritime et sur les voies navigables intérieures pour les "besoins de l'État" peut être réservé aux fournisseurs qui ont été désignés comme des "transporteurs de fret nationaux".[235] Le statut de transporteur de fret national n'est accessible qu'aux entités légalement constituées en Ukraine qui utilisent une flotte battant pavillon ukrainien. Les types de cargaisons réservés aux transporteurs de fret nationaux sont spécifiés par le Cabinet des ministres et comprennent les livraisons de cargaisons destinées à l'exportation des entreprises nationales qui reçoivent des subventions de l'État. Pour les autres types de cargaisons visées par un accord au nom de l'État, le Ministère des transports peut recommander le transporteur de fret national en tant que transporteur prioritaire, auquel cas la recommandation doit être incluse dans l'accord. Les autorités notent que ce mécanisme de réservation des cargaisons n'est pas utilisé dans la pratique. L'Ukraine n'a pas d'accords bilatéraux de partage de cargaisons. Le pavillon ukrainien ne donne pas accès à un meilleur traitement portuaire.

4.174. La Loi sur les ports maritimes suit pour l'essentiel le modèle propriétaire ("*landlord*") d'administration et de gouvernance portuaires, qui est largement utilisé partout dans le monde. Dans le cadre de la loi, les ports maritimes doivent appartenir à l'État, tandis que certaines infrastructures et installations portuaires peuvent être détenues par des intérêts privés ou exploitées au titre d'un contrat de location ou de concession.[236] Un rapport de 2020 établi par la Banque mondiale fait apparaître que, même si la Loi sur les ports maritimes est en vigueur depuis 2013, les ports ukrainiens continuent d'être gérés et exploités de manière extrêmement compartimentée, ce qui tient en partie au fait que l'USPA ne contrôle pas de façon unifiée les terrains portuaires. D'après la Banque mondiale, cette situation conduit à une surcapacité, à un manque de cohérence entre l'exploitation des ports et les objectifs économiques plus généraux et à une impossibilité de remédier aux obstacles qui empêchent d'améliorer la connectivité avec l'arrière-pays grâce à d'autres modes de transport.[237] En 2020, l'Ukraine a modifié sa Stratégie pour le développement des ports maritimes jusqu'en 2038, adoptée au départ en 2013.[238] La stratégie modifiée vise à renforcer le système de gestion portuaire, à promouvoir le développement équilibré et l'utilisation efficace des capacités portuaires et à améliorer les services portuaires.

4.175. Le Ministère du développement des communautés et des territoires, en coordination avec les entités compétentes, est chargé d'approuver les "zones de pilotage obligatoire" et les catégories de navires exemptées de l'obligation de pilotage.[239] Les services de pilotage ne peuvent être fournis que par des pilotes maritimes qui sont des citoyens ukrainiens. Les services de remorquage entre les ports ukrainiens ne peuvent être fournis que par des navires battant pavillon national.[240]

4.176. L'Ukraine n'a inscrit aucune limitation concernant l'accès au marché et le traitement national pour le transport international de marchandises et de voyageurs dans sa Liste annexée à l'AGCS, excepté pour le mode 4. Ses engagements concernant le transport de marchandises sur les voies navigables intérieures sont moins vastes. Les deux ensembles d'engagements font l'objet d'une exemption de l'obligation NPF.

---

[233] Code de la marine marchande, article 131.
[234] Code de la marine marchande, article 132.
[235] Résolution du Cabinet des ministres n° 668 du 21 juin 2001 portant approbation du Règlement relatif à la procédure d'octroi du statut de transporteur national aux entreprises de transport maritime et sur les voies navigables intérieures.
[236] Document de l'OMC WT/TPR/S/334/Rev.1 du 1er août 2016, page 124.
[237] Banque mondiale (2020), *Strengthening Ukraine's Port Sector Governance: Consolidating Control over Port Land Use and Moving Towards a Contextualized Landlord Model: Global Experience and Options for Ukraine*, page 13.
[238] Stratégie pour le développement des ports maritimes ukrainiens jusqu'en 2038, approuvée par le Décret n° 548-p du Cabinet des Ministres du 11 juillet 2013.
[239] Code de la marine marchande, articles 92 à 94.
[240] Code de la marine marchande, article 234.

4.4.3.4 Transport ferroviaire

4.177. Le réseau ferroviaire ukrainien, qui s'étend sur plus de 20 900 km, est l'un des plus vastes d'Europe. Près de sa moitié est électrifiée. En 2021, le rail absorbait environ un cinquième du trafic intérieur total de marchandises (en volume).[241]

4.178. La législation fondamentale sur le transport ferroviaire comprend la Loi sur les transports[242], la Loi sur le transport ferroviaire[243] et la Loi sur les caractéristiques d'établissement d'une société par actions de transport ferroviaire public.[244] Le Ministère du développement des communautés et des territoires est l'organisme de réglementation du secteur, faute d'organisme de réglementation indépendant dans ce domaine. Certaines fonctions réglementaires sont exercées par la société d'État pour les chemins de fer elle-même (les Chemins de fer ukrainiens). Le Service d'État pour la sécurité des transports délivre des licences aux opérateurs de wagons qui transportent des passagers ou des marchandises dangereuses.

4.179. La Stratégie nationale des transports 2030 prévoit la libéralisation du marché du transport ferroviaire "sur le fondement d'une égalité d'accès à l'infrastructure ferroviaire et de la concurrence loyale entre les transporteurs".[245] Par ailleurs, elle indique qu'il est nécessaire de renforcer le contrôle réglementaire du secteur du transport ferroviaire. En 2019, l'Ukraine a adopté le Plan d'action pour la réforme des chemins de fer, qui fixe des étapes en vue de moderniser le cadre institutionnel et juridique du transport ferroviaire.[246] Un moteur important de la réforme du transport ferroviaire est l'engagement que l'Ukraine a pris, au titre de son accord d'association avec l'UE, d'aligner sa législation sur celle de l'Union.

4.180. L'entreprise publique des chemins de fer ukrainiens (JSC Ukrzaliznytsia) domine le secteur du transport ferroviaire. Elle a été transformée en une société publique par actions en décembre 2015. Elle gère l'infrastructure ferroviaire et fournit des services de transports ferroviaires, sans séparation financière ou organisationnelle entre les deux activités. Le Plan d'action pour la réforme des chemins de fer de 2019 prévoit le dégroupage des activités des chemins de fer ukrainiens, mais il a été indiqué que le processus de réattribution des activités de livraison de cargaisons et d'infrastructures de l'entreprise avait été suspendu par son conseil de surveillance et n'avait pas repris.[247] Les autorités estiment que le dégroupage de ces activités en période d'application de la loi martiale nuirait à la sûreté nationale, car l'entreprise exerce un certain nombre de fonctions essentielles en temps de guerre, y compris le transport de personnel militaire et de cargaisons humanitaires. Néanmoins, elles entendent reprendre les démarches de séparation financière et organisationnelle des chemins de fer ukrainiens après la levée de la loi martiale et l'adoption d'une nouvelle législation.

4.181. Dans le secteur ferroviaire, seul le marché des services de wagons destinés au transport ferroviaire de marchandises est ouvert à la concurrence privée. Le reste du marché ferroviaire (les services de transport de marchandises et de passagers) est fermé à la participation privée. Au titre de la Loi sur le transport ferroviaire, toutes les infrastructures ferroviaires sont la propriété de l'État "assignée aux chemins de fer ukrainiens" et ne sont pas privatisées.[248]

4.182. Les tarifs du transport ferroviaire, qui comprennent les frais d'accès aux infrastructures ferroviaires, sont réglementés, à quelques exceptions près. Les tarifs du transport de marchandises sont approuvés par le Ministère du développement des communautés et des territoires, en collaboration avec le Ministère de l'économie et le Ministère des finances. Les tarifs du transport de voyageurs longue distance sont fixés par le Ministère du développement des communautés et des territoires, en collaboration avec le Ministère de l'économie, sauf pour le transport par trains à grande vitesse de la catégorie Intercity+ en voitures de première classe, auquel cas les tarifs sont fixés par

[241] Service d'État des statistiques de l'Ukraine (2023), *2022 Transport of Ukraine*, tableau 2.1. Adresse consultée: https://www.ukrstat.gov.ua/druk/publicat/kat_u/2023/zb/10/zb_Trans_22.pdf.
[242] Loi n° 232/94-VR du 10 novembre 1994.
[243] Loi n° 273/96-VR du 4 juillet 1996.
[244] Loi n° 4442-VI du 23 février 2012.
[245] Ministère des infrastructures (2018), *Stratégie nationale en matière de transport 2030,* page 8.
[246] Ordonnance n° 1411-r du 27 décembre 2019 du Cabinet des ministres.
[247] Transparency International Ukraine (2023), *Restoring Railway Transport in Post-war Ukraine: What Needs to Be Done*, page 11. Adresse consultée: https://greendealukraina.org/assets/images/literature/23-restoring-railway-transport-in-post-war-ukraine.pdf.
[248] Loi sur le transport ferroviaire, article 5.

les chemins de fer ukrainiens. Pendant la période à l'examen, l'Ukraine a pris des mesures pour déréglementer certains tarifs du transport ferroviaire de marchandises, ce qui devrait promouvoir une concurrence accrue dans le secteur du transport de marchandises par wagons, où les chemins de fer ukrainiens sont déjà en concurrence avec des opérateurs privés. Certains observateurs font remarquer que les tarifs du transport ferroviaire de marchandises n'ont pas de base économique solide et sont fixés sans que la transparence soit dûment prise en considération.[249]

4.183. Le Ministère du développement des communautés et des territoires est chargé de définir les procédures liées aux spécifications techniques pour l'interopérabilité dans le domaine du transport ferroviaire. Faire en sorte que le système ferroviaire ukrainien, où l'écartement des voies est de 1 524 mm, soit compatible avec la norme en place dans la plupart de l'Europe, où l'écartement des voies est de 1 435 mm, est considéré comme une étape importante pour créer un système de transport multimodal efficace en Ukraine.[250]

4.184. Dans le cadre de l'AGCS, l'Ukraine a inscrit dans sa Liste une exemption de l'obligation NPF concernant le transport ferroviaire de marchandises et a pris des engagements sans limitation concernant l'entretien et la réparation du matériel de transport ferroviaire, ainsi que les services annexes des services de transport ferroviaire.

4.4.3.5 Transport routier

4.185. Le Ministère du développement des communautés et des territoires et le Service d'État pour la sécurité des transports agissent en tant qu'organismes de réglementation du secteur du transport routier dans leurs domaines de compétences respectifs. La Stratégie nationale des transports 2030 prévoit la libéralisation progressive du transport routier international de marchandises. À cette fin, elle considère comme une priorité l'introduction d'une nouvelle approche d'attribution des licences pour les transporteurs routiers, y compris les "prescriptions en matière de bonne réputation, de capacités financières, de compétences professionnelles du personnel et de garantie d'accès au marché du transport routier, conformément aux acquis de l'UE".[251] Il a été signalé que de nombreux transporteurs routiers de marchandises exerçaient informellement.

4.186. Un large éventail de lois régissent le transport routier[252], dont plusieurs ont été modifiées au cours de la période considérée, notamment dans le but d'harmoniser la législation ukrainienne relative au transport routier avec celle de l'UE. En juin 2022, l'Ukraine et l'Union européenne ont signé l'Accord sur le transport de marchandises par voie terrestre, qui vise à faciliter le transport routier de marchandises bilatéral et en transit, y compris en supprimant l'obligation de détenir un permis pour fournir des services de transport routier de marchandises entre le pays et l'Union. L'Accord, qui a été prorogé et modifié en juin 2024, est considéré comme important pour soutenir les corridors de solidarité UE-Ukraine (section 4.1.1).

4.187. Afin de fournir des services de transport routier de marchandises transfrontières, les fournisseurs étrangers doivent obtenir un permis.[253] Les permis sont délivrés par le Service d'État pour la sécurité des transports. Le nombre de permis délivrés est généralement fonction des contingents fondés sur les accords internationaux et bilatéraux de transport routier de l'Ukraine, même si ces accords peuvent aussi dispenser les fournisseurs étrangers d'obtenir un permis. L'Ukraine a libéralisé le transport routier de marchandises dans le cadre de ses opérations bilatérales et de transit avec la Géorgie, la République de Moldova, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la

[249] Transparency International Ukraine (2023), *Restoring Railway Transport in Post-war Ukraine: What Needs to Be Done*, page 9.

[250] Ministère des infrastructures (2018), *Stratégie nationale en matière de transport 2030,* page 10.

[251] Ministère des infrastructures (2018), *Stratégie nationale en matière de transport 2030,* page 8.

[252] Cela comprend la Loi sur les transports routiers, la Loi sur la circulation routière, la Loi sur le transport de cargaisons dangereuses et la Résolution du Cabinet des Ministres portant approbation des conditions d'octroi de licences pour exercer une activité de transport routier de passagers, de cargaisons dangereuses et de déchets dangereux et de transport routier international de passagers et de marchandises.

[253] Loi n° 2344-III du 5 avril 2011 sur les transports routiers; Ordonnance n° 757 du 20 août 2004 du Ministère des transports portant harmonisation du système de traitement, de délivrance, d'utilisation et d'enregistrement de permis pour le transport international de passagers et le transport routier de marchandises; Procédure d'établissement et de délivrance des permis de voyage sur les territoires de pays étrangers lors du transport de passagers et de marchandises par voie terrestre dans le cadre du trafic international, leur échange et leur comptabilité, approuvée par l'Ordonnance n° 757 du 20 août 2004 du Ministère des transports.

Norvège, la Türkiye et les États membres de l'UE, ce qui veut dire que les transporteurs des deux parties n'ont pas besoin de permis concernant le commerce de transit et bilatéral. Les fournisseurs étrangers ne sont pas tenus d'utiliser les services d'un intermédiaire résident ou d'établir une présence commerciale en Ukraine.[254] Dans le cas des cargaisons dangereuses, les fournisseurs étrangers doivent obtenir une approbation pour leurs itinéraires. Le coût du transport routier de marchandises n'est pas soumis à la réglementation.

4.188. Les fournisseurs étrangers ne peuvent pas fournir de services de transport routier interne de marchandises (cabotage), à moins qu'ils établissent une succursale en Ukraine.[255] Il n'y a pas de limites à la participation étrangère dans les entreprises constituées en Ukraine qui fournissent des services de transport routier de marchandises dans le pays, ni de prescriptions concernant l'établissement des coentreprises avec des entreprises nationales.

4.189. Dans le cadre de l'AGCS, les engagements de l'Ukraine en matière d'accès aux marchés pour le mode 3 concernant les services de transport de passagers et de marchandises sont soumis à une obligation d'enregistrement en tant que personne morale, tandis que ses engagements en matière d'accès aux marchés pour le mode 1 ne sont pas consolidés. L'Ukraine a pris des engagements sans limitation en ce qui concerne la location de véhicules commerciaux avec chauffeur, la maintenance et la réparation du matériel de transport routier et les services annexes des services de transport routier (à l'exception du mode 4).

[254] Banque mondiale et Base de données I-TIP de l'OMC sur les services. Adresse consultée: https://itip-services-worldbank.wto.org/STRIDashboard.aspx.

[255] Banque mondiale et Base de données I-TIP de l'OMC sur les services. Adresse consultée: https://itip-services-worldbank.wto.org/STRIDashboard.aspx.

5 APPENDICE – TABLEAUX

Tableau A1. 1 Principaux indicateurs économiques, 2017-2023

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
PIB aux prix courants du marché (milliards d'UAH)	2 981,2	3 560,3	3 977,2	4 222,0	5 450,8	5 239,1	6 537,8
PIB aux prix courants du marché (milliards d'EUR)	99,4	110,8	137,4	137,1	168,7	154,2	165,3
PIB aux prix courants du marché (milliards d'USD)	112,1	130,9	153,9	156,6	199,8	162,0	178,8
Chômage (% de la population active)	9,5	8,8	8,2	9,5	9,8	18,4	..
Comptabilité nationale (variation en %, aux prix constants de 2021)							
Croissance du PIB réel	2,4	3,5	3,2	-3,8	3,4	-28,8	5,3
Dépenses de consommation finale	8,4	7,1	5,3	1,2	5,5	-15,5	7,2
Des ménages	9,5	9,3	10,9	1,7	6,9	-28,7	6,3
Des institution sans but lucratif au service des ménages	-8,3	10,7	12,1	0,3	-2,0	62,5	0,4
Des administrations publiques	5,2	-0,1	-13,6	-0,7	0,8	31,4	9,0
Formation brute de capital	2,4	-2,7	-9,5	-37,5	82,7	-38,2	33,9
Formation brute de capital fixe	16,1	16,6	11,7	-21,3	9,3	-33,9	52,9
Exportations de marchandises et de services	3,9	-1,4	7,3	-5,8	-8,6	-42,0	-5,4
Importations de marchandises et de services	12,9	2,8	5,7	-6,4	14,2	-17,4	8,5
PIB par type de dépense (% du PIB aux prix courants du marché)							
Dépenses de consommation finale	87,8	90,2	93,2	92,6	86,8	104,4	105,8
Des ménages	66,3	68,5	73,4	72,3	68,2	62,7	62,4
Des institution sans but lucratif au service des ménages	0,8	0,9	1,0	1,0	0,9	1,9	1,7
Des administrations publiques	20,7	20,8	18,8	19,3	17,7	39,8	41,7
Formation brute de capital	20,0	18,6	14,9	8,9	14,4	12,1	15,1
Formation brute de capital fixe	15,8	17,7	17,6	13,4	13,2	11,9	16,9
Variations des stocks	4,2	0,9	-2,7	-4,5	1,2	0,2	-1,8
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0,0	0,02	0,04	0,03	0,03	0,03	0,03
Exportations de marchandises et de services	48,1	45,2	41,2	38,8	40,7	35,4	28,6
Importations de marchandises et de services	-55,9	-54,0	-49,3	-40,3	-41,9	-51,9	-49,5
Montant total de la dette de l'État et de la dette garantie par l'État (% du PIB)							
Dette de l'État	71,8	60,9	50,2	60,4	49,0	77,8	84,4
Dette intérieure de l'État	25,7	21,7	21,1	24,5	20,4	27,9	25,3
Dette extérieure de l'État	46,1	39,2	29,2	36,0	28,6	49,9	59,1
Finances publiques – Opérations consolidées du gouvernement (% du PIB)							
Recettes (moins les transferts interbudgétaires)	34,1	33,3	32,4	32,6	30,5	41,9	47,5
Dépenses totales	35,5	35,1	34,5	37,8	33,9	58,1	67,9
Total des prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,04	-0,1
Solde budgétaire	1,4	1,9	2,2	5,3	3,4	16,1	20,4
Masse monétaire et taux d'intérêt							
IPC (variation en %, moyenne sur la période)	14,4	10,9	7,9	2,7	9,4	20,2	12,9
Taux directeur de la NBU (moyenne sur la période), % par an	13,2	17,1	17,0	7,9	7,5	18,7	22,3
Base monétaire (variation en %)	4,6	9,2	9,6	24,8	11,2	19,6	23,3
Masse monétaire au sens large (M3) (variation en %)	9,6	5,7	12,6	28,6	12,0	20,8	23,0
Secteur extérieur							
UAH/USD (moyenne sur la période)	26,6	27,2	25,8	27,0	27,3	32,3	36,6
UAH/EUR (moyenne sur la période)	30,0	32,1	29,0	30,8	32,3	34,0	39,6
Taux de change effectif nominal (variation en %; (-) dépréciation)	-4,5	-2,0	10,4	-1,7	-2,5	-6,4	-8,1
Taux de change effectif réel (variation en %; (-) dépréciation)	6,0	5,6	15,7	-1,4	2,3	0,3	-5,3
Compte courant (% du PIB)	-3,1	-4,9	-2,7	3,4	-1,9	4,9	-5,4

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Commerce des marchandises (% du PIB)	79,5	75,9	69,2	62,0	66,5	59,5	55,1
Commerce des services (% du PIB)	24,6	23,2	21,6	17,1	16,4	27,4	23,4
Réserves totales (y compris l'or, milliards d'USD)	18,8	20,8	25,3	29,1	30,9	28,5	40,5
En mois d'importations	3,2	3,3	4,8	4,2	4,5	3,8	5,1
Dette extérieure brute (% du PIB)	102,9	87,8	78,5	80,7	64,7	81,6	90,4
Envois de fonds (millions d'USD)[a]	9 264	11 111	11 921	11 980	14 019	12 543	11 292
Envois de fonds (% du PIB)	8,3	8,5	7,7	7,7	7,0	7,8	6,3
Flux d'IED en Ukraine (millions d'USD)	3 726,9	4 732,2	6 017,4	-36,0	7 320,0	531,4	4 484,7
% du PIB	3,3	3,6	3,9	0,0	3,7	0,3	2,5
Stock d'IED en Ukraine (millions d'USD)	47 765,2	46 894,2	54 209,6	52 091,4	65 746,8	50 986,7	54 950,8
% du PIB	42,6	35,9	35,0	33,4	32,8	31,8	30,8

.. Non disponible.

a L'estimation pour 2022 tient compte du fait que les renseignements sur les transferts transfrontières reçus en Ukraine au moyen de systèmes de transferts monétaires internationaux n'ont pas été recueillis entre février et avril 2022.

Source: Banque nationale d'Ukraine, *Statistics*. Adresse consultée: https://bank.gov.ua/en/statistic; Ministère des finances, *Debt Statistics*. Adresse consultée: https://mof.gov.ua/en/borgovi-pokazniki-st; Service d'État des statistiques de l'Ukraine, *Economic and Financial Data for Ukraine*. Adresse consultée: https://www.ukrstat.gov.ua/imf/pokaze.html#external; données du FMI. Adresse consultée: https://data.imf.org/; et renseignements communiqués par les autorités.

Tableau A2. 1 Notifications ponctuelles présentées par l'Ukraine, 2017-2024

	Type de mesure notifiée	Notification la plus récente	Date
Accord sur l'agriculture			
Article 18:2	Contingents tarifaires (tableau MA:1)	G/AG/N/UKR/48	21/03/2023
Articles 10 et 18:2	Subventions à l'exportation (tableau ES:3)	G/AG/N/UKR/54	28/06/2024
Accord sur les procédures de licences d'importation			
Articles 1:4 a), 8:2 b) et 5:1 à 5:4	Procédures de licences ou modifications	G/LIC/N/2/UKR/28	25/10/2024
Accord sur l'inspection avant expédition			
Article 5	Lois et réglementations relatives à l'inspection avant expédition	G/PSI/N/1/Rev.5	01/02/2021
Accord sur les règles d'origine			
Article 5:1	Règles d'origine non préférentielles	G/RO/N/265	13/11/2023
Annexe II	Règles d'origine préférentielles	G/RO/N/284	15/10/2024
Accord sur les sauvegardes			
Article 12:1 a)	Ouverture d'une enquête	G/SG/N/6/UKR/18/Suppl.2	23/05/2024
Article 12:1 b)	Constatation de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave	G/SG/N/8/UKR/11/Suppl.2	21/10/2021
Article 12:1 c)	Clôture sans prorogation de la mesure	G/SG/N/10/UKR/10/Suppl.2	23/05/2024
Accord sur l'évaluation en douane			
Article 22:2 et G/VAL/5, B.2	Lois et réglementations	G/VAL/N/1/UKR/3	17/10/2022
Accord sur les obstacles techniques au commerce			
Article 15.2	Mise en œuvre et administration	G/TBT/2/Add.100/Rev.8	15/12/2020
Articles 2.9, 2.10, 5.6, et 5.7	Règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité	Voir https://www.epingalert.org	s.o.
Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires			
Article 7	Réglementations SPS	Voir https://www.epingalert.org	s.o.
Accord sur la facilitation des échanges			
s.o.	Notifications concernant la mise en œuvre	G/TFA/N/UKR/1/Add.1	22/05/2018
Article 1:4	Publication sur Internet des procédures d'importation, d'exportation et de transit et des coordonnées des points d'information	G/TFA/N/UKR/3/Rev.2	10/03/2023
Article 10:4.3	Fonctionnement du guichet unique	G/TFA/N/UKR/3/Rev.2	10/03/2023
Article 10:6.2	Recours aux services de courtiers en douane	G/TFA/N/UKR/3/Rev.2	10/03/2023
Article 12:2.2	Points de contact pour l'échange de renseignements douaniers	G/TFA/N/UKR/3/Rev.2	10/03/2023
Article 22:3	Points de contact chargés de coordonner le soutien pour le renforcement des capacités	G/TFA/N/UKR/2	23/11/2018
Accord général sur le commerce des services			
Article III:3	Lois, réglementations ou directives administratives nouvelles ou leurs modifications	S/C/N/1170	06/08/2024
Articles III:4 et IV:2	Point d'information	S/ENQ/78/Rev.23	10/01/2023
Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce			
Article 63:2	Lois et réglementations	IP/N/1/UKR/30, IP/N/1/UKR/O/4	22/10/2024
Article 69	Points de contact pour les moyens de faire respecter les droits	IP/N/3/UKR/3	18/06/2018
Accord sur les marchés publics (AMP de 2012)			
Article XXII:5	Législation intérieure	GPA/LEGIS/UKR/8	26/05/2023
Article XIX	Modifications (champ d'application)	GPA/MOD/UKR/8	12/03/2024
Article VI:3	Modifications (média de publication)	GPA/MOD/UKR/1	17/09/2021

s.o. Sans objet.

Source: Secrétariat de l'OMC.

Tableau A2. 2 Participation de l'Ukraine à des procédures de règlement des différends, en tant que défenderesse ou plaignante, dans le cadre de l'OMC, novembre 2015-août 2024

Différend	Plaignant/ défendeur	Situation
Ukraine en tant que partie plaignante		
Russie – Mesures affectant l'importation de matériels ferroviaires et leurs parties (DS499)	Fédération de Russie	À sa réunion des 28 février et 5 mars 2020, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel. Le 19 mars 2020, la Fédération de Russie a demandé au Président de l'ORD d'informer les Membres qu'elle avait levé certaines prescriptions en matière d'évaluation de la conformité et a notifié aux producteurs ukrainiens les nouvelles conditions de mise en conformité, qui respectaient les décisions de l'ORD. Le 23 mars 2020, l'Ukraine a prié le Président de l'ORD de demander à la Fédération de Russie de préciser les prescriptions de mise en conformité pour les producteurs ukrainiens, en particulier en ce qui concerne la sécurité des employés d'organisme de certification. En outre, elle a relevé que le rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD pourrait être examiné après analyse des renseignements demandés.
Russie – Mesures concernant le trafic en transit (DS512)	Fédération de Russie	À sa réunion du 26 avril 2019, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.
Kazakhstan – Mesures antidumping visant les tuyaux en acier (DS530)	Kazakhstan	Le 19 septembre 2017, l'Ukraine a demandé l'ouverture de consultations avec le Kazakhstan. Le 7 septembre 2018, l'Ukraine a complété sa demande de consultations du 19 septembre 2017.
Russie – Mesures concernant l'importation et le transit de certains produits ukrainiens (DS532)	Fédération de Russie	Le 13 octobre 2017, l'Ukraine a demandé l'ouverture de consultations avec la Fédération de Russie.
Arménie – Mesures antidumping visant les tuyaux en acier (DS569)	Arménie	Le 17 octobre 2018, l'Ukraine a demandé l'ouverture de consultations avec l'Arménie.
République kirghize – Mesures antidumping visant les tuyaux en acier (DS570)	République kirghize	Le 17 octobre 2018, l'Ukraine a demandé l'ouverture de consultations avec la République kirghize.
Pologne – Mesures concernant les produits agricoles en provenance d'Ukraine (DS619)	Pologne	Le 18 septembre 2023, l'Ukraine a demandé l'ouverture de consultations avec la Pologne.
Hongrie – Mesures concernant les produits agricoles en provenance d'Ukraine (DS620)	Hongrie	Le 18 septembre 2023, l'Ukraine a demandé l'ouverture de consultations avec la Hongrie.
République Slovaque – Mesures concernant les produits agricoles en provenance d'Ukraine (DS621)	République slovaque	Le 18 septembre 2023, l'Ukraine a demandé l'ouverture de consultations avec la République slovaque.
Ukraine en tant que partie défenderesse		
Ukraine – Mesures antidumping concernant le nitrate d'ammonium (DS493)	Fédération de Russie	À sa réunion du 30 septembre 2019, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel. Le 8 avril 2020, la décision de l'arbitre a déterminé que le délai raisonnable imparti à l'Ukraine pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD était de 11 mois et 15 jours, ce délai étant arrivé à expiration le 15 septembre 2020.
Ukraine – Mesures concernant le commerce des marchandises et des services (DS525)	Fédération de Russie	Le 19 mai 2017, la Fédération de Russie a demandé l'ouverture de consultations avec l'Ukraine.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements publiés sur le portail du règlement des différends de l'OMC.

Tableau A3. 1 Lignes tarifaires pour lesquelles le taux NPF appliqué est supérieur au taux consolidé, 2024

N°	Code tarifaire	Désignation des produits	Taux NPF en 2024 (%)	Droits consolidés (%)
1	0302730000	Carpes	10,0	0/20[a]
2	0303230000	Tilapias (*Oreochromis* spp.)	2,0	0
3	0303240000	Siluridés	2,0	0
4	0303290000	Perches du Nil et poissons tête de serpent, congelés	2,0	0
5	0303395000	Poissons des espèces *Pelotreis flavilatus* ou *Peltorhamphus novaezelandiae*	2,0	0
6	0303695000	Lieus	2,0	0
7	0305720000	Têtes, queues et vessies natatoires de poissons	10,0	0/5/10/12/15/20[b]
8	0305790000	Nageoires de poissons et autres abats de poissons comestibles, fumés, séchés, salés ou en saumure	10,0	0/5/10/12/15/20[c]
9	1702909500	Sucres à l'état solide	5,0	0/5[d]
10	3924100000	Vaisselle et autres articles pour le service de la table ou de la cuisine	6,5	6,4
11	5601300000	Tontisses, nœuds et noppes (boutons) de matières textiles	3,8	3,2
12	7019190000	Pelotes de fibres de verre et fils de fibres de verre coupés d'une longueur inférieure à 50 mm	10,0	8,0
13	8418610000	Pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 8415	5,0	0
14	8456500000	Machines à découper par jet d'eau	2,0	0
15	8486200010	Machines et appareils pour la fabrication de dispositifs à semi-conducteur ou des circuits intégrés électroniques opérant par ultra-sons	2,0	0
16	8508190000	Aspirateurs de poussières, y compris les aspirateurs de matières sèches et de matières liquides, à moteur électrique incorporé	10,0	0/10[e]
17	8508700000	Parties d'aspirateurs, n.d.a.	5,0	0/10[f]
18	8517710019	Antennes et réflecteurs d'antennes de tous types; parties reconnaissables comme étant utilisées conjointement avec ces articles; autres	10,0	0
19	9006910000	Parties et accessoires d'appareils photographiques, n.d.a.	5,0	0/5[g]
20	9608200000	Stylos et marqueurs à mèche feutre ou à autres pointes poreuses	10,0	0/10
21	9620001090	Monopodes, bipieds, trépieds et articles similaires, des types utilisés pour les appareils de photographie ou de vidéographie numériques, les caméras et projecteurs cinématographiques	10,0	5,0

a Un droit consolidé à zéro vise les *cyprinus*.
b Des droits consolidés à zéro ou à 5% visent les têtes, queues et vessies natatoires fumées, séchées, salées ou en saumure
c Des droits consolidés à zéro ou à 5% visent les nageoires de poissons et autres abats de poissons comestibles, fumés, séchés, salés ou en saumure (à l'exclusion des têtes, queues, vessies natatoires et ailerons de requins)
d Un droit consolidé à zéro vise le "Sucralight".
e Un droit consolidé à zéro vise les aspirateurs à usage domestique.
f Un droit consolidé à zéro vise les parties d'aspirateurs.
g Un droit consolidé à zéro vise une partie des parties et accessoires d'appareils photographiques.

Note: Il n'a pas été possible de comparer intégralement le tarif douanier de 2024 et le tarif douanier consolidé; environ 2% des lignes tarifaires ne pouvaient pas être comparées, principalement à cause de modifications dans la nomenclature du SH et dans la structure du tarif douanier. Pour tous les points (a à g), le droit appliqué visant ces produits est supérieur au niveau consolidé correspondant.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités, et base de données LTC de l'OMC.

Tableau A3. 2 Récapitulatif des droits NPF appliqués de l'Ukraine, 2024

	Nombre de lignes	Moyenne simple (%)	Fourchette tarifaire (%)	CV[a]	Part des lignes en franchise de droits (%)	Part des lignes soumises à des droits non *ad valorem* (%)	Part des "crêtes" tarifaires internationales[b]	Part des taux de nuisance appliqués[c]
Total	**11 008**	**4,8**	**0-54,5**	**1,2**	**39,3**	**1,2**	**3,2**	**7,7**
Par catégorie OMC[d]								
Produits agricoles (définition OMC)	**2 263**	**9,7**	**0-54,5**	**0,8**	**15,1**	**5,9**	**14,3**	**4,1**
A. Animaux vivants et viandes	**369**	**11,4**	**0-20**	**0,4**	**6,5**	**0**	**8,9**	**2,2**
A01 Animaux vivants à l'exclusion des poissons	77	4,7	0-15	0,9	31,2	0	0	10,4
A02 Viande	292	13,2	05-20	0,3	0	0	11,3	0
B. Produits laitiers	**166**	**9,7**	**05-10**	**0,1**	**0**	**0**	**0**	**0**
C. Fruits et légumes	**479**	**11,6**	**0-20**	**0,5**	**10,6**	**0**	**19,6**	**2,3**
C01 Fruits	139	7,7	0-20	0,9	28,8	0	14,4	0
C02 Légumes	115	13,8	0-20	0,5	6,1	0	45,2	0,9
C03 Préparations à base de fruits et de légumes	225	12,8	0-20	0,3	1,8	0	9,8	4,4
D. Café, thé, cacao et épices	**95**	**4,5**	**0-20**	**1,2**	**53,7**	**0**	**1,1**	**0**
D01 Café, thé, maté	27	7,4	0-20	0,6	22,2	0	3,7	0
D02 Cacao	29	7,8	0-15	0,7	20,7	0	0	0
D03 Épices	39	0	0	0	100	0	0	0
E. Céréales et préparations alimentaires	**207**	**12**	**0-20**	**0,5**	**3,9**	**0,5**	**31,9**	**1,9**
E01 Céréales	123	12,8	0-20	0,6	4,9	0	46,3	3,3
E02 Préparations alimentaires	84	10,7	0-20	0,4	2,4	1,2	10,7	0
F. Graines oléagineuses, graisses et huiles	**190**	**8,3**	**0-30**	**0,8**	**17,9**	**0**	**16,8**	**0**
F01 Graines oléagineuses	33	3,6	0-10	0,8	33,3	0	0	0
F02 Graisses et huiles animales	36	14,2	0-20	0,4	2,8	0	36,1	0
F03 Graisses et huiles végétales	121	7,9	0-30	0,8	18,2	0	15,7	0
G. Sucres et sucreries	**44**	**15,8**	**05-50**	**1,1**	**0**	**0**	**20,5**	**0**
H. Boissons et tabac	**370**	**7,7**	**0-54,5**	**1,2**	**20,3**	**35,9**	**10**	**16,2**
H01 Boissons non alcooliques, y compris les jus	140	6,5	0-10	0,5	0,7	0	0	29,3
H02 Alcools	202	8,7	0-54,5	1,4	36,1	61,4	15,3	3,5
H03 Tabac	28	7,6	0-25,3	1,2	3,6	32,1	21,4	42,9
I. Coton, soie et laine	**31**	**0**	**0**	**0**	**100**	**0**	**0**	**0**
I01 Coton	6	0	0	0	100	0	0	0
I02 Soie et laine	25	0	0	0	100	0	0	0
J. Autres produits agricoles	**312**	**7,8**	**0-20**	**0,9**	**21,5**	**0**	**16,3**	**3,2**
J01 Plantes et matières végétales	121	6,5	0-20	1	32,2	0	6,6	4,1
J02 Produits chimiques d'origine agricole	60	5	0-10	0,4	10	0	0	3,3
J03 Résidus des industries alimentaires	66	13,2	0-20	0,5	3	0	48,5	1,5
J04 Autres produits d'origine animale	65	7,4	0-20	1	30,8	0	16,9	3,1
Produits non agricoles (définition OMC)	**8 745**	**3,5**	**0-25**	**1,2**	**45,5**	**0**	**0,3**	**8,6**
K. Poissons et produits de la pêche	**590**	**2,7**	**0-20**	**1,5**	**59,2**	**0**	**1,2**	**4,7**
L. Minéraux et métaux	**1 565**	**2,9**	**0-20**	**1,4**	**53**	**0**	**0,4**	**12,8**
L01 Combustibles minéraux, autres que les huiles de pétrole	70	1	0-10	2	65,7	0	0	30
L02 Autres minéraux	128	3,9	0-20	1,2	7	0	5,5	72,7
L03 Produits minéraux non métalliques	278	7	0-15	0,5	9,7	0	0	4
L04 Articles de bijouterie et produits associés	28	7,3	02-10	0,4	0	0	0	17,9
L05 Métaux non ferreux	271	0,2	0-5	3,3	90	0	0	8,5

	Nombre de lignes	Moyenne simple (%)	Fourchette tarifaire (%)	CV[a]	Part des lignes en franchise de droits (%)	Part des lignes soumises à des droits non *ad valorem* (%)	Part des "crêtes" tarifaires internationales[b]	Part des taux de nuisance appliqués[c]
L06 Fonte, fer et acier	635	1,1	0-10	1,9	76,9	0	0	1,1
L07 Ouvrages en métaux	155	6,6	0-15	0,6	10,3	0	0	25,8
M. Pétrole	**93**	**1,9**	**0-10**	**1,7**	**68,8**	**0**	**0**	**2,2**
M01 Huiles brutes	2	0	0	0	100	0	0	0
M02 Huiles de pétrole, autres que brutes	91	2	0-10	1,6	68,1	0	0	2,2
N. Produits chimiques	**1 582**	**3,2**	**0-6,5**	**0,9**	**38,4**	**0**	**0**	**6,4**
N01 Produits chimiques inorganiques	265	3,5	0-5,5	0,6	26,4	0	0	5,7
N02 Produits chimiques organiques	513	3,1	0-6,5	0,9	41,5	0	0	7,2
N03 Produits pharmaceutiques	103	0	0	0	100	0	0	0
N04 Plastiques	262	3,4	0-6,5	0,8	30,9	0	0	9,2
N05 Engrais	34	4,9	0-6,5	0,3	5,9	0	0	2,9
N09 Autres produits chimiques	405	3,5	0-6,5	0,8	34,3	0	0	6,2
O. Bois, papier, meubles	**510**	**0,5**	**0-10**	**3,6**	**92,2**	**0**	**0**	**0**
O01 Bois et ouvrages en bois	267	0,7	0-10	2,7	86,9	0	0	0
O02 Pâte à papier, papier et imprimés	194	0	0	0	100	0	0	0
O03 Meubles	49	1	0-10	3	89,8	0	0	0
P. Textiles	**898**	**3,2**	**0-12,5**	**1,2**	**43,3**	**0**	**0**	**16,7**
P01 Fibre, fils et tissus naturels	277	0,6	0-5	2	66,4	0	0	25,3
P02 Fibres, fils et tissus synthétiques ou artificiels	232	0,2	0-1	2,2	83,2	0	0	16,8
P09 Autres produits textiles	389	6,9	0-12,5	0,5	3,1	0	0	10,5
Q. Vêtements	**343**	**11,4**	**0-12**	**0,1**	**0,9**	**0**	**0**	**0**
R. Caoutchouc, cuir et chaussures	**287**	**6,2**	**0-25**	**0,7**	**18,8**	**0**	**1**	**1,7**
R01 Caoutchouc et articles en caoutchouc	111	3,8	0-13	1,1	48,6	0	0	4,5
R02 Cuirs et ouvrages en cuir	98	6	03-25	0,7	0	0	3,1	0
R03 Chaussures	78	10	10	0	0	0	0	0
S. Machines mécaniques, machines de bureau et machines comptables	**1 015**	**2,1**	**0-10**	**1,2**	**48,2**	**0**	**0**	**18,2**
S01 Machines et appareils industriels d'application générale	373	1,7	0-10	1,4	56,3	0	0	17,2
S02 Machines et appareils pour industries spécialisées	465	2,1	0-10	1,1	42,6	0	0	23,4
S03 Machines génératrices	126	3,2	0-10	0,7	31,7	0	0	7,9
S04 Ordinateurs et machines et appareils de bureau	51	1,4	0-10	2,3	80,4	0	0	3,9
T. Machines électriques et matériel électronique	**761**	**3,4**	**0-25**	**1,1**	**44,8**	**0**	**0,1**	**6,6**
T01 Machines électriques	420	3	0-10	1	41,7	0	0	8,1
T02 Composants électroniques	21	0	0	0	100	0	0	0
T03 Semi-conducteurs	36	0	0	0	100	0	0	0
T04 Matériel de télécommunication	78	2,8	0-10	1,4	59	0	0	6,4
T05 Appareils audiovisuels	109	5	0-25	1	41,3	0	0,9	3,7
T06 Appareils ménagers	97	5,7	0-10	0,7	18,6	0	0	7,2
U. Matériel de transport	**440**	**5,5**	**0-20**	**0,8**	**33**	**0**	**0,7**	**5,2**
U01 Véhicules automobiles	228	5,7	0-20	0,8	27,2	0	1,3	8,3
U02 Véhicules ferroviaires	31	2	0-10	1,8	71	0	0	6,5
U03 Navires et engins flottants	42	7,4	02-10	0,3	0	0	0	2,4
U04 Aéronefs	46	1,5	0-10	2,4	84,8	0	0	0
U05 Bicyclettes, motocycles et autres matériels de transport	93	7,4	0-10	0,6	23,7	0	0	1,1
V. Autres produits manufacturés	**661**	**5**	**0-25**	**0,9**	**36**	**0**	**0,5**	**1,1**
V01 Produits optiques et photographiques	70	4,9	0-10	0,9	34,3	0	0	4,3
V02 Instruments de mesure	121	2,6	0-10	1,5	66,9	0	0	0,8

	Nombre de lignes	Moyenne simple (%)	Fourchette tarifaire (%)	CV[a]	Part des lignes en franchise de droits (%)	Part des lignes soumises à des droits non *ad valorem* (%)	Part des "crêtes" tarifaires internationales[b]	Part des taux de nuisance appliqués[c]
V03 Matériel médical	52	0	0	0	100	0	0	0
V04 Horlogerie	57	7,4	0-15	0,5	7	0	0	0
V05 Armes et munitions	67	6,1	02-10	0,4	0	0	0	1,5
V06 Articles de loisirs et de sport	71	5,8	0-20	0,9	42,3	0	2,8	0
V09 Autres produits manufacturés	223	6,4	0-25	0,7	21,1	0	0,4	0,9

a Coefficient de variation.
b Les crêtes tarifaires internationales sont les taux supérieurs à 15%.
c Les taux de nuisance sont les taux supérieurs à zéro, mais inférieurs ou égaux à 2%.
d Catégories utilisées dans les négociations commerciales multilatérales menées à l'OMC (version de 2023). Des renseignements détaillés sont disponibles sur le portail WTO Stats. Adresse consultée: https://stats.wto.org/.

Note: Le tarif de 2024 est fondé sur la nomenclature du SH2022. Les calculs sont effectués au niveau des lignes tarifaires nationales (à 10 chiffres), en excluant les taux contingentaires et en incluant les EAV. Les calculs tiennent compte, lorsqu'ils sont disponibles, des EAV communiqués par les autorités ukrainiennes (d'après les importations de 2023 pour le tarif de 2024).

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

Tableau A3. 3 Contingents tarifaires dans le cadre d'ALE, 2024

Classement tarifaire	Produit	Contingent annuel (poids net)
ALE avec la Macédoine du Nord		
220410, 220421, 220422, 220429, 220430	Vins mousseux et certains autres vins et moûts de raisin	40 millions de l
ALE avec l'Union européenne		
020311, 020312, 020319, 020321, 020322, 020329	Viandes porcines	10 000 t, plus 10 000 t pour les codes suivants: 02031110; 02031219; 02031911; 02031915; 02031959; 02032110; 02032219; 02032911; 02032915; 02032959
020712, 020714, 02072610, 02072620, 02072630, 02072640, 02072650, 02072660, 02072670, 02072680, 02072699, 020727, 0207441, 0207441, 02074461, 02074481, 02074499, 02074531, 02074541, 02074561, 02074571, 02074581, 02074595, 02074599, 02075431, 02075441, 02075461, 0207541, 02075499, 02075531, 02075541, 02075561, 02075571, 02075581, 02075595, 02075599, 02076031, 02076041, 02076061, 02076081, 02076091, 02076099	Volailles et produits provenant de volailles semi-finis	10 000 t, plus 10 000 t pour le code 020712
170112, 170113, 170114, 170191, 170199	Sucre	40 000 t
ALE avec le Canada		
0203211000, 0203219000, 020322 1100, 0203221900, 0203229000, 0203291100, 0203291300, 0203291500, 0203295500, 0203295900, 0203299000, 0206410000, 0206490000, 0209101100	Porc	20 000 t

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

Tableau A3. 4 Mesures contingentes définitives, 2017-2024

Produit	Code du SH	Type	Début	Expiration	Exportateur
Mesures en vigueur, 1er juillet 2024					
Éléments d'aiguillage	8608001000	AD	07/2002	12/2025	Fédération de Russie
Panneaux de fibres	4411921000	AD	08/2006	02/2026	Fédération de Russie
Barres d'armature et de fil machine	7213100000, 7213911000, 7213912000, 7213914100, 7213914900, 7213917000, 7213919000, 7213991000, 7213999000, 7214200000, 7214991000, 7214993900, 7214995000, 7214997900, 7214999500, 7227200000, 7227901000, 7227905000, 7227909500, 7228209100, 7228209900, 7228302000, 7228306900, 7228308900	AD	02/2018	04/2029	Fédération de Russie
Barres en acier au carbone laminées à chaud et autres aciers d'un diamètre pouvant aller jusqu'à 40 mm (inclus)	ex 7213100000, 7213911000, 7213912000, 7213914100, 7213914900, 7213917000, 7213919000, ex 7213991000, ex 7213999000, ex 7214200000, ex 7214991000, ex 7214993900, ex 7214997900, ex 7227200000, ex 7227901000, ex 7227905000, ex 7227909500, ex 7228209100, ex 7228306900	AD	01/2020	01/2025	Bélarus, Moldova, Rép. de
Produits laminés avec revêtement résistant à la corrosion	7210300000, 7210490000, ex 7210300000, 7210410000, ex 7210490000, 7210500000, 7210610000, 7210690000, 7210908000, 7212200000, 7212300000, 7212502000, 7212503000, 7212504000, 7212506100, 7212506900, 7212509000, 7225910000, 7225920000, 7225990000, 7226991000, 7226993000, 7226997000	AD	07/2019	À déterminer	Fédération de Russie, Chine
Certains câbles et cordes	7312106100, 7312106500, 7312108100, 7312108300, 7312108500, 7312108900, 7312109800	AD	03/2020	03/2025	Fédération de Russie
Allumettes	3605000000	AD	06/2020	06/2025	Fédération de Russie, Bélarus
Matériaux d'isolation thermique	ex 6806100000	AD	01/2022	01/2027	Fédération de Russie, Bélarus
Panneaux de particules	4410111000, 4410113000, 4410119000	AD	01/2022	01/2027	Fédération de Russie, Bélarus
Ciments	2523100000, 2523290000	AD	06/2019	À déterminer	Fédération de Russie, Bélarus, Moldova
Lampes électriques à incandescence	8539229010	AD	07/2006	08/2024	Chine
Ampoules électriques à usage général	8539229010	AD	08/2015	09/2026	République kirghize
Câbles, fils, fils torsadés, tresses et articles similaires, en fer ou en acier	7312104900, 7312108100, 7312108300, 7312109800, 7312106500	AD	08/2008	05/2025	Chine

Produit	Code du SH	Type	Début	Expiration	Exportateur
Tuyaux et tubes sans soudure en acier inoxydable	7304410090, 7304499300, 7304499500	AD	12/2014	12/2025	Chine
Tuyaux et tubes sans soudure en acier laminés à chaud (déformés à chaud)	730419, 7304230000, 730429, 730439, 730459	AD	06/2020	06/2025	Chine
Éléments de fixation en acier	ex 7318156890, ex 7318158290, ex 7318158890, ex 7318159590, ex 7318169290, ex 7318169990	AD	09/2020	09/2025	Chine
Fils en aciers silicomanganeux	7229200000	AD	08/2023	08/2028	Chine
Produits en acier au carbone laminés, avec revêtement	721070, 721090, 721240	AD	09/2023	09/2028	Chine
Blocs de béton cellulaire	6810111000	AD	03/2020	03/2025	Bélarus
Contreplaqué	4412319000, 4412330000, 4412340000, 4412390000, 4412994000, 4412995000, 4412998500	AD	01/2022	01/2027	Bélarus
Fécule de pommes de terre	1108130000	AD	01/2022	01/2027	Bélarus
Récipients en verre	7010901090, 7010904100, 7010904300, 7010904500, 7010905300	AD	08/2023	08/2024	Bélarus
Certains types de produits en asphalte ou en produits similaires	ex 6807100021, ex 6807100029, ex 6807900090	AD	08/2023	08/2028	Bélarus
Roulements radiaux à rouleaux avec rouleaux cylindriques courts	8482500000	AD	01/2020	01/2025	Kazakhstan
Dispositifs (mécanismes) d'inclinaison à pivot pour cadres de fenêtre et de porte de balcon	8302415010	AD	06/2021	06/2026	Türkiye
Ciments	2523100000, 2523290000	AD	10/2021	10/2026	Türkiye
Acide sulfurique et oléum	2807000000	SG	09/2018	08/2024	Reste du monde
Mesures abrogées entre janvier 2017 et juin 2024					
Panneaux de fibrociment ondulés	6811400010	AD	11/2012	11/2018	Bélarus
Panneaux de fibrociment ondulés	6811100000	AD	05/2007	04/2018	Fédération de Russie
Verre flotté (verre à vitres poli thermiquement)	7005292590, 7005293590	AD	05/2012	05/2017	Fédération de Russie
Méthanol (alcool méthylique)	2905110000	AD	02/2012	02/2017	Fédération de Russie
Acide citrique (monohydrate)	2918140000	AD	03/2004	05/2018	Chine
Panneaux de fibres	4411110000	AD	07/2002	07/2019	Bélarus
Nitrate d'ammonium	3102309000 (jusqu'au 03/2018), 3102000000 (jusqu'au 03/2018), 3105000000 (jusqu'au 03/2018)	AD	05/2008	09/2020	Fédération de Russie
Soude caustique	2815120010	AD	06/2016	06/2021	Fédération de Russie
Meules en céramique	6804223000	AD	05/2017	05/2022	Fédération de Russie

Produit	Code du SH	Type	Début	Expiration	Exportateur
Certains types de chocolat et autres produits alimentaires transformés contenant du cacao	1806310000, 1806901100, 1806901900, 1806905000	AD	06/2017	06/2022	Fédération de Russie
Certains engrais azotés	3102100000, 3102800000	AD	05/2017	02/2022	Fédération de Russie
Résines uréiques de f ormaldéhyde	3909100000	AD	08/2018	08/2023	Fédération de Russie
Lampes électriques à incandescence	8539229010	AD	03/2019	03/2024	Bélarus
Sel de cuisine qualité supérieure	2501009100	AD	03/2019	03/2024	Bélarus
Récipients en verre à usage médical d'une contenance inférieure ou égale à 0,15 litres	7010907110, 7010907900	AD	06/2013	04/2024	Fédération de Russie
Bouchons en caoutchouc à usage médical	4016999790	AD	05/2019	05/2024	Pologne, Chine
Voitures de tourisme	703000000	CV	01/2016	01/2021	Fédération de Russie
Matériaux polymères	3901209000, 3904100000	SG	11/2020	11/2022[a]	Reste du monde
Roses coupées	0603110000	SG	05/202 1	05/2024	Reste du monde

a Suspension pendant la durée d'application de de la loi martiale.

Note: AD = mesure antidumping; CV = mesure compensatoire; SG = mesure de sauvegarde; TBD = mesure prorogée dans l'attente d'un résultat de réexamen à l'expiration.

Source: Commission interdépartementale du commerce international.

Tableau A3. 5 Droits d'exportation, 2024

Code du SH	Désignation des produits	Taux
0102291000	Bovins sur pied pesant 80 kg ou moins	10%
0102292100	Bovins sur pied pesant de 80 à 160 kg destinés à l'abattage	10%
0102292900	Bovins sur pied pesant de 80 à 160 kg non destinés à l'abattage	10%
0102294100	Bovins sur pied pesant de 160 à 300 kg destinés à l'abattage	10%
0102294900	Bovins sur pied pesant de 160 à 300 kg non destinés à l'abattage	10%
0102295100	Génisses (bovins femelles n'ayant jamais vêlé) pesant plus de 300 kg destinées à l'abattage	10%
0102295900	Génisses (bovins femelles n'ayant jamais vêlé) pesant plus de 300 kg non destinées à l'abattage	10%
0102296100	Vaches pesant plus de 300 kg destinées à l'abattage	10%
0102296900	Vaches pesant plus de 300 kg non destinées à l'abattage	10%
0102299100	Bovins, sauf génisses et vaches pesant plus de 300 kg destinées à l'abattage	10%
0102299900	Bovins, sauf génisses et vaches pesant plus de 300 kg non destinées à l'abattage	10%
0102391000 0102399000 ex0102909100 ex0102909900	Bovins sur pied non domestiqués	10%
..	Ovins vivants	10%
0104101000	Ovins de race pure	10%
..	Reproducteurs	10%
0104103000	Agneaux (de moins de 1 an)	10%
0104108000	Autres ovins vivants, sauf reproducteurs de race pure et agneaux (de moins de 1 an)	10%
120400	Graines de lin, éclatées ou non éclatées	10%
120600	Graines de tournesol, éclatées ou non éclatées	10%
1207999600 ex1207100000 ex1207300000 ex1207600000 ex1207700000	Graines de cameline	10%
2711110000	Gaz naturel à l'état liquéfié	35%, mais pas moins de 400 UAH par 1 000 m³
2711210000	Gaz naturel à l'état gazeux	35%, mais pas moins de 400 UAH par 1 000 m³
2711290000	Gaz (autre que le gaz naturel) à l'état gazeux	35%, mais pas moins de 400 UAH par 1 000 m³
4101	Cuirs et peaux bruts de bovins (y compris les buffles) ou d'équidés (frais, salés, séchés, chaulés, picklés ou autrement conservés, mais non tannés ni parcheminés ni autrement transformés), même épilés ou refendus	20%
4102	Cuirs et peaux bruts d'ovins (frais, salés, séchés, chaulés, picklés ou autrement conservés, mais non tannés ni parcheminés ni autrement transformés), même épilés ou refendus	20%
4103300000 4103900000	Autres peaux brutes (fraîches, salées, séchées, chaulées, picklées ou autrement conservées, mais non tannées ni parcheminées ni autrement transformées), même épilées ou refendues, sauf de caprinés et de reptiles	20%
7204100000	Déchets et débris de fonte	180 EUR/t
7204300000	Déchets et débris de fer ou d'acier étamés	180 EUR/t
7204411000	Tournures, frisons, débris, meulures et sciures de métaux ferreux	180 EUR/t
7204419100	Chutes ou résidus de poinçonnage de métaux ferreux, emballés	180 EUR/t
7204419900	Chutes ou résidus de poinçonnage de métaux ferreux, non emballés	180 EUR/t
7204491000	Déchets et débris de métaux ferreux, broyés	180 EUR/t
7204493000	Déchets et débris de métaux ferreux, emballés	180 EUR/t
7204499000	Déchets et débris de métaux ferreux, triés ou non	180 EUR/t
7204500000	Déchets lingotés d'aciers non alliés destinés à la refonte (barres de charge)	180 EUR/t
7202998000	Chrome-nickel ferreux et autres ferroalliages	15%
720421	Déchets et débris d'aciers alliés, aciers résistants à la corrosion (inoxydables)	15%
7204290000	Autres déchets et débris d'aciers alliés	15%

Code du SH	Désignation des produits	Taux
7204500000	Déchets d'aciers alliés sous forme de barres de charge destinés à la refonte	15%
7218100000	Aciers résistants à la corrosion (inoxydables) en lingots et autres formes primaires	15%
7401000000	Mattes de cuivre; cuivre de cément (précipité)	15%
7402000000	Cuivre non affiné; anodes en cuivre pour affinage électrolytique	15%
7403120000	Fragments moulés de cuivre affiné destinés à la fabrication de fils	15%
7403130000	Billettes (fragments métalliques de section carrée ou circulaire) de cuivre affiné	15%
7403190000	Autres articles en cuivre affiné	15%
7403210000	Alliages à base de cuivre-zinc (laiton)	15%
7403220000	Alliages à base de cuivre-étain (bronze)	15%
7403290000	Alliages de cuivre (à l'exception des alliages mères du n° 7405)	15%
740400	Déchets et débris de cuivre	15%
7405000000	Alliages mères à base de cuivre	15%
7406	Poudres et paillettes de cuivre	15%
7419991000	Grilles et treillis de fils de cuivre	15%
7415290000	Autres articles en cuivre non rainurés, à l'exception des rondelles (y compris les rondelles élastiques)	15%
7415390000	Articles en cuivre rainurés (à l'exception des vis à bois et autres vis, des boulons et des écrous)	15%
7418109000	Articles de ménage ou d'économie domestique, d'hygiène ou de toilette, et leurs parties, en cuivre	15%
7419	Autres ouvrages en cuivre	15%
750300	Déchets et débris de nickel	15%
760200	Déchets et débris d'aluminium	15%
7802000000	Déchets et débris de plomb	15%
7902000000	Déchets et débris de zinc	15%
8002000000	Déchets et débris d'étain	15%
8101970000	Déchets et débris de tungstène	15%
8105300000	Déchets et débris de cobalt	15%
8108300000	Déchets et débris de titane	15%
8113004000	Cermet et ouvrages en cermet, y compris les déchets et débris	15%

.. Non disponible.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

Tableau A3. 6 Principales lois en matière de propriété intellectuelle

Sujet	Législation
Principales lois consacrées à la propriété intellectuelle	
Droit d'auteur et droits connexes	Loi n° 2811-IX sur le droit d'auteur et les droits connexes Loi n° 1587-III du 23 mars 2000 sur la distribution de copies d'œuvres audiovisuelles, de phonogrammes, de vidéogrammes, de programmes d'ordinateur et de bases de données Loi n° 2953-III du 17 janvier 2003 sur les procédures de réglementation par l'État des activités des entreprises liées à la production, l'exportation et l'importation des disques pour systèmes de lecture laser
Marques de fabrique ou de commerce	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de biens et de services
Indications géographiques, appellations d'origine	Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection juridique des indications géographiques
Dessins et modèles industriels	Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels
Brevets	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité
Protection des variétés végétales	Loi n° 3116-XII du 21 avril 1993 sur la protection des droits relatifs aux variétés végétales
Schémas de configuration de circuits intégrés	Loi n°621/97-VR du 5 novembre 1997 sur la protection des droits relatifs aux topographies des produits semi-conducteurs
Prescriptions concernant les renseignements non divulgués	Loi n° 236/96-VR du 7 juin 1996 sur la protection contre la concurrence déloyale
Moyens de faire respecter les droits	
Procédures et mesures correctives judiciaires civiles	Code des procédures judiciaires administratives Code de procédure civile Code de procédure commerciale Code civil (livre 4) Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes
Mesures provisoires	Code de procédure civile Code de procédure commerciale
Procédures et mesures correctives administratives	Code des procédures judiciaires administratives Loi sur les procédures de réglementation par l'État des activités des entreprises liées à la production, l'exportation et l'importation des disques pour systèmes de lecture laser
Mesures spéciales à la frontière	Code des douanes
Procédures pénales	Code de procédure pénale Code pénal Code des infractions administratives

Source: Secrétariat de l'OMC et OMPI.

Tableau A3. 7 Traités de l'OMPI (+ Convention de l'UPOV) en vigueur en Ukraine

Traité	Sujet (liste d'éléments non exhaustive)	Date d'adhésion ou de ratification	Date d'entrée en vigueur
Convention instituant l'OMPI	Acte constitutif de l'OMPI	12/02/1969	26/04/1970
Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur	Protection des œuvres et des droits des auteurs dans l'environnement numérique	29/11/2001	06/03/2002
Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes	Protection des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes dans l'environnement numérique	29/11/2001	20/05/2002
Convention de Berne	Droit d'auteur (œuvres artistiques, littéraires, etc.)	25/07/1995	25/10/1995
Convention de Rome	Droits connexes (artistes et exécutants, producteurs de phonogrammes et organisations de radiodiffusion)	12/03/2002	12/06/2002
Convention phonogrammes	Protection des producteurs contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes	18/11/1999	18/02/2000
Convention de Paris de 1883 – Acte de Stockholm de 1967	Propriété industrielle (brevets, marques de fabrique ou de commerce, modèles d'utilité, dessins et modèles industriels, indications géographiques et appellations d'origine, concurrence déloyale, moyens de faire respecter les droits, etc.)	21 septembre 1992 (Déclaration de continuation d'application)	25/12/1991
Traité de coopération en matière de brevets (PCT) de 1970	Demandes de brevets internationales	21 septembre 1992 (Déclaration de continuation d'application)	25/12/1991
Traité sur le droit des brevets	Harmoniser et rationaliser les procédures de demande de brevets nationaux et régionaux	31/03/2003	28/04/2005
Arrangement de Strasbourg	Classification internationale des brevets	07/04/2009	07/04/2010
Traité de Budapest	Reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets	02/04/1997	02/07/1997
Arrangement de La Haye	Enregistrement international des dessins et modèles industriels	28/05/2002	28/08/2002
Arrangement de Locarno	Classification internationale pour les dessins et modèles industriels	07/04/2009	07/07/2009
Arrangement de Madrid (marques) – Acte de Stockholm de 1967	Enregistrement international des marques	21 septembre 1992 (Déclaration de continuation d'application)	25/12/1991
Traité de Marrakech	Instauration d'un ensemble type de limitations et d'exceptions aux règles du droit d'auteur pour permettre la reproduction, la distribution et la mise à disposition d'œuvres publiées sous des formats conçus pour être accessibles aux déficients visuels et permettre l'échange de ces œuvres au-delà des frontières par des organisations au service de ces bénéficiaires	08/06/2023	08/09/2023
Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid (marques)	Enregistrement international des marques	29/09/2000	29/12/2000
Traité sur le droit des marques	Uniformiser et rationaliser les procédures nationales et régionales d'enregistrement des marques	30/01/1996	01/08/1996
Traité de Singapour	Harmonisation des procédures administratives d'enregistrement des marques	24/02/2010	24/05/2010
Arrangement de Nice	Classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques	29/09/2000	29/12/2000
Arrangement de Vienne	Classification internationale des éléments figuratifs des marques	29/04/2009	29/07/2009
Traité de Nairobi	Protection du symbole olympique	20/11/1998	20/12/1998
Convention UPOV de 1961 – Acte de 1991	Système *sui generis* de protection des variétés végétales	03/10/1995	03/11/1995

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de l'OMPI, *Traités administrés par l'OMPI*. Adresse consultée: www.wipo.int/treaties/fr/.

Tableau A4. 1 Produits auxquels sont appliqués des taux saisonniers

N°	Ligne tarifaire	Désignation	Taux NPF appliqués en 2024
1	**06031100**	**Roses**	
	0603110010	Du 1er juin au 31 octobre	10
	0603110090	Du 1er novembre au 31 mai	5
2	**06031200**	**Œillets**	
	0603120010	Du 1er juin au 31 octobre	10
	0603120090	Du 1er novembre au 31 mai	5
3	**06031300**	**Orchidées**	
	0603130010	Du 1er juin au 31 octobre	10
	0603130090	Du 1er novembre au 31 mai	5
4	**06031400**	**Chrysanthèmes**	
	0603140010	Du 1er juin au 31 octobre	10
	0603140090	Du 1er novembre au 31 mai	5
5	**06031500**	**Lis (Lilium spp.)**	
	0603150010	Du 1er juin au 31 octobre	10
	0603150090	Du 1er novembre au 31 mai	5
	060319	**Autres:**	
6	**06031910**	**Glaïeuls**	
	0603191010	Du 1er juin au 31 octobre	10
	0603191090	Du 1er novembre au 31 mai	5
7	**06031920**	**Renoncules**	
	0603192010	Du 1er juin au 31 octobre	10
	0603192090	Du 1er novembre au 31 mai	5
8	**06031970**	**Autres**	
	0603197010	Du 1er juin au 31 octobre	10
	0603197090	Du 1er novembre au 31 mai	5
	0604	**Feuillages, feuilles, rameaux et autres parties de plantes**	
9	**060490**	**Autres**	
	06049091	**simplement séchés**	
	0604909110	Du 1er novembre au 30 avril	5
	0604909190	Du 1ermai au 31 octobre	10
10	**06049099**	**Autres**	
	0604909910	Du 1er novembre au 30 avril	5
	0604909990	Du 1ermai au 31 octobre	10
11	**0701**	**Pommes de terre, à l'état frais ou réfrigéré**	
	0701905000	de primeurs, du 1er janvier au 30 juin	10
	0701909000	Autres	10
12	**08071100**	**Pastèques**	
	0807110010	Du 1er décembre au 31 mars	0
	0807110090	Du 1er avril au 30 novembre	20
	080719	**Autres melons**	
13	**08071900**	**Autres**	
	0807190010	Du 1er décembre au 31 mars	0
	0807190090	Du 1er avril au 30 novembre	20
14	**080810**	**Pommes**	
	0808101000	Pommes à cidre, présentées en vrac, du 16 septembre au 15 décembre	10
	08081080	Autres	
	0808108010	Du 1er décembre au 31 mars	0
	0808108090	Du 1er avril au 30 novembre	10
15	**080830**	**Poires**	
	0808301000	Poires à poiré, présentées en vrac, du 1er août au 31 décembre	10
	08083090	Autres	
	0808309010	Du 1er décembre au 31 mars	5
	0808309090	Du 1er avril au 30 novembre	10

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.